

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE



**Examen de la situation
alimentaire et agricole
en milieu de décennie**

1985

CHAPITRES SPÉCIAUX

Depuis 1957, ce rapport présente chaque année, outre l'étude habituelle de la situation récente de l'alimentation et de l'agriculture dans le monde, un ou plusieurs chapitres spéciaux consacrés à des problèmes d'intérêt plus permanent. Les sujets ainsi traités ont été les suivants:

- 1957** Facteurs influençant les tendances de la consommation alimentaire.
Changements survenus après la guerre dans certains facteurs institutionnels affectant l'agriculture.
- 1958** Evolution de la situation alimentaire et agricole en Afrique au sud du Sahara.
Le développement des industries forestières et ses répercussions sur les forêts du monde.
- 1959** Revenus et niveaux de vie agricoles dans des pays à différents stades d'évolution économique.
Etude de certains problèmes généraux de développement agricole dans les pays insuffisamment développés, à la lumière des enseignements de l'après-guerre.
- 1960** Les programmes de développement agricole.
- 1961** La réforme agraire et l'évolution des institutions.
Vulgarisation, éducation et recherche agricoles en Afrique, en Asie et en Amérique latine.
- 1962** Le rôle des industries forestières dans la lutte contre le sous-développement économique.
La production animale dans les pays insuffisamment développés.
- 1963** Principaux facteurs influant sur le développement de la productivité agricole.
L'utilisation des engrais: à la pointe du développement agricole.
- 1964** Nutrition protéique: besoins et perspectives.
Les produits synthétiques et leurs effets sur le commerce des produits agricoles.
- 1966** Agriculture et industrialisation.
Le riz dans l'économie alimentaire mondiale.
- 1967** Mesures propres à stimuler ou à décourager la production agricole dans les pays en voie de développement.
Aménagement des ressources halieutiques.
- 1968** Progrès technique et relèvement de la productivité agricole dans les pays en voie de développement.
L'amélioration de l'emmagasiner et sa contribution aux disponibilités alimentaires mondiales.
- 1969** Programmes d'amélioration de la commercialisation agricole: quelques leçons tirées de l'expérience récente.
Modernisation des institutions dans l'intérêt du développement forestier.
- 1970** L'agriculture au seuil de la deuxième Décennie pour le développement.
- 1971** La pollution des eaux et ses effets sur les ressources biologiques aquatiques et sur les pêches.
- 1972** Education et formation en matière de développement.
Comment accélérer la recherche agricole dans les pays en développement.
- 1973** L'emploi agricole dans les pays en développement.
- 1974** Population, approvisionnement alimentaire et développement agricole.
- 1975** La deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement: examen et évaluation à mi-terme.
- 1976** Energie et agriculture.
- 1977** Situation des ressources naturelles et de l'environnement au regard de l'alimentation et de l'agriculture.
- 1978** Problèmes et stratégies des régions en développement.
- 1979** La foresterie et le développement rural.
- 1980** Les pêches maritimes à l'ère des nouvelles juridictions nationales.
- 1981** Le paupérisme rural dans les pays en développement et les moyens d'y remédier.
- 1982** La production animale: aperçu mondial.
- 1983** La femme dans le développement agricole.
- 1984** Urbanisation, agriculture et systèmes alimentaires.

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE 1985

la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1985

Examen de la situation alimentaire et agricole
en milieu de décennie

Les données statistiques qui figurent dans la présente publication ont été élaborées à partir des renseignements dont disposait la FAO au 1^{er} mars 1986.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les termes «économies développées» et «économies en développement» qui figurent dans certains tableaux sont utilisés pour des raisons de commodité statistique et n'expriment pas nécessairement un jugement quant au niveau de développement atteint par un pays ou une zone donnés.

P-00

ISBN 92-5-202390-9

ISSN 0251-1460

© FAO 1986

Imprimé en Italie

Avant-propos

Sur le plan économique et plus encore sur le plan alimentaire, le bilan de 1985 est fait d'ombres et de lumières. En Afrique, la famine a reflué et la production vivrière a repris dans beaucoup de pays mais, dans le monde développé, la croissance économique a été hésitante et inégalement répartie, tandis que le revenu par habitant a diminué dans nombre de pays en développement très endettés. La chute des prix de l'or noir et la baisse des taux d'intérêt ont soulagé quelque peu les pays en développement qui importent du pétrole, mais aggravé les difficultés des pays en développement endettés qui en exportent.

La croissance économique a tardé à reprendre dans les pays en développement et l'accroissement du volume des échanges a été en grande partie annulé par la baisse continue des prix des produits de base. L'augmentation des cours de certains produits comme le café, vers la fin de 1985, n'a malheureusement pas été le signe avant-coureur d'une reprise.

La récession économique de ces dernières années s'est soldée dans beaucoup de pays par une dégradation des conditions de vie et de la nutrition. Les pays pauvres ont dû se lancer dans des politiques d'ajustement structurel pour réduire leurs dépenses publiques et leurs importations, d'où compression des salaires et aggravation du chômage. Ces politiques sont nécessaires pour jeter les bases d'une croissance non inflationniste, mais elles doivent s'accompagner de programmes propres à protéger, au moins, les groupes les plus vulnérables.

1985 a aussi été l'année de l'espoir. Le monde a été témoin d'une manifestation spectaculaire et sans précédent de solidarité avec l'Afrique. Les efforts consentis par de nombreux particuliers et organismes non gouvernementaux, qui, ensemble, se sont efforcés de soulager l'Afrique de la faim et de la famine, justifient l'accent mis sur leur rôle dans le Pacte mondial de sécurité alimentaire adopté par la Conférence de la FAO en novembre 1985, et dissipent tous les doutes qui pouvaient subsister quant à l'utilité concrète de leur concours.

La reprise de la production alimentaire et agricole en Afrique est de bon augure. En 1985, grâce à la nette amélioration des précipitations et aux nouvelles politiques adoptées, la production alimentaire et agricole de l'Afrique a augmenté, selon les dernières estimations, d'environ 2 pour cent par habitant, alors qu'elle avait baissé d'autant en 1984. Néanmoins, les disponibilités alimentaires ne se sont améliorées qu'assez tardivement, une fois rentrées les récoltes dans les nombreux pays frappés par la sécheresse, notamment dans la zone sahélienne. Par ailleurs, les approvisionnements demeurent insuffisants et instables dans certains pays victimes de guerres ou autres désordres. En adoptant en 1985, à Addis-Abeba, à l'occasion de la réunion au sommet de l'OUA, un Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, les dirigeants africains ont démontré avec éclat qu'ils avaient la volonté politique de réorienter leurs stratégies et de donner la priorité à l'alimentation, à l'agriculture et au développement rural.

En début d'année - en janvier et mars - la FAO avait réuni des donateurs afin de mobiliser des fonds pour son programme de relance de l'agriculture en Ethiopie et dans les 24 autres pays africains victimes de la sécheresse en 1983-84. La réponse des donateurs à ces demandes d'assistance supplémentaire a été à la mesure des manifestations de sympathie suscitées par les malheurs de l'Afrique. La FAO a par ailleurs mené à bien une étude approfondie des problèmes alimentaires et agricoles de ce continent. Ses conclusions ont largement inspiré la résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à la session extraordinaire qu'elle a récemment consacrée à l'Afrique.

En 1985, le contraste entre les pénuries alimentaires de beaucoup de pays en développement et l'abondance des pays développés ne s'est en aucune manière atténué. Les problèmes du commerce agricole se sont exacerbés. Les prix de la plupart des produits

sont restés extrêmement bas et les stocks ont continué à s'accumuler. En outre, les accords internationaux de produits se sont révélés inopérants. Les agriculteurs du monde entier, des pays en développement comme des pays développés, continuent à voir leurs revenus beaucoup baisser; de vastes ajustements structurels sont donc inévitables.

Le début des années 80, c'est-à-dire la première moitié de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, dont nous faisons le point dans la présente publication, a été une période difficile pour le développement économique. Elle a fait ressortir les déséquilibres et distorsions dont souffrent la production et le commerce agricoles. Si, en matière de croissance, le début des années 80 peut être considéré comme une période d'occasions manquées pour de nombreux pays en développement, certains des plus peuplés ont fait des progrès remarquables en accroissant leur production alimentaire et en réduisant leur dépendance à l'égard des importations. Les techniques agricoles modernes ont donné de si bons résultats dans les pays développés que leur production dépasse leurs besoins intérieurs et une demande d'exportation beaucoup moins dynamique que dans les années 70. Cette situation a sérieusement faussé les structures et pratiques agricoles et commerciales.

Il faut espérer que les prochaines négociations commerciales multilatérales, dont on a commencé à s'occuper en 1985, feront la place qu'ils méritent aux échanges agricoles. Toutefois, les distorsions sous-jacentes de la production agricole ne seront pas éliminées par la seule réforme des pratiques commerciales, même si un recul du protectionnisme est éminemment nécessaire. Les politiques d'aide à l'agriculture de beaucoup de pays développés devront, elles aussi, être réformées. Les négociations sur la libéralisation des échanges entreprises sous les auspices du GATT prendront des années. Dans l'intervalle, il faut, premièrement, encourager la coopération entre pays en développement dans le domaine des échanges agricoles et, deuxièmement, autoriser le deuxième compte du Fonds commun pour les produits de base, qui a déjà plus de 250 millions de dollars à sa disposition, à fonctionner dès maintenant, à titre provisoire, étant donné les incertitudes qui retardent la ratification de l'accord portant création du Fonds.

Les progrès réalisés ces dernières années en Asie dans le domaine de la production alimentaire et agricole montrent que les améliorations technologiques conjuguées avec le développement de l'infrastructure et des compétences administratives et avec des politiques pragmatiques peuvent donner des résultats spectaculaires. Néanmoins, les problèmes de l'agriculture et du monde rural sont encore loin d'être résolus en Asie et en Amérique latine. La pauvreté d'une bonne partie de la population en Asie et les pressions qui s'y exercent sur les ressources naturelles, ainsi que l'inégalité de l'accès aux ressources et les autres signes de développement dualiste en Amérique latine et dans les Caraïbes, sont la manifestation de toute une série de problèmes auxquels il faut s'attaquer sans attendre.

L'année 1985 a été marquée par plusieurs événements internationaux importants dans les multiples domaines qui intéressent la FAO. Citons tout d'abord la Conférence mondiale de Nairobi chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme, lancée en 1975. Cette conférence, placée sous le signe de l'égalité, du développement et de la paix, a adopté un document intitulé "Stratégies prospectives d'action pour la promotion de la femme", où l'on souligne l'importance du rôle des femmes dans la production vivrière et la sécurité du ménage. On y réaffirme aussi l'appel lancé par la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural en faveur d'un accès équitable des femmes à la terre, à l'eau et aux autres ressources, moyens de production et services.

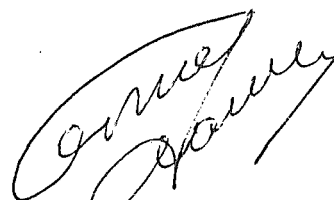
En outre, 1985, Année internationale de la forêt, a été marqué par la tenue au Mexique du neuvième Congrès forestier mondial. A cette occasion, j'ai insisté sur le rythme intolérable de détérioration et de destruction de la forêt dans les régions tropicales et arides, qui résulte de l'extrême pauvreté de millions de personnes dans les pays en développement. Les problèmes forestiers doivent être envisagés dans le cadre d'une stratégie de développement rural, non seulement en raison du rôle de la forêt dans la protection de l'environnement, mais aussi parce que les forêts tropicales, plus particulièrement, sont un énorme réservoir de ressources phylogénétiques et zootechniques irremplaçables. Le Congrès a également insisté sur l'importance et l'urgence du Plan d'action forestier tropical adopté en début d'année par le Comité FAO de la mise en valeur des forêts dans les tropiques.

C'est aussi en 1985 que la Conférence de la FAO a adopté le Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides. On ne saurait trop insister sur l'importance d'une utilisation optimale et sans danger des pesticides dans le processus de modernisation agricole. Ce code est un premier pas vers l'établissement de règles internationales librement acceptées pour la manipulation, la distribution et l'utilisation sans danger des pesticides.

Enfin, 1985 a été marqué par un événement qui nous a donné l'occasion d'affirmer notre volonté de redoubler d'efforts pour remplir notre mission: nous avons en effet célébré notre quarantième anniversaire. Nous pouvons être fiers de notre contribution aux progrès de ces quatre dernières décennies. Pendant cette période, la population mondiale a doublé mais la production alimentaire a augmenté encore plus vite.

Nous devons tout mettre en oeuvre pour nous acquitter de notre mandat et jouer notre rôle de conscience collective. Notre mission est de stimuler l'action nationale et internationale pour favoriser la croissance, la stabilité, l'équité et la participation de la population dans le monde rural. Les événements de ces dernières années nous ont rappelé - s'il en était besoin - que la croissance agricole est déterminante pour l'ensemble du développement économique, que les politiques et programmes macro-économiques ont énormément d'incidence sur l'agriculture et que l'expansion économique, notamment dans les pays industrialisés, est étroitement liée au sort des pays en développement.

L'économie alimentaire mondiale est caractérisée par l'interdépendance des nations et des secteurs mais le contraste entre pauvreté et abondance persiste, non seulement entre les pays, mais aussi à l'intérieur même des pays. C'est un défi que la FAO, en collaboration avec ses États Membres, se doit de relever. Notre organisation est chargée, non seulement d'analyser ce paradoxe et de proposer des moyens de le résoudre, mais aussi d'aider à mettre en oeuvre des politiques et des programmes propres à favoriser un ajustement agricole international compatible avec la croissance et l'équité.



EDOARD SAOUMA
DIRECTEUR GENERAL

Table des matières

Avant-propos	v
Abréviations	xvii
Note explicative	xviii
INTRODUCTION	1
I. <u>SITUATION MONDIALE</u>	7
1. L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE	7
Evolution de la production	7
Evolution des échanges commerciaux	7
Prix, taux de change et taux d'intérêt	10
Dettes et apports de capitaux	10
Emploi	11
2. LES EFFETS DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE SUR L'AGRICULTURE	12
Facteurs ayant influé sur la demande	12
Facteurs ayant influé sur l'offre	13
Prix et commerce des produits agricoles	13
Importations alimentaires	16
Evolution de la production alimentaire et agricole entre 1980 et 1985	19
Facteurs de production et autres intrants	23
Aide extérieure publique à l'agriculture	26
Aide en intrants	27
Prêts extérieurs privés à l'agriculture	29
3. EVOLUTION DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE	29
4. L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE EN 1985	33
Production	33
Prix des produits agricoles à l'exportation	39
Perspectives pour les céréales en 1985/86	40
Engrais	42
Prix	42
Consommation	42
Commerce des produits agricoles	45
Termes de l'échange	49
Evénements récents	53

Apports de ressources à l'agriculture pendant les années 80	54
Assistance extérieure	54
Engagements	54
Volume	54
Répartition entre les sous-secteurs	54
Répartition entre les régions	56
Décaissement	56
Volume	56
Répartition entre les secteurs et entre les régions	56
Perspectives et projections	57
Aide alimentaire	62
5. PECHE ET FORETS	62
Pêche	62
Production de poisson en 1984	63
Commerce des produits de la pêche en 1984	65
Situation 1985	67
Forêts	67
Production en 1984	67
Problèmes actuels	69
Année internationale de la forêt	69
Commerce des produits forestiers en 1984	70
6. AUTRES QUESTIONS	73
Consommation d'énergie en agriculture: tendances les plus récentes	73
Part du secteur agricole dans la consommation d'énergie commerciale	73
Evolution de la consommation d'énergie dans le secteur agricole	75
Aspects économiques	79
Aspects écologiques de la production alimentaire et agricole	83
Lutte intégrée contre les ravageurs	84
Inventaire et surveillance continue	84
Faune sauvage et zones protégées	84
Planification et évaluation	85

Commercialisation	85
Infrastructure	85
Politiques de commercialisation	86
Gestion et opérations	87
Activités commerciales des petits agriculteurs et des femmes rurales	87
Commercialisation des intrants	89
II. SITUATION REGION PAR REGION	97
1. AFRIQUE	97
Introduction	97
Situation macro-économique	97
Qualité de la vie	102
Production et commerce des produits agricoles	103
Les problèmes de l'agriculture africaine	104
Evolution des politiques	105
Assistance extérieure	107
2. AMERIQUE LATINE	108
La crise économique des années 80	108
La crise économique et l'agriculture	112
Politiques du secteur public	114
3. PROCHE-ORIENT	116
Evolution générale de l'économie	116
Effets sur l'agriculture	119
Politiques du secteur public	120
4. EXTREME-ORIENT	123
Evolution de l'économie et de l'agriculture	123
Evolution des politiques	126
Sujets de préoccupation	127
Ressources en terres	127
Nutrition	127
Commerce extérieur	128
Flux financiers	129
5. CHINE	130
Evolution de l'agriculture	130
Transformations structurelles et réorientation des politiques	131
Nouvelle réorientation des politiques en 1985	132
Problèmes	133
Politiques pour la fin des années 80	135

6.	PAYS DEVELOPPES A ECONOMIE DE MARCHE:	
	AMERIQUE DU NORD, EUROPE OCCIDENTALE, OCEANIE ET JAPON	136
	Déséquilibre entre l'offre et la demande	136
	CEE et Etats-Unis: le problème des revenus agricoles	136
	Faits nouveaux dans les autres pays de l'OCDE	138
7.	EUROPE ORIENTALE ET URSS	138
	Réexamen des politiques agricoles	139
	Nouvelles mesures adoptées	140

TABLEAUX

Situation mondiale

1-1	Variations annuelles de quelques indicateurs économiques et financiers, 1980-85	8
1-2	Indices des prix des produits primaires non pétroliers, 1982-85	14
1-3	Variations annuelles des termes d'échange de revenus (exportations agricoles contre articles manufacturés et pétrole brut), 1971-80 et 1980-84	16
1-4	Variations annuelles du volume des importations alimentaires par habitant, 1971-80 et 1980-84	17
1-5	Variations annuelles des nombres incides FAO de la production alimentaire nette, de la production non alimentaire nette et de la production végétale brute, 1971-80 et 1980-85	20
1-6	Quelques indicateurs relatifs aux intrants	22
1-7	Taux annuels de variation de la consommation d'engrais (total des éléments fertilisants) par région en 1971-80 et 1980-83	23
1-8	Estimation des variations annuelles de la productivité du travail agricole, 1971-80 et 1980-84	25
1-9	Engagements d'aide extérieure publique à l'agriculture (sens large) y compris l'assistance technique sous forme de dons, moyennes mobiles sur deux ans, 1974-75 et 1979-80 à 1983-84	26
1-10	Prêts extérieurs privés à l'agriculture des régions en développement, 1970-83	28
1-11	Disponibilités énergétiques alimentaires (DEA) par habitant, pays développés et en développement, 1969-71 et 1981-83	29
1-12	Volume par habitant de l'aide alimentaire en céréales, 1973-76 et 1981-84	32
1-13	Variations annuelles de la production alimentaire, agricole, végétale et animale	34
1-14	Production agricole, par produit, 1984-85	38
1-15	Prix à l'exportation de quelques produits agricoles, 1984-85	40
1-16	Consommation d'engrais, par grands éléments fertilisants, 1981-84	43
1-17	Valeur des exportations mondiales de produits de l'agriculture (végétaux et animaux), de la pêche et des forêts, prix courants, 1982-84	45

1-18	Nombres indices FAO du volume, de la valeur et de la valeur unitaire des exportations mondiales de produits végétaux et animaux par grands groupes de produits, 1982 à 1984	47
1-19	Valeur aux prix courants et volume du commerce agricole mondial (produits végétaux et animaux) - ventilation par région, 1982-84	48
1-20	Termes de l'échange des exportations de produits agricoles, d'articles manufacturés et de pétrole brut, 1980-84	50
1-21	Engagements d'assistance extérieure à l'agriculture au sens large: total et assistance à des conditions de faveur, 1980-84	55
1-22	Décaissements d'assistance extérieure à l'agriculture (au sens large), 1980-83	59
1-23	Projection des décaissements d'aide financière à l'agriculture (au sens large), 1983-90 et 1995	60
1-24	Capture de poissons, crustacés et mollusques (tous organismes aquatiques à l'exception des baleines et des algues) par groupe de pays et total mondial, 1974-76, 1983 et 1984	64
1-25	Indice FAO du volume, de la valeur et de la valeur unitaire des exportations des produits de la pêche, 1980-84	66
1-26	Principaux produits forestiers: production des pays en développement et des pays développés, 1974-76, 1983 et 1984	68
1-27	Principales productions forestières, exportations totales des pays en développement et des pays développés, 1974, 1982-84	72
1-28	Energie commerciale, consommation totale et consommation de l'agriculture, 1972 et 1982	74
1-29	Consommation d'énergie commerciale par habitant et consommation du secteur agricole par agriculteur, 1972 et 1982	76
1-30	Consommation totale d'énergie commerciale en agriculture et part de chaque moyen de production, 1972 et 1982	77
1-31	Consommation d'énergie en agriculture et production agricole, par agriculteur et par hectare de terres labourables et cultivées en permanence, 1972 et 1982	80
1-32	Pourcentages de variation de la production agricole et de certains facteurs de production et coefficients d'élasticité, 1972-82	81
1-33	Corrélation entre la consommation d'énergie et la production, par région, 1972 et 1982	82
Annexe 1-1	Principaux événements dans le secteur alimentaire et agricole de 1980 à 1985	92

Situation région par région

2-1a, 2-1b	Afrique: quelques indicateurs	98
2-2a, 2-2b	Amérique latine: quelques indicateurs	110
2-3a, 2-3b	Proche-Orient: quelques indicateurs	117
2-4a, 2-4b	Extrême-Orient: quelques indicateurs	124
2-5	Extrême-Orient: part de la dette privée	129

FIGURES

1-1	Cours internationaux de certains produits agricoles, 1980-85	15
1-2	Prix des engrais à l'exportation, 1980-85	24
1-3	Evolution de la production vivrière, de la population, des importations alimentaires et des DEA, de 1971 à 1984	30
1-4	Expéditions de céréales et autres produits au titre de l'aide alimentaire, de 1974/75 à 1983/84	33
1-5	Part du secteur agricole dans la consommation d'énergie commerciale, par groupes de pays et par régions, 1972 et 1982	75
1-6	Structure de la consommation d'énergie commerciale dans le secteur agricole - pays développés et en développement, 1972 et 1982	76

ENCADRES

1-1	Nouveau programme substantiel d'action pour les années 80 (NPSA) en faveur des pays les moins avancés: examen à mi-parcours	18
1-2	Pénuries exceptionnelles et aide alimentaire d'urgence du PAM	36
1-3	Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la décennie des Nations Unies pour la femme: égalité, développement et paix (Nairobi, juillet 1985)	37
1-4	Expansion des échanges: méthodes d'estimation	51
1-5	Décaissements d'assistance extérieure à l'agriculture	57
1-6	La pêche et les pêcheurs	65
1-7	Neuvième Congrès forestier mondial	71
1-8	Structure de la consommation d'énergie commerciale en agriculture	78
1-9	Réformes de la commercialisation agricole: l'exemple du Zaïre et du Sénégal	88
1-10	Formation à la commercialisation des produits agricoles et alimentaires	90
2-1	L'agriculture privée en Europe orientale et en URSS	141

TABLEAUX ANNEXES

A-1	Volume de la production des principaux produits agricoles, halieutiques et forestiers	144
A-2	Indices de la production alimentaire	152
A-3	Indices de la production agricole	154
A-4	Volume des exportations des principaux produits agricoles, halieutiques et forestiers	156
A-5	Valeurs unitaires moyennes des exportations mondiales de certains produits agricoles, halieutiques et forestiers	164
A-6	Volume des importations des principaux produits agricoles, halieutiques et forestiers	165
A-7	Indices de la valeur des exportations de produits agricoles, halieutiques et forestiers	173
A-8	Indices du volume des exportations de produits agricoles, halieutiques et forestiers	175
A-9	Indices de la valeur des importations de produits agricoles, halieutiques et forestiers	177
A-10	Indices du volume des importations de produits agricoles, halieutiques et forestiers	179
A-11	Importance de l'agriculture dans l'économie	181
A-12a	Les ressources et leur emploi dans l'agriculture	183
A-12b	Les ressources et leur emploi dans l'agriculture	185
A-13	Mesures de la production et de la productivité de l'agriculture	187
A-14	Stocks de report de quelques produits agricoles	189
A-15	Variations annuelles des prix à la consommation: tous articles et produits alimentaires	190
A-16	Disponibilités énergétiques d'origine alimentaire par habitant dans certains pays développés et en développement	193
A-17	Part de l'agriculture au sens large dans les engagements d'aide publique entre 1977 et 1984	195
A-18	Ventilation en pourcentage des engagements d'aide publique bilatérale et multilatérale à l'agriculture au sens large entre 1977 et 1984	196

A-19	Pays du CAD: engagements bilatéraux d'aide publique au développement (APD) et part destinée à l'agriculture (au sens large)	197
A-20	Ventilation en pourcentage des engagements d'aide publique à l'agriculture (non compris les dons d'assistance technique) par affectation entre 1977 et 1984	198
A-21	Répartition par régions et groupes économiques des engagements d'aide publique à l'agriculture au sens large (à l'exclusion des dons sous forme d'assistance technique) entre 1977 et 1984	199

Abréviations

AAAIID	Autorité arabe pour les investissements et le développement agricoles
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
APD	Aide publique au développement (CAD)
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
CAD	Comité d'aide au développement (OCDE)
CAEM	Conseil d'assistance économique mutuelle
CEE	Communauté économique européenne
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CTPD	Coopération technique entre pays en développement
DEA	Disponibilités énergétiques alimentaires
DMPC	Direction des marchés, prix et crédits de campagne (Zaïre)
DTS	Droits de tirage spéciaux
ECU	Unité monétaire européenne
FEOGA	Fonds européen d'orientation et de garantie agricoles
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
ICARA	Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique
IDA	Association internationale de développement
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
LEA	Ligue des Etats arabes
NAMBOARD	Office de commercialisation agricole (Zambie)
NCM	Négociations commerciales multilatérales
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIC	Organisation internationale du café
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OUA	Organisation de l'Unité africaine
PAM	Programme alimentaire mondial
PIAE	Programme international d'approvisionnement en engrais (FAO)
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PRAA	Programme de relèvement de l'agriculture en Afrique
PRONAL	Programa Nacional de Alimentación
RAIU	Réserve alimentaire internationale d'urgence
RDA	République démocratique allemande
SAM	Sistema Alimentario Mexicano
STABEX	Système de stabilisation des recettes d'exportation

Note explicative

Les signes conventionnels suivants sont utilisés dans les tableaux statistiques:

- néant ou négligeable
- ... renseignement non disponible

"1984/85" s'entend de la campagne agricole, de la campagne commerciale ou l'exercice à cheval sur les deux années indiquées. "1983-85" s'entend de la moyenne des trois années civiles.

Dans les tableaux statistiques, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des chiffres, certains d'entre eux ayant été arrondis. Les variations annuelles et les pourcentages de variation ont été calculés sur la base de chiffres non arrondis. Sauf indication contraire, on a utilisé partout le système métrique. Le dollar (\$) s'entend du dollar des Etats-Unis.

Indices de la production

La période de base est 1974-76. Les données de production se rapportent aux produits primaires (par exemple, canne et betterave, au lieu de sucre). On utilise comme coefficient de pondération la moyenne des prix nationaux à la production. Les indices des produits alimentaires excluent le tabac, le café, le thé, les graines oléagineuses comestibles, les fibres d'origine animale et végétale et le caoutchouc. Ils sont calculés sur la base des données de production pour l'année civile. 1/

Indices du commerce

Pour les indices du commerce des produits agricoles, la période de base est également 1974-76. Tous les produits et pays figurant dans l'Annuaire du commerce 1984 de la FAO sont pris en compte. Les indices du total des denrées alimentaires comprennent les produits comestibles généralement classés comme "aliments".

Tous les indices représentent les modifications intervenues dans la valeur courante des exportations (f.o.b.) et des importations (c.a.f.), exprimées en dollars. Pour les pays qui évaluent leurs importations sur une base f.o.b., les chiffres sont ajustés afin de déterminer leur valeur c.a.f. approximative. Ces estimations divergent chaque fois que le fret et l'assurance n'évoluent pas dans le même sens que les prix unitaires des produits.

Les indices relatifs au volume et à la valeur unitaire indiquent les changements dans la somme des quantités, pondérée par les prix, et dans les valeurs unitaires, pondérées par le volume, des produits échangés entre les pays. Les coefficients de pondération sont, respectivement, les moyennes des prix et des volumes pour 1974-76, période de base de tous les indices calculés par la FAO. La formule utilisée est celle de Laspeyres. 2/

1/ Voir Annuaire de la production 1984, FAO, Rome, 1985.

2/ Voir Annuaire du commerce 1984, FAO, Rome, 1985.

Définitions "large" et "étroite" de l'agriculture

On utilise en général, pour l'aide extérieure à l'agriculture, les définitions de l'OCDE. Au sens "étroit", l'agriculture s'entend des activités suivantes:

- évaluation des ressources naturelles
- mise en valeur et aménagement des ressources naturelles
- recherche
- approvisionnement en facteurs de production
- engrais
- services agricoles
- formation et vulgarisation
- production végétale
- élevage
- pêches
- agriculture (sous-secteur non alloué)

Au sens "large", elle englobe aussi les activités ci-après:

- foresterie
- production d'intrants
- agro-industries
- infrastructure rurale
- développement rural
- développement régional
- mise en valeur des bassins hydrographiques

Pays développés et pays en développement

Par pays développés, on entend: i) les pays à économie de marché d'Amérique du Nord, d'Europe occidentale ainsi que la Yougoslavie, l'Océanie, Israël, le Japon et l'Afrique du Sud et ii) les pays à économie planifiée d'Europe orientale (Albanie, Bulgarie, Hongrie, Pologne, République démocratique allemande y compris Berlin-Est, Roumanie, Tchécoslovaquie) et l'URSS. 3/

Par pays en développement, on entend: i) les pays à économie de marché d'Afrique, d'Amérique latine, du Proche-Orient 4/, d'Extrême-Orient, et autres et ii) les pays d'Asie à économie planifiée (Chine, Kampuchea démocratique, Mongolie, République populaire démocratique de Corée et Viet Nam).

3/ Selon la définition du FMI, les pays industriels (voir Tableau 1-1) sont les suivants: Allemagne (République fédérale d'), Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse. (La Yougoslavie, la Grèce, Israël, l'Afrique du Sud, les pays à économie planifiée et quelques autres petits pays ne font pas partie de ce groupe).

Pays de l'OCDE: Allemagne (République fédérale d'), Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie.

4/ Le Proche-Orient se compose des pays suivants: Egypte, Jamahiriya arabe libyenne, Soudan, Afghanistan, Bahreïn, Chypre, Iran, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, Royaume d'Arabie saoudite, République arabe syrienne, Turquie, Emirats arabes unis, République arabe du Yémen et République démocratique populaire du Yémen.

Introduction

Comme nous sommes désormais à mi-parcours de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, nous examinerons l'évolution de l'alimentation et de l'agriculture dans le monde et dans les différentes régions, durant les premières années de cette décennie, par rapport aux années 70. Cette étude sera complétée par un examen de trois sujets d'actualité: l'utilisation de l'énergie en agriculture – thème déjà abordé dans cette publication il y a près de dix ans –, l'environnement, et la commercialisation des produits agricoles, qui a tant d'influence sur la production.

Les événements économiques tumultueux des années 70 se sont soldés par une certaine redistribution des cartes entre groupes de pays en raison de l'évolution des prix de produits qui occupent une grande place dans les échanges internationaux. On a également assisté à des changements fondamentaux en ce qui concerne certaines institutions qui avaient guidé le progrès économique depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, comme le taux de change fixe du dollar par rapport à l'or. Les années 70 ont aussi été marquées par une expansion continue de la production et des échanges commerciaux. Malgré un environnement instable et incertain, on espérait, au moment où a été formulée la Stratégie de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, que le rythme de la croissance économique et du développement se maintiendrait dans les années 80.

C'était sans compter sur les déséquilibres et distorsions peu à peu apparus les années précédentes, qu'il s'agisse de la dette internationale ou des changements structurels concernant les marchés, la composition de la production et l'utilisation des intrants. En fait, la troisième Décennie pour le développement, qui a commencé officiellement le 1er janvier 1981, s'est ouverte sur une récession économique d'une gravité sans précédent depuis les années 30.

L'agriculture n'a pas été épargnée, d'autant plus que l'interdépendance de ce secteur et du reste de l'économie est de plus en plus marquée, surtout par le biais des échanges.

La récession économique s'est répercutée sur l'agriculture de plusieurs façons: l'augmentation du chômage, la baisse des revenus réels et l'aggravation des problèmes du service de la dette ont réduit la demande de produits alimentaires et agricoles. L'expansion du commerce agricole, l'un des faits marquants des années 70, a brutalement ralenti. Les prix de la plupart des produits agricoles ont beaucoup baissé et, même si le coût des intrants n'a pas augmenté autant que dans les années 70, les agriculteurs des pays les plus ouverts au commerce ont vu fondre leurs marges. En Amérique du Nord, beaucoup de fermiers, qui s'étaient lourdement endettés dans le climat expansionniste des années 70, se sont trouvés pris entre la hausse des taux réels d'intérêt et la baisse de la valeur de leurs terres. Pour des raisons budgétaires, les pays de la CEE se sont efforcés de freiner l'expansion de leur production mais ils se sont heurtés à une vive résistance politique. Dans les pays en développement, l'agriculture a souffert, non seulement de l'affaiblissement des prix des produits, mais aussi de la contraction des importations, due au manque de devises, ainsi que de certains aspects des programmes d'ajustement économique.

C'est au niveau des prix des produits agricoles à l'exportation que l'effet de la récession est le plus visible. Alors qu'ils avaient augmenté, en moyenne annuelle, de plus de 7 pour cent durant les années 70, ils ont baissé de plus de 1 pour cent par an entre 1980 et 1984. Les répercussions n'ont pas été les mêmes dans toutes les régions en développement. L'Afrique a été particulièrement touchée car ses exportations sont avant tout destinées à l'Europe occidentale, qui a tardé à réagir à la reprise économique en cours, surtout aux Etats-Unis, en 1983.

A l'échelon mondial, ces événements ne semblent pas avoir eu jusqu'à présent d'effet mesurable sur la croissance de la production alimentaire mais il n'en va pas de même si l'on examine la situation région par région. L'expansion de la production vivrière s'est nettement ralentie en Afrique, en Amérique latine et au Proche-Orient, tandis qu'elle s'est accélérée en Extrême-orient, Chine comprise, ce qui a relevé le taux global de croissance des pays en développement. Dans les pays développés, l'expansion de la production s'est spectaculairement ralentie en Amérique du Nord entre 1980 et 1984 tandis qu'elle est restée inchangée en Europe occidentale et qu'elle s'est accélérée en Europe orientale et en URSS. Dans l'ensemble, la production n'a pas été plus instable que dans les années 70, dans les pays en développement, bien que l'Afrique ait considérablement souffert de la sécheresse, alors que son instabilité s'est accentuée dans les pays développés sous l'effet des politiques de restriction de la production et, parfois, de conditions météorologiques défavorables.

En ce qui concerne les intrants, on note surtout que la consommation d'engrais a progressé à un rythme nettement moins rapide que dans les années 70. Elle a augmenté plus de deux fois moins vite dans les pays en développement. C'est en Amérique latine et dans les pays développés que son ralentissement a été le plus marqué. La consommation d'engrais a ainsi augmenté moins vite que la production au début des années 80. Cela tient à des mesures telles que les programmes de mise en réserve des terres aux Etats-Unis, à la dégradation des rapports de prix, et aux contraintes financières pesant sur les importations des pays en développement. L'aide dans ce secteur n'a pas augmenté non plus ces dernières années.

Au début des années 80, la croissance des engagements d'aide extérieure à l'agriculture, très rapide dans les années 70, a beaucoup ralenti en dollars courants mais, étant donné l'appréciation de cette monnaie et le ralentissement de l'inflation, elle est restée en fait du même ordre en valeur réelle. Toutefois, les conditions de cette aide, qui s'étaient beaucoup améliorées à la fin des années 70, se sont nettement durcies. A cet égard, l'appel lancé, dans la stratégie des Nations Unies pour le développement dans les années 80 en faveur d'une assistance accrue au développement, n'a pas reçu une réponse satisfaisante dans le secteur agricole.

Les prêts extérieurs privés à l'agriculture ont diminué de près de 80 pour cent entre 1981 et 1983. La baisse a été particulièrement brutale en Amérique latine, mais l'Afrique a aussi été sérieusement touchée.

L'effet de ces facteurs sur les disponibilités énergétiques alimentaires (DEA) par habitant, mesure fondamentale du niveau de vie, ne s'est pas fait sentir tout de suite. Globalement, ces disponibilités ont augmenté d'environ 12 pour cent dans le monde en développement mais leur évolution a été très différente d'une région à l'autre. Dans les pays d'Asie à économie planifiée et au Proche-Orient, il y a encore eu une certaine amélioration au début des années 1980 mais, en Afrique, les DEA ont sensiblement baissé, ce qui est particulièrement grave pour un continent dont la marge de survie est si mince. Pourtant, par habitant, l'aide alimentaire à l'Afrique a doublé entre le milieu des années 70 et le milieu des années 80.

En ce qui concerne 1985, les faits marquants sont les suivants:

- Un faible taux de croissance de la production alimentaire et agricole, mais qui consolide la reprise de 1984. En outre, l'augmentation de la production a été mieux répartie entre les régions en développement à économie de marché qu'en 1984.

- Un redressement notable de la production en Afrique, où de nombreux pays avaient été terrassés par la sécheresse les trois années précédentes. Une reprise avait été enregistrée dans certains pays d'Afrique occidentale en 1984; l'amélioration s'est généralisée en 1985.
- Une récolte record de céréales, d'où des prix généralement plus faibles qu'en 1984 - où ils avaient semblé vouloir se raffermir - et une augmentation des stocks. L'offre a été excédentaire, et les cours déprimés, sauf pour quelques produits tels que le café dont les prix se sont redressés en fin d'année.
- Les prix internationaux des engrais ont peu varié. La consommation d'engrais avait augmenté du milieu de 1983 au milieu de 1984, principalement du fait d'une reprise en Amérique du Nord. Il semble improbable qu'elle s'accroisse aussi vite dans les années à venir que durant les années 70, et les prix des engrais sont actuellement bas.
- En 1984, le commerce des produits agricoles n'a augmenté que de 3 pour cent en volume, mais de 5 pour cent en valeur. Ce sont les exportations de l'Extrême-Orient et des pays asiatiques à économie planifiée qui ont le plus progressé en 1984; celles du Proche-Orient ont diminué.

Sur le plan institutionnel, on s'est surtout occupé en 1985 de préparer les négociations commerciales multilatérales qui doivent commencer à la fin de 1986. Les problèmes du commerce agricole, et notamment le protectionnisme et les mesures destinées à favoriser les exportations, devraient figurer en bonne place à leur ordre du jour.

Dans le chapitre qui suit, nous examinerons aussi les tendances à long terme de l'aide extérieure à l'agriculture. Selon les chiffres provisoires dont on dispose, les engagements d'aide publique à l'agriculture (au sens large) ont diminué en 1984 pour la deuxième fois depuis 1980. Ils ont baissé de 12 pour cent en dollars courants, mais de 9 pour cent seulement en valeur réelle, en raison principalement de la remontée du dollar et du ralentissement de l'inflation dans les pays industrialisés. La contraction des engagements d'aide à des conditions de faveur a été moins prononcée qu'en 1983: 5 pour cent en dollars courants et 2 pour cent en valeur réelle.

Les décaissements d'aide publique à l'agriculture ont nettement augmenté au début des années 80 en raison de la forte progression des engagements à la fin des années 70. Cette progression a désormais pris fin et les projections montrent que, si les engagements restent à leur niveau de 1983, les décaissements cesseront d'augmenter d'ici à la fin de la décennie, à un niveau de 30 pour cent environ supérieur à celui de 1983. Si les engagements augmentent de 5 pour cent par an - ce qui semble aujourd'hui assez improbable -, les décaissements continueront à augmenter et doubleront d'ici à 1995. En dehors de ces projections, il faut tenir compte de la baisse des décaissements de sources extérieures privées au début des années 80.

Dans le secteur des pêches, les ajustements se poursuivent pour répondre à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982. La stratégie adoptée en 1984 à la Conférence mondiale de la FAO sur l'aménagement et le développement des pêches est actuellement mise en oeuvre. Cette stratégie est axée sur la planification du secteur des pêches: pêche artisanale, aquaculture, commerce international et rôle du poisson dans la nutrition. L'adoption de la Convention sur le droit de la mer en 1982 et la Conférence organisée par la FAO en 1984 ont marqué, pour le secteur de la pêche, une période d'évolution et d'ajustements, riche de difficultés mais aussi de promesses.

Quant au secteur des forêts, la dégradation du climat économique au début des années 80 a davantage posé de problèmes qu'elle n'a ouvert de perspectives, surtout pour les pays en développement qui essaient de restructurer leur secteur forestier afin de produire plus de produits finis. Même là il existait certaines possibilités, comme dans l'industrie du papier et de la pâte à papier. La construction et l'exploitation d'usines nationales ont posé beaucoup de problèmes, surtout en Afrique. Toutefois, ce sont l'épuisement des ressources forestières et l'insuffisance des investissements dans le reboisement et la conservation qui constituent le souci primordial des pays en développement. Cela a d'ailleurs été l'un des principaux thèmes du Congrès forestier mondial qui s'est tenu au Mexique en 1985, proclamé Année internationale de la forêt.

Des approvisionnements énergétiques suffisants et stables sont indispensables pour maintenir et accélérer le rythme de la modernisation de l'agriculture. Pour les pays qui ont des problèmes de balance des paiements et du point de vue de la conservation d'une ressource non renouvelable, la consommation par l'agriculture d'énergie commerciale à base essentiellement de pétrole est une question très importante.

A compter de 1972, certaines régions développées - particulièrement l'Amérique du Nord et l'Océanie - ont réalisé des économies d'énergie en agriculture, en général par une utilisation moins intensive des machines. En revanche, la consommation d'énergie a continué à augmenter rapidement dans le monde en développement, notamment en Extrême-Orient, au Proche-Orient et dans les pays d'Asie à économie planifiée, de sorte que la part des pays en développement dans la consommation mondiale d'énergie à des fins agricoles est désormais supérieure à un quart, contre moins d'un cinquième il y a dix ans.

La conclusion semble être que, dans les pays développés, le coût de l'énergie devrait pouvoir déterminer la consommation d'intrants à fort coefficient énergétique; dans les pays en développement, il faut poursuivre les recherches pour mettre au point des systèmes d'exploitation agricole qui, à long terme, ne pèseront pas exagérément sur les sources d'énergie traditionnelles.

Sur le front écologique, les problèmes évoluent assez lentement et ne sont manifestement pas les mêmes dans les pays développés et dans les pays en développement. Dans les premiers, l'agriculture a atteint un très haut niveau de technicité et de productivité qui n'est pas sans nuire à l'environnement et qui se solde par des excédents difficiles à écouler. Des initiatives sont donc prises pour réduire l'intensité des pratiques agricoles, atténuer les pressions s'exerçant sur l'environnement et réparer les dégâts commis dans le passé.

Dans les pays en développement, il s'agit avant tout d'accroître les approvisionnements en vivres et en bois de feu - indispensable pour faire cuire les aliments - et de relever les revenus des ruraux. Beaucoup de systèmes agricoles traditionnels ne peuvent supporter les pressions auxquelles on les soumet pour produire plus d'aliments et de combustible, de sorte que les écosystèmes, souvent fragiles, se dégradent. La détérioration continue des écosystèmes tropicaux et subtropicaux constitue l'un des problèmes écologiques majeurs de ce milieu des années 80. Il y a maintenant près de 15 ans qu'a eu lieu la conférence sur l'environnement. Depuis, on est passé de l'étude des dommages causés au milieu naturel et des stratégies propres à les prévenir à des projets concrets ayant un impact direct aux niveaux local et national.

Pour beaucoup de pays en développement, le début des années 80 a été une période de difficultés économiques auxquelles n'a pas échappé l'agriculture. De plus en plus de pays voient dans l'amélioration des systèmes de commercialisation agricole un moyen d'accroître la production de l'agriculture dans le cadre de mesures globales d'ajustement

financier ou budgétaire. Des exemples sont donnés ci-après des changements apportés dans ce sens aux institutions et aux politiques, dans certains cas avec l'aide de la FAO. La formation à tous les niveaux - du responsable au petit paysan - joue nécessairement un grand rôle dans les projets d'amélioration de la commercialisation agricole.

Venons-en à la situation région par région, telle qu'elle est décrite au chapitre II. Pour l'Afrique, le début des années 80 restera dans les mémoires comme une période extrêmement difficile et douloureuse. Dette, dépression économique et sécheresse sont les trois fléaux qui, sur ce continent, marqueront la première moitié de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement. Cette avalanche de problèmes a obligé les dirigeants africains à revoir leurs stratégies de développement. Ils ont admis qu'il fallait donner la priorité à l'agriculture et se sont engagés à réorienter en conséquence leurs politiques, leurs investissements et leurs dépenses de fonctionnement. Une amélioration de la conjoncture économique durant la deuxième moitié de la décennie faciliterait beaucoup le redressement agricole et économique de l'Afrique.

Le début des années 80 a aussi été une période extrêmement difficile pour l'Amérique latine. Dans cette région toutefois, le secteur agricole a joué un rôle plus stabilisateur au niveau de la production, des revenus et des devises nécessaires pour le service de la dette. L'agriculture a aussi dû faire face à des difficultés. Les caprices du climat ont freiné la croissance de la production, et la baisse des cours mondiaux a réduit les revenus agricoles dans plusieurs pays. A cause de la crise, on redouble d'efforts pour accroître les exportations agricoles, mais il est à craindre que cela ne soit préjudiciable à la petite agriculture, laquelle risque aussi de souffrir de la compression des dépenses publiques.

Au Proche-Orient, l'agriculture et l'économie en général ont souffert des guerres et désordres civils qui ensanglantent la région. La récession économique du début des années 80 et la chute des prix du pétrole ont provoqué une forte diminution des fonds envoyés, souvent en milieu rural, par les travailleurs expatriés des pays exportateurs de main-d'oeuvre, dont l'économie repose sur l'agriculture. Par ailleurs, la baisse des recettes pétrolières a montré qu'il était nécessaire de faire une plus grande place à l'agriculture afin de parvenir à un plus haut degré d'autosuffisance et de sécurité alimentaires. Certains pays ont réussi à beaucoup accroître leur production agricole, mais au prix d'importations massives de technologies et d'intrants.

L'Extrême-Orient est parvenu à atténuer les effets de la récession économique. Néanmoins, des difficultés sont apparues dans le secteur agricole à cause de l'intensification des pressions sur l'environnement et de la baisse des prix des produits. Même si l'on exclut la Chine, on constate que la croissance de la production alimentaire et agricole a conservé son rythme au début des années 80, mais ce résultat est entièrement dû aux progrès de la production vivrière en Inde. L'expansion de la production a ralenti en Asie de l'Est et du Sud-Est, tout en conservant un rythme satisfaisant. En Asie du Sud (Inde non comprise), la production vivrière n'a pas réussi à suivre la croissance démographique entre 1980 et 1984. La concurrence est de plus en plus forte sur les marchés extérieurs, de sorte que les perspectives sont incertaines pour les exportateurs de produits agricoles de la région.

Le début des années 80 a été pour la Chine, jusque-là plutôt à l'écart des forces économiques mondiales, une période de croissance rapide, grâce aux réformes opérées à la fin des années 70, puis au début des années 80. La croissance de la production agricole a été spectaculaire, mais elle a ralenti en 1985. L'insuffisance des moyens de transport et d'entreposage pose un gros problème. La volonté des autorités chinoises de stabiliser les prix de détail, de relever les revenus des ruraux et d'adapter la production agricole à la demande s'est heurtée à des problèmes de planification et d'exécution. Il semble

que la Chine s'accorde maintenant un temps de réflexion après les innovations spectaculaires de ces dernières années. Elle importe de moins en moins de produits agricoles et pourrait à l'avenir en exporter d'énormes quantités, perspective qui n'est pas sans incidence sur certains marchés.

L'agriculture des pays développés n'a pas été épargnée par les bouleversements économiques de la première moitié des années 80. En Amérique du Nord, dans la CEE et dans quelques autres pays, le marasme des marchés agricoles et la baisse des prix ont révélé les faiblesses des systèmes de soutien des revenus agricoles qui, avec les progrès techniques, ont engendré d'énormes excédents pratiquement invendables et des déficits budgétaires de plus en plus difficiles à supporter. En outre, cela n'a pas empêché les revenus agricoles de se contracter au début des années 80 à cause du renchérissement des intrants, de la hausse des taux d'intérêt, et de la stagnation ou de la baisse des recettes. Le malheur veut que, dans une agriculture moderne capitaliste, l'unique solution dans une telle situation semble être de produire toujours plus. Le problème reste à résoudre. En attendant, la concurrence s'accroît entre les Etats-Unis et la CEE, les deux grands protagonistes sur les marchés agricoles; l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté ne fait, de ce point de vue, que compliquer les choses.

Les politiques agricoles des pays d'Europe orientale et de l'URSS se sont heurtées ces dernières années à différents problèmes. Ces pays ont pour principal objectif d'accroître leur efficacité, d'économiser sur les intrants, notamment à base énergétique, et d'augmenter sélectivement leur production afin d'améliorer quantitativement et qualitativement leur approvisionnement alimentaire. Le problème des subventions qui grèvent les budgets se pose également dans ces pays mais tient davantage aux subventions à la consommation qu'au soutien des prix à la production. Divers moyens d'améliorer la productivité du secteur agricole sont en cours d'expérimentation et, dans certains pays, l'Etat se montre notamment plus conciliant à l'égard de l'agriculture privée.

I. Situation mondiale

1. L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

Les années 1980 à 1985 ont mis en évidence l'interdépendance croissante des économies nationales et ses conséquences sur l'alimentation et l'agriculture, qu'il s'agisse de la production, de la consommation ou des échanges. L'environnement économique a été beaucoup moins favorable à la croissance de la production et de la consommation alimentaires et agricoles durant cette période que dans les années 70. Les soubresauts de l'économie mondiale ont également eu des effets très variables sur la production, le commerce, l'inflation et la dette extérieure selon les groupes de pays ou régions (Tableau 1-1).

Dans les pays industrialisés, la récession de 1980-82 a été suivie d'une reprise, qui s'est d'abord limitée aux Etats-Unis et au Japon, en 1983, avant de s'étendre peu à peu à d'autres pays en 1984 et 1985, mais en perdant de sa vigueur.

Dans les pays en développement, la récession a été aussi brutale que celle de 1974-75, mais plus longue, plus généralisée et plus lourde de conséquences. Une croissance économique, même modeste, n'a souvent été possible qu'au prix d'un fort accroissement de la dette extérieure, de sorte que, de 1980 à 1985, il y a eu une grande augmentation du ratio de la dette au PIB des pays endettés (41 pour cent).

Evolution de la production

Entre 1980 et 1985, la production de biens et services a augmenté de 2,3 pour cent par an, soit deux fois moins que son taux de croissance à long terme. Son expansion est restée rapide dans les pays asiatiques en développement, tandis qu'elle a beaucoup ralenti dans les autres régions en développement, et on a observé de nettes diminutions de la production par habitant en Amérique latine, en Afrique et au Moyen-Orient.

C'est dans les pays exportateurs de pétrole ainsi que dans les pays en développement ayant des problèmes de service de la dette que le ralentissement a été le plus marqué. La croissance a été plus lente dans les pays de production primaire que dans les pays produisant des articles manufacturés. Les pays les plus ouverts aux échanges ont été relativement plus exposés aux effets de la récession; c'est pourquoi les pays à faible revenu ont en général eu des taux de croissance plus élevés que les pays importateurs de pétrole à revenu moyen.

Dans les pays industrialisés, le ralentissement a été plus prononcé dans les pays européens à économie de marché qu'au Japon et aux Etats-Unis. En 1984, la production mondiale a augmenté de 4,4 pour cent, mais la croissance n'a été que de 2,9 pour cent l'année suivante. Dans les pays industrialisés, elle a été de 2,8 pour cent, c'est-à-dire bien en deçà des 4,7 pour cent de 1984. Dans les pays en développement, elle est tombée de 4,1 pour cent en 1984 à 3,2 pour cent en 1985.

Evolution des échanges commerciaux

Au début des années 80, les échanges commerciaux ont augmenté à peu près au même rythme que la production, alors qu'ils s'étaient accrus bien plus vite que celle-ci dans les années 70. L'écart s'est de nouveau creusé en 1984, lorsque les échanges, contrairement à la production, ont augmenté à un rythme supérieur à la moyenne à long terme. En 1985, ils se sont brusquement ralentis, et leur taux de croissance a été le même que celui de la production.

TABLEAU 1-1. VARIATIONS ANNUELLES DE QUELQUES INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS, 1980-85

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
 %					
<u>Production</u>						
Pays industrialisés	1.2	1.4	-0.4	2.6	4.7	2.8
Pays en développement	3.5	2.2	1.6	1.3	4.1	3.2
Afrique	3.8	1.7	0.8	-1.5	1.6	1.6
Asie	5.5	5.5	5.0	7.4	7.9	6.1
Moyen-Orient	-2.1	-1.8	-0.2	0.1	0.7	-1.6
Amérique latine	5.3	0.9	-0.9	-3.1	3.1	3.8
<u>Prix à la consommation</u>						
Pays industrialisés	11.8	9.9	7.3	4.9	4.7	4.1
Pays en développement	27.1	26.0	24.5	32.7	37.4	39.3
Afrique	16.5	21.3	12.7	18.6	19.8	13.6
Asie	13.1	10.6	6.2	6.6	7.1	6.7
Moyen-Orient	16.7	15.3	12.7	12.1	13.9	13.8
Amérique latine	54.2	59.1	66.3	102.4	122.6	144.0
<u>Volume des exportations</u>						
Pays industrialisés	4.1	3.6	-2.2	2.5	9.3	3.9
Pays en développement	-4.0	-5.7	-8.1	2.9	7.1	0.4
Afrique	-	-16.1	-7.0	3.8	4.6	6.1
Asie	9.2	9.3	0.5	10.1	14.0	2.5
Moyen-Orient	-15.2	-17.9	-19.8	-8.9	-3.2	-5.9
Amérique latine	1.2	6.1	-2.2	7.1	7.3	-1.2
<u>Volume des importations</u>						
Pays industrialisés	-0.7	-1.5	0.1	5.1	13.0	5.2
Pays en développement	8.5	7.1	-4.2	-3.2	2.2	-0.3
Afrique	9.3	10.3	-9.0	-10.1	-0.3	-5.2
Asie	10.2	4.1	-0.2	6.4	6.7	6.3
Moyen-Orient	9.4	16.8	5.9	-2.8	-6.3	-11.4
Amérique latine	9.3	2.6	-17.7	-22.2	2.9	-1.3
<u>Termes de l'échange</u>						
Pays industrialisés	-6.4	-1.2	2.7	2.3	1.1	1.8
Pays en développement	16.7	3.0	-1.2	-3.9	1.2	-2.2
Afrique	15.2	2.3	-4.8	-3.3	2.4	-3.0
Asie	-1.8	-4.7	-0.8	-0.6	1.1	-1.2
Moyen-Orient	41.3	14.0	2.2	-8.8	-	-3.5
Amérique latine	7.0	-4.4	-5.8	-2.8	4.0	-3.0
<u>Ratio du service de la dette a/</u>						
Pays importateurs						
de capitaux	17.1	20.5	23.6	22.0	22.9	24.1
Afrique	13.6	15.5	19.6	22.8	24.8	27.0
Asie	8.2	9.5	11.2	10.8	11.8	12.3
Pays du Moyen-Orient non						
producteurs de pétrole	16.3	18.1	18.6	20.1	22.9	25.8
Amérique latine	33.3	41.1	49.6	43.0	42.4	44.1

NB: On trouvera dans la note explicative la liste des pays industrialisés.

a/ Paiements (intérêts, amortissement, ou les deux) en pourcentage des exportations de biens et services.

Source: FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 1986.

La plupart des distorsions qui ont affecté la croissance du commerce extérieur des pays en développement entre 1980 et 1985 sont imputables à la flambée des prix du pétrole en 1979-80 ou aux problèmes de service de la dette. De 1981 à 1985, les exportations des pays exportateurs de pétrole ont baissé, en moyenne, de presque 10 pour cent par an et la croissance de leurs importations (3 pour cent par an) a été bien inférieure à celle des années précédentes. Les pays ayant des problèmes de service de la dette ont augmenté leurs exportations de 1,3 pour cent par an tandis que leurs importations ont diminué de plus de 5 pour cent en moyenne annuelle; les autres ont accru leurs exportations de près de 7 pour cent et leurs importations d'environ 4 pour cent par an. Par ailleurs, la croissance du volume des exportations a été plus forte, et les termes de l'échange plus stables, dans les pays exportateurs d'articles manufacturés que dans ceux qui exportent des produits primaires.

Les exportations de marchandises des pays en développement pris dans leur ensemble ont baissé en 1980, 1981 et 1982, peu augmenté en 1983, nettement repris en 1984 et pratiquement stagné en 1985 (Tableau 1-1). Celles des pays asiatiques en développement ont progressé de façon spectaculaire; l'Amérique latine est parvenue à augmenter ses exportations quatre années sur six; en Afrique, l'amélioration observée de 1983 à 1985 n'a pas suffi à compenser le recul des deux années précédentes; au Moyen-Orient, la baisse a été considérable.

Les importations de marchandises ont continué à augmenter dans les pays en développement en 1980 et 1981, mais elles ont chuté en 1982 et 1983, et à nouveau en 1985, en particulier en Afrique et en Amérique latine. L'Asie a été moins touchée, même si ses importations de marchandises n'ont pas augmenté en 1982 (Tableau 1-1).

L'expansion des échanges s'est également ralentie dans les pays industrialisés, en particulier de 1981 à 1983. La croissance des exportations est restée positive (sauf en 1982), alors que les importations ont régressé en 1980 et 1981. Les exportations ont augmenté plus lentement que les importations, sauf en 1980 et 1981.

Les recettes d'exportation et l'excédent de la balance commerciale des pays en développement pris dans leur ensemble ont culminé en 1980, grâce surtout aux prix élevés du pétrole. Le solde commercial des pays du Moyen-Orient est tombé de 122,4 milliards de dollars en 1980 à 14,2 milliards en 1983 et ne s'est guère amélioré les deux années suivantes, à cause essentiellement de la baisse des recettes d'exportation. Par contre, entre 1980 et 1985, la valeur f.o.b. des exportations de l'Asie a augmenté de 27 pour cent, ses importations de 20 pour cent, et son déficit commercial a commencé à se réduire à partir de 1981. Après des reculs importants en 1981 et 1982, les recettes d'exportation de l'Afrique se sont stabilisées, et la réduction des dépenses d'importation à partir de 1981 a permis à ce continent d'accroître son excédent commercial de 1983 à 1985. Les recettes d'exportation de l'Amérique latine sont restées relativement stables, et ses dépenses d'importation ont été réduites de plus de 40 pour cent de 1981 à 1985 afin d'assurer le service de la dette.

La croissance du volume des échanges mondiaux s'est ralentie à compter du milieu de 1984 et, selon les estimations, elle est tombée à 2,9 pour cent environ en 1985. Il s'agit d'une décélération très nette par rapport aux 8,7 pour cent de 1984, taux sans précédent depuis 1976.

La forte progression du commerce mondial en 1984 s'explique en grande partie par la reprise de l'activité économique et de la demande d'importation aux Etats-Unis: l'augmentation de la valeur en dollars des échanges mondiaux en 1984 est en effet due, pour presque les deux tiers, à l'accroissement des importations de l'Amérique du Nord.

En valeur, les exportations des pays en développement n'ont augmenté que de 7 pour cent en 1984, mais de plus de 12 pour cent - c'est-à-dire beaucoup plus que celles des pays industrialisés - si l'on exclut les principaux pays en développement exportateurs de pétrole. En 1985, elles ont toutefois baissé de plus de 3 pour cent en dollars et le recul a été particulièrement sensible en Amérique latine et au Moyen-Orient.

En 1985, les cours internationaux des produits de base ont été généralement faibles, en particulier ceux des produits non pétroliers. Les termes de l'échange des pays en développement se sont détériorés d'environ 2 pour cent, ce qui a plus qu'annulé la modeste amélioration de 1,2 pour cent de 1984. A cause du tassement de leurs recettes d'exportation et de leurs problèmes financiers, ces pays ont dû réduire encore leurs importations en 1985.

Prix, taux de change et taux d'intérêt

Le rythme très inégal de l'inflation selon les pays a eu des incidences monétaires, et le nombre des dévaluations a beaucoup augmenté dans la première moitié des années 80. La baisse des prix de la plupart des produits sur les marchés internationaux n'a fait qu'accélérer les choses. En 1984, les cours mondiaux (en dollars) du pétrole, des articles manufacturés et des produits primaires non pétroliers étaient inférieurs de 9 pour cent, 14 pour cent et 18 pour cent respectivement à leurs niveaux de 1980. En 1985, les prix des articles manufacturés se sont légèrement raffermis, mais ceux des produits primaires ont encore chuté. La hausse des prix à la consommation s'est ralentie dans les pays industrialisés et dans les pays asiatiques en développement, mais l'inflation est restée relativement forte en Afrique et au Moyen-Orient et s'est accélérée en Amérique latine (Tableau 1-1).

L'inflation n'a cessé de ralentir dans les pays industrialisés pour tomber à 4,1 pour cent en 1985. La faiblesse des prix des produits de base aura vraisemblablement pour effet de la contenir et, malgré de nouvelles pressions résultant par exemple de l'augmentation des coûts salariaux, elle devrait être inférieure à 3 pour cent par an en 1986-87. En revanche, elle a continué à s'accélérer dans les pays en développement en 1985, notamment en Amérique latine; on s'attend toutefois à ce qu'elle ralentisse en 1986.

Des taux d'intérêt anormalement élevés ont fait augmenter les paiements du service de la dette et obligé les nations déjà endettées à s'endetter encore plus ou à accélérer leurs exportations, ce qui n'est pas facile car la croissance de l'économie mondiale n'est pas suffisamment rapide, d'où la nécessité pour bon nombre de ces pays de réduire leurs importations.

Aux Etats-Unis, la montée en flèche des taux d'intérêt réels, qui de faiblement négatifs en 1980 sont passés à plus de 9 pour cent en 1984, et le ralentissement de l'inflation ont contribué au renchérissement du dollar dans la première moitié des années 80. Cette forte hausse des taux d'intérêt réels, événement inattendu au milieu d'une récession, et l'appréciation du dollar ont aggravé les problèmes d'endettement de l'Amérique latine et de l'Afrique. La baisse des taux d'intérêt et le fléchissement du dollar en 1985 devraient leur apporter un certain soulagement.

Dette et apports de capitaux

La dette extérieure des pays en développement importateurs de capitaux a continué à augmenter au début des années 80, pour atteindre 888,3 milliards de dollars en 1985. Les paiements du service de la dette sont passés de 87,9 milliards de dollars en 1980 à 131,4 milliards en 1985. Entre 1980 et 1985, c'est en Amérique latine que l'augmentation de la dette a été la plus forte en chiffres absolus (137,6 milliards de dollars).

Le ratio du service de la dette a augmenté dans toutes les régions de 1980 à 1985. C'est en Amérique latine qu'il est le plus élevé mais c'est en Afrique qu'il a le plus augmenté durant cette période puisqu'il a doublé (Tableau 1-1).

C'est en Amérique latine que les emprunts extérieurs nets ont été le plus élevés en 1980-85 (187,8 milliards de dollars). En 1985, toutefois, l'Asie l'avait presque dépassée. Les emprunts extérieurs nets en 1985 ont été inférieurs à la moyenne de 1980-84 dans toutes les régions, comme le montre le tableau suivant:

<u>Emprunts extérieurs nets</u>		
<u>Région</u>	<u>Moyenne 1980-84</u>	<u>1985</u>
	..... en milliards de dollars	
Afrique	13,0	2,3
Asie	23,1	14,4
Amérique latine	37,1	4,5

La réduction des apports de capitaux privés depuis 1981, après une période d'amples disponibilités sur les marchés internationaux, constitue un autre aspect du problème de la dette. En 1981, les créanciers privés étaient encore, et de loin, la source la plus importante de capitaux pour les pays en développement qui leur ont emprunté 84,1 milliards de dollars (contre 28,2 milliards en 1977). En 1984, le montant net de ces emprunts s'est limité à 13,6 milliards de dollars; jamais il n'était tombé aussi bas depuis le premier choc pétrolier (1973). Cette baisse de 70,5 milliards de dollars est imputable pour 80 pour cent à l'Amérique latine.

Les problèmes d'endettement des pays en développement, qui se sont aggravés en 1984 car les rééchelonnements précédents sont arrivés à échéance, risquent encore d'empirer étant donné le peu de dynamisme du commerce mondial et les pressions politiques en faveur du protectionnisme. On estime que le service de la dette des pays en développement endettés a représenté en 1985 environ 24 pour cent des recettes qu'ils tirent de leurs exportations de biens et services. Le problème de la dette, toutefois, devrait se faire un petit peu moins pressant du fait de la réduction des taux d'intérêt et des mesures récemment prises pour faire baisser le cours du dollar, monnaie dans laquelle sont libellées la plupart des dettes. Si le fléchissement du dollar entraîne un rééquilibrage des échanges, les pressions protectionnistes, particulièrement fortes ces derniers mois, pourraient s'atténuer. On pourrait ainsi éviter de nouvelles mesures protectionnistes sans pour autant que des mesures déjà en place disparaissent.

Emploi

Dans les pays industrialisés, la croissance de l'emploi au début des années 80 a été de 0,5 pour cent par an, c'est-à-dire environ quatre fois moins rapide que dans les années 70. Elle s'est beaucoup ralentie aux Etats-Unis et au Japon et est devenue négative en Europe occidentale où le taux de chômage a été en moyenne de 8,8 pour cent, c'est-à-dire environ 2 fois et demie plus élevé que dans les années 70. En 1985, l'emploi a augmenté de 1,4 pour cent dans les pays industrialisés, qui ont presque tous enregistré des progrès sensibles.

On manque de données précises pour les pays en développement, mais on sait que, sauf en Asie, l'emploi y a augmenté moins vite que la population active. Par exemple, dans sept pays d'Amérique latine pour lesquels on dispose de données, le chômage s'est accru de plus de 50 pour cent en milieu urbain de 1974-75 à 1983-84.

2. LES EFFETS DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE SUR L'AGRICULTURE

Facteurs ayant influé sur la demande

La récession de 1980-83 et ses retombées ultérieures ont ralenti la croissance de l'emploi et des revenus, désorganisé les échanges, fait baisser les cours mondiaux et aggravé les problèmes de service de la dette, ce qui a eu de lourdes répercussions sur la demande de produits alimentaires et agricoles. Dans certains cas, le manque de devises s'est soldé par une contraction de l'offre de produits alimentaires par habitant, d'où hausse des prix à la consommation. Dans d'autres, la consommation a diminué car l'augmentation du chômage et la baisse des revenus ont été très marquées.

Dans certains pays, principalement asiatiques, la croissance du revenu par habitant s'est maintenue, voire accélérée, l'expansion des échanges est restée relativement rapide, le service de la dette a pu être assuré sans trop de problèmes et la hausse des prix à la consommation s'est ralentie. Il en est résulté une forte demande de produits alimentaires et agricoles. En revanche, dans beaucoup de pays, et dans toutes les régions en développement sauf en Asie, les quatre années 1981-84 ont été marquées par une baisse des revenus par habitant, de grandes distorsions des échanges commerciaux, des problèmes de plus en plus graves de service de la dette et une inflation très forte, voire en hausse. Dans ces pays, la demande de produits alimentaires et agricoles a été faible et, bien souvent, la consommation par habitant a baissé.

Dans les pays développés, le revenu par habitant a continué à augmenter dans l'ensemble, mais à un rythme exceptionnellement modeste. Les échanges commerciaux ont subi des distorsions de plus en plus fortes, et le chômage s'est aggravé. On a observé des pénuries alimentaires et des hausses des prix à la consommation dans plusieurs pays d'Europe orientale, mais l'offre a été plus abondante et l'inflation moins rapide que dans les pays développés à économie de marché.

Dans certains cas, en particulier en Amérique latine, les salaires n'ont pas suivi la hausse des prix alimentaires, même lorsque ceux-ci n'ont pas été une cause essentielle d'inflation. Par souci de rigueur budgétaire, beaucoup de pays ont réduit, voire supprimé, les subventions à la consommation et autres programmes d'intervention nutritionnelle.

Les besoins alimentaires de base ont augmenté plus rapidement que la demande effective dans beaucoup de pays en développement. Cela a notamment été le cas dans une grande partie de l'Afrique, où le taux moyen de la croissance démographique (3,2 pour cent par an) déjà le plus élevé du monde en développement a continué à augmenter.

L'urbanisation a fait évoluer la demande alimentaire. On estime que le taux de croissance de la population urbaine est en moyenne presque trois fois plus élevé dans les pays en développement que dans les pays développés (3,8 contre 1,3 pour cent). C'est en Afrique que l'urbanisation est la plus rapide - plus de 5 pour cent par an contre moins de 3-4 pour cent pour les autres régions en développement. L'urbanisation a modifié la demande alimentaire et notamment accru la demande de produits importés.

Facteurs ayant influé sur l'offre

La situation économique et financière a eu des effets plus immédiats et plus directs sur la demande de produits agricoles que sur l'offre. Toutefois, le ralentissement de la croissance de la consommation de produits agricoles n'a pas tardé à se solder par de gros excédents dans les pays exportateurs, ce qui a fait baisser les cours internationaux et les recettes d'exportation. La baisse des cours s'est répercutée sur les revenus agricoles, en particulier dans les pays où les prix à la production sont en grande partie déterminés par le marché. Toutefois, l'évolution des prix des intrants agricoles a été dans l'ensemble plus favorable, une fois estompés les effets de l'augmentation des prix du pétrole en 1979-80.

Par conséquent, si le secteur agricole est pris en tenaille depuis 1980 entre les prix et les coûts, c'est plus à cause de la faiblesse des prix qu'à cause du renchérissement des facteurs de production. Le coût des emprunts a néanmoins joué un grand rôle dans les pays développés, où des taux d'intérêt très élevés ont condamné de nombreux agriculteurs surendettés à la faillite et menacé la survie d'organismes de financement agricole, en particulier aux Etats-Unis. Cela s'est traduit par une baisse de la valeur des terres, la plus forte jamais enregistrée aux Etats-Unis depuis les années 30.

Dans les pays en développement, d'autres facteurs importants ont entravé la production agricole, à commencer par le manque de devises et les programmes d'ajustement économique qui ont eu pour effet de limiter l'importation d'intrants essentiels tels que les engrais. En outre, les dépenses publiques consacrées à l'agriculture, y compris la subvention des intrants, ont été comprimées et les investissements ont été réduits ou retardés.

Prix et commerce des produits agricoles

La faiblesse et la demande entre 1980 et 1984 a entraîné une chute brutale des prix des produits agricoles. Cette chute s'est amorcée à la fin de 1980. En 1982, les prix des produits agricoles, en valeur réelle, étaient extrêmement faibles. Ils se sont légèrement redressés en 1983, mais cette amélioration a été de courte durée. En janvier 1986, l'indice (1980=100) du Fonds monétaire international pour l'ensemble des produits n'était que de 77,5.

Le manque de vigueur de la demande de produits agricoles s'explique en grande partie par les effets de la récession sur les revenus. C'est d'ailleurs dans les pays d'Afrique et d'Amérique latine, où les revenus par habitant ont le plus baissé et où leurs variations, même modestes, ont beaucoup d'effet sur la consommation, que la demande a été le plus déprimée. La hausse des taux d'intérêt, qui a obligé les consommateurs à modifier leurs plans de dépenses, a aussi joué un certain rôle. Enfin, la reprise économique s'est avant tout manifestée dans des secteurs qui n'ont que peu ou pas besoin de matières premières, tels que l'électronique et les services.

Les prix des denrées alimentaires se sont davantage ressentis de tous ces facteurs que ceux des boissons et des matières premières agricoles (Tableau 1-2; figure 1-1). Entre 1980 et 1982, l'indice des prix en dollars des denrées alimentaires, des boissons et des matières premières a chuté d'environ 20 pour cent. Les prix se sont raffermis les deux années suivantes mais, à l'exception des boissons, ils sont restés beaucoup plus faibles qu'au début des années 80. Ils sont nettement en baisse depuis le deuxième semestre de 1984 à cause essentiellement de l'abondance de l'offre des produits agricoles sur les marchés mondiaux et du marasme de la demande dans les principales zones importatrices de produits alimentaires.

TABLEAU 1-2. INDICES DES PRIX DES PRODUITS PRIMAIRES NON PETROLIERS,
1982-85

Produits primaires non pétroliers	1982	1983	1984	1985
1980=100 (en dollars)				
Ensemble des produits primaires				
non pétroliers	80.0	85.2	86.6	75.9
Denrées alimentaires	82.1	89.3	88.6	74.9
Boissons	79.6	86.1	100.0	88.3
Matières premières agricoles	81.1	83.6	87.8	77.3

NB: Ces prix sont établis à partir de 39 séries de prix pour 34 produits primaires.

Source: FMI, International Financial Statistics, mai 1986.

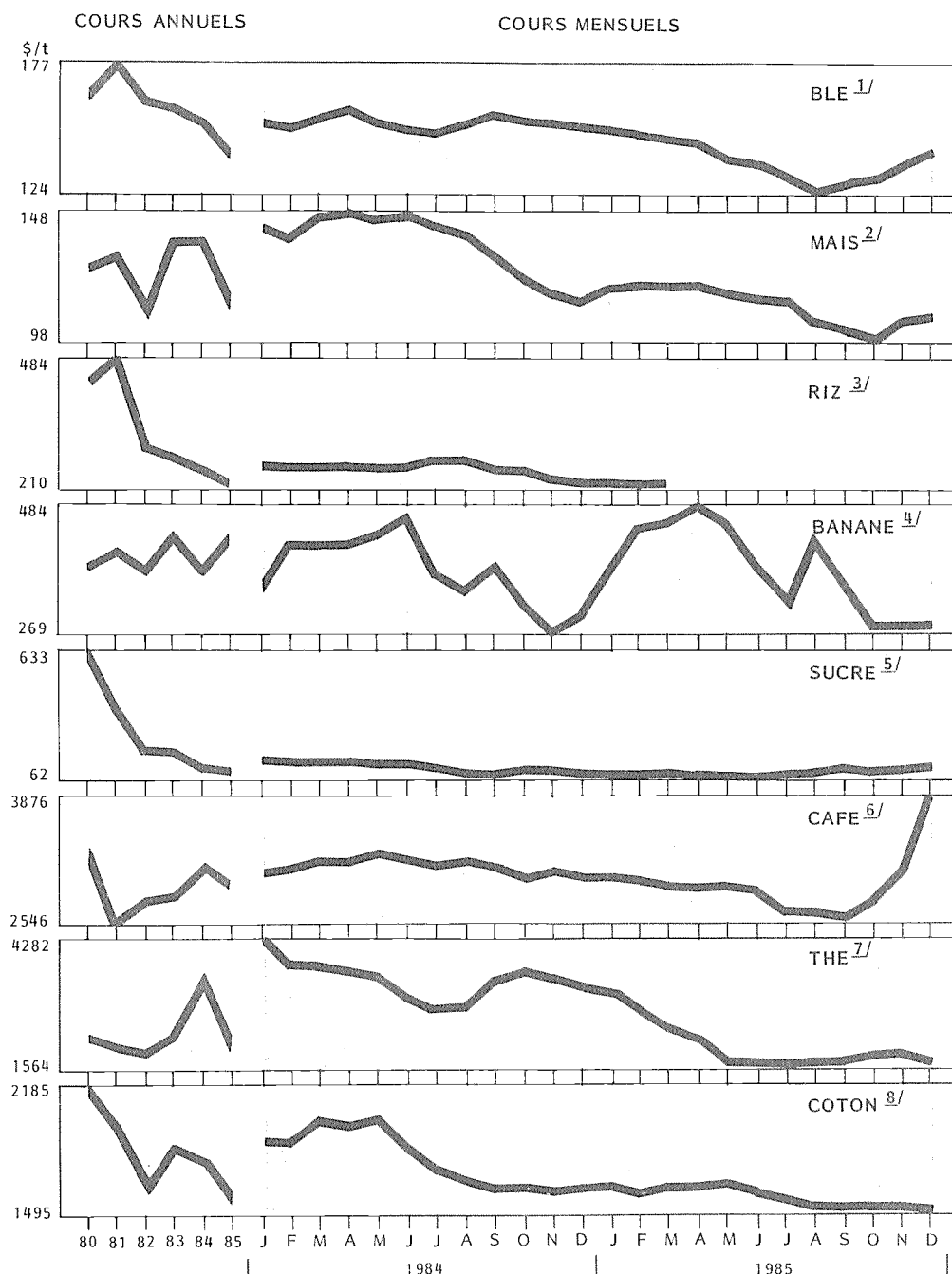
La valeur en dollars des exportations agricoles des pays en développement pris dans leur ensemble a baissé de 1,2 pour cent par an entre 1980 et 1984, alors qu'elle avait augmenté de plus de 7 pour cent par an dans les années 70. Sauf au Proche-Orient, la valeur des exportations agricoles a moins augmenté que celle des exportations totales les années de croissance, et a baissé davantage en période de marasme. On observe les mêmes différences entre les régions pour les exportations agricoles que pour l'ensemble des exportations. Entre 1980 et 1984, la valeur des exportations agricoles n'a guère augmenté en Extrême-Orient (0,4 pour cent), et elle a baissé de 5 pour cent par an en Afrique. Dans les autres régions, les recettes tirées des exportations agricoles ont légèrement diminué de 1980 à 1984.

Cette baisse globale des recettes provenant des exportations agricoles se situe à un moment où la demande est généralement déprimée et où l'offre subit des fluctuations assez importantes. La réaction des prix à ces changements du rapport demande/offre a entraîné de fortes variations des termes de l'échange agricoles. D'autres facteurs ont joué, notamment le renchérissement du dollar, qui a fait baisser les prix des produits primaires dans cette monnaie, et le ralentissement de l'inflation dans les pays industrialisés.

Le résultat a été que le pouvoir d'achat des exportations agricoles des pays en développement a stagné ou diminué en 1980-83, avant de légèrement s'améliorer en 1984. L'indice des prix en dollars de leurs importations d'articles manufacturés et de pétrole brut a baissé de 13 pour cent entre 1980 et 1983, mais cette baisse n'a pas suffi à compenser la chute de 18 pour cent de la valeur unitaire de leurs exportations agricoles.

Entre 1980 et 1983, les termes d'échange de revenus des exportations agricoles se sont beaucoup détériorés en Afrique et, à un moindre degré, en Extrême-Orient, alors qu'ils se sont améliorés en Amérique latine, mais grâce surtout à la très forte augmentation du volume des exportations agricoles en 1983. Au Proche-Orient, l'amélioration résulte pour l'essentiel du développement des exportations de coton. En 1984, la situation s'est nettement améliorée dans toutes les régions de sorte que les termes d'échange de revenus ont globalement progressé entre 1980 et 1984, sauf en Afrique (Tableau 1-3). Cette évolution n'est pas due à une hausse des prix à l'exportation des produits agricoles, mais à la baisse des prix des importations et à une certaine augmentation des volumes exportés. Néanmoins, en 1984, les termes d'échange de revenus agricoles en Afrique et au Proche-Orient étaient encore inférieurs à leurs niveaux du milieu des années 70 - de 23 pour cent en Afrique (voir au Tableau 1-20 les données les plus récentes).

Figure 1-1 - COURS INTERNATIONAUX DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES, 1980-85



1/ Blé dur d'hiver No 2, teneur ordinaire en protéines, f.o.b., golfe du Mexique.

2/ Maïs jaune No 2, f.o.b. golfe du Mexique.

3/ Riz usiné, Thai blanc, 5 pour cent brisures, f.o.b. Bangkok.

4/ Bananes, vertes, f.o.b. N.Y., 1ère catégorie, Amérique centrale et du Sud.

5/ Sucre brut, cours AIS quotidien, f.o.b. et chargé en vrac ports des Caraïbes.

6/ Café, vert, prix composite (Accord international de 1976 sur le café).

7/ Thé, enchères de Londres, moyenne pondérée, toutes origines.

8/ Coton fibre, Memphis Territory, MI-3/32.

Source: FAO, Division de la statistique.

TABLEAU 1-3. VARIATIONS ANNUELLES DES TERMES D'ECHANGE DE REVENUS
(EXPORTATIONS AGRICOLES CONTRE ARTICLES MANUFACTURES
ET PETROLE BRUT), 1971-80 ET 1980-84

	1971-80	1980-84
 %	
Pays en développement à économie de marché	1.5	3.9
Afrique	-0.5	-0.3
Extrême-Orient	3.4	4.8
Amérique latine	2.4	4.9
Proche-Orient	-6.1	8.2
Pays d'Asie à économie planifiée	-3.9	6.9
Total pays en développement	1.2	4.4
Pays développés à économie de marché	2.0	1.4
Amérique du Nord	2.1	2.2
Océanie	-1.9	-0.5
Europe occidentale	2.8	1.8
Europe orientale et URSS	-4.1	-1.6
Total pays développés	1.4	1.1

Source: FAO, Division de la statistique et Division de l'analyse
des politiques.

Importations alimentaires

La crise économique mondiale est le facteur exogène qui a le plus pesé sur l'offre alimentaire au début des années 80. Elle a obligé beaucoup de pays à importer moins et même à rogner sur leurs importations de biens essentiels, comme les produits alimentaires. Au cours des années 70, les importations alimentaires avaient augmenté beaucoup plus vite que la population dans toutes les régions en développement. Par habitant, elles s'étaient accrues de plus de 3 pour cent par an en Extrême-Orient, de 7 pour cent en Afrique et de 8 à 11 pour cent au Proche-Orient et en Amérique latine (Tableau 1-4).

Ces importations - aide alimentaire comprise - ont puissamment aidé beaucoup de pays à améliorer la nutrition de leur population mais cela n'a pas été sans coûter un certain prix. En Afrique, la part des importations alimentaires dans les disponibilités caloriques totales (y compris les aliments pour le bétail) était de l'ordre de six pour cent au début des années 70; dix ans plus tard, elle avoisinait 13 pour cent. L'augmentation a été du même ordre en Amérique latine (de 8 à 15 pour cent des disponibilités) et au Proche-Orient (de 12 à 23 pour cent). Elle a été plus faible en Extrême-Orient (de 5 à 7 pour cent).

TABLEAU 1-4. VARIATIONS ANNUELLES DU VOLUME DES
IMPORTATIONS ALIMENTAIRES PAR HABITANT,
1971-80 ET 1980-84

	1971-80	1980-84
 %	
Pays en développement à		
économie de marché	7.2	0.6
Afrique	7.1	0.5
Extrême-Orient	3.2	0.2
Amérique latine	8.1	-6.4
Proche-Orient	10.8	5.8
Pays d'Asie à économie		
planifiée	6.0	-4.5
Total pays en développement	7.2	0.4
Pays développés à économie		
de marché	1.4	0.7
Amérique du Nord	-1.1	1.1
Océanie	1.1	8.1
Europe occidentale	2.0	0.2
Europe orientale et URSS	6.9	-
Total pays développés	2.3	0.4

Source: FAO, Division de l'analyse des politiques.

Cette expansion rapide des importations alimentaires a pris fin au début des années 80. En Amérique latine, leur volume par habitant a baissé de plus de 6 pour cent par an entre 1980 et 1984 tandis qu'il a fléchi de 4 à 5 pour cent par an dans les pays d'Asie à économie planifiée et qu'il a stagné dans les autres régions en développement, sauf au Proche-Orient où il a augmenté d'environ 4 pour cent par an entre 1980 et 1983, c'est-à-dire plus de trois fois moins vite que dans les années 70.

Les changements intervenus dans les différentes régions sont dus pour une bonne part à un petit nombre de grands pays importateurs à revenu élevé. Cela dit, tous les pays, qu'ils aient un revenu élevé ou un revenu faible, ont ralenti le rythme de leurs importations alimentaires.

Plusieurs pays, surtout en Asie, ont pu réduire leurs importations alimentaires parce que leur production a augmenté. A l'inverse, les mauvaises récoltes ont rarement été compensées par une augmentation des importations alimentaires entre 1980 et 1984.

Cette forte réduction des importations alimentaires n'a pas suffi à redresser la situation financière au début des années 80 car les recettes d'exportation n'ont pas augmenté. En conséquence, les importations alimentaires ont continué à absorber une part importante et parfois croissante des recettes en devises. En Afrique, par exemple, elles ont absorbé en 1982-83 environ 16 pour cent des recettes d'exportation contre 14 pour cent en 1972-73 ^{1/}. Au Proche-Orient, le rapport entre la valeur des importations

^{1/} Les importations alimentaires comprennent l'aide alimentaire. Leur coût réel pour un pays importateur dépend de la quantité d'aide alimentaire reçue et de ses conditions d'octroi.

ENCADRE 1-1

NOUVEAU PROGRAMME SUBSTANTIEL D'ACTION POUR LES ANNEES 80 (NPSA)
EN FAVEUR DES PAYS LES MOINS AVANCES: EXAMEN A MI-PARCOURS

Le NPSA, mis au point par la CNUCED en 1979 et adopté en septembre 1981 par la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA), devait permettre d'affronter résolument les problèmes de développement à long terme des PMA dans les quatre grands domaines suivants: changements structurels, besoins sociaux, investissements de restructuration et aide d'urgence. Une réunion spéciale s'est tenue à Genève du 30 septembre au 11 octobre 1985 pour étudier les progrès réalisés dans ces domaines depuis l'adoption du programme. Elle a permis aux représentants de 102 pays membres de la CNUCED et de nombreuses organisations gouvernementales et non gouvernementales d'examiner la situation socio-économique des PMA et les facteurs internes et externes qui la déterminent.

Lors de l'examen du NPSA au niveau des pays, on a constaté que l'alimentation et l'agriculture étaient des domaines particulièrement sensibles. Non seulement la croissance de la production agricole dans les PMA (2,4 pour cent durant la période 1980-85) n'a pas atteint l'objectif du NPSA (4 pour cent par an dans les années 80), mais la production alimentaire par habitant a baissé, globalement, de presque 0,5 pour cent par an. Elle n'a augmenté que dans 7 des 36 PMA. On en a conclu qu'il faut introduire des stratégies alimentaires coordonnées et bien ciblées et, notamment, promouvoir le développement coopératif, adopter des politiques de prix appropriées pour les intrants agricoles et assurer la pleine participation des populations rurales, en particulier des femmes. Il a été demandé instamment aux donateurs de prendre des engagements plus fermes d'aide technique, financière et alimentaire, laquelle devrait être intégrée dans des plans de développement agricole et alimentaire à long terme.

La valorisation du capital humain est un problème qui mérite aussi une attention particulière. Il faudrait prendre des mesures concrètes dans le domaine de l'éducation, de la formation, de la santé, de la nutrition et des politiques de population.

Tout cela exigera, a-t-on estimé, une mobilisation massive des ressources nationales et internationales. Pour mobiliser leurs ressources nationales et les utiliser au mieux, les PMA ont été invités à poursuivre la mise en place d'un cadre approprié (politiques de prix, réformes institutionnelles, rationalisation des dépenses de l'Etat, meilleure gestion du secteur public). Ils ont également été invités à tout faire pour mobiliser l'épargne intérieure et renforcer leurs institutions de financement et de planification.

Il a aussi été reconnu qu'il faut augmenter substantiellement les transferts de ressources extérieures et prévoir des modalités d'assistance plus généreuses. Dans le NPSA, il était envisagé que le volume annuel de l'assistance au développement des PMA double de 1976-80 à 1985. Tout porte à croire que l'on sera loin du compte. Néanmoins, un bon nombre de donateurs qui avaient accepté en 1981, soit de fournir une aide équivalant à 0,15 pour cent de leur PNB, soit de doubler le niveau de leur assistance aux PMA, ont atteint ces objectifs ou s'en sont beaucoup rapprochés.

Bien que la plupart des donateurs qui aident les PMA aient en général fourni plus d'assistance sous forme de dons, aucun progrès n'a été enregistré depuis 1981 pour ce qui est de "délivrer" l'aide. En outre, les donateurs devraient participer davantage au financement des coûts locaux et dépenses de fonctionnement.

La dette extérieure des PMA a atteint 35 milliards de dollars en 1983. Il a été

noté avec satisfaction que quelques pays donateurs ont annulé la dette publique des PMA. Il a été instamment demandé aux créanciers, lorsqu'ils concluent des accords de rééchelonnement de la dette d'un PMA, de tenir dûment compte des efforts d'ajustement de ce pays.

On s'est aussi félicité de la décision prise par la CEE de créer un système analogue au STABEX (Système de stabilisation des recettes d'exportation) pour les

neuf PMA non visés par la troisième Convention de Lomé, et d'ajouter le jute brut à la liste des 48 produits agricoles déjà couverts par le STABEX. Tout en prenant acte des nombreux efforts faits par plusieurs pays développés pour ouvrir leurs marchés aux exportations des PMA, la réunion d'examen du NPSA a invité les pays développés importateurs à faire plus pour stabiliser les recettes d'exportation de ces pays.

alimentaires et celle des exportations totales a également augmenté, passant de 8 à 11 pour cent, tandis qu'en Amérique latine il est resté relativement stable aux environs de 10 pour cent. L'Extrême-Orient est la seule région en développement qui a pu réduire sa dépendance vis-à-vis des importations alimentaires, grâce à l'augmentation de ses recettes d'exportation et de sa production.

Evolution de la production alimentaire et agricole entre 1980 et 1985

Pendant la première moitié des années 80, la production alimentaire mondiale a augmenté au même rythme que pendant les années 70 (Tableau 1-5), mais ce résultat est dû pour une bonne part aux pays d'Asie à économie planifiée et notamment à la Chine à qui on doit aussi une grande partie de l'augmentation de la production mondiale de produits non alimentaires.

Entre 1980 et 1985, la production vivrière n'a augmenté que de 2,7 pour cent par an dans les pays en développement à économie de marché, c'est-à-dire bien moins vite que dans les années 70 et à peine plus que la croissance démographique (2,4 pour cent). En Afrique, comme en Amérique latine ou au Proche-Orient, elle s'est accrue moins rapidement que la population alors que c'est l'inverse qui s'est produit en Extrême-Orient où l'écart s'est même creusé.

Le ralentissement de la croissance de la production en Afrique, qui est le continent où il faudrait le plus qu'elle s'accélère, est extrêmement alarmant; dans de nombreux pays tels que le Nigéria, le Cameroun ou la Tanzanie, la production alimentaire a stagné et même diminué au début des années 80. Sa croissance s'est réduite de moitié au Proche-Orient (le Soudan étant le pays le plus touché) et elle s'est beaucoup ralentie en Amérique latine, où la production alimentaire par habitant a même baissé dans des pays tels que le Mexique, le Venezuela, la Colombie, le Chili ou la Bolivie. En outre, la production végétale non alimentaire a stagné dans de grands pays exportateurs comme le Brésil, la Colombie et le Chili. Ces médiocres résultats sont dus, en partie, à des catastrophes naturelles d'une gravité exceptionnelle mais tiennent aussi aux difficultés économiques du début des années 80.

Dans les années 80, l'expansion de la production vivrière s'est beaucoup ralentie dans les pays développés à économie de marché à cause essentiellement de la politique agricole adoptée par les Etats-Unis en vue de réduire leurs excédents. Le mauvais temps a aussi joué un rôle, en particulier en 1983. En revanche, la production de l'Europe orientale et de l'URSS a nettement augmenté au début des années 80.

TABLEAU 1-5. VARIATIONS ANNUELLES DES NOMBRES INDICES FAO DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE NETTE, DE LA PRODUCTION NON ALIMENTAIRE NETTE ET DE LA PRODUCTION VÉGÉTALE BRUTE, 1971-80 ET 1980-85

	Production alimentaire		Production non alimentaire		Production végétale	
	1971-80	1980-85	1971-80	1980-85	1971-80	1980-85
 %					
Pays en développement à économie de marché	3.2	2.7	0.8	2.5	2.7	3.0
Afrique	2.0	2.4	-	3.0	1.3	2.4
Extrême-Orient	3.5	3.6	2.1	3.0	3.2	3.4
Amérique latine	3.7	2.1	0.6	2.0	3.0	2.9
Proche-Orient	3.4	1.8	-0.4	2.2	2.9	1.8
Pays d'Asie à économie planifiée	3.2	5.4	2.6	13.0	3.3	5.6
Total pays en développement	3.2	3.5	1.2	5.4	2.9	3.6
Pays développés à économie de marché	2.1	1.4	0.1	-0.1	1.7	1.7
Amérique du Nord	2.9	-0.9	0.4	-1.3	3.1	1.1
Océanie	2.8	4.1	-1.4	3.0	3.4	8.3
Europe occidentale	1.7	1.4	2.1	4.3	1.0	1.8
Europe orientale et URSS	1.5	2.7	0.7	0.0	0.9	3.3
Total pays développés	1.9	1.8	0.4	0.0	1.4	2.2
Monde	2.4	2.5	0.8	3.0	2.1	3.0
Pays à bas revenu ayant un PNB par habitant inférieur ou égal à 400 dollars (1983)	2.8	4.4	1.5	9.4	2.6	4.6
Pays en développement autres que les pays à bas revenu	3.6	2.3	1.0	1.8	3.2	2.3
Pays les moins avancés	2.4	2.3	-1.4	5.4	1.6	2.6
Pays en développement exportateurs de pétrole	3.2	2.7	1.0	3.2	2.7	2.0
Pays en développement non exportateurs de pétrole	3.2	3.6	1.2	5.5	2.9	3.8

Source: FAO, Division de la statistique.

Les variations annuelles de la production alimentaire se sont maintenues dans une fourchette de 1 à 2 pour cent dans les pays en développement pendant les années 70 et au début des années 80. La production alimentaire a généralement été plus stable en Afrique et en Amérique latine qu'en Extrême-Orient et au Proche-Orient. L'instabilité a été plus forte pour la production végétale non alimentaire que pour les cultures vivrières; elle a en effet été de l'ordre de 5 pour cent, et a même dépassé 12 pour cent dans le cas de l'Amérique latine. Qu'il s'agisse de la production vivrière ou non vivrière, les fluctuations ont eu tendance à se réduire au début des années 80 dans les pays en développement, en particulier dans les plus pauvres d'entre eux.

La production végétale a été plus instable dans les pays industrialisés (4 pour cent de variation pendant les années 70 et 10 pour cent au début des années 80), en particulier en Europe occidentale et surtout en Amérique du Nord. Cette plus grande instabilité s'explique en général par une meilleure maîtrise de l'offre, grâce à des interventions de l'Etat. Dans la plupart des pays en développement, les gens ont souvent un niveau de vie proche au seuil de subsistance, et la moindre fluctuation de la production peut avoir des effets dévastateurs. Par conséquent, on se fie davantage à des cultures qui donnent des rendements faibles mais stables. On observe une plus grande stabilité dans beaucoup de pays où la production a stagné, ce qui semble marquer une détérioration à long terme.

Dans l'ensemble, la composition de la production agricole n'a pas subi de changements majeurs depuis une dizaine d'années. Toutefois, on note, au niveau régional, certaines modifications qui tiennent à l'évolution de la demande au profit des produits de l'élevage et d'une alimentation plus intensive du bétail.

Dans toutes les régions et tous les groupes de revenus, la part des céréales dans la production est restée presque inchangée entre 1971-73 et 1981-82: elle a été d'environ 34 pour cent dans les pays en développement pris dans leur ensemble, et de 24 pour cent dans les pays développés à économie de marché. La part des produits de l'élevage et des cultures oléagineuses a augmenté, tandis que celle des racines et tubercules, légumineuses à grains et autres productions végétales a baissé. Globalement, la part des produits de l'élevage dans la production des pays en développement a été de 24 pour cent en 1982-84, contre 22 pour cent 10 ans plus tôt.

TABLEAU 1-6. QUELQUES INDICATEURS RELATIFS AUX INTRANTS

	1980-82			Evolution de 1971-73 à 1980-82:		
	Terres arables <u>a/</u>	Consommation d'engrais <u>b/</u>	Irrigation <u>c/</u>	Terres arables <u>a/</u>	Consommation d'engrais <u>b/</u>	Irrigation <u>c/</u>
	ha/hab.	kg/ha	% % % %
Pays en développement						
à économie de marché	1.4	33.0	15.3	-3.3	93.0	12.5
Afrique	1.4	9.3	1.7	-8.3	52.5	21.4
Extrême-Orient	0.9	39.7	25.8	-5.1	111.2	18.3
Amérique latine	4.5	39.2	8.3	11.4	62.0	13.7
Proche-Orient	2.4	41.2	20.4	-9.9	134.1	1.5
Pays d'Asie à économie planifiée	0.4	145.1	42.2	-2.6	172.7	15.0
Total pays en développement	1.0	49.1	19.1	-1.9	117.3	11.7
Pays développés à économie						
de marché	14.4	117.5	9.6	43.8	11.4	18.5
Europe orientale et URSS	7.7	107.8	8.1	31.2	43.2	47.3
Total pays développés	10.6	113.5	9.0	36.9	22.2	28.6
Pays à bas revenu	0.7	58.2	26.6	-5.6	153.0	16.2
Pays les moins avancés	1.0	8.4	8.3	-11.8	115.4	20.3

a/ Superficie des terres arables et cultures permanentes rapportée à la population agricole active.
b/ Consommation d'engrais (éléments fertilisants totaux) par hectare de terres arables et cultures permanentes.
c/ Pourcentage irrigué des terres arables et cultures permanentes.

Source: FAO, Division de la statistique.

Facteurs de production et autres intrants

Les superficies disponibles par cultivateur varient beaucoup d'une région à l'autre, de même que la consommation d'engrais et l'irrigation. Les récentes améliorations de la production agricole à l'échelle régionale sont dues davantage à une productivité accrue des terres qu'à une extension des superficies cultivées.

Dans la plupart des pays en développement, la population active dans l'agriculture augmente plus vite que le domaine agricole. Par conséquent, les superficies disponibles par cultivateur diminuent, sauf en Amérique latine où l'expansion des terres cultivées est rapide alors que la population agricole active ne s'accroît que lentement. Dans les pays développés, cette population est en diminution.

La proportion de terres arables irriguées est en augmentation. Entre 1971-73 et 1980-82, l'expansion n'a été que de 1,5 pour cent au Proche-Orient - où l'on se préoccupe surtout de remettre en état les réseaux existants - mais de 18 pour cent en Extrême-Orient et de 21 pour cent en Afrique (Tableau 1-6). Toutefois, moins de 2 pour cent des terres sont irriguées en Afrique, contre plus de 25 pour cent en Extrême-Orient.

L'irrigation se répand très rapidement dans les pays développés, surtout en Europe orientale et en URSS. Son rythme d'expansion en Europe occidentale pendant les années 70 (21 pour cent) n'a été dépassé par aucune région en développement, ce qui tient sans doute aux politiques d'aide à l'agriculture largement pratiquées dans la région.

Dans les années 70, la consommation d'engrais a augmenté dans des proportions importantes mais variables selon les régions (Tableau 1-7). En Chine, elle a progressé de plus de 12 pour cent l'an, ce qui l'a portée à 145 kg/ha au début des années 80 - soit plus du quadruple de la consommation moyenne des pays en développement à économie de marché (33 kg/ha). En revanche, elle a stagné en Afrique aux alentours de 9 kg/ha entre 1980 et 1982 (voir Tableau 1-6).

Au début des années 80, la croissance de la consommation d'engrais s'est sensiblement ralentie dans toutes les régions, sauf au Proche-Orient. En Afrique, la consommation d'engrais n'a pas augmenté du tout et, en Amérique latine, elle a diminué de près de 8 pour cent l'an.

TABLEAU 1-7. TAUX ANNUELS DE VARIATION DE LA CONSOMMATION D'ENGRAIS (TOTAL DES ELEMENTS FERTILISANTS) PAR REGION EN 1971-80 ET 1980-83

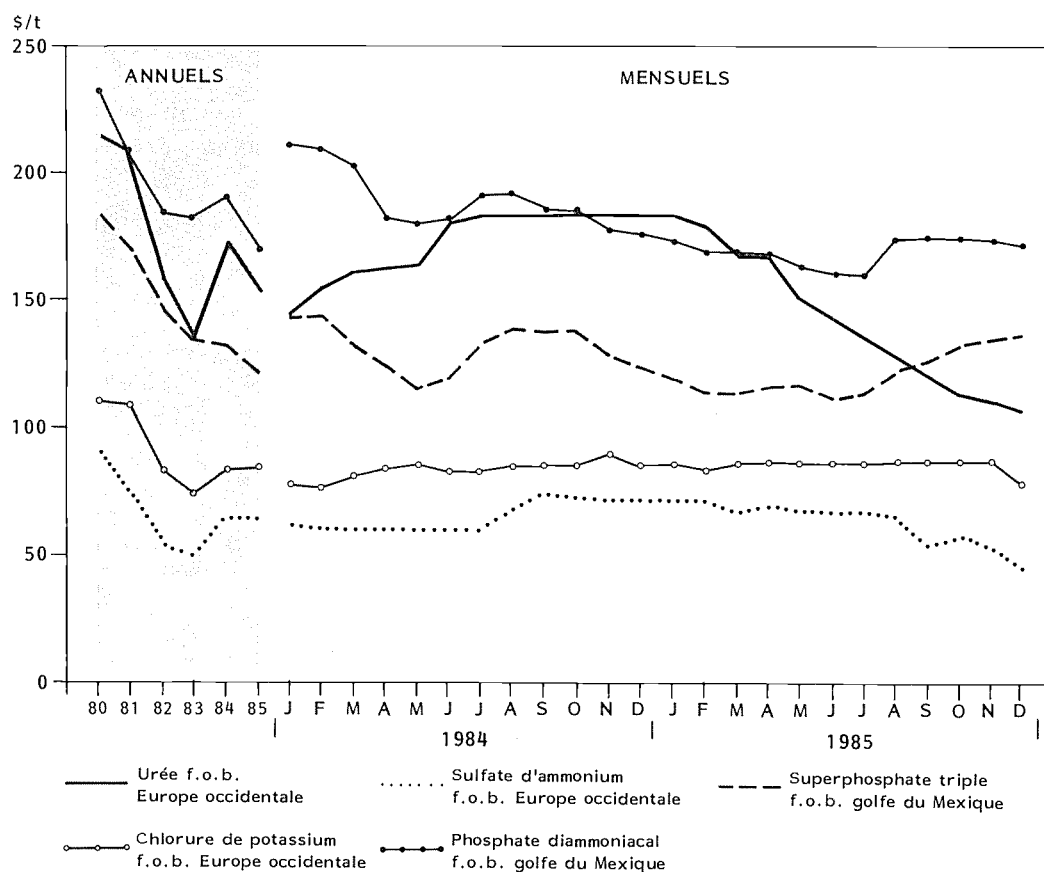
	<u>Taux annuels de variation</u>	
	1971-80	1980-83
 %	
Pays en développement à économie de marché		
Afrique	6.1	-
Extrême-Orient	10.2	6.5
Amérique latine	9.9	-7.8
Proche-Orient	11.1	10.4
Pays d'Asie à économie planifiée	12.4	6.0
Pays en développement	10.9	3.9
Pays développés	3.6	1.3

Source: FAO, Division de la mise en valeur des terres et des eaux.

Ce ralentissement s'explique par la compression des importations entraînée par les problèmes de balance des paiements, par la réduction des subventions, par le bas prix sur le marché des produits agricoles pour lesquels on utilise des engrais, et par la sécheresse. En Amérique du Nord, les programmes de réduction des superficies de 1982-83 et la sécheresse de 1983 ont beaucoup pesé sur la consommation d'engrais.

En 1983/84, la consommation d'engrais a légèrement augmenté dans toutes les régions en développement, sauf l'Amérique latine (voir Tableau 1-16), et les importations ont progressé de 40 pour cent dans les pays d'Asie à économie planifiée, de 30 pour cent au Proche-Orient, de 7 pour cent en Afrique et de 1 pour cent en Extrême-Orient tandis qu'elles ont continué à fléchir en Amérique latine (15 pour cent). Dans trois de ces régions - Afrique, Extrême-Orient et Amérique latine - elles sont demeurées inférieures à leur niveau de 1981/82. La faiblesse de la demande a fait baisser les prix des engrais à l'exportation qui avaient beaucoup augmenté, comme la demande, à la fin des années 70. En 1984, les prix de certains engrais ont commencé à se redresser, mais ils ont fléchi au deuxième semestre de 1985 (Figure 1-2).

Figure 1-2 - PRIX DES ENGRAIS A L'EXPORTATION, 1980-85



Au début des années 80, il est devenu très difficile de maintenir le rythme des importations d'intrants agricoles et notamment d'engrais. Dans toutes les régions en développement, et en particulier en Amérique latine en 1981 et 1982 et en Extrême-Orient en 1982, la croissance des importations s'est beaucoup ralentie et est même parfois devenue négative. Les importations d'intrants ont aussi fléchi dans les pays africains, mais moins que dans les autres régions et à partir de niveaux plus faibles.

Dans les régions pauvres en terres - Proche-Orient, pays d'Asie à économie planifiée, Extrême-Orient - la superficie des terres arables et cultures permanentes a diminué ou peu augmenté entre le milieu des années 70 et 1982 - elle a régressé de 0,5 pour cent l'an au Proche-Orient et s'est accrue de 0,1 et de 0,4 pour cent l'an dans les pays d'Asie à économie planifiée et en Extrême-Orient. La progression remarquable de la production agricole en Asie ces dernières années est donc essentiellement due à l'amélioration des rendements et à l'intensification de l'utilisation des terres. Ainsi, entre 1980 et 1983, les superficies récoltées en céréales ont augmenté d'un peu plus de 2 pour cent en Extrême-Orient, tandis qu'elles sont demeurées presque inchangées dans les pays d'Asie à économie planifiée mais, dans cette dernière région, les rendements ont augmenté de 22 pour cent contre 11 pour cent seulement dans la première.

Dans les régions plus riches en terres - Amérique latine et Afrique - l'expansion du domaine agricole a été respectivement de 1,6 et 0,7 pour cent l'an entre le milieu des années 70 et 1982. En Amérique latine, la superficie des cultures céréalières s'est accrue de 6 pour cent entre 1979/80 et 1983/84, et les rendements moyens de près de 13 pour cent. En Afrique, la production céréalière a souffert de la détérioration des rendements et les superficies récoltées n'ont guère progressé, sauf en 1982.

La productivité du travail agricole a beaucoup changé en raison de l'évolution de la consommation d'intrants et du rapport terre/homme. De 1980 à 1984, elle a augmenté beaucoup plus vite que dans les années 70 dans les pays d'Asie à économie planifiée où la production s'est fortement accrue alors que la population active dans l'agriculture a diminué (Tableau 1-8). Elle s'est également améliorée plus vite que durant la décennie précédente en Extrême-Orient où la croissance de la population agricole active s'est ralentie alors que celle de la production s'est accélérée. En revanche, on n'observe aucune accélération en Afrique où la population active dans l'agriculture a progressé beaucoup plus vite que dans les autres régions. En Amérique latine, la productivité du travail agricole a augmenté beaucoup moins rapidement que les années précédentes car la croissance de la production a fléchi encore plus que celle de la population agricole active.

TABLEAU 1-8. ESTIMATION DES VARIATIONS ANNUELLES DE LA PRODUCTIVITE DU TRAVAIL AGRICOLE, 1971-80 ET 1980-84

	<u>Afrique</u>		<u>Extrême-Orient</u>		<u>Amérique latine</u>		<u>Proche-Orient</u>		<u>Asie planifiée</u>	
	1971 à 1980	1980 à 1984	1971 à 1980	1980 à 1984	1971 à 1980	1980 à 1984	1971 à 1980	1980 à 1984	1971 à 1980	1980 à 1984
 %									
Population	3.0	3.1	2.3	2.2	2.5	2.3	2.8	2.7	1.9	1.3
Population active dans l'agriculture	1.5	1.5	1.0	0.7	0.6	0.4	0.8	0.8	0.5	-0.6
Production agricole	1.8	1.8	3.4	3.9	3.3	2.0	3.0	1.6	3.1	7.1
Productivité du travail agricole	0.3	0.3	2.4	3.2	2.7	1.6	2.2	0.8	2.6	7.7

Source: FAO, Division de la statistique.

Aide extérieure publique à l'agriculture

Les engagements d'aide publique à l'agriculture ont progressé de 17 pour cent par an en dollars courants entre 1974-75 et 1979-80, mais de 6,4 pour cent seulement en dollars de 1980 en raison de la dépréciation de la monnaie américaine et d'une forte inflation (Tableau 1-9). Entre 1979-80 et 1982-83, leur croissance s'est beaucoup ralentie en dollars courants (5,1 pour cent par an) mais s'est accélérée en valeur réelle (7 pour cent par an) par suite de la remontée du dollar et du ralentissement de l'inflation. Toutefois, les conditions de l'aide se sont sensiblement durcies au début des années 80.

TABLEAU 1-9. ENGAGEMENTS D'AIDE EXTERIEURE PUBLIQUE A L'AGRICULTURE (SENS LARGE) Y COMPRIS L'ASSISTANCE TECHNIQUE SOUS FORME DE DONNS, MOYENNES MOBILES SUR DEUX ANS, 1974-75 ET 1979-80 A 1983-84

	1974-75	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84
	..... millions de dollars					
Engagements totaux d'aide publique à l'agriculture						
Bilatéraux	2 168	4 659	4 608	4 931	4 834	4 543
Multilatéraux	2 711	5 915	6 875	7 183	7 435	6 835
Total aux prix courants	4 879	10 574	11 483	12 114	12 269	11 378
Total aux prix de 1980 <u>a/</u>	8 162	11 129	11 860	13 031	13 633	13 142
Engagements sans conditions de faveur						
Bilatéraux	250	216	138	170	172	236
Multilatéraux	1 508	2 733	3 353	3 838	4 318	3 963
Total	1 758	2 949	3 491	4 008	4 490	4 199
Engagements à des conditions de faveur						
Bilatéraux	1 918	4 443	4 470	4 762	4 662	4 307
Multilatéraux	1 202	3 183	3 524	3 346	3 116	2 872
Total	3 120	7 626	7 994	8 108	7 778	7 179
 %					
Part des engagements à des conditions de faveur dans les engagements d'aide publique à l'agriculture	64	72	70	67	63	63
Part de l'agriculture dans l'APD à des conditions de faveur <u>b/</u>	12	19	19	20	20	18

a/ L'indice des Nations Unies des valeurs unitaires des exportations de produits manufacturés a servi de déflateur.

b/ APD: Aide publique au développement.

Sources: OCDE et FAO, Division de l'analyse des politiques.

En dollars courants, les engagements d'aide publique à l'agriculture assortis de conditions de faveur ont augmenté d'environ 20 pour cent par an pendant la deuxième moitié des années 70, mais de 3 pour cent seulement entre 1979-80 et 1981-82 et, depuis, ils ont diminué de près de 6 pour cent l'an. Les engagements d'aide publique à l'agriculture sans conditions de faveur ont eux augmenté de 11 pour cent par an dans la deuxième

moitié des années 70 et de 15 pour cent l'an entre 1979-80 et 1982-83 avant de fléchir de 7 pour cent en 1983-84. Ainsi, la part des engagements à des conditions de faveur dans l'ensemble des engagements d'aide publique à l'agriculture, qui était passée de 64 à 72 pour cent pendant la deuxième moitié des années 70, est retombée à 63 pour cent en 1983-84.

L'augmentation rapide des engagements d'aide publique à l'agriculture assortis de conditions de faveur dans la deuxième moitié des années 70 tient principalement à la part croissante de l'agriculture dans l'aide publique au développement octroyée à des conditions de faveur: cette part est passée de 12 pour cent au milieu des années 70 à 20 pour cent au début des années 80. Elle a ensuite fléchi car l'APD à des conditions de faveur a diminué plus lentement que les engagements d'aide publique à l'agriculture depuis 1982.

L'aide à des conditions de faveur va de plus en plus aux pays à bas revenu, et donc à l'Afrique. Ainsi, la part des pays les moins avancés - dont la plupart sont africains - dans les engagements à des conditions de faveur est passée de moins de 30 pour cent au milieu des années 70 à environ un tiers au début des années 80. De même, la part des pays bénéficiant de l'aide de l'Association internationale de développement (IDA) est passée de 75 à plus de 80 pour cent.

La proportion de l'aide disponible pour financer les coûts locaux et dépenses de fonctionnement ainsi que pour répondre aux besoins ordinaires d'importation fait l'objet d'une attention croissante de la part des donateurs et des bénéficiaires. D'ordinaire, les projets agricoles ont des besoins importants de ces deux formes d'aide. La part des dépenses locales est en général assez élevée dans les petits projets de développement agricole et rural. Selon l'OCDE, environ 8 pour cent de l'aide bilatérale est disponible pour le financement des dépenses locales et rien, dans les faits récents, ne permet de conclure à une tendance à la hausse ou à la baisse 2/.

Aide en intrants

Les engagements d'aide extérieure concernant les engrais, pesticides et semences ont fléchi au début des années 80, tombant de 1 015 millions de dollars en 1979-81 à 733 millions en 1983. Leur part dans les engagements totaux en faveur de l'agriculture est ainsi passée d'environ 9 pour cent à 6 pour cent 3/.

L'aide en engrais, qui est désormais la principale composante de l'aide en intrants, a beaucoup diminué. Elle est passée d'un maximum de près de 2 millions de tonnes en 1978/79 à seulement 1 million de tonnes environ en 1981/82 et en 1982/83, soit 7 à 8 pour cent des importations d'engrais des pays en développement. Depuis quelques années, l'aide octroyée au titre du Programme international d'approvisionnement en engrais (FAO) ne représente plus que de 1 à 3 pour cent de l'aide totale en engrais, désormais presque entièrement bilatérale.

L'aide en engrais, aussi faible soit-elle par rapport à la consommation et aux importations mondiales, a de plus en plus d'importance pour les petits pays à bas revenu. Elle équivaut, par exemple, à un huitième des besoins d'importation d'engrais des cinquante PGT/PMA régulièrement suivis par la FAO 4/.

2/ OCDE, Coopération pour le développement, examen 1984, Paris, novembre 1984.

3/ Voir FAO, Ajustement agricole international, 5ème rapport, C 85/21, août 1985.

4/ Voir FAO, Aide en engrais aux pays en voie de développement, Commission des engrais, 9ème session. FERT/85/5, septembre 1984. Les PGT sont les pays qui ont été "le plus gravement touchés" par la crise pétrolière de 1973-74.

TABLEAU 1-10. PRETS EXTERIEURS PRIVES A L'AGRICULTURE DES REGIONS
EN DEVELOPPEMENT, 1970-83

Région	Moyenne		Taux annuels de variation	
	1970-74	1975-79	1971-75	1979-83
..... millions de \$.....	.....	.....	..... % .....	.....
Afrique (% du total)	67 (16.7)	636 (43.8)	408 (33.1)	59.4 15.3 -26.4
Extrême-Orient et Pacifique (% du total)	76 (19.0)	181 (12.5)	507 (41.1)	18.6 27.7 10.3
Amérique latine (% du total)	196 (48.9)	589 (40.5)	245 (19.8)	31.9 0.4 -37.8
Proche-Orient (% du total)	62 (15.4)	47 (3.2)	74 (6.0)	-27.2 -0.9 -1.3 a/
Total pays en développement b/(%)	401 (100)	1 453 (100)	1 234 (100)	26.1 8.3 -12.2 a/
dont PMA	31	60	118	55.5 10.0 -15.8 a/
Engagements extérieurs privés en % des engagements totaux en faveur de l'agriculture	.....	..... % .....	.....	.....
	23.4	26.3	18.1	

a/ 1979-82.

b/ Soixante-dix-sept pays en développement à économie de marché.

Source: Système de notification de la dette à la Banque mondiale.

Prêts extérieurs privés à l'agriculture (sens large) 5/

L'importance et le rôle des prêts extérieurs privés à l'agriculture des pays en développement, et notamment leur complémentarité avec les apports d'autres sources, sont devenus un sujet de préoccupation, aux plans national et international, dans les années 80. On est en train d'étudier différents moyens de permettre aux pays en développement d'avoir davantage accès aux sources extérieures de prêts privés.

On manque de données sur les prêts privés à l'agriculture. Les indications ci-après s'appuient sur les informations réunies, pour 77 pays en développement, par le Système de notification de la dette à la Banque mondiale (Tableau 1-10).

Les prêts extérieurs privés à l'agriculture semblent suivre la même évolution que l'ensemble des prêts privés aux pays en développement. Ils ont augmenté rapidement dans les années 70, mais ont fléchi depuis 1979, et surtout depuis 1981-82, sauf dans les pays d'Asie et du Pacifique.

En 1983, ils sont tombés à 556 millions de dollars, contre 969 millions en 1982 et 2 574 millions en 1981. Ainsi, la part du secteur privé dans l'ensemble des prêts extérieurs à l'agriculture n'a été que de 11 pour cent en 1983, contre 30 pour cent en 1981 et une moyenne d'environ 25 pour cent dans les années 70.

3. EVOLUTION DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE

L'évolution de la population, de l'emploi et des revenus ainsi que de la production, du commerce et des prix des produits alimentaires a eu des effets variables sur la nutrition selon les régions et groupes de pays (figure 1-3). De 1969-71 à 1981-83, la ration énergétique a augmenté de 12 pour cent dans les pays en développement pris dans leur ensemble, et la part des disponibilités d'origine animale est passée de 7 à 8 pour cent (Tableau 1-11).

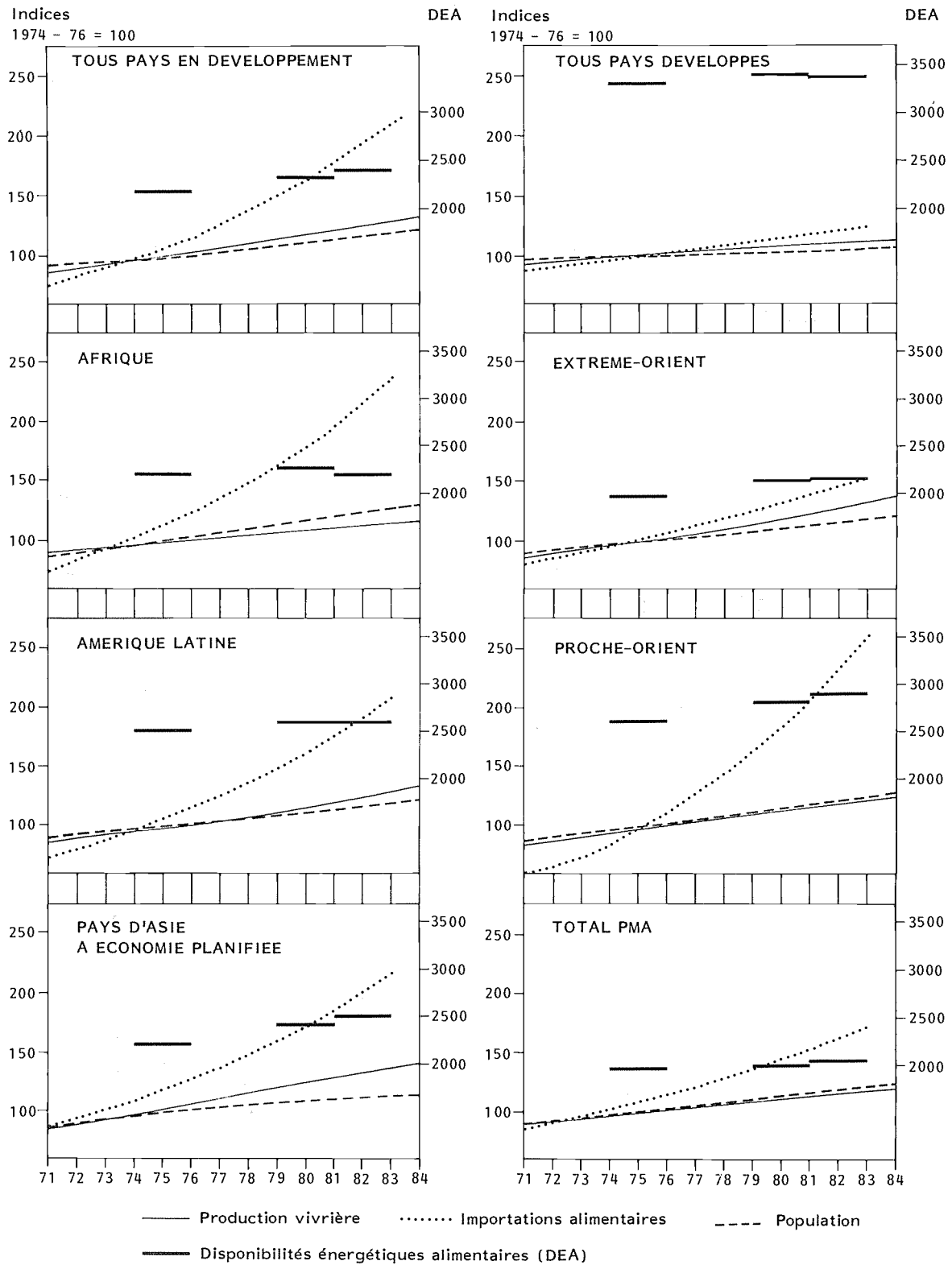
TABLEAU 1-11. DISPONIBILITES ENERGETIQUES ALIMENTAIRES (DEA) PAR HABITANT, PAYS DEVELOPPES ET EN DEVELOPPEMENT, 1969-71 ET 1981-83

	1969-71			1981-83		
	Végé- tales	Animales	Totales	Végé- tales	Animales	Totales
	..... (calories/jour)					
Pays développés à						
économie de marché	2 220	1 040	3 260	2 290	1 080	3 370
Tous pays						
développés	2 310	970	3 280	2 360	1 030	3 390
Pays en développement à						
économie de marché	1 980	180	2 160	2 140	200	2 340
Afrique	2 030	140	2 170	2 080	140	2 220
Amérique latine	2 100	400	2 500	2 180	460	2 640
Proche-Orient	2 170	230	2 400	2 580	320	2 900
Extrême-Orient	1 910	110	2 020	2 060	130	2 190
Pays d'Asie à économie						
planifiée	1 990	110	2 100	2 360	170	2 530
Tous pays en						
développement	1 990	150	2 140	2 210	190	2 400

Source: FAO, Division de la statistique.

5/ Pour la définition de l'agriculture au "sens large", voir la note explicative.

Figure 1-3 - EVOLUTION DE LA PRODUCTION VIVRIERE, DE LA POPULATION, DES IMPORTATIONS ALIMENTAIRES ET DES DEA, DE 1971 A 1984



Cette amélioration globale masque toutefois des différences sensibles selon les régions et les périodes. Au plan régional, on observe que, du début des années 70 au début des années 80, les DEA se sont beaucoup accrues au Proche-Orient, où la population, les revenus et les importations vivrières ont augmenté à un rythme rapide, ainsi que dans les pays d'Asie à économie planifiée où la croissance de la population s'est ralentie tandis que celle de la production vivrière s'est accélérée. En Afrique, la consommation alimentaire a subi l'influence de deux forces contraires. D'une part, la croissance démographique et l'urbanisation ont été rapides, d'où la nécessité d'un accroissement considérable des disponibilités alimentaires; de l'autre, la demande effective a été freinée par la baisse des revenus par habitant.

A cause du manque de vigueur de la demande et de la faible croissance de la production vivrière ou des importations alimentaires dans la plupart des pays en développement entre 1980 et 1984, l'amélioration des DEA a été moins marquée que dans les années 70. Toutefois, les DEA ont augmenté encore plus rapidement que dans les années 70 dans les pays d'Asie à économie planifiée.

En Afrique, la croissance de la production et des importations alimentaires a été inférieure à la tendance à long terme, d'où un fléchissement global des DEA au début des années 80, qui a en grande partie annulé les gains réalisés pendant les années 70, au prix d'une dépendance croissante à l'égard des importations vivrières. La consommation de l'Afrique, en 1983, correspondait à 93 pour cent environ de ses besoins énergétiques estimatifs, soit à peu près le même pourcentage qu'au début des années 70.

Des facteurs analogues ont eu, bien qu'à un degré différent, des effets sur la consommation alimentaire de l'Amérique latine. De fortes baisses des taux de croissance de la production vivrière et des revenus par habitant ont provoqué une stagnation globale des DEA entre 1979-81 et 1981-83. La consommation alimentaire est demeurée en général supérieure aux besoins estimés, ce qui n'a rien d'étonnant dans une région aussi riche du point de vue agricole, mais les pénuries alimentaires se sont faites plus fréquentes au début des années 80.

L'amélioration remarquable des disponibilités alimentaires dans les pays asiatiques très peuplés (pays à économie planifiée - essentiellement la Chine - et autres pays d'Extrême-Orient) a beaucoup contribué à la sécurité alimentaire mondiale. Au début des années 70, les DEA par habitant étaient de 8 à 10 pour cent inférieures aux besoins dans les deux régions. Douze ans plus tard, elles couvraient pratiquement les besoins en Extrême-Orient et les dépassaient de plus de 10 pour cent dans les pays d'Asie à économie planifiée.

Dans les deux cas, l'amélioration des DEA par habitant est due à un fort accroissement de la production vivrière et à une croissance démographique relativement lente. A cet égard, l'exemple de la Chine est particulièrement frappant mais, dans les grands pays de l'Asie du Sud (Inde, Bangladesh et Pakistan), la croissance de la production agricole a aussi été rapide et s'est accélérée.

Malgré des importations vivrières en hausse, l'Asie est aussi demeurée beaucoup moins tributaire de l'étranger que les autres régions pour son approvisionnement alimentaire. Au début des années 80, la part des importations dans les disponibilités énergétiques totales étaient de 4 pour cent dans les pays d'Asie à économie planifiée (2 pour cent douze ans plus tôt) et de 7 pour cent en Extrême-Orient (5 pour cent en 1969-71).

Après avoir fortement fléchi pendant la crise alimentaire du milieu des années 70, l'aide alimentaire s'est stabilisée à la fin des années 70 aux alentours de 8,5 - 9 millions de tonnes de céréales par an. La baisse des prix des céréales au début des

années 80 et, plus récemment, la crise alimentaire de l'Afrique ont porté son volume à près de 10 millions de tonnes en 1983/84 et 12,5 millions de tonnes en 1984/85.

Le volume par habitant de l'aide alimentaire en céréales a augmenté dans toutes les régions en développement, sauf en Extrême-Orient (Tableau 1-12).

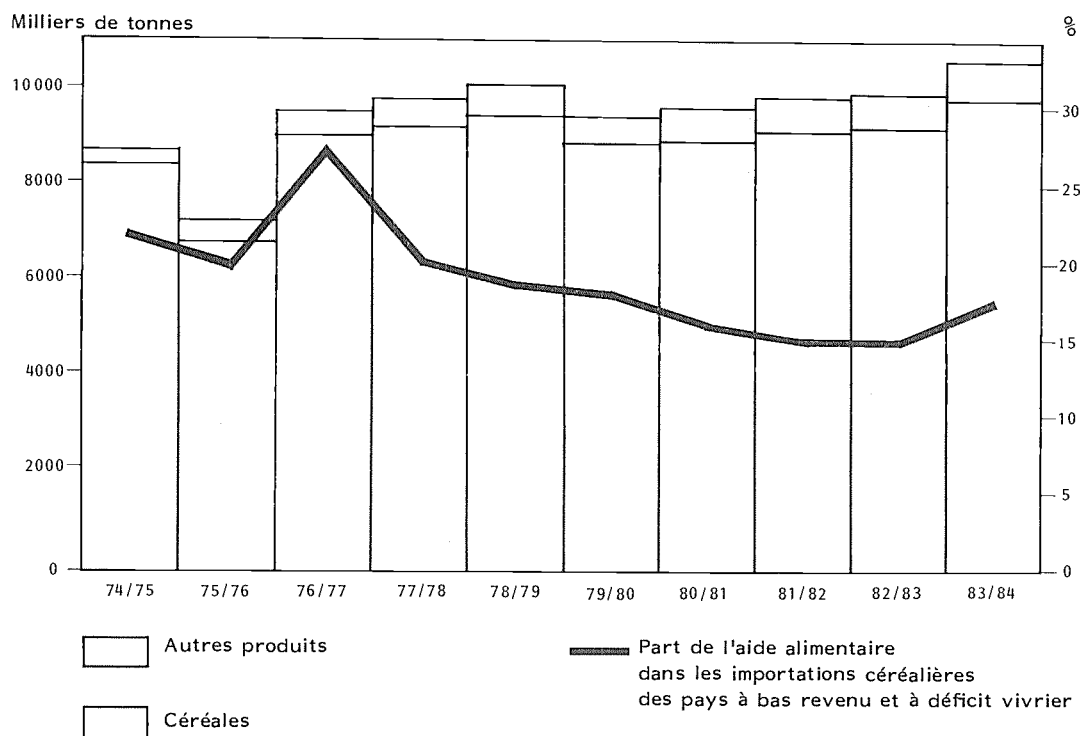
TABLEAU 1-12. VOLUME PAR HABITANT DE L'AIDE ALIMENTAIRE EN
CEREALES, 1973-76 ET 1981-84

	1973-74 à 1975-76	1981-82 à 1983-84
	..... kg/habitant	
Afrique	3.4	6.4
Extrême-Orient	3.3	2.0
Amérique latine	1.5	2.8
Proche-Orient	4.9	10.5
Pays à bas revenu et à déficit vivrier	2.4	2.9
Pays les moins avancés	8.4	9.3
Total	1.7	2.0

Source: FAO, Division des produits et du commerce international.

La part de l'aide alimentaire dans les importations céréalières des pays à bas revenu et à déficit vivrier est passée de 15-16 pour cent à la fin des années 70 à 18 pour cent en 1983/84, et sans doute à 21 pour cent en 1984/85 (figure 1-4). Toutefois, elle était de 22 pour cent au milieu des années 70, ce qui signifie que l'aide alimentaire, malgré sa progression du début des années 80, qui a surtout profité aux pays à bas revenu et à déficit vivrier, a eu du mal à suivre le rythme d'augmentation des importations céréalières de ces pays.

Figure 1-4 - EXPEDITIONS DE CEREALES ET AUTRES PRODUITS AU
TITRE DE L'AIDE ALIMENTAIRE, DE 1974/75 A 1983/84



4. L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE EN 1985

Production

En 1985, la production alimentaire et agricole a augmenté de 1,6 pour cent (Tableau 1-13), c'est-à-dire trois fois moins vite qu'en 1984 où elle avait nettement repris après son recul de 1983.

La production végétale ne s'est accrue que de 1,5 pour cent, contre 7 pour cent en 1984, et la croissance de la production animale - 1,7 pour cent - a été un peu plus lente que l'année précédente.

La production alimentaire n'a augmenté que de 2,5 pour cent environ dans les pays en développement, soit un rythme inférieur à celui de 1984 et à la moyenne des années 1980-85 (3,5 pour cent). Toutefois, sa croissance s'est accélérée dans les pays en développement à économie de marché où elle a atteint 3,5 pour cent. Le ralentissement observé pour les pays en développement pris dans leur ensemble est donc essentiellement imputable aux pays asiatiques à économie planifiée et notamment à la Chine dont la production avait augmenté très rapidement en 1983 et 1984.

TABLEAU 1-13. VARIATIONS ANNUELLES DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE, AGRICOLE, VEGETALE ET ANIMALE

	Prod. alimentaire		Prod. agricole		Prod. végétale		Prod. animale	
	de 1983 à 1984	de 1984 à 1985	de 1983 à 1984	de 1984 à 1985	de 1983 à 1984	de 1984 à 1985	de 1983 à 1984	de 1984 à 1985

Pays en développement à économie de marché	2.2	3.5	2.7	3.7	3.6	3.7	0.3	3.5
Afrique	4.9	4.8	4.9	5.0	6.5	5.7	0.5	3.1
Extrême-Orient	1.7	2.2	2.2	2.4	2.3	2.2	1.9	3.7
Amérique latine	3.0	2.9	3.5	3.6	6.7	4.0	-2.4	2.9
Proche-Orient	-1.5	6.6	0.3	5.7	-0.8	6.3	2.3	4.4
Pays d'Asie à économie planifiée	6.0	0.1	7.7	-1.2	7.5	-3.5	8.7	7.6
Total pays en développement	3.3	2.5	4.2	2.2	4.8	1.5	2.2	4.5
Pays développés à économie de marché	8.7	1.4	7.7	1.6	14.5	2.2	0.9	0.8
Amérique du Nord	14.7	5.6	13.9	5.1	26.2	7.2	-0.3	2.0
Océanie	-3.8	-0.1	-1.1	2.0	-0.8	-1.8	-1.5	5.5
Europe occidentale	5.9	-2.3	4.9	-1.3	9.1	-2.1	1.4	-0.7
Europe orientale et URSS	1.4	-0.2	1.8	0.3	0.6	-0.2	2.7	0.5
Total pays développés	6.0	0.8	5.4	1.1	9.5	1.5	1.6	0.7
Monde	4.8	1.6	4.9	1.6	7.0	1.5	1.8	1.7

Source: FAO, Division de la statistique.

En 1985, l'accroissement de la production alimentaire et agricole a été mieux réparti qu'en 1984 entre les différentes régions en développement à économie de marché. La production a augmenté beaucoup plus qu'en 1984 au Proche-Orient et en Extrême-Orient alors que sa croissance a été du même ordre que l'année précédente en Amérique latine.

En Afrique, l'expansion de la production vivrière a été aussi forte qu'en 1984 car la plupart des pays ont eu des récoltes normales ou supérieures à la moyenne tandis que la croissance de la production animale s'est accélérée. L'augmentation relativement forte observée en 1984 tient à la reprise de la production après le recul provoqué par la sécheresse en 1983, notamment en Afrique australe et dans les pays côtiers d'Afrique occidentale. En 1983, la baisse avait été de plus de 3,5 pour cent. L'accroissement de la production vivrière en 1985 fait suite à la reprise de 1984 et s'explique aussi par la nette amélioration des récoltes dans différents pays du sud, de l'est et du nord de l'Afrique ainsi que de la zone sahélienne, durement touchés par la sécheresse en 1984 et, dans certains cas, en 1985 aussi.

Les disponibilités alimentaires se sont dans l'ensemble beaucoup améliorées en 1985 dans les 21 pays africains précédemment victimes de la sécheresse et sont redevenues normales dans nombre d'entre eux 6/. Néanmoins, six pays auront encore besoin d'une aide alimentaire exceptionnelle en 1985/86 (Encadré 1-2).

En 1985, la production alimentaire a beaucoup moins augmenté qu'en 1984 dans les pays développés, et ce pour les raisons suivantes:

- En Amérique du Nord, sa croissance, bien qu'encore très forte (5,6 pour cent), a considérablement ralenti par rapport à 1984, et il en a été de même en Afrique du Sud.

- En Europe occidentale, où l'année précédente avait été exceptionnellement favorable, la production a diminué à cause du mauvais temps.

- Elle a aussi diminué en Europe orientale et en URSS. La croissance de la production végétale s'est accélérée mais l'expansion de la production animale a ralenti et n'a été rendue possible que par de grosses importations d'aliments pour animaux.

Dans les pays développés, la production alimentaire n'a ainsi augmenté que de 0,8 pour cent en 1985, soit nettement moins que la moyenne à long terme (1,9 pour cent).

La production mondiale de céréales (y compris riz sous forme de paddy) a atteint en 1985 le chiffre record de 1 841 millions de tonnes, soit environ 2,1 pour cent de plus qu'en 1984 (Tableau 1-14). Toutefois, cette augmentation est due essentiellement aux céréales secondaires, la production de blé ayant légèrement fléchi.

6/ Angola, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Ethiopie, Kenya, Lesotho, Mali, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Niger, Rwanda, Sénégal, Somalie, Soudan, Tanzanie, Tchad, Zambie et Zimbabwe.

ENCADRE 1-2

PENURIES EXCEPTIONNELLES ET AIDE ALIMENTAIRE D'URGENCE DU PAM

A la fin de 1985, le Système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO sur l'alimentation et l'agriculture (GIEWS) signalait que 11 pays étaient en proie à des pénuries alimentaires exceptionnelles, à savoir six pays africains (Angola, Botswana, Cap-Vert, Ethiopie, Mozambique et Soudan), quatre pays asiatiques (Bangladesh, Kampuchea démocratique, Liban et Viet Nam) et un pays d'Amérique centrale (El Salvador).

En 1984, 34 pays étaient dans ce cas (25 pays africains, 6 pays asiatiques, 2 pays d'Amérique centrale et 1 pays d'Amérique du Sud). La situation s'est donc beaucoup améliorée, grâce surtout à des meilleures conditions météorologiques et à un accroissement de la production vivrière en Afrique subsaharienne.

Le tableau ci-après montre que l'aide alimentaire d'urgence du PAM n'a cessé de s'accroître ces dernières années. A la RAIU (Réserve alimentaire internationale d'urgence) vient s'ajouter une allocation annuelle de 45 millions de dollars prélevés sur les ressources ordinaires du PAM pour faire face aux urgences. En 1984, cette allocation a dépassé les 54 millions de dollars car les opérations d'urgence, si elles ont été moins nombreuses qu'en 1983 (63 contre 68), ont été de plus grande envergure et ont intéressé davantage de pays, notamment en Afrique.

En 1985, les contributions à la RAIU ont été de 764 466 tonnes de céréales et 60 418 tonnes d'autres produits tels que lait en poudre et huile végétale, soit nettement plus qu'en 1984 (620 600 tonnes de céréales et 45 350 tonnes d'autres produits).

OPERATIONS D'URGENCE DU PAM APPROUVEES ENTRE 1981 ET 1985 a/

Année	Nombre opérations	Nombre de pays	Ressources ordinaires du PAM	ICARA <u>b/</u>	RAIU	TOTAL
1981	53	30	44,4	1,0	132,9	178,3
1982	68	37	19,7	1,3	172,2	193,2
1983	68	36	45,0	-	155,3	200,3
1984	63	40	54,2	-	178,2	232,4
1985	55	32	43,9	-	181,0	224,9

a/ Engagements approuvés à la fin de chaque année, y compris fonds d'assurance.

b/ Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique.

Source: PAM, Division de la gestion des ressources.

En 1985, il y a de nouveau eu de grosses augmentations dans le secteur des cultures oléagineuses, notamment pour le soja aux Etats-Unis (plus de 10 pour cent d'augmentation), et pour les huiles tropicales (huiles de palme et huiles à acide laurique). La production de café, en baisse en 1984, a nettement repris; elle ne se ressentira qu'en 1986 des effets de la sécheresse dont le Brésil a souffert à la fin de 1985. La production de thé et de cacao a continué à augmenter. D'ailleurs, la production de la plupart des cultures (sauf blé, sucre, coton et peut-être plantes-racines) a été en hausse en 1985.

En 1985, la production animale a augmenté à peu près au même rythme qu'en 1984. Dans les pays développés, les quotas imposés par la CEE en 1984-85 ont freiné la production de lait. Aux Etats-Unis, le programme de réduction de la production laitière a pris fin en mars 1985 et la production a augmenté. Elle s'est également accrue en URSS. Dans les pays en développement, la croissance de la production des laiteries s'est ralentie alors que la production de viande a beaucoup plus augmenté qu'en 1984. Dans les pays développés, elle n'a pas augmenté aussi vite, surtout parce qu'on a abattu moins de vaches laitières.

ENCADRE 1-3

CONFERENCE MONDIALE CHARGÉE D'EXAMINER ET D'EVALUER LES RESULTATS DE LA DECENNIE DES NATIONS UNIES POUR LA FEMME: EGALITE, DEVELOPPEMENT ET PAIX (NAIROBI, JUILLET 1985)

La Conférence mondiale de 1979 sur la réforme agraire et le développement rural (CMRADR) a été la première grande réunion internationale à adopter un important programme d'action visant à intégrer la femme dans le développement rural et notamment à lui garantir un accès équitable aux ressources naturelles (terre, eau, etc.) ainsi qu'aux intrants et aux services, et les mêmes possibilités de promotion que celles offertes aux hommes. Dans le document* adopté à l'unanimité par les 157 organismes ou Etats qui ont participé à la Conférence de Nairobi en juillet 1985, on insiste sur le rôle de la femme dans la production vivrière et sur les résultats de la CMRADR pour les femmes-rurales pauvres. On y souligne qu'il faut mettre au point dans le secteur alimentaire et agricole des stratégies, programmes et projets qui intègrent parfaitement les

femmes, à tous les stades, et leur assurent l'accès à la terre, au capital, à la technologie et aux autres moyens de production. Les lois qui les empêchent d'accéder équitablement aux ressources doivent être modifiées.

Les femmes rurales souffriront de plus en plus de la pauvreté et du manque de terre d'ici l'an 2000 et il faut donc donner la priorité à des politiques qui leur permettent de tirer leur juste part de développement.

On met aussi l'accent dans le document de Nairobi sur l'accès à l'eau à des fins domestiques et agricoles, ce qui correspond aux efforts faits par la FAO pour développer la petite irrigation en faveur des femmes.

* Nations Unies, "Stratégies prospectives d'action pour la promotion de la femme et mesures concrètes en vue de surmonter les obstacles à la réalisation des buts et objectifs de la Décennie des Nations Unies pour la femme pour la période de 1986 à l'an 2000: égalité, développement et paix", Nairobi, juillet 1985.

	Pays développés			Pays en développement			Monde		
	Variation			Variation			Variation		
	1984	1985	1984-85	1984	1985	1984-85	1984	1985	1984-85
	millions de tonnes			millions de tonnes			millions de tonnes		
	%			%			%		
Total céréales a/	882.3	917.4	4.0	921.4	923.6	2.4	1 803.7	1 841.0	2.1
Blé	319.6	306.3	-4.2	204.0	203.8	-1.1	510.0	510.0	-1.6
Riz	26.1	26.3	-0.8	444.7	439.7	-1.1	470.8	466.0	-1.0
Céréales secondaires	431.0	472.4	9.6	191.6	195.6	2.1	622.6	668.1	7.3
Racines	224.6	214.7	-4.4	369.7	367.4	-0.6	594.3	582.1	-2.1
Légumineuses	13.5	15.2	12.6	34.4	34.0	-1.2	47.9	49.2	2.7
Oléagineux b/									
Teneur en huile	22.2	23.9	7.7	36.9	39.9	8.1	59.1	63.8	8.0
Teneur en tourteaux	61.0	67.5	10.7	62.5	67.0	7.2	134.5	133.4	9.0
Sucre, centrifugé (non raffiné)	42.5	41.7	-1.9	57.7	56.2	-2.6	100.2	97.9	-2.3
Fèves de cacao	-	-	-	1.8	1.9	5.6	1.8	1.9	5.6
Café	-	-	-	5.2	6.0	15.4	5.2	6.0	15.4
Thé	0.3	0.3	3.2	1.9	2.1	10.5	2.2	2.3	4.6
Coton fibre	5.7	6.2	8.8	12.1	10.8	-10.7	17.8	17.0	-4.5
Tabac	2.2	2.1	-2.7	4.0	4.4	10.0	6.1	6.6	8.2
Viande	93.9	95.2	1.4	49.9	53.0	6.2	143.8	148.2	3.1
Lait	382.7	385.5	0.7	117.3	122.0	4.0	499.9	507.5	1.5
Oeufs de poule	18.7	18.8	0.5	10.8	11.4	5.6	29.6	30.2	2.1

a/ Y compris le riz en équivalent de paddy.

b/ Total récolté.

Source: FAO, Division de la statistique.

Prix des produits agricoles à l'exportation

Sur les marchés internationaux, l'offre de la plupart des produits agricoles a été très abondante en 1985, la demande peu vigoureuse et les prix en baisse. Le milieu de 1984 a marqué un tournant dans l'évolution des prix de la plupart des produits. Les indices des prix des produits tropicaux pour boissons et des produits non alimentaires, qui avaient augmenté en 1983 et au début de 1984 en raison de l'affermissement de la demande, ont commencé à baisser et ils ont continué à fléchir en 1985 parce que les récoltes ont été bonnes et que la croissance de l'activité économique et des échanges a été moins forte que prévue.

Les cours des céréales ont continué à baisser en 1985. A la fin de l'année, ils étaient inférieurs d'environ 10 pour cent à leur niveau de 1984 (Tableau 1-15). Ils se sont temporairement un peu redressés à partir de septembre en raison de la dépréciation du dollar vis-à-vis de la plupart des grandes monnaies. Toutefois, les stocks sont restés abondants et la production de céréales de l'URSS s'est améliorée, d'où la perspective d'une réduction des importations de ce pays en 1985/86: le principal facteur qui aurait pu soutenir les cours a ainsi disparu. La perspective de voir les Etats-Unis abaisser leurs prix de soutien a aussi eu un effet négatif: les cours mondiaux des céréales sont ainsi tombés au-dessous des prix de soutien en vigueur dans ce pays.

Les prix des produits animaux se sont encore affaiblis, les stocks sont restés volumineux et la concurrence a été très vive sur les marchés. Les prix des graines oléagineuses et des matières grasses, relativement fermes jusqu'au milieu de 1984, se sont orientés de plus en plus à la baisse, les récoltes s'annonçant suffisantes pour répondre aux besoins de consommation, et les stocks - en diminution en 1984 - ont pu être regarnis. L'accroissement de l'offre de farines d'oléagineux, le manque de vigueur de la demande de produits de l'élevage et donc d'aliments pour animaux, et le bas prix des céréales ont fait tomber les prix des farines d'oléagineux à leur plus bas niveau depuis plus de 10 ans, soit presque 50 pour cent de moins que les cours records d'octobre 1983.

Les cours de sucre ont également été au plus bas. Ils se sont un peu redressés après le milieu de 1985 pour se rapprocher de leur niveau du milieu de 1984 à cause de l'intervention de certains acheteurs et de la perspective d'une baisse de 2 à 3 pour cent de la production en 1985/86. Le volume des stocks (environ 40 pour cent de la consommation annuelle) est resté le facteur qui a le plus pesé sur les prix.

Les prix des produits tropicaux pour boissons et notamment du thé ont baissé en 1985. En juillet et août, le prix moyen du thé aux enchères de Londres était plus bas que 10 ans auparavant. Les cours du café ont également baissé, à cause surtout de l'augmentation de la production en 1985 et de l'accroissement des contingents d'exportation approuvé pour 1984/85 par le Conseil international du café. Ils se sont maintenus aux alentours du prix plancher de l'OIC. A la fin de 1985, la perspective de voir la production du Brésil diminuer sous l'effet de la sécheresse les a fait remonter et ils ont atteint leur plus haut niveau depuis plus de 8 ans. Les cours du cacao ont beaucoup baissé au milieu de 1985 mais ont ensuite repris tout en restant nettement inférieurs à leur niveau de la fin de 1984.

TABLEAU 1-15. PRIX A L'EXPORTATION DE QUELQUES PRODUITS AGRICOLES, 1984-85

	Blé U.S. N° 2 blé dur Ord. Prot.	Café vert, prix composite AIC 1976	Maïs U.S. N° 2 jaune	Riz 5% f.o.b. Thaïlande	Soya U.S. N° 2 jaune	Sucre non raffiné AIS Caraïbes
	.....dollars/tonnes.....					
1984 - Septembre	157	1308	131	254	238	90
Octobre	155	2998	122	251	239	102
Novembre	153	3042	117	231	234	96
Décembre	151	2976	114	224	221	78
1985 - Janvier	150	3020	119	224	220	80
Février	148	2954	120	220	217	81
Mars	146	2932	120	221	226	84
Avril	145	2910	120	222	227	75
Mai	138	2910	117	222	213	62
Juin	135	2888	116	222	212	62
Juillet	130	2668	115	210	206	71
Août	124	2646	105	210	192	97
Septembre	128	2626	102	210	190	113
Octobre	130	2779	98	210	190	110
Novembre	137	3112	106	212	190	120
Décembre	142	3876	108	220	191	118

Source: FAO, Division des produits et du commerce international.

En ce qui concerne les produits agricoles non alimentaires, seuls les prix du jute ont évolué favorablement: ils ont doublé entre le dernier trimestre de 1983 et le milieu de 1985. L'évolution des prix de tous les autres produits de ce groupe n'a pas été favorable aux producteurs. Les prix du coton ont été déprimés à cause de la perspective d'un abaissement des prix de soutien aux Etats-Unis.

Perspectives pour les céréales en 1985/86

Les faits saillants sont plus ou moins les mêmes que durant la campagne précédente: offre abondante, demande morose, échanges et prix déprimés. En 1985, la production de céréales n'a pas augmenté autant qu'en 1984 dans les pays exportateurs mais il y a eu une hausse dans les pays importateurs, notamment en URSS et en Afrique, d'où la probabilité d'une forte baisse de la demande d'importation. La consommation de céréales ne devrait être en hausse que de 2 pour cent environ en 1985/86 à cause de la lenteur de la reprise économique ainsi que des problèmes d'endettement.

En janvier 1986, l'augmentation des stocks de céréales à la fin de 1985/86 était estimée à 23,8 pour cent. Les projections - 389 millions de tonnes en 1986 - dépassent largement le précédent record de 1982/83 et correspondent à 23 pour cent environ de la consommation mondiale prévue, contre 20 pour cent en 1984/85 et 17 pour cent en 1983/84.

A la fin de la campagne 1985/86, la composition des stocks céréaliers, dont l'augmentation sera surtout due au maïs, devrait être la suivante:

- Blé: 153,3 millions de tonnes, soit près de 7 pour cent de plus qu'à l'ouverture;
- Céréales secondaires: 186,4 millions de tonnes, soit près de 57 pour cent de plus;
- Riz (usiné): 50,1 millions de tonnes, soit 4 pour cent de moins qu'à l'ouverture.

Les importations de céréales devraient être de 182,4 millions de tonnes en 1985/86, soit environ 15 pour cent de moins qu'en 1984/85. Leur composition devrait être la suivante:

- Blé: 87,5 millions de tonnes, soit moins qu'en 1984/85;
- Céréales secondaires: 84 millions de tonnes, soit 17,9 pour cent de moins;
- Riz: 10,9 millions de tonnes, moins qu'en 1984.

Les échanges de blé devraient être en forte baisse en raison du marasme de la demande d'importation et notamment de la réduction des besoins d'importation de l'URSS ainsi que de plusieurs pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine dont la production s'est accrue. L'URSS devrait importer 40 pour cent de moins qu'en 1984/85. Les disponibilités sont de mieux en mieux réparties depuis quelques années; l'importance des excédents exportables dans les petits pays exportateurs en est la preuve. Les exportateurs de l'Autriche, de la Suède et de la Hongrie pourraient être en baisse en 1985/86 alors qu'en Inde les excédents de blé sont en augmentation.

Les échanges de céréales secondaires devraient également être en nette diminution à cause de trois facteurs:

- Amélioration des perspectives de production dans plusieurs pays importateurs, notamment l'URSS;
- Problèmes financiers qui empêchent beaucoup de pays en développement d'acheter autant de céréales secondaires qu'ils en auraient besoin pour la consommation directe ou pour l'alimentation du bétail;
- Ralentissement de la croissance de la demande de produits de l'élevage et donc de céréales fourragères dans les pays industriels.

Les approvisionnements en maïs sont abondants dans les principaux pays exportateurs. La Chine a également beaucoup de maïs à exporter mais moins qu'en 1984/85. En Afrique, le Zimbabwe, le Malawi et le Kenya ont des disponibilités exportables (plus de 1 million de tonnes en Zimbabwe).

Engrais

Prix. Après avoir atteint un sommet en 1980, les prix des engrais à l'exportation ont baissé (figure 1-2). Ils ont recommencé à grimper à partir de 1983. En 1984, ils n'ont guère varié en dollars, mais ils ont continué à augmenter dans les monnaies des principaux pays importateurs. En 1985, ils ont baissé en dollars, à l'exception des prix du superphosphate triple.

Les prix de l'urée ont diminué de près de moitié en 1985 et ceux du sulfate d'ammonium ont également baissé. Les prix des engrais phosphatés ont augmenté de 7 pour cent vers la fin de l'été de 1985, probablement en raison de l'accroissement saisonnier de la demande, mais cette poussée a été de courte durée. Il semble que les engrais occupent une place de plus en plus importante dans les échanges compensés, ce qui peut expliquer l'apparente morosité des prix.

Consommation. En 1983/84, après deux années successives de baisse, la consommation des trois grands éléments fertilisants - azote (N), phosphate (P_2O_5) et potasse (K_2O) - a globalement augmenté de 9,3 pour cent, ce qui l'a portée à 125 millions de tonnes (Tableau 1-16). Cette augmentation est principalement due aux pays développés à économie de marché qui, après les baisses des deux années précédentes, ont accru leur consommation de chaque élément fertilisant. On observe aussi une forte augmentation pour les trois éléments dans les pays à économie planifiée où la consommation de potasse avait baissé l'année précédente. En 1983/84, la consommation de potasse a diminué dans les pays en développement à économie de marché, alors qu'elle s'était accrue, comme celle des deux autres éléments, en 1982/83. La croissance de la consommation de phosphate a été inférieure à celle de l'année précédente, alors que l'inverse a été vrai pour la consommation d'azote dont l'augmentation - comme celle de la consommation de phosphate et de potasse - est cependant restée en deçà de la dernière moyenne sur cinq ans. Dans les pays à économie planifiée et pays développés à économie de marché, l'expansion de la consommation de chaque élément fertilisant, en 1983/84, a par contre nettement dépassé la moyenne de 1980/84.

Dans les pays développés à économie de marché, l'accroissement de la consommation des trois éléments fertilisants en 1983/84 est principalement dû à la reprise observée en Amérique du Nord. Par rapport aux augmentations qui y ont été enregistrées, les hausses signalées dans les autres régions développées apparaissent bien modestes. La reprise s'explique par l'expansion des superficies cultivées aux Etats-Unis, l'augmentation des prix des produits agricoles en 1983 et l'amélioration de la situation économique en Amérique du Nord. Il n'empêche qu'en 1983/84 la consommation de cette région est restée inférieure à celle de 1980/81 d'environ 1,4 million de tonnes d'éléments fertilisants. La consommation n'a que faiblement augmenté en Europe occidentale, apparemment en raison de rapports de prix défavorables, ainsi que de la sécheresse qui a sévi dans le sud de cette région.

Selon de premières estimations, la consommation devrait être en hausse de 1 pour cent aux Etats-Unis en 1984/85. Cette faible augmentation est uniquement due à l'accroissement de la consommation d'azote (4 pour cent), puisque la consommation de potasse a baissé de 4 pour cent et celle de phosphate de 16 pour cent. La quasi-stagnation de la consommation peut s'expliquer par une certaine réduction des superficies cultivées et par la situation en général peu brillante de l'agriculture aux Etats-Unis. La croissance de la consommation ne devrait pas s'accélérer en Europe occidentale, du fait du rôle modérateur de la politique agricole commune de la CEE.

TABLEAU 1-16. CONSOMMATION D'ENGRAIS, PAR GRANDS ELEMENTS FERTILISANTS, 1981-84

	1981/82	1982/83	1983/84	Variations		Taux annuel de variation
				1982	1983	1980
				à 1983	à 1984	à 1984
	.....	millions de tonnes	....	.....	%	.....
<u>Pays développés</u>						
Azote	35.21	34.57	38.12	-1.8	10.3	1.6
Phosphate	21.61	20.80	22.40	-3.7	7.7	-1.0
Potasse	19.93	19.20	21.54	-3.7	12.2	0.6
Total des éléments fertilisants	76.74	74.57	82.05	-2.8	10.0	0.6
<u>Pays en développement</u>						
Azote	25.07	26.49	28.78	5.7	8.6	5.7
Phosphate	9.19	9.80	10.46	6.6	6.7	5.4
Potasse	3.81	3.70	3.87	-2.9	4.6	0.7
Total des éléments fertilisants	38.07	39.98	43.12	5.0	7.9	5.1
Afrique	1.46	1.34	1.47	-8.2	9.7	4.5
Extrême-Orient	10.77	11.25	12.27	4.5	9.1	6.5
Amérique latine	6.36	6.46	5.71	1.6	-11.6	-4.7
Proche-Orient	3.24	3.82	4.26	17.9	11.5	10.4
Pays d'Asie à économie planifiée	16.20	17.10	19.39	5.6	13.4	7.3
<u>Ensemble du monde</u>						
Azote	60.27	61.06	66.91	1.3	9.6	3.3
Phosphate	30.80	30.59	32.86	-0.7	7.4	0.8
Potasse	23.74	22.90	25.41	-3.5	11.0	0.6
Total des éléments fertilisants	114.81	114.55	125.17	-0.2	9.3	2.0

Source: FAO, Division de la mise en valeur des terres et des eaux.

Le léger fléchissement de la consommation de potasse enregistrée en 1983/84 dans les pays en développement à économie de marché est dû à une forte baisse en Amérique latine, et surtout au Brésil et au Mexique. La diminution de la consommation d'azote et de phosphate en Amérique latine est également imputable, en grande partie, à ces deux pays, même si la consommation de phosphate a aussi beaucoup baissé en Colombie. En Afrique, la consommation de chaque principe fertilisant a recommencé à augmenter après la baisse de l'année précédente, et sa croissance a été le double environ de la moyenne de 1980-84. Au Proche-Orient, la croissance de la consommation de chaque élément fertilisant a été moins rapide que l'année précédente, mais supérieure à la dernière moyenne sur cinq ans. En Extrême-Orient, elle a été plus rapide qu'en 1982/83 et que durant la période 1980-84 et, après la baisse enregistrée l'année précédente, la consommation de potasse a nettement repris.

La baisse de la consommation d'engrais en Amérique latine en 1983/84 - principalement imputable aux plus grands pays consommateurs - a plusieurs explications: problèmes financiers, sécheresse dans certains pays, fléchissement des prix agricoles à l'exportation. La consommation d'engrais devrait être en hausse en 1984/85, mais il faudrait que cette hausse soit considérable pour qu'elle retrouve son niveau de 1980/81 (7,5 millions de tonnes). Après la sécheresse de 1983, les conditions de culture se sont améliorées au Mexique. L'amélioration générale de l'économie mondiale a eu un effet favorable sur les prix agricoles à l'exportation, et certains pays ont adopté des programmes spéciaux pour intensifier l'emploi des engrais. L'Argentine a introduit un système d'échange engrais-produits agricoles, déjà utilisé en République de Corée et dans d'autres pays d'Asie.

En Afrique, la consommation de chaque principe fertilisant a augmenté en 1983/84, malgré la terrible sécheresse qui s'est abattue sur le Sahel et l'Afrique australe; c'est dans le nord et l'ouest de l'Afrique qu'elle s'est le plus accrue. La consommation de phosphate a beaucoup augmenté, tandis que celle d'azote a baissé pour la deuxième année consécutive. Vu les difficultés financières de beaucoup de pays africains, l'aide en engrais a joué un rôle important. Sur 44 pays, 30 en 1981/82-1982/83 et 28 en 1983/84 ont reçu au moins une partie de leurs importations d'engrais sous forme d'aide. L'Afrique centrale et le Sahel sont les sous-régions les plus tributaires de ce type d'assistance. Compte tenu de l'amélioration des conditions météorologiques en 1985, la consommation d'engrais devrait être encore en hausse, sous réserve de disponibilités suffisantes assurées par les importations commerciales et l'aide en engrais.

Au Proche-Orient, la croissance de la consommation de chaque élément fertilisant a été supérieure en 1983/84 à la dernière moyenne sur cinq ans, même si l'expansion de la consommation d'azote et de phosphate s'est ralentie en Turquie (le plus gros consommateur de la région), et si la consommation de potasse a baissé en raison, principalement, d'un rapport moins favorable entre les prix des engrais et ceux des produits agricoles, et du peu de ressources financières disponibles pour les importations. D'autres gros consommateurs, comme l'Egypte et l'Iran, ont accru leur consommation, tout comme d'ailleurs l'Arabie saoudite où la hausse a été très marquée en raison d'un rapport très favorable entre les prix des engrais et ceux des produits agricoles. Les prix relatifs des engrais et des produits agricoles en Turquie, ainsi que les ressources disponibles dans ce pays pour les importations, auront une influence déterminante sur la croissance de la consommation d'engrais au Proche-Orient en 1984/85, même si la consommation continue à augmenter fortement dans des pays comme la Syrie, l'Iraq, l'Egypte et l'Arabie saoudite.

En Extrême-Orient, la croissance de la consommation a été plus rapide en 1983/84 qu'entre 1980 et 1984 grâce à une hausse dans presque tous les pays. Toutefois, l'augmentation est due en grande partie à l'Inde. La consommation a fléchi en Indonésie à cause de la sécheresse, et au Pakistan à cause de la réduction des subventions pour les engrais, qui a rendu moins favorable le rapport entre les prix des engrais et ceux des produits agricoles. En 1983/84, la consommation d'engrais n'a que légèrement augmenté aux Philippines car les dévaluations rendues nécessaires par les problèmes économiques ont réduit la capacité du pays d'importer les engrais et les matières premières nécessaires à la production, d'où hausse des prix. Grâce à des conditions météorologiques généralement bonnes, la consommation d'engrais devrait être en augmentation en 1984/85, surtout grâce à l'Inde qui fait de gros efforts pour la promouvoir.

Les pays à économie planifiée d'Asie et d'Europe orientale ont accru leur consommation de chaque principe fertilisant en 1983/84. La consommation de potasse, qui avait chuté l'année précédente, a beaucoup augmenté dans les pays asiatiques à économie planifiée. Dans les pays d'Europe orientale, la consommation de potasse et de phosphate,

en baisse en 1982/83, a recommencé à s'accroître. La Chine, qui est le plus gros consommateur d'engrais en Asie, pouvait compter sur d'amples disponibilités grâce à de fortes importations venant compléter sa production locale. Toutefois, les changements apportés en 1984/85 au système de prix agricoles pourraient se traduire par un ralentissement de la consommation d'engrais dans ce pays.

Commerce des produits agricoles

L'agriculture a moins profité que les autres secteurs de la reprise du commerce mondial en 1984: les échanges de produits animaux et végétaux n'ont augmenté, en volume, que de 3 pour cent, contre 12 pour cent pour les articles manufacturés. Toutefois, comme l'évolution des termes de l'échange a généralement été favorable aux produits agricoles, l'augmentation de la valeur des exportations agricoles (environ 5 pour cent) a été très proche de celle observée pour l'ensemble du commerce des marchandises (Tableau 1-17).

TABLEAU 1-17. VALEUR DES EXPORTATIONS MONDIALES DE PRODUITS DE L'AGRICULTURE (VEGETAUX ET ANIMAUX), DE LA PECHE ET DES FORETS, PRIX COURANTS, 1982-84

				Variations		Taux annuel de variation
	1982	1983	1984	1982 à 1983	1983 à 1984	1980 à 1984
	...	milliards de \$ ..	.....	%	.....	.....
<u>Produits de l'agriculture</u>	212.5	208.7	218.5	-1.8	4.7	-2.4
Pays en développement	64.1	66.5	73.0	3.8	9.7	-0.4
Pays développés	148.4	142.2	145.5	-4.2	2.3	-3.3
<u>Produits de la pêche</u>	15.3	15.8	16.0	2.8	1.3	0.9
Pays en développement	6.6	6.8	7.1	2.9	5.1	3.8
Pays développés	8.7	9.0	8.8	2.7	-1.6	-1.2
<u>Produits forestiers</u>	46.6	47.7	50.9	2.3	6.8	-2.5
Pays en développement	7.0	7.5	7.6	7.0	1.0	-3.9
Pays développés	39.6	40.2	43.3	1.4	7.9	-2.3
<u>Total</u>	274.5	272.2	285.4	-0.8	4.8	-2.2
Pays en développement	77.7	80.9	87.7	4.0	8.5	-0.4
Pays développés	196.8	191.3	197.7	-2.8	3.3	-3.0
Part des pays en développement	.....	%	.....	
	28	30	31			

Source: FAO, Division de la statistique; Département des pêches; Département des forêts.

Les échanges agricoles se sont ressentis de l'abondance de beaucoup de produits sur les marchés mondiaux, à la suite des bonnes récoltes de 1984, et de certains facteurs ayant un effet sur la demande, notamment:

- le rythme inégal de la reprise économique selon les pays;
- le poids de la dette extérieure dans beaucoup de pays en développement;
- les mesures prises par les pays industrialisés pour réduire la consommation de produits primaires;
- le renforcement du dollar, qui a profondément modifié la compétitivité des différents pays.

Bien que modeste par rapport à d'autres secteurs, l'augmentation du volume des échanges agricoles en 1984 a été bien supérieure à celle des trois années précédentes. C'est le commerce des produits alimentaires, notamment des céréales et des produits tropicaux pour boissons, qui a le plus augmenté (Tableau 1-18).

En 1984, les échanges céréaliers ont augmenté de 5,3 pour cent en volume et de 4,3 pour cent en valeur, du fait, principalement, des achats effectués par l'URSS et de l'augmentation des besoins d'importation de l'Afrique. Il pourrait toutefois y avoir un net fléchissement des échanges agricoles en 1985-86 si l'on en croit les estimations actuelles des besoins des principaux pays importateurs de céréales, notamment de l'URSS.

En 1984, le commerce des produits tropicaux pour boissons a augmenté de près de 15 pour cent en valeur, car l'élargissement des quotas d'exportation de l'OIC a, dans un premier temps, coïncidé avec des prix élevés. Le raffermissement de la demande dans les principaux pays importateurs a également stimulé le commerce du thé, même si l'Inde a pris des mesures pour limiter ses exportations afin de répondre à la demande de son marché intérieur. Les échanges de sucre ont diminué en 1984 car les besoins d'importation ont baissé sur de nombreux marchés traditionnels; en 1985, la demande s'est apparemment raffermie et les prix à l'exportation ont augmenté.

L'évolution des échanges agricoles a été marquée en 1984 par une forte reprise des exportations de produits végétaux et animaux de toutes les régions en développement, sauf le Proche-Orient (Tableau 1-19). Cette augmentation n'a toutefois pas été suffisante pour que le taux moyen de croissance de la valeur de leurs échanges agricoles soit positif entre 1980 et 1984.

En 1984, les importations de produits agricoles ont beaucoup augmenté dans tous les pays en développement à économie de marché, mais les exportations ont augmenté nettement plus. Les pays en développement ont donc, dans l'ensemble, amélioré leur position d'exportateurs nets de produits agricoles pour la deuxième année consécutive. En 1982, leur balance commerciale globale était en déficit. De plus, l'amélioration observée en 1984 repose sur une base plus saine que l'année précédente où elle avait été surtout due à une contraction des importations.

TABLEAU 1-18. NOMBRES INDICES FAO DU VOLUME, DE LA VALEUR ET DE LA VALEUR UNITAIRE DES EXPORTATIONS MONDIALES DE PRODUITS VEGETAUX ET ANIMAUX PAR GRANDS GROUPES DE PRODUITS, 1982 A 1984

	1982	1983	1984	Variations		Taux annuel de variations	
				1982 à 1983	1983 à 1984	1980 à	1984
	.. 1974-76=100 ..			.....		% .....
<u>Volume</u>							
Produits végétaux et animaux, total	136	137	141	0.8	2.9	1.4	
Denrées alimentaires	141	141	146	0.1	3.4	1.4	
Céréales	142	143	151	0.9	5.3	0.8	
Aliments pour animaux	188	202	186	7.6	-7.8	3.5	
Matières premières	107	108	110	1.4	1.3	-0.3	
Boissons <u>a/</u>	120	124	132	3.0	7.0	3.6	
<u>Valeur</u>							
Produits végétaux et animaux, total	162	159	166	-1.8	4.6	-2.9	
Denrées alimentaires	162	156	163	-3.5	4.3	-3.4	
Céréales	148	146	152	-1.3	4.3	-3.6	
Aliments pour animaux	237	262	231	10.6	-11.9	0.5	
Matières premières	139	140	148	0.7	5.4	-2.7	
Boissons <u>a/</u>	174	177	204	2.1	14.8	-0.6	
<u>Valeur unitaire</u>							
Produits végétaux et animaux, total	122	119	121	-2.5	1.8	-4.1	
Denrées alimentaires	118	113	114	-3.9	0.7	-4.6	
Céréales	103	103	-3.3	-0.7	-4.6		
Aliments pour animaux	127	128	121	1.2	-5.2	-3.4	
Matières premières	129	131	135	0.8	3.2	-2.2	
Boissons <u>a/</u>	147	149	162	1.3	8.7	-3.3	

a/ Café et thé, à l'exclusion du cacao, qui est inclus sous la rubrique "Denrées alimentaires".

Source: FAO, Division de la statistique.

TABLEAU 1-19. VALEUR AUX PRIX COURANTS ET VOLUME DU COMMERCE AGRICOLE MONDIAL
(PRODUITS VEGETAUX ET ANIMAUX) - VENTILATION PAR REGION, 1982-84

	1982	1983	1984	Variations		Taux annuel de variations	
				1982	1983	1980 à 1984	
				à 1983	à 1984	prix courants	volume <u>a/</u>
milliards de dollars				%			
Pays en développement à économie de marché	59.7	61.7	67.4	3.3	9.2	-0.8	2.8
Exportations	58.7	58.3	62.4	-0.6	7.0	-0.4	2.9
Importations							
Afrique							
Exportations	8.3	7.8	8.7	-6.7	11.4	-5.0	-0.9
Importations	9.9	9.4	9.8	-5.1	4.8	-2.4	4.4
Extrême-Orient							
Exportations	17.6	17.9	20.8	2.1	16.0	0.4	3.3
Importations	16.1	16.7	17.8	3.8	6.7	1.2	4.1
Amérique latine							
Exportations	27.7	30.1	32.2	8.6	7.0	-0.3	3.7
Importations	11.5	11.1	11.7	-3.2	4.7	-6.8	-4.9
Proche-Orient							
Exportations	5.7	5.4	5.1	-4.1	-6.2	-0.6	1.8
Importations	20.5	20.4	22.4	-0.7	10.1	3.7	6.6
Pays d'Asie à économie centralement planifiée							
Exportations	4.4	4.9	5.6	10.4	15.1	5.1	11.5
Importations	8.3	6.9	6.3	-17.2	-9.1	-8.5	-5.7
Total pays en développement							
Exportations	64.1	66.5	73.0	3.8	9.7	-0.4	3.4
Importations	67.0	65.2	68.6	-2.7	5.3	-1.3	-1.9
Pays développés à économie de marché							
Exportations	139.2	133.8	137.6	-3.8	2.8	-3.1	1.3
Importations	139.6	137.2	144.0	-1.7	4.9	-2.5	2.5
Europe orientale et URSS							
Exportations	9.3	8.3	8.0	-10.2	-4.7	-6.2	-0.8
Importations	27.7	26.4	26.8	-4.8	1.5	-3.3	-
Total pays développés							
Exportations	148.4	142.2	145.5	-4.2	2.3	-3.3	1.2
Importations	167.3	163.6	170.7	-2.2	4.4	-2.6	2.1
Total mondial							
Exportations	212.5	208.7	218.5	-1.8	4.7	-2.4	1.8
Importations	234.3	228.8	239.4	-2.3	4.6	-2.3	2.2
Part des pays en développement dans le commerce agricole mondial %						
Exportations	30	32	33				
Importations	29	28	29				

a/ Les valeurs courantes des échanges commerciaux ont été déflatées au moyen des indices (1974-76 = 100) des valeurs unitaires des exportations et des importations de produits agricoles.

Source: FAO, Division de la statistique.

Cette amélioration générale masque toutefois de grosses différences selon les régions. En Afrique, l'augmentation de 11,4 pour cent des recettes d'exportation en 1984 est le meilleur résultat obtenu depuis 1977. Mais ce redressement n'a pas complètement compensé la chute de plus de 30 pour cent des recettes d'exportation intervenue entre 1981 et 1983. De plus, c'est à quelques-uns des plus gros pays exportateurs de la région qu'est essentiellement attribuable la reprise de 1984: en particulier, la valeur des exportations agricoles de la Côte d'Ivoire, du Cameroun et de la Tanzanie a augmenté de 40 à 45 pour cent. Les importations agricoles (essentiellement de produits alimentaires) de l'Afrique ont aussi augmenté de près de 5 pour cent et presque retrouvé le niveau de 1982 en valeur courante. Cette augmentation a été beaucoup plus marquée dans les pays subsahariens, où les mauvaises récoltes généralisées de 1983 ont provoqué des pénuries aiguës l'année d'après.

En Extrême-Orient, la forte progression des exportations agricoles en 1984 a marqué la fin d'un marasme qui avait duré deux ans. Elle est en grande partie due aux grosses expéditions de caoutchouc naturel et de produits tropicaux pour boissons de la Malaisie et de l'Indonésie; les exportations de la Thaïlande et des Philippines ont aussi beaucoup augmenté. En ce qui concerne les importations, il est à noter que la valeur des importations agricoles de l'Inde a augmenté de 50 pour cent entre 1982 et 1984, alors que ses exportations agricoles stagnaient. L'Inde n'en est pas moins restée exportatrice nette de produits agricoles en 1984, mais tout juste, alors que deux ans auparavant ses importations agricoles ne représentaient que 57 pour cent de la valeur de ses exportations.

En Amérique latine, les recettes provenant des exportations agricoles ont continué en 1984 à se redresser après le fort fléchissement de 1980-82. Mais ce redressement intéresse surtout les principaux pays exportateurs de produits agricoles: Brésil, Colombie et, dans une moindre mesure, Argentine. Il y a aussi eu une reprise modérée des importations agricoles après trois ans de restrictions imposées par la crise économique. Mais là aussi, c'est aux principaux pays commerçants, en particulier le Brésil, Cuba, le Mexique et le Venezuela, qu'est attribuable cette reprise.

Au Proche-Orient, le déséquilibre entre les exportations et les importations agricoles s'est encore aggravé en 1984. Le marasme du marché et la faiblesse des cours (en particulier pour le coton), ont contribué à réduire les recettes d'exportation des deux principaux exportateurs, l'Egypte et la Turquie. En revanche, la croissance des importations alimentaires de l'Egypte et de plusieurs pays exportateurs de pétrole, notamment l'Iraq et l'Arabie saoudite, a vivement repris en 1984.

Dans les pays d'Asie à économie planifiée la situation reflète le poids déterminant de la Chine, où l'amélioration régulière de la production agricole au cours des dernières années a permis d'accroître les exportations et de réduire les importations vivrières. En trois ans, - de 1982 à 1984 - le ratio exportations/importations de la Chine est passé de 53 pour cent à près de 90 pour cent: la situation traditionnelle de la Chine, importatrice nette de produits agricoles, semble donc sur le point de se renverser.

Termes de l'échange

Les termes de l'échange agricole, y compris les termes de l'échange nets, se sont améliorés en 1984 aussi bien pour les régions développées que pour les régions en développement. Cette amélioration a confirmé les progrès de 1983, année qui a vu la fin de la détérioration ininterrompue depuis 1977 des termes de l'échange agricole. Elle est due à la fois au relèvement du rapport entre les prix des exportations agricoles et les prix des importations d'autres produits et à l'expansion des échanges agricoles (Tableau 1-20).

TABLEAU 1-20. TERMES DE L'ECHANGE DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, D'ARTICLES MANUFACTURES ET DE PETROLE BRUT, 1980-84

	1980	1981	1982	1983	1984
	..... 1974-76=100				
<u>Termes de l'échange nets</u>					
Pays développés à économie de marché	69	68	66	69	71
Pays en développement à économie de marché	78	69	65	73	81
Afrique	90	74	72	79	90
Extrême-Orient	74	68	60	70	81
Amérique latine	76	68	64	72	78
Proche-Orient	71	71	67	74	79
<u>Termes de l'échange de revenu</u>					
Pays développés à économie de marché	101	102	98	101	109
Pays en développement à économie de marché	90	85	81	93	104
Afrique	78	67	65	67	77
Extrême-Orient	98	94	89	99	121
Amérique latine	90	88	81	100	107
Proche-Orient	67	78	80	87	94

Source: FAO, Division des statistiques; Division de l'analyse des politiques.

Si cette amélioration a été possible alors que les prix d'exportations des produits alimentaires sont bas depuis le deuxième trimestre de 1984, c'est parce que les prix des autres exportations agricoles ont dans l'ensemble remonté. Sur l'année entière, les prix des aliments dans tous les pays à économie de marché ont diminué de près de 5 pour cent par rapport à 1983, mais ceux des autres produits agricoles ont augmenté de 6,2 pour cent. Quant aux autres grands groupes de produits entrant dans le commerce international, leurs cours ont baissé en 1984: de 3,6 pour cent (en dollars) pour les articles manufacturés et de 2,5 pour cent pour le pétrole brut.

Comme les prix de beaucoup de produits agricoles exportés par les pays développés (céréales, produits laitiers, viande) sont restés en général assez bas, la chute des prix des articles manufacturés et du pétrole brut n'a pas entraîné une amélioration très sensible des termes de l'échange agricole de ces pays. En revanche, les régions en développement ont profité de la hausse du cours des produits tropicaux pour boissons, des matières grasses et de plusieurs matières premières, y compris le jute et les cuirs et peaux.

En fin de compte, les termes de l'échange nets des produits agricoles se sont améliorés en 1984 d'environ 11 pour cent pour les pays en développement à économie de marché, mais de 3 pour cent seulement pour les pays développés à économie de marché. Si l'on tient compte de la variation du volume des exportations agricoles, le pouvoir d'achat global de ces exportations (termes de l'échange de revenu) a augmenté d'environ 12 pour cent pour les pays en développement à économie de marché et de 8 pour cent pour les pays développés.

ENCADRE 1-4

EXPANSION DES ECHANGES: METHODES D'ESTIMATION

L'adoption par les principaux pays commerçants de taux de change flottants au début des années 70 a rendu plus difficile l'évaluation de la croissance en valeur des échanges régionaux et mondiaux. L'habitude d'exprimer ces échanges en dollars a encore compliqué les choses, du fait que cette monnaie a été sous-évaluée pendant une bonne partie des années 70, puis surévaluée pendant les années 80*. Ces dernières années, les fluctuations du cours du dollar ont reflété les mouvements de capitaux provoqués par les politiques monétaires et fiscales plutôt que le jeu de l'offre et de la demande de devises résultant des échanges de biens et services.

On en est venu à utiliser de plus en plus les droits de tirage spéciaux (DTS) plutôt que le dollar pour mesurer les agrégats tels que les grands courants d'échange. Fondamentalement, les droits de tirage spéciaux correspondent à une moyenne de cinq grandes devises pondérées en fonction de l'importance relative

de chacune de ces devises dans le commerce et les finances internationaux. C'est le dollar des Etats-Unis qui a le plus grand poids dans les DTS: 42 pour cent au 1er janvier 1986, contre 19 pour cent pour le Deutsch mark, 15 pour cent pour le yen japonais, 12 pour cent pour le franc français et 12 pour cent pour la livre britannique**.

Si l'on utilise les DTS pour évaluer les courants d'échange, les taux de croissance des importations et des exportations pendant les années 70 sont moins élevés que si l'on utilise le dollar, et les taux de croissance négatifs du début des années 80 deviennent positifs. Par exemple, la valeur des exportations agricoles des pays en développement exprimée en droits de tirage spéciaux a augmenté de plus de 4 pour cent par an au début des années 80, alors qu'exprimée en dollars, elle a diminué de 1,6 pour cent par an. En tout état de cause, la croissance des échanges a ralenti depuis le début des années 80.

* Le dollar, dont la valeur était restée artificiellement haute pendant la fin des années 60, a baissé de 15 pour cent de 1970 à 1973-74. En 1978, il ne valait plus que 79 pour cent du cours de 1970. Mais son cours s'est alors stabilisé, puis a monté en flèche à partir de 1980. Cette appréciation du dollar s'est traduite par une chute brutale de la valeur en dollars des échanges, qui a accentué les effets de la récession de 1980-83. Mais depuis le début de 1985, le dollar E.-U. s'est de nouveau affaibli par rapport à toutes les autres devises, sauf le dollar australien et le dollar canadien.

** Le poids de chaque devise varie d'un jour à l'autre en fonction des fluctuations des changes. Au moment où le cours du dollar était au plus haut, en mars 1985, son poids dans les droits de tirage spéciaux atteignait 57 pour cent.

TAUX ANNUELS DE CROISSANCE DES ECHANGES: MONDE, PAYS DEVELOPPES,
PAYS EN DEVELOPPEMENT, 1971-80 ET 1980-84

		Importations		Exportations	
		1971-80	1980-84	1971-80	1980-84
	 %			
Monde	(\$E.-U.)	20.3	-2.5	26.3	-1.6
	(DTS)	17.7	3.3	17.7	4.2
Pays développés	(\$E.-U.)	19.4	-3.2	18.7	-0.9
	(DTS)	16.6	2.6	17.4	5.0
Pays en développement	(\$E.-U.)	23.9	-0.5	26.2	-5.1
	(DTS)	21.1	5.4	24.8	0.5

TAUX ANNUELS DE CROISSANCE DES ECHANGES DE PRODUITS AGRICOLES;
MONDE, PAYS DEVELOPPES ET PAYS EN DEVELOPPEMENT, 1971-80
ET 1980-84

		Importations		Exportations	
		1971-80	1980-84	1971-80	1980-84
	 %			
Monde	(\$E.-U.)	16.2	-2.3	16.0	-2.4
	(DTS)	13.7	3.6	13.5	3.4
Pays développés	(\$E.-U.)	14.7	-2.5	16.8	-2.8
	(DTS)	12.1	3.3	14.2	3.0
Pays en développement	(\$E.-U.)	19.5	-1.8	14.8	-1.6
	(DTS)	16.9	4.1	12.3	4.2

De toutes les régions en développement, c'est en Extrême-Orient que les termes de l'échange sont le plus améliorés. Vient ensuite l'Afrique, Mais en Afrique, ce redressement se situe après une longue période d'effondrement des recettes d'exportation. En 1984, le pouvoir d'achat des exportations agricoles de l'Afrique en articles manufacturés et en pétrole brut était à peu près le même qu'en 1980 et près de 25 pour cent inférieur à ce qu'il était entre 1974 et 1976.

Il n'est pas encore possible de chiffrer les variations en 1985 des échanges agricoles, mais on pense que le marché a été plutôt morne pour la majorité des pays et des produits. Comme on l'a vu, les prix de presque tous les produits agricoles ont tendu à baisser pendant toute l'année 1985, et les perspectives sont loin d'être brillantes, essentiellement à cause de la réduction de la demande d'importation céréalière de l'URSS. Autre indice du marasme des échanges mondiaux: en août 1985 le coût du fret maritime sur certains des principaux itinéraires est tombé au niveau le plus bas observé depuis le milieu de 1978. Il a ensuite remonté sur certains itinéraires, mais le marché du fret est resté vulnérable aux variations de l'offre de bâtiments.

La crise actuelle du marché international de l'étain, fermé depuis le 24 octobre 1985, a pesé sur les marchés des autres produits, en particulier ceux qui sont régis par des accords commerciaux internationaux. En octobre 1985, le Conseil international de l'étain a suspendu ses paiements alors qu'il était endetté envers les courtiers de la bourse des métaux de Londres et les banques; les transactions ont été interrompues.

Evénements récents 7/

L'attention internationale s'est portée principalement sur les problèmes que pose au commerce agricole l'adoption de politiques protectionnistes. Les échanges agricoles seront à l'ordre du jour de la nouvelle série de négociations commerciales multilatérales; des réunions préparatoires ont commencé à siéger au début de 1986 pour fixer cet ordre du jour. Les négociations elles-mêmes pourraient commencer à la fin de 1986.

Les travaux du Comité du commerce agricole créé en 1982 par la session ministérielle du GATT (Accord général sur les tarifs et le commerce) se sont poursuivis pendant tout 1985. Le Comité a préparé une série de recommandations qui ont été adoptées par les parties contractantes en novembre 1984, et une autre série de recommandations concernant notamment l'article 11 (accès aux marchés) et l'article 16 (subventions à l'exportation) ont été présentées à la 41ème réunion des parties contractantes en novembre 1985. Le Comité a été invité à poursuivre ses travaux techniques, parallèlement au Comité préparatoire qui, au milieu de 1986, fixera l'ordre du jour et décidera donc des grandes questions agricoles qui y seront inscrites, pour adoption à une session ministérielle en septembre 1986.

Les Comités de l'agriculture et du commerce de l'OCDE ont également poursuivi leurs travaux sur le commerce agricole en vertu du mandat ministériel de 1982. Ce mandat couvre les approches possibles d'une réduction équilibrée et graduelle du protectionnisme dans le secteur agricole, l'examen des politiques nationales qui ont des effets sensibles sur les échanges et les méthodes propres à améliorer le fonctionnement des marchés mondiaux. L'OCDE a achevé les études par pays entreprises conformément à ce mandat et son rapport est attendu pour juin 1986. Le travail préparatoire est suffisamment avancé pour qu'il soit possible d'inclure les problèmes agricoles dans la prochaine série de négociations commerciales multilatérales.

Le Comité des produits de la FAO s'est réuni en octobre 1985 et a examiné une vaste gamme de problèmes concernant le commerce des produits agricoles, notamment le protectionnisme et les suites données à la résolution de 1979 de la Conférence de la FAO sur le commerce des produits, le protectionnisme et l'ajustement agricole. L'accord s'est explicitement fait sur les efforts nécessaires pour persuader les pays d'éliminer les subventions à l'exportation et les mesures équivalentes ainsi que celles qui visent à limiter l'accès aux marchés internationaux.

7/ L'étude de la FAO Rapport et perspectives sur les produits 1985-86 examine de façon plus détaillée la situation des marchés des produits et les mesures internationales concernant le commerce.

Apports de ressources à l'agriculture pendant les années 80

Assistance extérieure

a) Engagements

Volume. Les tendances à long terme sont examinées dans une précédente session. En 1984, dernière année connue, les engagements d'aide publique à l'agriculture au sens large ont diminué pour la deuxième fois depuis 1980 ^{8/}. Ils n'ont pas dépassé 10 639 millions de dollars, contre 12 115 millions en 1983: c'est une baisse de 12 pour cent en dollars courants. A cause de l'appréciation du dollar, la baisse n'est que de 9 pour cent en valeur réelle (Tableau 1-21). Elle est due à la réduction des engagements multilatéraux et, en particulier, de ceux de la Banque mondiale. Les engagements bilatéraux, qui avaient fortement diminué en 1983, sont restés stationnaires en 1984.

En dollars courants, les engagements d'aide à des conditions de faveur, au secteur agricole, ont diminué de près de 15 pour cent en 1982 et 1984, mais en dollars constants de 7,6 pour cent seulement. La baisse a été à peu près identique pour les engagements bilatéraux et pour les engagements multilatéraux. Les engagements sans conditions de faveur, dont l'augmentation de 12 pour cent en dollars courants en 1983 avait en partie compensé la chute des engagements à des conditions de faveur, ont diminué de 23 pour cent en 1984. La part des engagements à des conditions de faveur, qui était tombée en 1983 à 61 pour cent, niveau le plus bas jamais enregistré, est remontée à 66 pour cent en 1984, malgré une baisse en valeur absolue. Ainsi, non seulement les engagements totaux ont diminué en 1983 et 1984, mais les conditions des prêts sont en même temps devenues plus dures, à cause de la réduction des apports à des conditions de faveur.

Tous les organismes multilatéraux de financement ont réduit en 1983 leur assistance à des conditions de faveur au secteur agricole, sauf les banques régionales de développement, qui ont accru la leur de plus de 30 pour cent (sans toutefois retrouver les niveaux de 1980 et 1981). Le déclin des engagements multilatéraux d'aide à l'agriculture à des conditions de faveur en 1983 est imputable principalement à l'IDA et au FIDA (Fonds international de développement agricole).

La réduction des engagements publics multilatéraux d'aide à des conditions au secteur agricole qui avait commencé en 1981, s'est poursuivie en 1984: la baisse a été de plus de 7 pour cent en prix courants et de 4 pour cent en prix constants. Toutefois, en 1984, ce sont surtout les engagements multilatéraux sans conditions de faveur qui ont diminué: ils sont tombés à 3 328 millions de dollars contre 4 598 millions en 1983, soit une réduction d'environ 27 pour cent en un an. Les engagements sans conditions de faveur de la BIRD (Banque internationale pour la reconstruction et le développement) dans le secteur agricole ont diminué de plus de moitié en 1984.

Répartition entre les sous-secteurs. Entre 1980 et 1983, environ les deux tiers des engagements d'aide à l'agriculture au sens large étaient destinés au secteur agricole proprement dit (au sens étroit); le reste est allé à la foresterie, à la fabrication des intrants, à d'autres agro-industries, aux infrastructures rurales, au développement rural et régional et à l'aménagement des bassins hydrographiques.

^{8/} L'agriculture au sens large comprend non seulement l'agriculture proprement dite, mais la foresterie, la fabrication d'intrants, les agro-industries, les infrastructures rurales, le développement rural et régional et l'aménagement des bassins hydrographiques. Pour plus de détails, voir note explicative.

TABLEAU 1-21. ENGAGEMENTS D'ASSISTANCE EXTERIEURE A L'AGRICULTURE AU SENS LARGE:
TOTAL ET ASSISTANCE A DES CONDITIONS DE FAVEUR, 1980-84

	Engagements totaux					Engagements à des conditions de faveur				
	1980	1981	1982	1983	1984 a/	1980	1981	1982	1983	1984
Aux prix courants	..... millions de dollars									
Engagements totaux	11 156	11 809	12 419	12 115	10 639	7 963	8 024	8 190	7 364	6 993
Bilatéraux	4 483	4 732	5 130	4 537	4 548	4 357	4 583	4 940	4 384	4 230
Multilatéraux	6 673	7 077	7 289	7 578	6 091	3 606	3 441	3 250	2 980	2 763
Banque mondiale	3 913	4 171	4 358	5 280	3 261	1 680	1 643	1 595	1 334	1 487
BIRD	2 233	2 528	2 763	3 946	1 774	-	-	-	-	-
IDA	1 680	1 643	1 595	1 334	1 487	1 680	1 643	1 595	1 334	1 487
FIDA	453	235	445	258	188	431	236	413	258	159
Banques régionales de développement	1 736	2 029	1 826	1 339	1 911	934	948	590	786	476
OPEP, engagements multilatéraux	134	158	180	224	253	124	130	172	125	163
PNUD b/	204	217	199	169	142	204	217	199	169	142
FAO (FF/PCT) c/	113	136	137	143	161	113	136	137	143	161
GCRAI d/	120	131	144	165	175	120	131	144	165	175
Aux prix constants de 1980 e/										
Engagements totaux	11 156	12 563	13 499	13 767	12 516	7 963	8 536	8 902	8 368	8 221
Bilatéraux	4 483	5 034	5 576	5 516	5 350	4 357	4 875	5 370	4 982	4 976
Multilatéraux	6 673	7 529	7 923	8 611	7 166	3 606	3 661	3 532	3 386	3 251

a/ Chiffres préliminaires.

b/ Programme des Nations Unies pour le développement .

c/ FF/PCT = Fonds fiduciaires/Programme de coopération technique.

d/ Groupe consultatif de la recherche agricole internationale.

e/ Coefficient de déflation: indice des Nations Unies de la valeur unitaire des exportations d'articles manufacturés 1980=100.

d/ Chiffres préliminaires.

Sources: FAO et OCDE.

Les engagements publics multilatéraux d'aide à l'agriculture, et surtout les engagements à des conditions de faveur, ont été concentrés sur les activités de promotion de la production. En 1984, l'agriculture au sens étroit a absorbé 84 pour cent des engagements multilatéraux totaux dans le secteur agricole et 90 pour cent de ceux assortis de conditions de faveur. Cette proportion est plus élevée que pendant la période 1980-83 mais ne s'inscrit dans aucune tendance décelable.

Dans toutes les activités intéressant l'agriculture au sens large, c'est le développement rural et l'infrastructure rurale qui sont restés les principaux bénéficiaires de l'assistance financière tant à des conditions de faveur que sans conditions de faveur; viennent ensuite l'aménagement des terres et des eaux et les services agricoles. La part des services agricoles et de l'aménagement des bassins hydrographiques a augmenté ces dernières années.

Répartition entre les régions. C'est la région Asie-Pacifique qui reçoit la plus grosse part des engagements publics dans l'agriculture, qu'il s'agisse du total ou des engagements à des conditions de faveur; viennent ensuite l'Afrique, l'Amérique latine et le Proche-Orient. Pendant les années 80, la principale nouveauté a été l'accroissement de la part de l'Afrique, particulièrement celle de l'Afrique subsaharienne, qui est passée de 20 à 26 pour cent pour les engagements totaux et de 25 à 34 pour cent pour les engagements à des conditions de faveur entre 1980 et 1983.

b) Décaissements

Volume. On utilise régulièrement des sous-agrégats des engagements dans les rapports sur l'aide au secteur agricole; il est désormais possible de ventiler de la même façon les décaissements.

La comparaison entre les chiffres du tableau 1-22 et ceux du tableau 1-21 montre qu'en 1980 et 1983 les décaissements sont restés de loin inférieurs aux engagements ^{9/}. Cependant, les décaissements ont régulièrement augmenté pendant cette période du fait de la croissance rapide des engagements depuis le milieu des années 70 et de l'accélération des décaissements décrite ci-dessus. Par exemple, la forte croissance des engagements de la Banque mondiale dans le secteur agricole, qui sont passés de 1 565 millions de dollars en 1974 à 5 280 millions en 1983, s'est traduite par une augmentation rapide des décaissements: de 2 054 millions à 3 214 millions pendant la même période; en 1984, ils ont atteint 3 970 millions, soit plus que les engagements. Cette montée en flèche s'explique en partie par l'accélération en 1983-84 du rythme de décaissements des engagements nouveaux.

Répartition entre les secteurs et entre les régions. La répartition des décaissements entre 1980 et 1983 reflète celle des engagements pendant la même période. La part de l'Afrique, surtout de l'Afrique subsaharienne, dans les décaissements totaux et dans les décaissements à des conditions de faveur, a augmenté de la même façon que sa part dans les engagements. Au contraire, la part du Proche-Orient dans les décaissements a été un peu supérieure à sa part dans les engagements, parce que cette dernière a fortement baissé au début des années 80.

^{9/} Le volume des décaissements est déterminé par le volume des engagements de l'année considérée et des années précédentes et par le rythme des décaissements eux-mêmes (voir encadré 1-5).

Perspectives et projections. Comme on l'a vu plus haut, le volume des décaissements d'une année donnée est déterminé par le volume des engagements de l'année même et des neuf années précédentes et par le rythme de décaissement. Ainsi, les décaissements de 1990 seront fonction des engagements pris entre 1981 et 1990 et du rythme de décaissement. Si on admet que le rythme de décaissement type indiqué dans l'encadré 1-5 restera inchangé, on peut projeter les décaissements totaux d'aide financière à l'agriculture au sens large, à partir des engagements pris au début des années 80 et de quatre hypothèses concernant la croissance des engagements à partir de 1983 (Tableau 1-23).

ENCADRE 1-5

DECAISSEMENTS D'ASSISTANCE EXTERIEURE A L'AGRICULTURE

La banque de données de la FAO sur l'assistance extérieure comprend maintenant non seulement les chiffres des engagements, mais des informations détaillées sur les décaissements de prêts et dons à l'agriculture depuis 1974. Les premières conclusions relatives aux décaissements d'assistance multilatérale sont présentées dans la Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1983. Il est maintenant possible d'analyser aussi les décaissements d'assistance bilatérale et de les ventiler par secteur et par région.

Rythme et ventilation des décaissements. D'après les données disponibles, il apparaît qu'il faut en moyenne plus de dix ans pour que les engagements d'aide publique à l'agriculture soient entièrement décaissés. Mais en général, la moitié de l'engagement est décaissée au cours des quatre premières années (y compris l'année de l'engagement) et les trois quarts avant la fin de la cinquième ou de la sixième année (voir tableaux ci-dessous*).

Le rythme des décaissements varie sensiblement selon qu'il s'agit de prêts avec ou sans conditions de faveur et selon les groupes de donateurs et de bénéficiaires. Les décaissements sont en général plus rapides pour l'assistance à des conditions de faveur, surtout pendant les premières années après l'engagement. Entre 1974 et 1980, plus de

54 pour cent des prêts à des conditions de faveur ont été décaissés pendant les quatre premières années; pour les prêts sans conditions de faveur, la proportion ne dépasse pas 47 pour cent en moyenne.

Les engagements bilatéraux à des conditions de faveur sont aussi décaissés plus vite que les engagements multilatéraux, parce qu'ils sont généralement moins importants, financent des projets de moins longue durée et contiennent un fort élément d'aide en produits (engrais par exemple), pour laquelle les décaissements sont normalement très rapides.

Le rythme des décaissements des engagements à des conditions de faveur de la Banque mondiale est comparable à celui des banques régionales de développement, mais peut-être un peu moins rapide.

Depuis dix ans, le rythme moyen des décaissements, mesuré par le rapport entre décaissements et engagements, ne montre aucune tendance décelable. La Banque mondiale fait toutefois exception. En 1983 et 1984, elle a accéléré les décaissements de ses nouveaux engagements, essentiellement à cause de l'expansion des crédits à l'ajustement structurel et des crédits sectoriels. Une ventilation détaillée par donateur, par objet et par groupe de bénéficiaires pourra bientôt être publiée.

* Par année de l'engagement, on entend l'année dans laquelle l'accord de prêt ou de don est signé.

TAUX CUMULATIF DE DECAISSEMENT DES ENGAGEMENTS TOTAUX
D'AIDE A L'AGRICULTURE (Y COMPRIS LES DONN), 1974-83

Année de l'engagement	Taux cumulatif de décaissement a/									
	1ère année	2ème année	3ème année	4ème année	5ème année	6ème année	7ème année	8ème année	9ème année	10ème année
	..... en pourcentage									
1974	6	21	39	54	67	78	84	90	93	95
1975	6	24	41	57	71	81	88	92	95	
1976	8	23	40	54	66	75	83	87		
1977	6	20	37	53	66	77	84			
1978	6	20	34	47	59	67				
1979	5	18	34	48	60					
1980	9	21	33	46						
1981	6	17	31							
1982	10	23								
1983	8									

a/ La première année est l'année de l'engagement.

Sources: FAO et OCDE.

Le taux moyen de décaissement variera en fonction de l'hypothèse retenue: entre 1983 et 1990, il sera compris dans une fourchette d'environ 1 pour cent à plus de 8 pour cent, et entre 1990 et 1995 dans une fourchette de -4 pour cent à plus de 8 pour cent. Cumulativement, il y a une différence de plus de 250 pour cent entre les décaissements annuels projetés pour 1995 selon que l'on retient l'hypothèse pessimiste (-5 pour cent de croissance annuelle des engagements) ou l'hypothèse optimiste (+10 pour cent par an). Si les engagements continuent à diminuer, les décaissements commenceront à fléchir en 1987 et la chute s'accusera à la fin de la décennie. Si les engagements restent stationnaires, les décaissements cesseront d'augmenter en 1988 mais resteront de 30 pour cent supérieurs au niveau de 1983. Même si les engagements augmentent de 10 pour cent par an, le rythme de croissance des décaissements ralentira: en effet, ce rythme avait été accéléré au milieu des années 80 parce que le taux de croissance des engagements avait dépassé 10 pour cent par an à la fin des années 70.

TABLEAU 1-22. DECAISSEMENTS D'ASSISTANCE EXTERIEURE A L'AGRICULTURE (AU SENS LARGE), 1980-83

Source	Décaissements totaux				Décaissements à des conditions de faveur			
	1980	1981	1982	1983	1980	1981	1982	1983
..... millions de dollars								
<u>Aux prix courants</u>								
Décaissements totaux	7 325	7 793	8 660	8 812	5 701	5 967	6 291	6 088
Bilatéraux	4 046	4 088	4 282	3 869	3 890	3 935	4 050	3 783
CAD/CEE <u>a/</u>	3 814	3 940	4 167	3 650	2 708	3 886	3 930	3 582
dont:								
- assistance financière <u>b/</u>	1 698	1 524	1 805	1 464	1 698	1 524	1 805	1 464
- assistance technique <u>c/</u>	950	853	858	840	950	853	858	840
Pays de l'OPEP (assistance bilatérale)	232	148	115	219	232	148	115	219
Multilatéraux	3 279	3 705	4 378	4 943	1 811	2 032	2 241	2 305
Banque mondiale	2 054	2 381	2 826	3 214	865	1 064	1 168	1 144
BIRD	1 244	1 367	1 690	2 099	55	50	32	28
IDA	810	1 014	1 136	1 116	810	1 014	1 136	1 116
FIDA	45	66	93	138	45	66	92	124
Banques régionales de développement	639	689	893	1 012	365	338	418	471
OPEP (assistance multilatérale)	86	68	60	89	81	63	57	76
PNUD <u>c/</u>	204	200	190	160	204	200	190	160
FAO (FF/PCT) <u>c/</u>	113	136	137	143	113	136	137	143
GCRAI <u>c/</u>	120	131	144	165	120	131	144	165
Autres dons d'assistance technique <u>c/</u>	18	34	35	22	18	34	35	22
<u>Aux prix constants de 1980 d/</u>								
Décaissements totaux	7 325	8 290	9 413	10 014	5 701	6 348	6 838	6 918

Note: FF/PCT = Fonds fiduciaires/Programme de coopération technique.

a/ Données fournies par le CAD (Comité d'aide au développement) de l'OCDE, traitées par la FAO.

b/ Décaissements prévisionnels. Les décaissements effectifs ne sont pas connus.

c/ On considère que les dons d'assistance technique sont entièrement décaissés l'année de l'engagement.

d/ Coefficient de déflation: indice des Nations Unies de la valeur unitaire des exportations d'articles manufacturés, 1980=100.

Sources: FAO et OCDE.

TABLEAU 1-23. PROJECTION DES DECAISSEMENTS D'AIDE FINANCIERE A L'AGRICULTURE (AU SENS LARGE),
1983-90 ET 1995

Taux annuel de croissance des engagements entre 1983 et 1995 (hypothèse): a/	Taux annuel de croissance des décaissements (projection)										
	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1995	1983-90	1990-95
	Indice des décaissements (1983=100)										
-5%	100	116	120	122	121	118	114	109	85	1.1	-4.1
croissance zéro	100	117	122	126	129	130	130	130	130	3.3	0.0
5%	100	117	124	131	137	143	150	157	199	5.8	4.0
10%	100	118	126	136	147	159	173	189	302	8.3	8.1

a/ Taux cumulatif.

Les décaissements projetés sont exprimés en dollars courants. Si le dollar se déprécie et si l'inflation, même modérée, persiste, la croissance des décaissements risque de devenir négative en valeur réelle: par exemple, même dans l'hypothèse plutôt optimiste d'une croissance annuelle de 10 pour cent des engagements, la croissance réelle des décaissements deviendrait négative si le déflateur augmente de 8 à 9 pour cent entre 1984 et 1990 ^{10/}. (Cette éventualité ne saurait être exclue: le déflateur a augmenté de plus de 10 pour cent par an entre 1974 et 1980; il est vrai que la conjoncture économique mondiale était alors exceptionnelle).

Comme ce sont les décaissements qui ont un effet direct, et souvent immédiat, sur la production et le développement, donateurs et bénéficiaires devraient accorder plus d'attention aux deux facteurs qui déterminent leur volume, à savoir le niveau des engagements et le rythme de décaissement.

Les engagements d'aide à l'agriculture ont augmenté en moyenne de 17 pour cent par an entre 1974-75 et 1979-80. En outre, divers donateurs multilatéraux et bilatéraux se sont efforcés ces dernières années d'accélérer les décaissements. Pour maintenir la croissance des décaissements, il faudrait renverser la tendance à la réduction des engagements et accélérer les décaissements.

Les conclusions d'ensemble qui se dégagent de ce qui précède sont les suivantes:

- En dollars courants, les engagements totaux d'aide publique à l'agriculture, et surtout les engagements à des conditions de faveur, ont fortement diminué en 1983. En dollars constants, la baisse a été moins marquée parce qu'il y a eu à la fois une appréciation du dollar E.-U. par rapport aux autres grandes devises et un ralentissement de l'inflation dans les pays industrialisés à partir de 1980.
- La situation s'est de nouveau aggravée en 1984: les engagements multilatéraux d'aide publique à l'agriculture ont fortement diminué alors que les engagements bilatéraux restaient pratiquement inchangés.
- La réduction de la part des engagements à des conditions de faveur dans le total s'est traduite par un durcissement des conditions des prêts extérieurs publics à l'agriculture au début des années 80. Cette part n'a augmenté en 1984 que parce que les engagements à des conditions de faveur ont moins diminué que les engagements sans conditions de faveur.
- Malgré cette évolution des engagements, les décaissements ont continué à augmenter au début des années 80, essentiellement parce que les engagements avaient augmenté rapidement à la fin des années 70. Mais si la croissance des engagements ne reprend pas immédiatement, les décaissements commenceront à diminuer en 1988; cette baisse a peut-être déjà commencé pour l'aide à des conditions de faveur.
- Depuis 1980-81, les prêts privés à l'agriculture ont diminué dans la plupart des régions en développement. Les décaissements s'en sont ressentis très rapidement.

^{10/} Le déflateur utilisé est l'indice des Nations Unies de la valeur unitaire (en dollars) des exportations d'articles manufacturés.

Aide alimentaire

A la fin de 1985, la FAO estimait à 12,5 millions de tonnes le volume des expéditions d'aide céréalière de 1984/85 (juin/juillet): c'est 2,7 millions de plus que l'année précédente. Cette augmentation sensible est principalement imputable à l'accroissement des expéditions destinées à l'Afrique. L'estimation des engagements d'aide céréalière pour 1985/86 est nettement plus faible: 10,9 millions de tonnes environ. Là encore, cela s'explique essentiellement par l'évolution des besoins d'aide alimentaire de l'Afrique. Ces engagements comprennent un don de plus de 100 000 tonnes de paddy (équivalent à 68 000 tonnes de riz usiné) de l'Indonésie pour l'assistance d'urgence. L'Indonésie était il y a quelques années encore le plus gros importateur mondial de riz.

Les promesses de contributions de 82 donateurs aux ressources ordinaires du Programme alimentaire mondial pour l'exercice 1985-86 s'élèvent à 988,8 millions de dollars, soit 73 pour cent de l'objectif de 1 350 millions de dollars. Pour l'exercice précédent 1983-84, les promesses de 99 donateurs s'étaient élevées à 972,6 millions de dollars, soit 81 pour cent de l'objectif de 1 200 millions. Pour l'exercice 1987-88, la Conférence de la FAO a approuvé à sa 23ème session, en novembre 1985, l'objectif du PAM de 1 400 millions de dollars, dont 405 millions en espèces, le reste étant constitué par 3,25 millions de tonnes de vivres.

5. PECHE ET FORETS

Pêche

Au milieu des années 80, le secteur mondial de la pêche a continué à connaître des ajustements et des changements importants, essentiellement à la suite de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer adoptée en 1982. Il y a un peu plus de dix ans encore, la plupart des stocks de poisson exploités commercialement étaient une propriété commune accessible à tous. Maintenant, presque toutes les ressources marines, dont on tire quelque 90 pour cent des captures mondiales, sont comprises dans la bande de 370 km qui relève des juridictions nationales des Etats côtiers.

La reconnaissance de la juridiction nationale sur ces zones économiques exclusives (ZEE) a donné aux Etats côtiers de nouvelles possibilités et de nouvelles responsabilités. Elle leur a aussi posé des problèmes d'ajustement, de même qu'aux pays qui pêchent traditionnellement en eaux lointaines. Les gouvernements des pays, tant développés qu'en développement, doivent réviser leurs stratégies et politiques individuelles et collectives en matière de pêche, et de nombreux pays ont besoin de se doter des compétences, des techniques et des moyens financiers et matériels nécessaires pour tirer pleinement parti des ressources de leurs ZEE.

Des initiatives importantes ont été prises à cet égard par la Conférence mondiale sur l'aménagement et le développement des pêches, organisée par la FAO en 1984, qui a adopté une stratégie et cinq programmes d'action. La stratégie définit des principes et orientations à l'intention des gouvernements et des organisations internationales pour les aider à arrêter des politiques et des programmes propres à accroître l'apport de la pêche aux objectifs économiques, sociaux et nutritionnels des pays. Les cinq programmes d'action - planification de l'aménagement et du développement des pêches, promotion et protection de la pêche artisanale, développement de l'aquaculture, expansion des échanges internationaux de produits de la pêche et promotion du rôle de la pêche dans la lutte contre la sous-nutrition - prévoient de fournir aux pays en développement une assistance accrue pour accroître leur production de poisson et leur autodépendance dans le domaine de l'aménagement et du développement des pêches. Ces programmes, conçus essentiellement

pour être exécutés par la FAO, sont toutefois imprégnés du principe de la collaboration internationale et régionale et du renforcement de l'appui bilatéral et multilatéral au secteur de la pêche.

Le nouveau droit de la mer pose des problèmes nombreux et complexes. Beaucoup des principaux stocks de poisson sont déjà totalement exploités, voire surexploités. Il faut saisir l'occasion que donne l'extension des juridictions nationales pour protéger et mieux aménager ces ressources précieuses; il faut se mettre d'accord sur des systèmes d'aménagement collectif des stocks partagés par des pays limitrophes. Il faut non seulement protéger et exploiter rationnellement les ressources traditionnelles, mais s'efforcer d'accroître la production totale en réalisant le potentiel considérable des espèces actuellement sous-exploitées ou négligées. De plus, il faut appuyer les efforts croissants que font les gouvernements pour développer leurs pêcheries continentales et en particulier l'aquaculture.

La tâche est immense: il faut rétablir l'équilibre entre l'offre et une demande qui ne cesse de s'accroître sous l'effet de l'expansion démographique et livrer sur les marchés des quantités croissantes d'un aliment essentiel à des prix acceptables.

Il est donc nécessaire de trouver des moyens non seulement d'accroître les captures, mais aussi de mieux les utiliser. Il serait possible d'améliorer considérablement l'offre de poisson sans que les captures augmentent d'un gramme, en réduisant les pertes en cours de transport et de distribution, actuellement considérables, et en trouvant des débouchés commerciaux pour les captures accessoires des crevettiers, par exemple.

Pour accroître la production de poisson destiné à l'alimentation humaine, il est aussi nécessaire de protéger et de développer la pêche artisanale qui assure plus du quart des captures mondiales et d'améliorer les conditions de vie des artisans pêcheurs.

Malgré l'extension des juridictions nationales, la solution de beaucoup de ces problèmes passe de préférence par la collaboration entre pays et entre régions. Il faut encore renforcer les mécanismes de coopération internationale pour l'aménagement et le développement des pêches.

Production de poisson en 1984

En 1984, dernière année connue, les captures ont atteint le niveau record de 82,7 millions de tonnes, soit plus de 6 millions de tonnes (7,6 pour cent) de plus qu'en 1983 (Tableau 1-24). Cet accroissement est principalement dû à la reconstitution des stocks de petites espèces pélagiques au large de la côte occidentale de l'Amérique latine, qui avaient beaucoup souffert du courant El Niño en 1983. Les captures ont beaucoup augmenté en Equateur (près de 200 pour cent), au Pérou (56 pour cent), au Chili (12 pour cent). La production de ces trois pays, 8,4 millions de tonnes, représente près des deux tiers de la production totale de poisson de l'Amérique latine, qui a atteint 2,5 millions de tonnes, soit 30 pour cent de plus qu'en 1983.

Les captures de quatre autres gros producteurs ont aussi considérablement augmenté. Le Japon est resté le premier producteur mondial avec 12 millions de tonnes, soit 766 000 de plus qu'en 1983; les captures de l'URSS ont atteint 10,6 millions de tonnes, soit une augmentation de 836 000 tonnes; celles de la Chine ont augmenté de 14 pour cent pour atteindre 5,9 millions de tonnes, et les Etats-Unis ont eu une production record de 4,8 millions de tonnes, soit 16,2 pour cent de plus qu'en 1983.

TABLEAU 1-24. CAPTURE DE POISSONS, CRUSTACES ET MOLLUSQUES (TOUS ORGANISMES AQUATIQUES A L'EXCEPTION DES BALEINES ET DES ALGUES) PAR GROUPE DE PAYS ET TOTAL MONDIAL, 1974-76, 1983 ET 1984

	1974-76	1983	1984	Variations entre 1983 et 1984	Taux annuel de variation entre 1974 et 1984
	... millions de tonnes %	
Pays en développement					
à économie de marché	23.6	29.3	31.9	9.0	3.3
Afrique	3.7	3.6	3.3	-8.9	-1.1
Extrême-Orient	11.5	15.2	15.6	2.7	3.3
Amérique latine	7.4	9.2	11.7	27.8	5.1
Proche-Orient	0.7	1.1	1.1	1.3	6.2
Autres	0.3	0.2	0.2	-3.7	-1.6
Pays d'Asie à économie planifiée	6.1	7.6	8.4	10.8	2.9
Total pays en développement	29.7	36.9	40.3	9.3	5.0
Pays développés à					
économie de marché	26.2	28.8	30.5	5.7	1.3
Amérique du Nord	3.9	5.5	6.0	10.0	4.6
Océanie	0.2	0.3	0.3	4.1	6.4
Europe occidentale	11.4	11.2	11.5	1.8	-0.3
Autres	10.6	11.9	12.6	6.4	1.5
Europe orientale et URSS	11.2	11.2	11.8	6.1	0.5
Total pays développés	37.4	39.9	41.8	5.0	3.1
Total mondial	67.1	76.7	81.8	6.6	2.1

Source: FAO, Département des pêches.

Dans le reste du monde développé, la situation en 1984 a varié selon les pays. Au Canada, la production a baissé de 7,5 pour cent essentiellement du fait de la réduction des quantités débarquées de poissons de fond. Elle n'a pas augmenté dans la plupart des pays d'Europe occidentale. En Norvège, les captures contingentées de capelan ont diminué de plus d'un tiers, de sorte que la production totale a baissé de plus de 13 pour cent, bien que les captures destinées à l'alimentation humaine soient restées sans changement. En revanche, en Islande, les captures de capelan ont sextuplé en 1984, atteignant 865 000 tonnes, soit plus de la moitié de la production totale islandaise (1,5 million de tonnes).

Si l'on ne tient pas compte de l'Amérique latine, la production totale des pays en développement à économie de marché n'a guère changé en 1984. La production de poisson de l'Extrême-Orient - 15,7 millions de tonnes - est restée élevée. Divers gros producteurs signalent un accroissement des captures: Inde, République de Corée, Indonésie, Philippines, Thaïlande. La production est restée stationnaire au Proche-Orient et a diminué en Afrique.

ENCADRE 1-6

LA PECHE ET LES PECHEURS

Il y a toutes sortes de types de pêche: (continentale, côtière, hauturière) à quoi il faut ajouter l'aquaculture. Les moyens employés vont de navires très modernes à long rayon d'action utilisant des engins de pêche et des systèmes de conservation perfectionnés à des pirogues rudimentaires, voire de simples sennes de plage. Des millions de gens travaillent à plein temps ou à temps partiel dans ce secteur et dans les services d'appui. Pour la plupart, ce sont des artisans-pêcheurs, notamment dans le monde en développement.

Ces artisans-pêcheurs fournissent un apport essentiel à l'approvisionnement alimentaire, en particulier dans les PMA d'Asie et d'Afrique, mais ils constituent un des groupes les plus défavorisés. Ils vivent souvent dans des villages isolés où la pêche est le seul moyen de survie. A la merci d'un environnement imprévisible, ils sont exposés à plus de dangers que les agriculteurs et sont encore plus mal lotis qu'eux.

La Conférence mondiale sur les pêches organisée par la FAO en 1984 a estimé que l'amélioration de leur condition de vie et le développement de ce secteur étaient des objectifs majeurs.

L'un des grands programmes d'action approuvés par la Conférence vise à promouvoir le développement intégré des communautés de pêcheurs, à la fois sur le plan technique et sur le plan socio-économique. Ce programme repose sur la participation active des pêcheurs à la planification et à l'exécution des activités de développement. On accorde aussi une attention particulière au rôle des femmes et des jeunes. La FAO s'efforce de trouver le financement estimé pour créer un réseau mondial de groupes de développement des pêcheries artisanales. Il faudrait quelque 3,5 millions de dollars par an.

Pour sensibiliser l'opinion aux problèmes de ce secteur, la Journée mondiale de l'alimentation 1986 sera axée sur la pêche et les pêcheurs.

Commerce des produits de la pêche en 1984

Bien que le volume des produits de la pêche entrant dans le commerce international soit resté stationnaire en 1984, la valeur des exportations et des importations a diminué parce que les cours mondiaux des principaux produits étaient déprimés (Tableau 1-25). Cela a été particulièrement le cas pour la farine de poisson, dont les importations ont augmenté de quelque 2 pour cent en volume, mais baissé de 8 pour cent en valeur par rapport à 1983. Les exportations ont augmenté de 650 000 tonnes, atteignant 2,2 millions de tonnes. Pour les crevettes, l'offre a atteint un niveau record aux Etats-Unis à cause de l'accroissement des quantités débarquées, de la réduction des exportations et du dynamisme des importations. Le Japon a importé des quantités record, alors que les importations européennes ont diminué; les prix ont en général été déprimés. Les importations de thon en boîte aux Etats-Unis ont augmenté, mais les prix sont restés faibles. En ce qui concerne les petits poissons pélagiques en boîte, l'année a été mauvaise pour les sardines, les pilchards et les maquereaux. En ce qui concerne les céphalopodes, les importations japonaises de poulpes ont augmenté; en Europe, l'offre a été abondante mais la demande faible. Les exportations d'huile de poisson ont atteint un niveau record et les prix, malgré une certaine reprise, sont restés inférieurs au niveau tendanciel.

TABLEAU 1-25. INDICE FAO DU VOLUME, DE LA VALEUR ET DE LA VALEUR UNITAIRE
DES EXPORTATIONS DES PRODUITS DE LA PECHE, 1980-84

	1980	1981	1982	1983	1984	Variation entre 1982 et 1983	entre 1983 et 1984	Taux annuel de variation entre 1980 et 1984
.....
<u>Volume</u>								
Total mondial	136.7	140.9	144.6	151.8	158.9	+5.0	+4.7	3.8
pays en développement	160.5	168.4	183.6	191.2	204.1	+4.1	+6.7	6.3
pays développés	124.9	127.4	125.5	133.7	137.1	+6.0	+3.0	2.3
<u>Valeur</u>								
Total mondial	225.1	233.6	226.4	232.8	235.8	+2.8	+1.3	0.9
pays en développement	258.4	278.4	281.8	290.1	304.8	+2.9	+5.1	3.8
pays développés	207.5	210.0	197.3	202.7	199.4	+2.7	-1.6	-1.1
<u>Valeur unitaire</u>								
Total mondial	164.0	165.7	155.7	152.9	147.7	-1.8	-3.4	-2.9
pays en développement	162.1	167.2	154.8	153.7	150.2	-0.7	-0.2	-2.3
pays développés	166.7	166.0	156.5	153.3	146.2	-2.0	-4.6	-3.4

Source: FAO, Département des pêches.

Les recettes d'exportation des pays développés ont diminué en 1984 (8 836 millions de dollars contre 8 983 millions en 1983). En revanche, la part des pays en développement dans les exportations mondiales de produits de la pêche a continué à augmenter, atteignant 44 pour cent, et la valeur de ces exportations s'est élevée à 7 100 millions de dollars, contre 6 774 millions en 1983.

Situation en 1985

Selon les renseignements préliminaires, les captures mondiales n'ont pas dépassé en 1985 le niveau record de 1984. La réduction des captures de petits poissons pélagiques par les pays d'Amérique latine, le contingentement des captures dans la zone de conservation des Etats-Unis et des captures norvégiennes de capelan et les mesures d'aménagement des stocks de petits poissons pélagiques au Japon ont provoqué un déclin à court terme des captures mondiales. Mais ce déclin s'est fait sentir plus pour la farine de poisson que pour le poisson destiné à l'alimentation humaine. Dans l'ensemble, les prix se sont raffermis en 1985 par rapport au niveau généralement bas de 1984, en particulier pour le thon. La baisse des prix de la farine de poisson, qui avait commencé en septembre 1983, semble arrêtée.

Forêts

Au début des années 80, la croissance de la production dans le secteur forestier a été sensiblement plus lente que dans les années 70 dans les pays en développement, et plus rapide dans les pays développés. Cela est principalement dû à la forte expansion des pays développés à économie de marché en 1983 et en 1984, qui s'est dans une certaine mesure poursuivie en 1985. Cette période de croissance a succédé à un recul assez marqué de la production en 1981 et 1982.

Production en 1984

En 1984, dernière année connue, les exportations de produits forestiers ont été inférieures en dollars courants de près de 10 pour cent à celles de 1980, malgré une forte reprise par rapport à 1982, la plus mauvaise année. Celles des pays en développement sont restées de 15 pour cent inférieures au niveau record de 1980.

A la fin des années 70, la valeur des exportations de produits forestiers des pays en développement dépassait celle de leurs importations. Depuis lors, ils sont redevenus gros importateurs nets. Cela tient à ce que la faible augmentation de la valeur de leurs exportations de produits transformés n'a pas suffi à compenser la réduction de la valeur de leurs exportations de bois rond - qui a diminué de près d'un tiers après 1980.

L'activité du secteur forestier en 1984 a reflété l'expansion du secteur moderne dans les pays en développement et la reprise économique marquée aux Etats-Unis est moins sensible dans les autres pays développés.

En 1984, la production de bois rond a augmenté moins vite que pendant les dix années précédentes, mais celle de bois transformé a progressé plus vite que la moyenne à long terme, en particulier dans le cas du papier et des produits dérivés (Tableau 1-26).

Dans les pays en développement, le bois sert avant tout à produire de l'énergie, surtout dans les communautés rurales. En 1984 leur consommation de bois de feu a atteint 1 400 millions de m³, équivalant à 460 millions de tonnes de charbon et valant quelque 70 milliards de dollars. Le bois de feu et le bois recyclé dans les systèmes énergétiques des pays développés représentent encore quelque 20 milliards de dollars par an.

Dans le secteur moderne des pays en développement, la production des industries forestières a été la suivante: 94 millions de mètres cubes de sciages, 17 millions de mètres cubes de panneaux, 15 millions de tonnes de papier, pour une valeur totale de l'ordre de 30 milliards de dollars. Dans les pays développés, la valeur de la production de ces industries est estimée à quelque 150 milliards de dollars. Globalement, le secteur forestier fournit quelque 270 milliards de dollars par an à l'économie mondiale.

TABLEAU 1-26. PRINCIPAUX PRODUITS FORESTIERS: PRODUCTION DES PAYS EN DEVELOPPEMENT ET DES PAYS DEVELOPPES, 1974-76, 1983 ET 1984

	1974-76	1983	1984	Variation entre 1983 et 1984	Taux de variation annuel entre 1974 et 1984
	..... millions de m ³ %	
BOIS ROND	2 616	3 004	3 037	1.1	1.7
Pays en développement	1 370	1 646	1 673	1.7	2.3
Pays développés	1 246	1 358	1 364	0.4	0.9
<u>Bois de feu et charbon de bois</u>	1 285	1 571	1 598	1.7	2.6
Pays en développement	1 117	1 318	1 344	2.0	2.1
Pays développés	167	253	254	0.3	5.6
<u>Bois d'oeuvre et d'industrie</u>	1 332	1 433	1 439	0.4	0.7
Pays en développement	252	328	329	0.4	3.3
Pays développés	1 080	1 105	1 110	0.5	0.1
PRODUITS TRANSFORMES					
<u>Sciages et traverses</u>	422	450	452	0.4	0.5
Pays en développement	66	95	96	0.9	4.7
Pays développés	356	355	356	0.2	-0.5
<u>Panneaux</u>	89	104	106	1.9	1.5
Pays en développement	9	17	18	3.9	7.5
Pays développés	80	87	88	1.5	0.6
	.. millions de tonnes ..				
<u>Pâte à papier</u>	111	131	138	5.2	2.1
Pays en développement	8	14	14	0.9	6.7
Pays développés	103	117	124	5.7	1.7
<u>Papier et cartons</u>	143	176	186	6.1	2.7
Pays en développement	13	20	21	4.1	6.3
Pays développés	130	155	165	6.3	2.3

Source: FAO, Département des forêts.

Parmi les produits du bois, c'est dans les industries papetières que l'expansion a été la plus forte en 1984 (7 pour cent en Amérique du Nord, 10 pour cent en Europe). La pression croissante de la demande sur la capacité de production des pays développés a favorisé l'industrie des pays en développement, car les exportations des pays développés sont devenues moins compétitives et les débouchés sur les marchés internationaux se sont élargis, particulièrement pour la pâte à papier.

Les pays en développement importent quelque 25 pour cent de leur consommation de papier et 15 pour cent de la pâte utilisée dans leurs industries papetières. Mais leur capacité de production de pâte et de papier augmente plus vite que leur consommation: les pays en développement réduisent ou cherchent à réduire leur dépendance à l'égard des importations dans ce secteur.

Les pays d'Afrique importent jusqu'à 60 pour cent de leur consommation de papier. De nombreuses difficultés ont surgi lorsqu'on a cherché à réduire cette dépendance en construisant des industries papetières. De nouvelles usines ont été construites ou mises en service au Nigéria, en Tanzanie, au Cameroun et en Zambie. Celle du Cameroun a dû fermer à cause d'un accident. En Angola, une usine a dû fermer à la suite d'un sabotage. En Tanzanie et au Nigéria l'accroissement de la capacité de production a été considérablement retardé. S'ajoutant au coût considérable des investissements, qui se chiffrent par centaines de millions de dollars, ces difficultés rendent encore plus coûteux l'effort nécessaire pour réduire la facture d'importation nette de papier de la région qui est de l'ordre de 650 millions de dollars par an.

Pour les industries mécaniques du bois, l'évolution mondiale au début des années 80 a été moins favorable que pour la pâte et le papier. Il est vrai que la consommation est remontée au niveau record de 1979, mais comme l'industrie a fait de gros efforts pour réduire les coûts et en même temps pour accroître la capacité, la concurrence intense a fait tomber les prix. Plusieurs pays en développement produisant des sciages pour l'exportation ont eu du mal à trouver des débouchés et leur production a diminué.

Problèmes actuels

Comment sauvegarder les fonctions bénéfiques de la forêt alors que celle-ci recule devant l'agriculture et le pâturage, ou s'appauvrit du fait des coupes excessives de bois de feu, surtout dans les zones défavorisées?

Les pays en développement investissent plus qu'il y a dix ans dans le reboisement et la conservation des forêts, mais c'est encore très insuffisant. Il est urgent d'arrêter la destruction des forêts et de renverser la tendance pour assurer l'approvisionnement futur en bois de feu, la protection des sols et des eaux, base de la production vivrière, et la conservation des ressources génétiques animales et végétales.

Année internationale de la forêt

Le Conseil de la FAO à sa 86ème session (Rome, novembre 1984) a proclamé 1985 "Année internationale de la forêt". Conscient du danger que la dégradation des forêts fait peser sur la planète, il a invité les Etats Membres à s'occuper particulièrement de ce secteur en 1985. En effet, les forêts tropicales s'épuisent à un rythme inquiétant, celles des régions tempérées sont dégradées par la pollution atmosphérique, le feu fait des ravages dans la région méditerranéenne entre autres, et la destruction des forêts dans les zones arides laisse le champ libre à la désertification. La dégradation des forêts menace l'agriculture, la qualité de l'eau, la faune, les poissons, en un mot la qualité de la vie.

Le Congrès forestier mondial qui a siégé à Mexico en juillet 1985 a été spécialement invité à s'occuper particulièrement de la conservation à long terme et de l'utilisation rationnelle des ressources forestières (voir encadré 1-7).

Commerce des produits forestiers en 1984

En 1984, la valeur totale des exportations de produits forestiers a augmenté de 6 pour cent, pour atteindre 50,7 milliards de dollars. Cet accroissement est principalement dû à une croissance de 8 pour cent des exportations des pays développés, qui ont atteint 43,1 milliards de dollars. La valeur des exportations des pays en développement n'a augmenté que de 1 pour cent.

Le volume des exportations a augmenté de 3 à 4 pour cent pour les bois ronds, les sciages et les panneaux, de 2 pour cent pour la pâte à papier et de 8 pour cent pour le papier (Tableau 1.27). L'expansion des exportations de papier reflète celle de la consommation, qui a atteint 11 millions de tonnes en 1984, soit 6 pour cent de plus qu'en 1983. La moitié de cet accroissement est imputable aux Etats-Unis, qui ont importé 1,9 million de tonnes de plus qu'en 1983, ce qui représente 60 pour cent de l'expansion des échanges mondiaux de papier.

La valeur unitaire moyenne des exportations de grumes, de sciages et de panneaux a chuté de 3 à 5 pour cent en 1984, mais celle des exportations de papier a augmenté de 3 pour cent. En conséquence, les termes de l'échange de produits forestiers des pays en développement se sont en général dégradés par rapport à ceux des pays développés qui exportent davantage de papier et qui ont bénéficié de l'appréciation du dollar. Par exemple, la valeur unitaire des exportations de sciages et de contre-plaqué des pays d'Asie a diminué d'environ 6 pour cent.

Le bouleversement des courants commerciaux provoqué par la variation des taux de change et le manque de dynamisme de l'activité économique, surtout dans le bâtiment, gros consommateur de produits des industries mécaniques du bois, ont relancé le débat sur les tarifs douaniers, les subventions et les obstacles au commerce. En ce qui concerne les produits forestiers, les discussions, particulièrement entre les Etats-Unis, le Japon et le Canada, ont concerné l'accès des produits forestiers des Etats-Unis sur les marchés japonais et les exportations canadiennes de bois vers les Etats-Unis.

Pour stimuler la participation des pays en développement au commerce international des produits forestiers, il est très important d'améliorer l'infrastructure commerciale. Dans le cadre du programme intégré de la CNUCED pour les produits de base, l'accord sur les bois tropicaux a été ratifié le 31 mars 1985 par le nombre requis de pays exportateurs et importateurs.

ENCADRE 1-7

NEUVIEME CONGRES FORESTIER MONDIAL

Le Neuvième Congrès forestier mondial qui a siégé à Mexico du 1er au 10 juillet 1985 a marqué le point culminant de l'Année internationale de la forêt. Organisé et accueilli par le Gouvernement mexicain avec l'aide technique de la FAO, le Congrès a réuni plus de 2 000 forestiers et autres professionnels du secteur pour discuter du rôle des forêts dans le développement intégré de la société.

M. Edouard Saouma, Directeur général de la FAO, a donné le ton dans son discours inaugural. Sans sous-estimer les menaces que font peser la pollution atmosphérique et les incendies sur les forêts des zones tempérées, il a surtout insisté sur le rythme inacceptable de la dégradation et de la destruction des forêts des zones tropicales et arides sous l'effet de la pauvreté aiguë dont souffrent des millions d'habitants du monde en développement. Soulignant l'avenir de la forêt et l'avenir de l'humanité, il a invité les participants à aborder les problèmes forestiers dans l'optique d'une stratégie globale de développement rural.

Les séances plénières et les réunions techniques qui se sont succédé pendant les dix jours du Congrès ont été axées sur le rôle de la foresterie dans le développement rural et notamment sur i) la contribution de la forêt à la sécurité alimentaire (production d'aliments et de fourrage, conservation des sols et des eaux, enrichissement des sols, protection des terres agricoles); ii) la crise de l'énergie dans les pays en développement (bois de feu et charbon de bois pour les usages domestiques et industriels); iii) l'accroissement des revenus (emplois offerts par la forêt et les petites industries forestières; iv) l'amé-

lioration de la productivité des terres (lutte contre la désertification, intégration des arbres aux cultures vivrières, etc.); et v) l'accroissement de la participation populaire à la production, la protection et l'utilisation des arbres et des produits forestiers.

A la session de clôture, les délégués ont adopté le Manifeste de Mexico qui est une déclaration de principes destinée à appeler l'attention sur les bienfaits socio-économiques et écologiques de la forêt. Le manifeste recommande notamment i) d'adopter des stratégies propres à mettre en harmonie les populations et leur environnement; ii) d'améliorer les communications entre le secteur forestier d'une part, les milieux politiques et financiers et le grand public d'autre part; iii) de renforcer les programmes de recherche, de formation, d'éducation et de vulgarisation forestières pour intégrer la foresterie dans le développement rural; iv) de restaurer les bassins versants dégradés et de lutter contre la désertification et v) de développer les petites entreprises forestières pour créer de l'emploi et des revenus.

Le Manifeste de Mexico souligne aussi l'importance et l'urgence du Plan d'action forestier tropical adopté en mai 1985 par le Comité FAO de la mise en valeur en forêt sous les tropiques, qui a fait l'objet d'une séance spéciale du Congrès.

Le Congrès s'est déclaré favorable à toutes les initiatives visant à accélérer l'action dans les cinq domaines prioritaires mis en relief dans ce Plan, à savoir: foresterie et utilisation des terres; bois de feu et énergie; conservation des écosystèmes forestiers tropicaux, développement des industries forestières et institutions.

TABLEAU 1-27. PRINCIPALES PRODUCTIONS FORESTIERES, EXPORTATIONS TOTALES DES PAYS EN DEVELOPPEMENT ET DES PAYS DEVELOPPES, 1974, 1982-84

	1974	1982	1983	1984	Variations		Taux annuel de variation	
					1982 à 1983	1983 à 1984	1974 à 1984	1980 à 1984
				 %			
		..... millions de m ³						
<u>Bois ronds d'industrie</u>	108.4	92.2	100.4	101.0	2.2	0.6	-0.9	-2.6
Total pays en développement	43.5	33.2	32.2	29.0	-3.1	-9.8	-4.1	-7.2
Total pays développés	64.9	65.0	68.2	72.0	4.9	5.6	0.8	-0.2
<u>Sciages et traverses</u>	61.9	73.3	83.89	86.9	14.5	3.6	3.5	3.2
Total pays en développement	7.4	9.2	10.4	10.5	12.1	1.5	3.4	0.4
Total pays développés	54.4	64.1	73.5	76.4	14.8	3.9	3.5	3.7
<u>Panneaux dérivés du bois</u>	13.0	15.3	17.1	18.3	12.1	7.1	3.2	2.6
Total pays en développement	3.7	5.2	6.5	7.1	25.6	9.0	5.5	10.2
Total pays développés	9.2	10.1	10.6	11.3	5.1	6.0	2.0	-1.1
		..... millions de tonnes						
<u>Pâte à papier</u>	17.4	17.3	19.6	20.1	13.3	2.4	2.7	0.8
Total pays en développement	0.6	1.6	1.8	1.7	13.4	-3.9	15.0	1.8
Total pays développés	16.8	15.7	17.8	18.4	13.3	3.1	2.0	0.7
<u>Papiers et cartons</u>	30.1	33.7	36.7	39.7	9.1	8.1	4.2	2.9
Total pays en développement	0.5	0.9	1.1	1.4	23.7	26.0	12.0	8.9
Total pays développés	29.6	32.8	35.6	38.3	8.7	7.6	4.0	2.7

Source: FAO, Département des forêts.

6. AUTRES QUESTIONS

Consommation d'énergie en agriculture: tendances les plus récentes

Part du secteur agricole dans la consommation d'énergie commerciale

Lorsque les prix du pétrole quadruplèrent dans un très bref laps de temps au début des années soixante-dix, puis doublèrent à la fin de la décennie, il y eut, dans le secteur agricole comme dans les autres, un regain d'intérêt pour les économies d'énergie commerciale, en particulier dans les pays en développement confrontés à de graves problèmes de balance des paiements. De gros accroissements des rendements agricoles avaient été obtenus dans les pays développés en utilisant des moyens de production à forte intensité d'énergie et de nombreux pays en développement ne pouvaient espérer répondre à la demande alimentaire rapidement croissante de leur population que par une augmentation substantielle des rendements sur les terres déjà cultivées et sur de nouvelles terres. Semblable évolution supposait une expansion rapide de la consommation d'énergie commerciale en agriculture.

Dans La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1976, le problème était examiné sur la base des données de 1972 ^{11/}. Nous poursuivons ici cette analyse en examinant l'évolution de la consommation d'énergie en agriculture dans l'ensemble du monde entre 1972 et 1982. Les estimations qui suivent montrent que cette consommation a continué à augmenter à un rythme relativement rapide, en particulier dans les pays en développement, malgré des conditions généralement défavorables: hausse des prix réels de l'énergie, récession économique mondiale, baisse des prix réels de nombreux produits d'exportation, gravité croissante du problème de l'endettement extérieur. Les gains marginaux importants résultant de l'utilisation de l'énergie commerciale en agriculture (les apports restaient encore relativement faibles dans les pays en développement dans les années soixante-dix et au début des années quatre-vingt) sont probablement l'une des raisons de cette augmentation. En ce qui concerne les pays développés, la consommation d'énergie à l'hectare a diminué en Amérique du Nord après avoir atteint des niveaux très élevés et elle a stagné en Océanie.

Entre 1972 et 1982, la plupart des pays importateurs de pétrole ont eu de grandes difficultés à financer leur approvisionnement en énergie commerciale, nécessaire pour répondre à une demande croissante, ainsi qu'à déterminer la part du total à affecter à la production agricole pour l'utilisation de machines, d'engrais, de matériel d'irrigation et de pesticides.

Les estimations indiquent que la part du secteur agricole dans la consommation totale d'énergie commerciale est très faible mais en augmentation: 4,2 pour cent en 1972 et 5 pour cent en 1980 (tableau 1-28). Avec 4,1 pour cent, le groupe des pays développés se situait très près de la moyenne mondiale en 1972, car il consommait 83 pour cent de l'énergie commerciale utilisée en agriculture. Dans les pays en développement, la part de l'agriculture dans la consommation d'énergie commerciale était plus élevée (4,9 pour cent), mais elle ne représentait que 17 pour cent de la consommation mondiale d'énergie dans le secteur agricole. Dix ans plus tard, dans ces mêmes pays, la part de l'agriculture dans la consommation d'énergie était de 6,5 pour cent, contre 4,6 pour cent dans les pays développés. En conséquence, la part des pays en développement dans la consommation d'énergie du secteur agricole a atteint presque 27 pour cent en 1982 (fig. 1-5). Au cours de cette période de dix ans, la part de l'agriculture dans la consommation

^{11/} FAO, La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1976, Rome, 1977, p. 81-111.

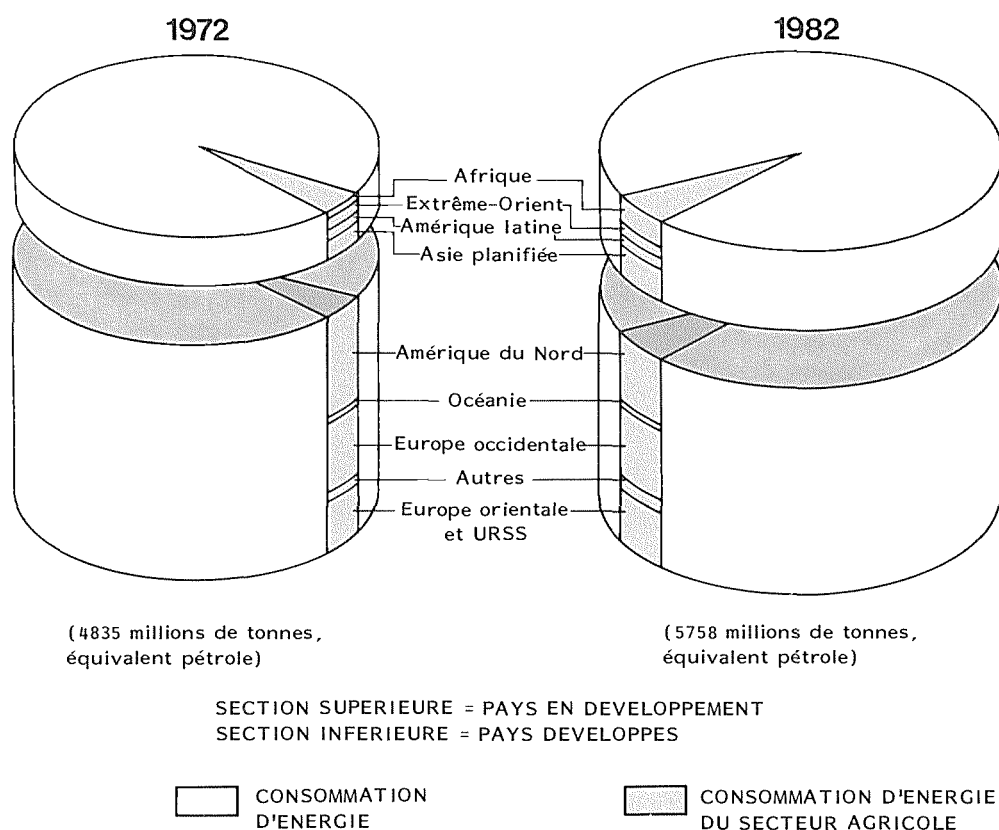
d'énergie n'a diminué qu'au Proche-Orient, en raison du rythme rapide de l'urbanisation et de l'industrialisation dans cette région; elle a augmenté marginalement en Afrique; elle est montée en flèche dans les pays d'Asie à économie planifiée; et c'est en Extrême-Orient qu'elle a enregistré la plus forte accélération (passant de 6,5 pour cent à 14,1 pour cent). La part de l'agriculture dans la consommation d'énergie commerciale a peu changé en Amérique du Nord ainsi qu'en Europe orientale et en URSS; elle a augmenté d'un quart en Europe occidentale, mais a diminué de près d'un tiers en Océanie.

TABLEAU 1-28. ENERGIE COMMERCIALE, CONSOMMATION TOTALE ET CONSOMMATION DE L'AGRICULTURE, 1972 ET 1982

	<u>Total</u>		<u>Consommation du secteur agricole</u>			
	1972	1982	1972	1982	1972	1982
	millions de tonnes équivalent pétrole			 %	
Pays en développement						
à économie de marché	413	730	22	45	5.3	6.1
Afrique	35	51	2	3	5.0	5.4
Extrême-Orient	135	147	9	21	6.5	14.1
Amérique latine	187	298	7	11	3.8	3.8
Proche-Orient	54	232	4	10	7.4	4.3
Autres	1	3	-	-	3.8	2.0
Pays d'Asie à économie planifiée	276	444	12	32	4.3	7.2
Total pays en développement	689	1 175	34	77	4.9	6.5
Pays développés à						
économie de marché	3 066	3 109	129	154	4.2	4.9
Amérique du Nord	1 763	1 668	68	66	3.9	4.0
Océanie	53	82	3	4	6.5	4.4
Europe occidentale	954	1 004	52	68	5.4	6.8
Autres	296	354	6	16	2.1	4.6
Europe orientale et URSS	1 080	1 474	40	57	3.7	3.8
Total pays développés	4 146	4 583	169	210	4.1	4.6
Monde	4 835	5 758	202	287	4.2	5.0

Sources: ONU, Annuaire des statistiques de l'énergie, 1982 (New York, 1984) et estimations de la FAO.

Figure 1-5 - PART DU SECTEUR AGRICOLE DANS LA CONSOMMATION D'ENERGIE COMMERCIALE, PAR GROUPES DE PAYS ET PAR REGIONS, 1972 ET 1982



Si l'on compare la consommation d'énergie commerciale par habitant et la consommation par travailleur agricole en 1972, on constate que la consommation d'énergie par travailleur agricole n'était supérieure à la consommation par habitant que dans deux régions: l'Amérique du Nord et l'Océanie. Les deux chiffres étaient en revanche approximativement égaux en Europe occidentale (tableau 1-29). En 1982, toutefois, l'Europe occidentale était, comme l'Amérique du Nord et l'Océanie, une région où la consommation d'énergie par travailleur agricole dépassait la consommation d'énergie par habitant. Dans les pays en développement, la consommation d'énergie par travailleur agricole en 1982 était environ le tiers de la consommation par habitant.

Evolution de la consommation d'énergie dans le secteur agricole 12/

A l'échelle mondiale, les machines agricoles (fabrication et fonctionnement) ont absorbé la plus grande partie de l'énergie commerciale consommée par le secteur agricole, mais leur part est néanmoins tombée de 58 pour cent en 1972 à 52 pour cent en 1982. En 1972, elle allait de 17 pour cent en Extrême-Orient à 74 pour cent en Océanie et, en 1982, de 16 pour cent dans les pays d'Asie à économie planifiée à 72 pour cent en Océanie. Les engrais chimiques venaient en deuxième position, avec 39 pour cent du total mondial en 1972 et 44 pour cent en 1982. Toutefois, dans les régions en développement, les engrais se sont classés au premier rang, absorbant 64 pour cent de l'énergie consommée dans le secteur agricole en 1972 et 69 pour cent en 1982. En 1972 comme en 1982, la fabrication et l'exploitation des dispositifs d'irrigation n'ont représenté qu'environ 2 pour cent de la consommation d'énergie commerciale du secteur agricole, les chiffres les plus élevés ayant été enregistrés au Proche-Orient et en Extrême-Orient. Pour les pesticides, la proportion a également été d'environ 2 pour cent du total (Tableau 1-30; figure 1-6).

12/ Voir encadré 1-8.

TABLEAU 1-29. CONSOMMATION D'ENERGIE COMMERCIALE PAR HABITANT ET
CONSOMMATION DU SECTEUR AGRICOLE PAR AGRICULTEUR,
1972 ET 1982

	Consommation totale par habitant		Consommation du secteur agricole par agriculteur	
	1972	1982	1972	1982
..... kg, équivalent pétrole.....				
Pays en développement				
à économie de marché	229	316	51	95
Afrique	117	125	20	26
Extrême-Orient	131	113	33	72
Amérique latine	628	785	193	286
Proche-Orient	319	1 046	123	235
Autres	234	513	27	33
Pays d'Asie à économie planifiée	295	400	40	106
Total pays en développement	251	343	47	99
Pays développés à économie de marché	4 136	3 875	3 433	5 581
Amérique du Nord	7 609	6 492	18 929	25 744
Océanie	3 366	4 503	6 361	7 786
Europe occidentale	2 654	2 682	2 453	4 387
Autres	2 203	2 323	491	1 789
Europe orientale et URSS	3 052	3 847	851	1 557
Total pays développés	3 786	3 866	2 006	3 294
Monde	1 260	1 250	252	344

Sources: ONU, Annuaire des statistiques de l'énergie, 1982 (New York, 1984);
et estimations de la FAO.

Figure 1-6 - STRUCTURE DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE COMMERCIALE DANS
LE SECTEUR AGRICOLE - PAYS DEVELOPPES ET EN DEVELOPPEMENT,
1972 ET 1982

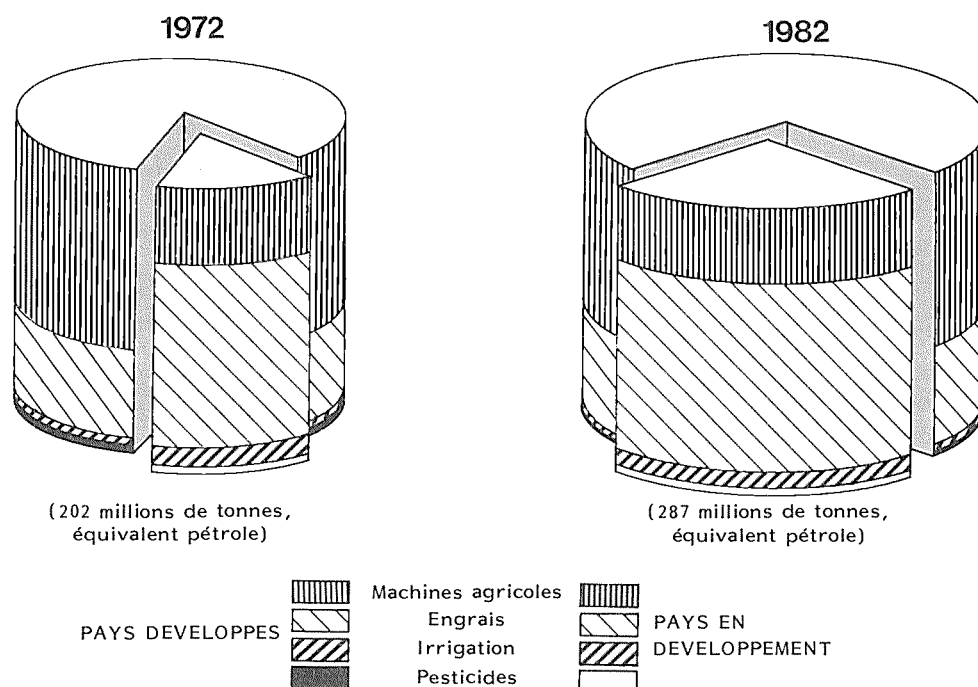


TABLEAU 1-30. CONSOMMATION TOTALE D'ENERGIE COMMERCIALE EN AGRICULTURE ET PART DE CHAQUE MOYEN DE PRODUCTION, 1972 ET 1982

	Total		Machines agricoles		Engrais		Irrigation		Pesticides	
	1972	1982	1972	1982	1972	1982	1972	1982	1972	1982
	millions de tonnes, équivalent pétrole									
 %									
Pays en développement à économie de marché	22	45	32.5	32.4	60.3	61.3	6.3	4.9	1.0	1.4
Afrique	2	3	46.4	41.0	47.0	49.2	4.9	4.2	1.5	5.5
Extrême-Orient	9	21	17.4	21.9	75.0	71.4	7.1	6.9	0.4	0.7
Amérique latine	7	11	46.2	40.3	50.4	56.2	1.7	1.4	1.7	2.1
Proche-Orient	4	10	34.6	42.9	51.4	49.1	13.2	6.8	0.8	1.1
Pays d'Asie à économie planifiée	12	32	17.5	15.7	70.9	79.3	7.1	3.0	4.5	2.0
Total pays en développement	34	77	27.2	25.5	64.0	68.8	6.6	4.1	2.2	1.7
Pays développés à économie de marché	129	154	68.9	68.4	28.5	29.1	0.9	1.0	1.7	1.5
Amérique du Nord	68	66	71.9	66.8	25.2	29.7	1.1	1.4	1.9	2.1
Océanie	3	4	73.8	72.2	24.9	26.4	0.9	1.0	0.5	0.4
Europe occidentale	52	68	65.7	66.4	32.0	31.6	0.6	0.6	1.6	1.3
Europe orientale et URSS	40	57	47.6	44.9	49.5	52.7	0.8	0.8	2.1	1.6
Total pays développés	169	210	63.9	62.1	33.4	35.5	0.9	0.9	1.8	1.5
Monde	202	287	57.8	52.3	38.5	44.3	1.8	1.8	1.9	1.6

Source: Estimations de la FAO.

ENCADRE 1-8

STRUCTURE DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE COMMERCIALE EN AGRICULTURE

Les engrais minéraux absorbent une part croissante de l'énergie commerciale utilisée en agriculture: 44 pour cent au total en 1982, et près de 70 pour cent dans les pays en développement. Les engrais azotés, gros consommateurs d'énergie (il faut environ 1,85 kg d'équivalent pétrole pour fabriquer, conditionner, transporter et distribuer 1 kg de N) absorbent une part de plus en plus importante de l'énergie utilisée pour les engrais (83 pour cent en 1972 et plus de 85 pour cent en 1982). Viennent ensuite les engrais phosphatés (pour 1 kg de P_2O_5 , il faut 0,33 kg d'équivalent pétrole) et les engrais potassiques (pour 1 kg de K_2O , il faut 0,21 kg d'équivalent pétrole).

Les machines agricoles (fabrication et fonctionnement) absorbent encore la plus grande partie de l'énergie commerciale consommée par l'agriculture (52 pour cent en 1982, en raison principalement de leur importance dans les pays développés), mais leur part diminue. Dans les pays en développement, l'agriculture reste principalement tributaire de l'énergie humaine et animale. Il faut environ 2 kg d'équivalent pétrole pour fabriquer 1 kg de machines agricoles. Le poids total d'un tracteur tout équipé est estimé à une quinzaine de tonnes en Amérique du Nord, contre 6 tonnes en moyenne dans les pays en développement. La quantité d'énergie nécessaire au fonctionnement des machines est également variable: la consommation de carburant par an et par tracteur va d'environ 5 tonnes d'équivalent pétrole en Amérique du Nord à 3 tonnes dans les pays en développement. Environ 60 pour cent de l'énergie utilisée pour les machines agricoles est destinée à leur fonctionnement et 40 pour cent à leur fabrication.

Les pesticides n'absorbent qu'une très petite part (moins de 2 pour cent) de l'énergie commerciale utilisée en

agriculture, mais ce sont les intrants à plus fort coefficient d'énergie. On estime qu'il faut 2,3 kg d'équivalent pétrole pour fabriquer, conditionner, distribuer et appliquer 1 kg de pesticides. En effet, les matières premières servant à la production des pesticides modernes viennent surtout de l'industrie pétrochimique; de plus, un pesticide contient des agents de formulation ainsi qu'habituellement des solvants dérivés du pétrole. Les pesticides ne sont pas d'un usage très répandu dans les pays en développement et il est rare que la dose appliquée dépasse 1 kg de matière active à l'hectare.

L'irrigation, qui représente aussi 2 pour cent environ de la consommation d'énergie commerciale en agriculture, est de deux types principaux: irrigation par gravité et irrigation par pompage. L'énergie utilisée pour la construction de barrages et pour l'entretien des canaux d'irrigation est exclue des estimations présentées ici parce que les barrages sont ordinairement construits en vue de la production d'énergie électrique et non en vue de l'irrigation et parce que l'on utilise normalement des machines agricoles pour l'entretien des canaux. En conséquence, le matériel d'irrigation envisagé ici se limite aux pompes, moteurs, tuyaux, dispositifs d'aspersion, etc. La production de matériel de ce type est estimée à 360 000 tonnes pour 1982 et la consommation correspondante d'énergie à 2 kg d'équivalent pétrole par kg de matériel. On estime que les besoins d'énergie aux fins de l'irrigation vont de 160 kg par ha et par an dans les pays développés à environ 200 kg en Afrique et au Proche-Orient.

Aspects économiques

Quoique la consommation d'énergie commerciale du secteur agricole ait fortement augmenté ces dernières années dans les pays en développement (tableau 1-29), il y a encore un très large écart entre ces pays et les pays développés pour ce qui est de la quantité d'énergie utilisée par travailleur agricole. Il faut dire que les différences sont également très marquées pour ce qui est du volume de la production par agriculteur. En 1982, la consommation d'énergie par agriculteur était 1 000 fois plus élevée en Amérique du Nord qu'en Afrique, tandis que la production agricole (en dollars de 1974-76) par agriculteur était moins de 100 fois plus élevée (tableau 1-31). Le rapport entre la consommation d'énergie et la production par agriculteur varie beaucoup entre ces deux extrêmes. En 1982, les chiffres moyens pour les régions en développement et les régions développées étaient respectivement de 99 et 3 294 kg d'équivalent pétrole pour la consommation d'énergie par travailleur agricole, et de 418 et 6 123 dollars pour la production agricole par agriculteur.

Les différences entre régions s'atténuent considérablement si l'on fait la comparaison entre l'apport d'énergie et la production par unité de superficie, car l'intensité de culture varie considérablement d'une région à l'autre à l'intérieur des deux groupes principaux.

La part des pays développés dans la consommation d'énergie commerciale du secteur agricole est beaucoup plus importante que leur part de la production agricole mondiale. Cela signifie que les accroissements de production résultant de l'utilisation de grandes quantités d'énergie sont considérablement plus réduits dans ces pays que dans les pays en développement. Le tableau 1-32 montre l'évolution de la production agricole et des différents facteurs de production entre 1972 et 1982. On note que l'augmentation de 38 pour cent de la production des pays en développement est associée à un accroissement de 6 pour cent de l'utilisation des terres, de 7 pour cent du nombre d'agriculteurs et de presque 130 pour cent de la consommation d'énergie commerciale tandis que, dans les pays développés, l'augmentation de 16 pour cent de la production est associée à un accroissement de 1 pour cent de l'utilisation des terres, à une réduction de 24 pour cent des effectifs et à un accroissement d'environ 25 pour cent de la consommation d'énergie.

Entre 1972 et 1982, l'augmentation de la consommation d'énergie dans le secteur agricole a été presque identique dans les pays en développement (43 millions de tonnes d'équivalent pétrole) et dans les pays développés (un peu moins de 42 millions de tonnes), mais la production agricole des premiers a augmenté de 88 milliards de dollars (1974-76) contre 54 milliards pour les seconds.

Il est possible de calculer à partir de ces données l'élasticité de la production agricole par rapport à la consommation d'énergie. On observe des différences frappantes entre les régions au cours de cette période 1972-82 marquée par des hausses spectaculaires des prix du pétrole et, par suite, des coûts de l'énergie. Parmi les régions en développement, ce sont les pays d'Asie à économie planifiée qui ont la plus faible élasticité, suivis de près par le Proche-Orient et l'Extrême-Orient; l'Amérique latine est la région en développement où l'élasticité est la plus élevée. Les coefficients d'élasticité sont généralement plus élevés dans les pays développés, et tout particulièrement dans les pays développés à économie de marché ^{13/}. La consommation d'énergie a beaucoup réagi aux

^{13/} Le coefficient global d'élasticité égal à peu près à l'unité dans les pays développés à économie de marché est semblable à celui observé pendant les années soixante-dix quand un accroissement donné de la production nécessitait un accroissement approximativement égal de la consommation d'énergie. Des données récentes montrent que les économies de ces pays sont maintenant devenues beaucoup plus sensibles à la consommation d'énergie en conséquence du renchérissement de cette dernière.

TABLEAU 1-31. CONSOMMATION D'ENERGIE EN AGRICULTURE ET PRODUCTION AGRICOLE, PAR AGRICULTEUR ET PAR HECTARE
DE TERRES LABOURABLES ET CULTIVEES EN PERMANENCE, 1972 ET 1982

	Consommation d'énergie en agriculture		Production agricole a/			
	par agriculteur b/	par ha b/	par agriculteurs b/	par ha b/	par ha b/	par ha b/
	1972	1982	1972	1972	1982	1982
..... kg d'équivalent pétrole..... dollars (1974-76)						
Pays en développement						
à économie de marché	51	95	34	65		
Afrique	20	26	16	18	401	268
Extrême-Orient	33	72	34	76	370	238
Amérique latine	193	286	48	63	254	259
Proche-Orient	123	285	47	120	1 202	295
Autres	27	33	34	49	766	289
Pays d'Asie à économie planifiée	40	106	103	278	563	725
Total pays en développement	47	99	45	96	218	562
Pays développés à économie de marché	3 433	5 581	333	388	326	312
Amérique du Nord	18 929	25 744	293	279	5 700	552
Océanie	6 360	7 786	84	78	21 096	327
Europe occidentale	2 453	4 387	535	715	17 185	228
Autres	491	1 789	321	858	4 794	1 046
Europe orientale et URSS	851	1 557	142	203	3 104	2 033
Total pays développés	2 006	3 294	253	312	2 628	438
Monde	252	344	143	195	4 002	505

a/ Estimations basées sur la moyenne 1971-1973.

b/ Estimations basées sur la moyenne 1981-1983.

Source: Estimations de la FAO.

variations des rapports de prix en Océanie et en Amérique du Nord. Dans cette dernière région, la quantité d'énergie utilisée en agriculture a légèrement diminué, tandis que la production a augmenté d'un quart, soit une élasticité négative qui indique un gaspillage d'énergie pendant les premières années de la période ^{14/}. Les coefficients d'élasticité ont été nettement en baisse en Europe occidentale et, plus encore, en Europe orientale et en URSS.

TABLEAU 1-32. POURCENTAGES DE VARIATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE CERTAINS FACTEURS DE PRODUCTION ET COEFFICIENTS D'ELASTICITE, 1972-82

	Produc- tion agricole	Terres arables et cultures permanentes	Population agricole active	Energie	Elasticité <u>a/</u>
 %				
Pays en développement					
à économie de marché	34.6	6.9	10.6	105.5	0.33
Afrique	23.3	7.4	15.8	55.6	0.42
Extrême-Orient	39.3	4.5	9.8	136.0	0.29
Amérique latine	36.2	16.8	5.8	56.5	0.64
Proche-Orient	34.6	-3.8	7.7	149.3	0.23
Pays d'Asie à économie planifiée	35.1	0.6	2.6	171.2	0.21
Total pays en développement	37.5	6.0	7.3	128.5	0.29
Pays développés à					
économie de marché	18.6	1.9	-26.8	19.1	0.97
Amérique du Nord	24.8	2.0	-28.4	-2.7	-9.90
Océanie	18.1	11.2	-15.9	3.0	6.03
Europe occidentale	18.2	-1.7	-26.5	31.5	0.58
Europe orientale et URSS	11.8	-0.3	-22.0	42.8	0.28
Total pays développés	16.1	1.0	-24.1	24.6	0.65
Monde	24.9	3.6	4.0	41.8	0.60

a/ Elasticité de la production agricole par rapport à la consommation d'énergie.

Source: Estimations de la FAO.

Le tableau 1-33, qui indique le nombre de kg d'équivalent pétrole nécessaire pour obtenir 1 000 dollars de produits agricoles ainsi que la valeur de la production par tonne d'équivalent pétrole, en 1972 et 1982, fait également apparaître des différences marquées entre pays en développement et pays développés.

Dans les régions développées, on peut noter que la rentabilité de l'énergie utilisée en agriculture s'est améliorée en Amérique du Nord et en Océanie entre 1972 et 1982, alors qu'elle n'a cessé de diminuer en Europe occidentale ainsi qu'en Europe orientale et en URSS

^{14/} Le tableau 1-30 montre que la réduction de la consommation d'énergie est imputable en totalité aux machines agricoles. On peut soupçonner par conséquent que l'accroissement des taux d'intérêt a joué un rôle aussi important que la hausse du coût de l'énergie.

où les agriculteurs étaient mieux protégés des variations des rapports de prix entre les produits et l'énergie. Le très fort accroissement de la consommation d'énergie par rapport à la production que l'on peut observer dans les autres régions développées est dû à une mécanisation rapide au Japon, où les tracteurs à quatre roues ont largement remplacé les tracteurs à deux roues. Pour ce qui est des régions en développement, on note une diminution de la réponse à une utilisation accrue d'énergie au cours de cette période; en 1982, il fallait environ 237 kg d'équivalent pétrole pour obtenir 1 000 dollars de produits, contre 143 kg seulement en 1972, avec des variations considérables d'une région à l'autre. La diminution a été particulièrement forte dans les pays d'Asie à économie planifiée, au Proche-Orient et en Extrême-Orient. Ces données, ainsi que les mesures précitées de l'élasticité, ne font qu'ajouter aux préoccupations que suscite le coût croissant de l'application dans les pays à faible revenu qui n'ont guère de ressources énergétiques nationales, du modèle de développement agricole à forte intensité d'énergie de la révolution verte. Ces inquiétudes se justifieront encore davantage si les prix des produits pétroliers sur les marchés mondiaux cessent de se maintenir aux très faibles niveaux actuels.

TABLEAU 1-33. CORRELATION ENTRE LA CONSOMMATION D'ENERGIE ET LA PRODUCTION, PAR REGION, 1972 ET 1982

	Energie/production		Production/énergie	
	1972	1982	1972	1982
	kg d'équivalent pétrole par millier de dollars (1974-76)		.. dollars (1974-76).. par tonne d'équivalent pétrole	
Pays en développement				
à économie de marché	128	195	7 813	5 128
Afrique	53	67	18 868	14 925
Extrême-Orient	131	223	7 634	4 484
Amérique latine	161	185	6 211	5 405
Proche-Orient	161	298	6 211	3 356
Pays d'Asie à économie planifiée	184	343	5 435	2 915
Total pays en développement	143	237	6 993	4 219
Pays développés à économie				
de marché	575	605	1 739	1 655
Amérique du Nord	897	700	1 114	1 425
Océanie	370	323	2 702	3 099
Europe occidentale	512	569	1 954	1 757
Autres	108	552	6 326	1 813
Europe orientale et URSS	324	413	3 088	2 411
Total pays développés	486	538	1 995	1 859
Monde	348	402	2 874	2 488

Source : Estimations de la FAO .

Aspects écologiques de la production alimentaire et agricole

En ce milieu des années quatre-vingt, les effets sur l'environnement de la production alimentaire et de l'agriculture, y compris les forêts et les pêches, apparaissent très différents selon qu'il s'agit des pays développés ou en développement.

Dans les pays développés, la modernisation des techniques de production s'est établie sur plusieurs siècles et, ces derniers temps, un effort considérable de recherche a été fait afin de mieux comprendre et de mieux aménager les écosystèmes des zones tempérées.

L'agriculture des pays développés est en grande partie industrialisée, très mécanisée et grosse consommatrice d'énergie, et elle a des effets de plus en plus nocifs sur l'environnement: érosion des sols, résistance aux pesticides, pertes d'engrais par ruissellement, appauvrissement du patrimoine génétique. Pour remédier à cette situation, les pays développés s'efforcent maintenant de réduire l'utilisation d'intrants industriels, de mettre au point des produits agrochimiques sans danger, de reconstituer la flore et la faune et de préserver les ressources naturelles en améliorant les méthodes d'évaluation, de planification et d'aménagement.

Dans les pays en développement, la situation est tout à fait différente. Beaucoup d'entre eux ont tendance à moderniser leur agriculture en se conformant à des modèles importés des pays développés, et à négliger l'expérience acquise au fil des siècles avec les systèmes de production indigènes. La modernisation de l'agriculture a été entreprise dans des écosystèmes fragiles sur lesquels on ne possède encore que de rares connaissances scientifiques, avec très peu de ressources financières et de personnel qualifié. Le processus se poursuit pour répondre aux besoins de nourriture, combustible et de revenus de millions de pauvres et de malnourris. Pendant ce temps, différents facteurs - croissance démographique, mesures d'incitation et moyens de production insuffisants pour permettre aux agriculteurs de mieux répondre aux besoins croissants de nourriture et de combustible, carences des systèmes de commercialisation - pèsent d'un poids énorme sur les ressources naturelles et contribuent à leur dégradation.

Il est donc essentiel d'adopter une démarche et des techniques correctes pour mieux aménager, utiliser et conserver les ressources naturelles, de manière à accroître la production alimentaire et agricole tout en causant un minimum de dommages à l'environnement. A cet égard, il y a encore beaucoup à faire pour parvenir à des systèmes de production qui soient à la fois écologiquement satisfaisants, socialement acceptables et économiquement viables. Néanmoins, de nouvelles techniques se développent; citons, par exemple, les systèmes intégrés d'exploitation agricole dans les zones semi-arides et les zones tropicales humides, les systèmes d'aménagement des forêts tropicales et des pêcheries continentales, l'agroforesterie, la biofertilisation et la lutte biologique contre les ravageurs.

Les pays en développement utilisent généralement trop peu d'intrants industriels, en particulier de produits agrochimiques, pour que ceux-ci aient beaucoup d'effets néfastes sur l'environnement. Par exemple, leur part dans la consommation de pesticides agricoles n'est que de 20 pour cent. On estime toutefois à plus de 10 000 par an le nombre d'intoxications mortelles par les pesticides dans le monde et à environ 400 000 le nombre d'intoxications graves, avec une forte proportion des cas dans les pays en développement. La consommation moyenne d'engrais chimiques n'est que de 5-10 kg/ha, alors que dans les pays développés elle dépasse 100 kg. Il n'en faut pas moins définir et appliquer chaque fois que possible des mesures de protection de l'environnement dans les pays en développement, même si le danger paraît bien faible avec les systèmes actuels d'exploitation agricole.

Depuis la Conférence sur l'environnement tenue à Stockholm en 1972, les activités intéressant directement l'environnement ont principalement consisté à effectuer des analyses et études de cas et à établir des lignes d'orientation dans des domaines allant de la dégradation des sols aux ressources zoogénétiques, de la santé humaine à la pollution marine. Beaucoup de ces travaux ont été entrepris dans le cadre de réunions, conférences et ateliers interinstitutions; ils étaient nécessaires pour identifier et examiner les problèmes environnementaux et concevoir des stratégies en vue de les résoudre. Les efforts déployés pour faire une synthèse des travaux des organisations qui s'occupent de l'environnement et pour établir entre elles de solides relations de travail ont été largement couronnés de succès, le résultat étant que, ces dernières années, les activités se sont axées de plus en plus sur des projets de terrain produisant des effets bénéfiques directs aux niveaux local et national. Des exemples de ces projets sont présentés ci-après.

Lutte intégrée contre les ravageurs

Les ravageurs sont l'un des plus gros obstacles à l'accroissement de la production agricole. De nombreux programmes de formation à la lutte intégrée contre les ravageurs ont été entrepris ces dernières années, y compris des programmes de formation de formateurs. Par exemple, un projet a été lancé en Afrique de l'Est pour la mise au point d'un programme régional de lutte raisonnée contre les ravageurs; un projet pilote de démonstration d'un système de culture combinant le maïs et les légumineuses est actuellement en cours.

Inventaire et surveillance continue

Un projet pilote d'inventaire et de surveillance continue des écosystèmes pastoraux sahéliens a été lancé au Sénégal en vue de faciliter la planification nationale. Grâce à l'incorporation dans le projet d'un solide élément de formation, des participants venus de toute l'Afrique ont été mis au courant des techniques modernes de collecte et d'exploitation des données. Une importance particulière a été accordée à la formation des cadres sénégalais et des fonctionnaires des ministères à divers stades de l'exécution du projet, ce qui a facilité l'institutionnalisation des activités. Les rapports, manuels et lignes d'orientation préparés dans le cadre du projet ont permis de donner un aperçu global de l'approche utilisée et des documents de travail nécessaires pour un projet de ce type. Le Sénégal dispose maintenant d'une base de données sur les ressources naturelles dont il se sert pour surveiller et planifier l'utilisation des terres dans ses écosystèmes pastoraux, et un groupe de 20 à 30 personnes est à même d'en assurer le fonctionnement.

Faune sauvage et zones protégées

"Tigerpaper" est un bulletin qui paraît en Asie depuis plus de dix ans. Il diffuse des résultats de recherche, rend compte de réunions et publie des informations générales concernant principalement la faune et les zones protégées. Il existe maintenant une publication analogue pour l'Afrique, intitulée "Nature and Fauna". Une caractéristique essentielle de ces bulletins est qu'ils visent à faciliter les échanges d'informations entre collègues et la création de réseaux de coopération. Ils permettent tous deux de publier des articles sur des questions qui risqueraient de rester autrement très mal connues. La parution de ces bulletins et le fait qu'ils fournissent des informations pratiques ont entraîné un tel accroissement de la demande que, par exemple, la publication de Tigerpaper est maintenant assurée en partie grâce au nombre d'abonnés.

Un projet qui vient juste de démarrer en Amérique latine vise également à créer des réseaux d'experts de l'aménagement de la faune et des zones protégées. Les compétences professionnelles et techniques d'une cinquantaine de personnes seront renforcées grâce à

la fourniture d'une aide internationale à des instituts de formation pour organiser des ateliers et séminaires. Un bulletin trimestriel (Puma) sera publié pour coordonner les activités et encourager les échanges d'informations techniques sur la faune et les zones protégées. Durant sa phase finale, le projet aidera les gouvernements à intégrer des activités intéressant la faune et les zones protégées dans les stratégies de conservation et plans de développement.

Planification et évaluation

Des stratégies nationales de conservation sont en train d'être lancées dans une douzaine de pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie pour mieux intégrer la conservation des ressources naturelles dans les plans de développement, et notamment pour arrêter des priorités, mobiliser les compétences locales et favoriser la communication entre spécialistes de la conservation et responsables du développement. A mesure qu'elles se perfectionnent, les stratégies de conservation deviennent une source d'informations pour les planificateurs et un moyen d'identifier des projets susceptibles d'apporter une contribution décisive au développement national ou local tout en améliorant la qualité de l'environnement.

D'autres projets portent sur la surveillance de la pollution marine grâce à l'installation de laboratoires en Afrique occidentale et aux Caraïbes; la fixation biologique de l'azote pour améliorer la fertilité du sol et la production de légumineuses (fourniture de matériel et d'experts, activités de formation); la contamination des produits alimentaires par les mycotoxines (cours de formation).

Les pays sont conscients qu'il faut tenir compte des problèmes écologiques dans les programmes de développement et ils auront d'autant plus besoin d'une assistance dans ce domaine que la pression sur les ressources naturelles s'intensifie. Respecter l'environnement est indispensable si l'on veut parvenir à une croissance équilibrée de l'agriculture.

Commercialisation

Depuis le début des années quatre-vingt, on se rend de mieux en mieux compte que l'intensification des systèmes d'exploitation rend nécessaire l'application de mesures appropriées pour encourager la production et améliorer l'efficacité de la commercialisation. Différents aspects de la commercialisation sont examinés ci-après: infrastructure, politiques, gestion et opérations.

Infrastructure

Dans son étude de 1981 intitulée Agriculture: Horizon 2000, la FAO estimait qu'à supposer que la production alimentaire et agricole des pays en développement double entre 1980 et la fin du siècle, la production commercialisée de ces pays devrait plus que tripler et passer de 35 pour cent de la production totale en 1980 à 54 pour cent en l'an 2000, ce qui suppose des investissements massifs dans l'infrastructure commerciale. L'investissement brut nécessaire dans le transport, la première transformation, l'entreposage et autres moyens de commercialisation était évalué à 530 millions de dollars, aux prix de 1975, pour l'ensemble de cette période de vingt ans.

Quelques progrès ont été accomplis dans ce domaine au cours de la dernière décennie, sous l'effet notamment d'une urbanisation rapide, mais, dans de nombreuses villes d'Afrique et d'Asie où l'infrastructure commerciale est déjà insuffisante, la demande alimentaire doublera en dix ans: jamais les pays développés n'ont eu à faire face à un tel défi ^{15/}.

La construction de nouveaux marchés de gros et centres d'approvisionnement bien situés - afin d'éviter une surcharge du réseau de transport - et bien conçus - en vue d'une organisation et de méthodes de manutention plus efficaces - est l'un des moyens d'améliorer le ravitaillement alimentaire des centres métropolitains. Il faut aussi favoriser l'intégration verticale afin de réaliser des économies d'échelle et de garantir débouchés et approvisionnements. Cette intégration se réalise progressivement sous les formes suivantes: i) intégration directe d'entreprises opérant en succession; ii) regroupement volontaire; iii) coordination verticale des activités de commercialisation; iv) services fournis par les pouvoirs publics aux distributeurs de produits alimentaires, y compris crédit à court et à long terme; v) services consultatifs techniques et commerciaux et services d'information sur les prix et les perspectives du marché; vi) programmes de formation pratique adaptés aux besoins du personnel des entreprises de distribution des produits alimentaires et notamment des gestionnaires.

Il est essentiel que l'expansion des marchés de gros et de détail suive le rythme de la croissance démographique et il faut donc encourager l'investissement dans ce secteur. Les gouvernements s'intéressent de plus en plus à cette question mais, comme nous le verrons plus loin, les politiques qu'ils suivent sont souvent inefficaces faute d'informations suffisantes ou à cause du caractère arbitraire ou circonstanciel de leurs décisions.

Bien qu'au début des années quatre-vingt, certains pays aient déjà considérablement amélioré l'infrastructure commerciale des zones rurales, d'autres, particulièrement en Afrique, manquent encore de moyens de commercialisation dans beaucoup de zones agricoles importantes. Ils ont même du mal à entretenir les médiocres infrastructures existantes telles que routes, liaisons téléphoniques et transports, qui se sont détériorées dans certaines zones rurales.

Politiques de commercialisation

Ces dernières années, l'attitude des gouvernements de nombreux pays en développement a sensiblement évolué dans le sens d'un relâchement de leur emprise sur les systèmes de commercialisation agricole, notamment en Afrique où l'intervention de l'Etat dans ce secteur était particulièrement pesante. Ils reconnaissent qu'il faut rendre la commercialisation moins coûteuse et plus efficace, pour les producteurs comme pour les consommateurs. Beaucoup de pays ont constaté qu'il est extrêmement difficile d'obtenir un maximum d'efficacité avec des organismes para-étatiques en situation de monopole.

Les politiques de commercialisation des produits alimentaires, telles qu'appliquées en Afrique, présentent en général les caractéristiques ci-après:

- les prix à la production, les marges commerciales et les prix de détail, de même que les dates d'ouverture et de clôture des campagnes agricoles, sont assujettis à des mécanismes très rigides, et la déclaration des achats et des ventes à des négociants privés est obligatoire;

^{15/} Voir FAO, Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1984, "Urbanisation, agriculture et systèmes alimentaires", Rome, 1985.

- les politiques à l'égard des agents commerciaux officiels et privés sont extrêmement variables, les seconds étant souvent autorisés et interdits en alternance; et,
- les performances des offices de commercialisation sont médiocres et irrégulières en ce qui concerne les quantités de produits achetées, en particulier pour les produits alimentaires de base. Les années, où les prix du marché sont élevés, l'office n'achètera pratiquement rien parce que ses prix sont trop bas. Les bonnes années, il achètera à des prix relativement élevés la quasi-totalité de la production, d'où des problèmes d'entreposage et de financement des stocks.

Libéraliser le commerce au profit du secteur privé n'a toutefois guère de sens si les prix fixés par l'Etat ne permettent même pas de couvrir le coût de la commercialisation. Le déficit des offices agricoles tient souvent au fait que l'Etat ignore, délibérément ou non, le coût réel de la commercialisation. Aujourd'hui encore, rares sont les gouvernements des pays en développement à avoir un département ou service spécialisé dans la commercialisation qui, en principe, devrait être chargé d'éclaircir les difficultés rencontrées dans ce domaine. Récemment, des gouvernements confrontés à des problèmes commerciaux particulièrement difficiles ont mieux pris conscience de l'importance et de la complexité des systèmes de commercialisation agricole. En Afrique, par exemple, les gouvernements de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Zaïre envisagent actuellement ou ont déjà décidé de cesser d'intervenir directement dans la commercialisation et de créer plutôt des départements spécialisés chargés de la faciliter (voir encadré 1-9).

Gestion et opérations

Depuis le début des années quatre-vingt, la FAO attache une importance particulière à la formation du personnel chargé de la commercialisation des produits alimentaires, et notamment des gestionnaires. Récemment, elle a par exemple apporté un soutien administratif à la Nepal Food Corporation, contribué à la mise en place d'un système de gestion des stocks au National Agricultural Marketing Board (NAMBOARD) de Zambie, aidé à organiser la commercialisation des fruits et légumes en Chine, et conduit des activités de formation à la manutention des fruits et légumes dans plusieurs autres pays d'Asie.

La FAO s'emploie aussi à promouvoir la coopération technique entre pays en développement, par exemple en appuyant les associations asiatiques de commercialisation des produits alimentaires et le réseau latino-américain des marchés alimentaires.

En 1984, la FAO a conduit des enquêtes sur le personnel des entreprises de commercialisation des produits alimentaires et agricoles, et organisé des ateliers nationaux dans neuf pays africains. A titre de mesure de suivi, un plan décennal de perfectionnement du personnel employé dans le secteur de la commercialisation des produits alimentaires est en cours d'élaboration en Ethiopie et des activités analogues sont actuellement planifiées en Tanzanie. Un programme systématique de formation dans ce domaine a maintenant été mis au point par la FAO et il est appliqué dans un nombre croissant de pays (voir encadré 1-10).

Activités commerciales des petits agriculteurs et des femmes rurales

Les petits agriculteurs en général et les femmes en particulier - qui sont souvent les principaux opérateurs sur les marchés ruraux - ont du mal à commercialiser leur production, et ce pour plusieurs raisons: faible volume des excédents commercialisables (l'autoconsommation prime); manque de savoir-faire commercial, d'installations et de crédit; action de groupe insuffisante. Conscients de ces difficultés, gouvernements et organisations internationales s'efforcent d'améliorer les services de vulgarisation en matière de commercialisation.

ENCADRE 1-9

REFORMES DE LA COMMERCIALISATION AGRICOLE: L'EXEMPLE DU ZAIRE ET DU SENEGAL

Au Zaïre, un projet FAO/PNUD lancé en 1981 a aidé le gouvernement à mettre sur pied et administrer la Direction des marchés, prix et crédits de campagne (DMPC), qui relève du Commissariat d'Etat à l'agriculture et du Département du développement rural. Ce nouveau service devait aider les autorités à reformuler leur politique de commercialisation agricole et à l'appliquer. Pour ce qui concerne les produits alimentaires de base, cette politique se fonde sur la libéralisation du commerce: les offices de commercialisation des récoltes vivrières ont été démantelés. Elle encourage la participation du secteur privé à l'approvisionnement des agriculteurs en biens de consommation et intrants, ainsi qu'à la commercialisation de leur production. Le rôle de la DMPC est le suivant:

- entreprendre des consultations régulières et collaborer avec tous les principaux opérateurs qui s'occupent de rassembler des données de base (sur l'offre, la demande, les coûts et les prix) pour aider à préparer la campagne commerciale;
- formuler des mesures propres à améliorer l'efficacité du système de commercialisation des principales denrées alimentaires de base (y compris l'accès au crédit, le financement des investissements dans le transport, l'entreposage et la transformation, l'entretien des routes de desserte, etc.);
- superviser et évaluer les campagnes de commercialisation, ainsi que formuler des mesures visant à améliorer les opérations futures et en surveiller l'application.

Le Gouvernement du Sénégal procède lui aussi à une révision approfondie de sa politique céréalière, en particulier pour ce qui a trait à la commercialisation. En ce qui concerne les institutions, une étude vient d'être entreprise en vue de centraliser et renforcer le Commissariat à la sécurité alimentaire et la Caisse de péréquation et de stabilisation des prix. Le nouveau dispositif devrait faire librement concurrence au secteur privé. Il est prévu d'abolir les prix officiels et d'établir à la place un système plus souple de prix planchers.

Un important projet à l'étude au Sénégal concerne la réorientation et la coordination des grandes entreprises privées spécialisées dans la commercialisation de l'arachide; elles fusionneraient pour former un consortium qui garantirait l'achat de céréales sur les marchés locaux. Ce consortium bénéficierait de facilités spéciales de crédit pour acheter des céréales aux prix planchers au moment de la récolte et les vendre en ville pendant les périodes où elles font relativement défaut.

Un problème politique majeur auquel devra faire face le nouveau dispositif de sécurité alimentaire et de stabilisation des prix concerne le commerce extérieur. Ces dernières années, l'importation de grandes quantités de riz (environ 90 pour cent de la consommation totale de céréales de Dakar) a été le principal moyen utilisé pour maintenir les prix à la consommation dans les centres urbains à des niveaux socialement acceptables. La question qui se pose maintenant est de savoir dans quelle mesure il serait possible de remplacer ces importations massives - commerciales et à des conditions de faveur - par des produits locaux.

Par exemple, en 1984, la FAO a lancé dans neuf pays d'Asie des programmes novateurs de formation qui visent à convaincre des villageois de s'inspirer de la réussite commerciale de groupes de petits agriculteurs d'autres villages; des programmes analogues ont été entrepris à l'intention des femmes rurales dans quinze pays d'Afrique.

Commercialisation des intrants

Pour que les agriculteurs produisent plus, il faut qu'ils puissent se procurer à un prix raisonnable le type d'intrants dont ils ont besoin, à l'endroit et au moment où ils en ont besoin.

Les stratégies de commercialisation des intrants devraient être adaptés au stade de développement du pays ou de la région. Pour les engrais, on peut distinguer trois stades principaux: introduction, décollage, pleine utilisation. Selon le stade, il faudra accorder plus ou moins d'importance à la sensibilisation des agriculteurs, à l'approvisionnement, au crédit ou à la rentabilité.

Dans le monde en développement, les systèmes de commercialisation des intrants varient beaucoup selon les pays, du monopole d'Etat à la commercialisation privée, en passant par des systèmes concurrentiels auxquels les secteurs public et privé participent l'un et l'autre à des degrés divers. La première formule est plus courante en Afrique alors que la seconde domine dans les pays à économie de marché d'Asie et d'Amérique latine où la consommation est généralement plus élevée. Les gouvernements s'efforcent fréquemment de contrôler l'achat et la distribution en gros des engrais afin de pouvoir adapter l'offre à leurs politiques de développement agricole. L'expérience montre néanmoins qu'il est possible d'atteindre cet objectif sans intervention de ce genre. On reconnaît aussi de plus en plus que les détaillants du secteur privé ont un rôle important à jouer et devraient être encouragés.

L'efficacité des systèmes concurrentiels est principalement fonction des prix. Lorsque les prix sont les mêmes dans tout le pays et que le coût du transport et de la distribution est réparti sur l'ensemble des usagers, les négociants privés ne sont guère incités à intensifier leurs ventes dans les zones éloignées. Si les organismes para-étatiques et les coopératives le font, c'est habituellement à un coût élevé qui ne peut être couvert que par des subventions. Dans ce cas, on porte généralement peu d'attention aux composantes des coûts, qui, par contre, peuvent souvent être abaissées dans les systèmes plus concurrentiels.

Ces dernières années, la FAO s'est attachée à faire mieux comprendre aux responsables et aux organismes chargés de la commercialisation des intrants en quoi consistent les coûts de commercialisation et pourquoi il est nécessaire de les contrôler. En Asie, cette tâche a été entreprise en coopération avec le FADINAP (réseau d'information sur les engrais pour l'Asie et le Pacifique), sous les auspices de la FAO, de l'ONUDI et de la CESAP. Des enquêtes sur le coût des engrais et les marges commerciales ont été conduites en Afrique et en Asie, et des séminaires ont été organisés dans plusieurs pays de ces deux régions. On s'intéresse actuellement à l'efficacité de la commercialisation dans ses rapports avec les questions de politique générale (par exemple, allocation de devises, politiques de transport et de prix), et avec le développement des compétences en matière de gestion et de logistique.

ENCADRE 1-10

FORMATION A LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Les groupes cibles et les sujets d'étude prévus dans le plan général élaboré par la FAO pour aider les pays à mettre sur pied des programmes de formation sont indiqués ci-après.

<u>Groupe cible</u>	<u>Sujet d'étude et type de formation</u>
Personnel employé dans:	I. FORMATION AVANT EMPLOI AU NIVEAU UNIVERSITAIRE, ET SEMINAIRES ET ATELIERS EN COURS D'EMPLOI
1. <u>Services officiels de commercialisation et de régulation: études de marché, information commerciale, commerce extérieur, y compris politiques, études de faisabilité et services consultatifs</u>	1. Développement du marché, commerce extérieur, méthodes d'étude des marchés, analyse économique, politiques de prix et prévisions, interventions sur le marché, études de faisabilité, formulation de projets
2. <u>Grandes entreprises de commercialisation (agro-industries): sociétés d'Etat, coopératives, entreprises privées (gros, détail, transformation, entreposage, fourniture d'intrants)</u>	2. Gestion des agro-industries, y compris financement, techniques de commercialisation, promotion des ventes, commerce international, formulation de projets
3. <u>Organismes de soutien du marché: sociétés de développement et de financement, bureaux d'étude, industries liées à l'agriculture</u>	3. Principes commerciaux, études de faisabilité, analyse et planification
4. <u>Organismes de formation commerciale: universités, etc.</u>	4. Développement du marché, principes applicables, techniques de recherche, principes et techniques de formation
5. <u>Marchés de grande envergure: marché de gros</u>	5. Analyse, régulation et organisation du marché, normalisation du classement par qualité, information, vulgarisation

II. FORMATION TECHNIQUE AU NIVEAU INTER-MEDIAIRE: COURS DE BREVE DUREE, ATELIERS ET SEMINAIRES

1. Responsables de groupes d'agriculteurs et personnel des petites et moyennes entreprises de commercialisation: agents de vulgarisation en matière de commercialisation, coopératives d'agriculteurs, personnel spécialisé dans la manutention des produits, personnel chargé de la collecte, du transport, de la transformation, de l'entreposage et de la vente

2. Personnel des organismes publics de commercialisation: service d'inspection des produits destinés au marché local et à l'exportation. Gestion des marchés de petite et moyenne envergure (collecte, marchés de gros et de détail, y compris marchés des produits de l'élevage)

3. Personnel de vulgarisation agricole:

1. Principes commerciaux, commercialisation des produits et des intrants, méthodes de manutention, comptabilité, gestion des agro-industries, promotion des ventes, planification et financement

2. Principes de la commercialisation, réglementations et techniques de promotion, comptabilité, techniques de vulgarisation et d'aide consultative, méthodes de manutention des produits, y compris classement par qualité et triage, commercialisation de la production et des importations, classement par qualité et conditionnement

3. Principes de la commercialisation, planification, information, méthodes de manutention des produits

III. FORMATION PROFESSIONNELLE DANS LE CADRE D'ATELIERS OU DE COURS DE BREVE DUREE

1. Chefs de petites entreprises et superviseurs: opérateurs et superviseurs travaillant pour des entreprises de collecte, de transformation, d'entreposage et de distribution, ainsi que pour des marchés et des centres de rassemblement

1. Principes de la commercialisation, techniques de manutention des produits, prix, utilisation des intrants, notions de comptabilité

IV. ATELIERS DE BREVE DUREE OU JOURNEES SUR LE TERRAIN

1. Agriculteurs, animateurs de groupes d'agriculteurs

1. Principes de la commercialisation, activités groupées de commercialisation, techniques de manutention et d'entreposage, utilisation des informations sur le marché et planification de la production

ANNEXE 1.1 PRINCIPAUX EVENEMENTS DANS LE SECTEUR ALIMENTAIRE ET AGRICOLE DE 1980 A 1985

Economie et commerce	Action internationale			Sécurité alimentaire
	Ressources naturelles et humaines	Commerce et développement		
1980	Net ralentissement de la production industrielle et du commerce des marchandises, et aggravation de l'inflation. Début de la récession économique mondiale. Aucun accroissement de la production agricole (fléchissement de 1,6 pour cent dans les pays développés). Forte augmentation des échanges internationaux de céréales et des prix des céréales. Diminution des stocks céréaliers.	Lancement de la stratégie mondiale de la conservation. Début de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (Nations Unies). Conférence mondiale sur la Décennie des Nations Unies pour la femme.	Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement. Création de Multifert (Panama), sous les auspices du Système économique latino-américain, pour promouvoir le commerce des engrais entre pays membres.	Adoption au Sommet économique extraordinaire de l'OUA du Plan d'action de Lagos. Elargissement de la Convention relative à l'aide alimentaire: engagements contraignants de 7,6 millions de tonnes de céréales par an. Création par l'ANASE d'une réserve de riz pour faire face aux situations d'urgence.
1981	Production toujours déprimée dans les pays développés. La production des pays en développement commence à se ressentir de la récession. L'inflation ralentit dans les pays développés (10 pour cent), mais non dans les pays en développement. La production agricole se redresse (3,8 pour cent), en particulier dans les pays développés. Nouvelle	Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables (Nairobi).	A Paris, la Conférence des Nations Unies sur les PMA adopte pour les années 80 un nouveau programme substantiel d'action et invite à élargir le Système généralisé de préférences. A Cancun, le Sommet Nord-Sud jette les bases de futures négociations commerciales multilatérales. Le Programme d'action de Caracas fait annuellement le point de la Coopération économique entre pays en développement, et surveille et coordonne les activités.	Le mécanisme de financement compensatoire du FMI pour les importations céréalières commence à fonctionner. Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) adopte un programme de consultations et de mesures possibles pour faire face aux pénuries alimentaires aiguës et de grande ampleur La Réserve alimentaire internationale d'urgence

ANNEXE 1.1 (suite)

	Action internationale		
	Economie et commerce	Ressources naturelles et humaines	Commerce et développement
1981	progression, mais moins marquée, des échanges céréaliers et des prix des céréales. Les stocks céréaliers diminuent encore pour tomber à 16 pour cent de la consommation.		atteint pour la première fois son objectif annuel de 500 000 tonnes de céréales.
1982	La récession économique atteint son paroxysme (croissance zéro de la production industrielle et réduction du volume des échanges internationaux). L'inflation continue à diminuer, y compris dans les pays en développement. Le taux de croissance de la production agricole diminue (2,6 pour cent), mais reste supérieur à la moyenne à long terme. Les importations cérésières des pays en développement marquent un palier, les stocks se reconstituent (18 pour cent de la consommation). L'endettement des pays en développement s'aggrave considérablement.	Session de clôture de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer et adoption de la Convention signée par 119 Etats.	<p>Sommet de Versailles en vue d'assurer la stabilité monétaire.</p> <p>Le GATT crée le Comité du commerce des produits agricoles et définit son programme de travail pour les années 80 (mesures de sécurité, règlement des litiges, règlements et activités intéressant les PMA, produits tropicaux, restrictions quantitatives, ajustement structurel et politiques commerciales).</p> <p>Le Conseil de la FAO crée la Commission régionale de la sécurité alimentaire pour l'Asie et le Pacifique.</p>
	Les prix des produits agricoles à l'exportation sont en baisse de 16 pour cent par rapport à 1981.		

ANNEXE 1.1 (suite)

Economie et commerce	Action internationale		
	Ressources naturelles et humaines	Commerce et développement	Sécurité alimentaire
<p>1983 Lente reprise de la production et des échanges. L'inflation tombe au-dessous de 5 pour cent dans les pays industrialisés, mais atteint 44 pour cent dans les pays en développement non producteurs de pétrole. Forte baisse de la production agricole des pays développés. Les importations céréalières diminuent et les stocks augmentent pour s'établir à 19 pour cent de la consommation, tandis que les prix des céréales se relâchent. Le problème de l'endettement des pays en développement non producteurs de pétrole est à son paroxysme (ratio du service de la dette: 150 pour cent). La sécheresse généralisée provoque un grand nombre de crises alimentaires en Afrique australe et occidentale.</p> <p>La valeur des exportations de produits de l'agriculture, de la pêche et des forêts diminue pour la troisième année consécutive.</p>	<p>Premier examen du Programme d'action de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural (CMRADR). Consultation d'experts FAO sur le rôle des femmes dans la production alimentaire.</p>	<p>A Belgrade, la CNUCED, à sa sixième session, aborde les problèmes du protectionnisme et de l'ajustement structurel du commerce mondial; elle appuie à nouveau la CEPD, en particulier le Système global de préférences commerciales; elle réaffirme son soutien au Fonds commun pour les produits de base.</p> <p>La réduction des tarifs douaniers prévue aux négociations commerciales multilatérales de Tokyo est à mi-parcours.</p> <p>L'Accord international sur le blé est reconduit pour trois ans, mais sans clauses économiques.</p>	<p>La Convention relative à l'aide alimentaire est reconduite pour trois ans. Le CSA révisé le concept de sécurité alimentaire. Accroissement considérable de l'aide alimentaire aux pays africains frappés par des catastrophes naturelles. Création de l'Equipe spéciale FAO/PAM pour suivre la situation alimentaire dans les pays africains.</p> <p>Création du Comité d'action pour la sécurité alimentaire régionale (CASAR) au sein du Système économique latino-américain (SELA).</p>

Economie et commerce	Action internationale		
	Ressources naturelles et humaines	Commerce et développement	Sécurité alimentaire
<p>1984 La reprise économique s'accélère, mais reste inégale et incertaine. La production augmente de 5,6 pour cent, ce qui est le meilleur résultat obtenu en huit ans. Les exportations agricoles progressent de 7 pour cent. Les taux d'inflation se stabilisent, mais les taux d'intérêt restent élevés. Le problème de l'endettement reste aigu. Perspectives plus favorables pour la production alimentaire mondiale, avec un accroissement de plus de 4 pour cent. En revanche, aggravation de la situation alimentaire en Afrique de l'Est et au Sahel. Famine en Ethiopie.</p> <p>L'accroissement de la production alimentaire se concentre aux Etats-Unis, en Europe occidentale et dans quelques grands pays en développement tels que la Chine et l'Inde.</p>	<p>A Rome, la Conférence mondiale de la FAO sur l'aménagement et le développement des pêches adopte cinq Programmes d'action: planification, aménagement et développement des pêches; développement de la pêche artisanale; aquaculture; commerce international des produits de la pêche; utilisation du poisson dans l'alimentation.</p> <p>La Conférence internationale sur la population se penche sur les questions suivantes: fécondité et famille; répartition de la population; migrations et développement; population, ressources, environnement et développement; taux de mortalité et politiques sanitaires.</p> <p>En décembre 1984, 159 Etats ont déjà signé la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.</p>	<p>La troisième Convention de Lomé est négociée entre la CEE et 64 Etats ACP pour une période de cinq ans. Peu d'accroissement réel des transferts de ressources aux pays ACP mais la liste des produits couverts par STABEX est allongée.</p> <p>La CNUCED parvient à un accord général sur un programme de travail en ce qui concerne le protectionnisme et l'ajustement structurel.</p> <p>La Chine acquiert officiellement le statut d'observateur au GATT.</p> <p>L'Accord international sur le jute et les produits juteux entre en vigueur à titre provisoire, de même que l'Accord sur le bois. L'Accord sur le caoutchouc naturel est reconduit pour deux ans.</p> <p>La Déclaration de Quito, adoptée à la Conférence économique latino-américaine, définit un cadre nouveau pour le service de la dette et l'application de mesures à court terme.</p>	<p>Le CSA approuve de manière générale le Système intérimaire de réserves alimentaires.</p> <p>A la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, les ministres africains de l'alimentation et de l'agriculture adoptent un ensemble de mesures (Déclaration de Harare) visant à donner une plus haute priorité à l'agriculture grâce à l'adoption de politiques plus efficaces de développement de la production alimentaire et agricole, et à une utilisation plus efficace des ressources par les organismes publics.</p>

ANNEXE 1.1 (suite)

Economie et commerce	Action internationale		
	Ressources naturelles et humaines	Commerce et développement	Sécurité alimentaire
<p>1985 Le redressement de la production et du commerce se poursuit, quoique à un rythme plus lent qu'en 1984. L'inflation continue à ralentir dans les pays industrialisés, mais s'accélère dans les pays en développement. Les problèmes d'endettement des pays en développement s'aggravent.</p> <p>L'accroissement de la production alimentaire et agricole (1,4 pour cent) est moins marqué qu'en 1984, mais mieux réparti entre les régions en développement.</p> <p>Stagnation du commerce agricole. Stocks abondants et prix déprimés pour la plupart des produits agricoles. Forte hausse des prix du café en fin d'année.</p>	<p>Année internationale de la forêt. Neuvième Congrès forestier mondial (Mexico) sur le thème: les ressources forestières et le développement intégré de la société.</p> <p>La Conférence de la FAO approuve un Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides.</p> <p>Une conférence organisée à Nairobi examine et évalue les résultats de la Décennie internationale pour la femme qui s'est terminée en juillet 1985. 157 pays signent les "stratégies prospectives" soulignant, entre autres, les recommandations de la CMRADR intéressant les femmes rurales.</p>	<p>Le Sommet économique de Bonn réunissant sept grands pays industrialisés approuve énergiquement la nouvelle série de négociations commerciales multilatérales du GATT devant commencer en 1986.</p> <p>La CEE élargit son programme STABEX à 36 PMA contre 27 précédemment.</p> <p>Ratification de l'Accord sur les bois tropicaux. Création de l'Association des organisations commerciales d'Etat (ASTRO) des pays du tiers monde.</p> <p>La Communauté des Caraïbes (CARICOM) (Kingston) décide de libérer le commerce de 54 produits agricoles entre les pays membres.</p> <p>L'Accord international sur le cacao est reconduit jusqu'au 30 septembre 1986.</p>	<p>Les expéditions d'aide alimentaire en céréales atteignent presque 12,5 millions de tonnes en 1984/85, dépassant ainsi pour la première fois l'objectif de 10 millions de tonnes fixé par la Conférence mondiale de l'alimentation en 1974.</p> <p>Le CPA adopte des recommandations du PAM visant à ce que l'aide alimentaire appuie effectivement l'exécution des plans et programmes nationaux de développement des pays bénéficiaires.</p> <p>La majorité des Etats Membres expriment leur soutien au Pacte mondial de sécurité alimentaire à la 23ème session de la Conférence de la FAO en novembre.</p> <p>La FAO lance le Programme de redressement de l'agriculture en Afrique en faveur de 25 pays éprouvés par la sécheresse.</p> <p>La Conférence de la FAO réaffirme son soutien au Système mondial d'information et d'alerte rapide et approuve son renforcement.</p>

II. Situation région par région

1. AFRIQUE ^{1/}

Introduction

Dans la première moitié des années 80 - soit une vingtaine d'années après l'accession à l'indépendance de la plupart des pays africains - l'économie du continent a présenté des signes d'extrême faiblesse. Après quelques progrès dans les années 60 et au début des années 70, la croissance du PIB a chuté. Le Plan d'action de Lagos, adopté en 1980, exhortait les pays africains à accroître leur autosuffisance économique et alimentaire, mais les progrès du secteur agricole sont restés bien en deçà des objectifs optimistes du Plan ^{2/}. Les efforts déployés par les pays africains pour augmenter ou diversifier leur production agricole ont été contrecarrés par des facteurs extérieurs: hausse du prix du pétrole en 1979-80, récession mondiale du début des années 80 - qui a contribué à réduire les prix à l'exportation des produits africains -, concurrence de plus en plus féroce sur des marchés de plus en plus protégés. En outre, on ne s'est pas suffisamment attaché à surmonter les contraintes intérieures et notamment à réorienter les politiques de développement.

En ce milieu de décennie, la plupart des pays africains sont encore en proie aux pires difficultés. La sécheresse a dévasté près de la moitié du continent entre la fin de 1982 et 1985, se soldant par d'immenses souffrances dans quelque 25 pays. En outre, les prêts contractés pendant la décennie précédente pour stimuler la production agricole et industrielle sont arrivés à échéance sans avoir, bien souvent, rapporté autant que prévu, notamment en devises.

En conséquence, la pénurie de devises - problème chronique de la plupart des pays africains - s'est encore aggravée. Beaucoup de pays africains se sentent aujourd'hui à la merci de forces naturelles et de facteurs économiques externes sur lesquels ils n'ont aucune prise. La Déclaration des chefs d'Etat africains à la vingt et unième réunion au sommet de l'OUA, en juillet 1985, exprime leur frustration devant une telle situation, mais aussi leur volonté politique de la surmonter. L'accent est mis à présent sur le secteur agricole.

Situation macro-économique

A quelques exceptions près, les résultats économiques des pays en développement d'Afrique ont tourné pratiquement au désastre au début des années 80. En valeur réelle, leur PIB par habitant avait augmenté de 1 pour cent par an environ dans les années 70, mais grâce, principalement, à l'expansion rapide des pays exportateurs de pétrole du nord-ouest et de l'ouest de l'Afrique (tableaux 2.1 a) et 2.1 b)). Au début des années 80, leur PIB réel n'a pas augmenté du tout, de sorte que, par habitant, il a baissé de plus de 6 pour cent; il a ainsi suffi de deux ans pour annuler une grande partie des gains de la décennie précédente. La production s'est accrue en 1984 et 1985 mais sans que cela compense les pertes antérieures; en outre, sa croissance est restée inférieure à celle de la population (3,2 pour cent par an pendant la première moitié de la décennie).

^{1/} L'Afrique, dans le contexte de cette étude, comprend tous les pays en développement du continent, sauf l'Egypte, la Jamahiriya arabe libyenne et le Soudan qui font partie de la région Proche-Orient. (N. B.: les tableaux 2.1 a) et 2.1 b) n'incluent pas certains petits pays d'Afrique).

^{2/} Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique, 1980-2000, OUA (Organisation de l'unité africaine), Genève, 1981.

TABLEAU 2-1a AFRIQUE: QUELQUES INDICATEURS

AFRIQUE DU NORD, DE L'OUEST ET DU CENTRE											
PAYS ET GROUPES DE PAYS	P O P U L A T I O N EN MILLIERS 1984	CROISSANCE (% PAR AN) 71-80	PNB PAR HAB. (\$) 1982	CROISSANCE PIB EN MONNAIE LOC. CONST. (% PAR AN) 71-80	EXPORT. TAUX DE CROISSANCE (%) 71-80	IMPORT. TAUX DE CROISSANCE (%) 71-80	EXPORT. 71-80	IMPORT. 71-80	EXPORT. 71-80	IMPORT. 71-80	IMPORT. 71-80
TUNISIE	7042	2.31	2.38	1380	7.14	2.96	10.23	12.27	-2.27	-2.27	0.95
ALGERIE	21272	3.10	3.38	2350	7.39	3.30	16.46	11.35	-1.25	-1.25	2.21
MAROC	22848	2.75	3.34	860	5.72	2.11	0.85	7.11	-1.22	-1.22	-1.29
AFRIQUE DU NORD-OUEST	51162	2.83	3.22	1551	6.81	2.86	12.19	10.39	-1.37	-1.37	1.19
CAP-VERT	317	1.70	1.28	370	2.44	-1.58	-7.18	-2.73	11.15	11.15	9.32
NIGER	5940	2.51	2.91	300	3.29	2.36	17.80	14.23	-9.73	-9.73	-9.43
GAMBIE	630	2.23	1.94	360	4.88	5.75	-1.55	9.97	11.54	11.54	-5.08
SENEGAL	6352	3.64	2.57	490	2.17	6.54	0.91	3.33	5.71	5.71	5.90
MAURITANIE	1832	2.72	2.98	480	1.35	6.21	-8.44	3.08	15.22	15.22	-4.83
BURKINA FASO	6768	1.98	2.44	210	3.73	5.36	3.25	7.77	-5.19	-5.19	-0.20
MALI	7825	2.10	2.91	170	5.15	0.72	1.81	7.20	6.44	6.44	-0.88
TCHAD	4901	2.06	2.34	80	-1.74	-14.06	3.14	-6.59	6.91	6.91	16.63
AFR. OCC. SAHEL	34565	2.44	2.64	268	2.39	2.37	2.49	5.20	2.68	2.68	0.59
SAO TOME-ET-PRINC.	94	1.38	2.17	390	1.42	-4.07	3.20	-2.43	9.37	9.37	10.96
TOGO	2838	2.28	2.98	350	3.39	0.67	7.26	12.33	-9.99	-9.99	-9.70
BENIN	3890	2.53	2.94	330	3.58	3.75	-9.43	8.89	10.11	10.11	11.27
SIERRA LEONE	3536	1.52	1.84	390	1.83	0.54	-6.46	-1.02	-10.35	-10.35	-18.45
GUINEE	5301	2.11	2.40	300	4.39	1.19	12.64	-0.12	1.56	1.56	5.68
GUINEE-BISSAU	875	4.63	1.39	220	3.44	1.83	10.21	-7.28	-0.04	-0.04	-7.20
GHANA	13044	2.92	3.31	340	-0.47	-4.53	0.10	-0.23	-5.57	-5.57	-8.86
GUINEE EQU.	383	1.91	2.13	...	-1.90	...	-18.15	-19.56	21.74	21.74	24.13
AFR. OCC. BAS REVENU	29961	2.51	2.82	335	1.11	-2.12	0.68	1.97	-4.08	-4.08	-1.81
COTE D'IVOIRE	9474	4.05	3.42	910	6.43	-0.21	8.08	9.82	-3.37	-3.37	-7.75
CONGO	1695	2.48	2.67	1370	4.20	2.178	16.82	4.14	8.78	8.78	30.43
LIBERIA	2123	3.23	3.21	490	1.79	-3.28	-4.00	1.27	-3.81	-3.81	-1.30
GABON	1146	1.24	1.69	4840	4.32	-0.81	14.70	9.44	-2.23	-2.23	7.86
NIGERIA	92037	3.50	3.39	850	4.58	-4.45	14.92	17.09	-10.66	-10.66	0.60
CAMEROUN	9467	2.36	2.59	880	6.59	9.54	7.03	7.90	1.98	1.98	-0.82
AFR. OCC. REVENU MOYEN	115942	3.39	3.29	899	4.80	-2.70	12.71	13.71	-7.86	-7.86	0.40
BURUNDI	4503	1.56	2.88	240	3.85	5.98	4.24	7.87	15.12	15.12	8.78
ZAIRE	32084	2.82	3.00	180	-0.84	0.71	-5.34	-10.78	-19.93	-19.93	9.77
REP CENTRAF.	2508	2.03	2.37	310	2.09	-0.96	-1.50	-4.84	13.37	13.37	19.26
RWANDA	5903	3.30	3.56	260	5.57	5.34	5.14	12.62	7.81	7.81	5.25
AFR. CENTRALE	44998	2.70	3.02	204	0.63	1.63	-4.32	-6.94	-12.84	-12.84	9.39

TABLEAU 2-1a (suite)

AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE												
PAYS ET GROUPES DE PAYS	P O P U L A T I O N		CROISSANCE (% PAR AN)		PNB PAR HAB. (\$)		CROISSANCE PIB EN MONNAIE LOC. CONST. (% PAR AN)		EXPORT. TAUX DE CROISSANCE (%)		IMPORT. TAUX DE CROISSANCE (%)	
	MILLIERS	1984	71-80	83-84	1982	71-80	80-82	71-80	71-80	80-84	80-84	80-84
TANZANIE	21710	3.40	3.61		270	4.77	-1.99	-5.80	-0.62	-4.65	-3.31	
OUGANDA	15150	3.02	3.59		240	-2.93	7.00	-7.70	-8.54	19.75	3.33	
ETHIOPIE	35420	2.26	2.80		140	2.41	1.91	-1.53	2.10	5.21	12.87	
KENYA	19761	4.04	4.23		390	5.39	3.56	3.22	3.28	-2.98	-8.72	
SOMALIE	5423	5.68	2.92		290	4.12	1.41	0.16	4.57	5.71	8.46	
DJIBOUTI	354	7.15	2.61		...	...	...	-10.41	1.63	39.77	5.30	
AFR. ORIENTALE	97818	3.14	3.39		243	2.50	2.72	-1.93	0.79	1.77	-1.19	
MADAGASCAR	9731	2.64	2.85		320	0.59	-5.30	-1.86	0.85	0.56	0.15	
MALAWI	6788	2.82	3.35		210	5.66	1.12	1.32	1.93	4.68	-6.19	
COMORES	443	3.83	2.78		340	...	...	-4.15	-3.15	24.51	9.59	
NAMIBIE	1507	2.62	2.87		1910	...	...	...	...	...	...
MOZAMBIQUE	13693	4.15	2.87		...	-3.07	-0.27	-15.18	-11.35	-11.35	7.13	
AFR. AUSTR. BAS REVENU	32162	3.31	2.96		411	-0.80	-1.72	-5.37	-4.07	0.24	1.08	
REUNION	555	1.74	1.28		4000	...	...	-0.88	4.24	-6.06	5.96	
MAURICE	1031	1.27	1.78		1230	6.42	5.88	4.49	8.06	3.99	-2.47	
SWAZILAND	630	2.75	3.11		930	3.88	5.26	1.57	11.56	-1.65	2.25	
LESOTHO	1481	2.33	2.56		510	9.18	3.88	7.41	13.77	-18.47	-1.72	
SEYCHELLES	74	2.26	4.23		2370	...	...	15.89	6.70	11.41	1.85	
BOTSWANA	1042	3.85	3.48		890	11.80	4.32	13.23	8.17	16.69	6.14	
ZAMBIE	6445	3.04	3.42		640	0.69	1.26	-8.49	-8.17	-9.42	-2.98	
ZIMBABWE	8461	3.33	3.59		850	1.70	7.51	-2.85	-4.36	-0.52	-0.31	
ANGOLA	8540	3.35	2.41		...	-6.97	-3.67	-3.26	-2.71	4.05	7.65	
AFR. AUSTR. REVENU MOYEN	28259	3.09	3.01		878	0.20	2.80	-3.18	-0.26	0.95	2.48	
AFRIQUE	434867	3.03	3.15		632	3.96	0.01	6.88	6.60	-4.12	0.84	

NB: - Certains pays africains ne figurent pas sur la liste
- Pour les groupes de pays, il s'agit de moyennes pondérées

TABLEAU 2-1b AFRIQUE: QUELQUES INDICATEURS

AFRIQUE DU NORD, DE L'OUEST ET DU CENTRE																			
PAYS ET GROUPES DE PAYS		TAUX DE CROISSANCE (% PAR AN)										TERRES AGR. RAPPORTEES ALA POP.							
		PROD. AGR. NETTE		EXPORT. AGR. (VALEUR REELLE)		PROD. VIVRIERE NETTE		IMPORT. ALIM. (VOLUME)		AGR. ACTIVE		POP. AGR. ACTIVE		TRAVAIL		PRODUCTIVITE TERRE			
71-80	80-84	71-80	80-84	71-80	80-84	71-80	80-84	71-80	80-84	71-80	80-84	71-80	80-84	71-80	80-84	71-80	80-84		
TUNISIE	2.27	-0.41	-8.66	-1.39	-1.39	2.14	-0.42	9.50	6.31	-0.31	0.51	0.21	2.37	-0.31	2.21	-0.32			
ALGERIE	1.39	0.56	-13.88	-21.61	1.38	0.17	15.12	5.40	-0.99	0.94	1.04	1.13	0.53	1.16	-1.29				
MAROC	1.30	1.43	-5.93	-14.31	1.36	1.36	7.13	2.52	-0.43	1.78	2.35	-0.39	-1.37	0.88	-1.15				
AFRIQUE DU NORD-OUEST	1.50	0.84	-8.31	-12.64	1.50	0.68	11.97	4.60	-0.64	1.30	1.58	0.54	-0.50	1.31	-1.00				
CAP-VERT	2.89	-6.90	-2.96	-16.64	2.92	-7.07	4.64	1.87	-1.12	1.53	0.96	2.52	-5.78	4.10	-10.27				
NIGER	5.09	-2.41	-6.46	-1.24	5.11	-2.40	9.07	-5.49	-1.65	1.65	1.83	3.22	-4.02	1.11	0.07				
GAMBIE	-3.55	1.83	-5.14	8.40	-3.58	1.83	16.35	22.63	0.08	1.05	0.79	-4.38	2.26	-4.92	5.67				
SENEGAL	0.14	2.08	-3.51	28.10	0.13	1.74	-0.79	12.22	-1.29	2.20	1.09	-1.41	0.00	-0.21	1.83				
MAURITANIE	1.68	-1.96	-3.85	2.54	1.68	-1.96	7.65	9.12	-1.83	1.92	1.91	-0.23	-3.28	4.24	-3.16				
BURKINA FASO	2.53	0.45	1.26	-1.47	2.25	0.34	8.20	-0.34	-0.22	0.83	1.20	1.65	-0.51	0.93	0.41				
MALI	4.06	0.82	4.36	5.20	3.66	0.81	-6.50	37.07	-1.60	1.08	1.83	2.88	-1.10	1.61	2.29				
TCHAD	2.15	-0.66	0.11	7.37	2.48	-1.46	-11.85	44.82	-0.96	1.11	1.08	0.92	-1.59	0.85	1.71				
AFR. OCC.SAHEL	TAL 2.43	0.07	-1.22	7.66	2.37	-0.14	1.74	13.74	-1.12	1.30	1.45	1.47	-1.26	0.66	1.28				
SAO TOME-ET-PRINC.	4.09	2.47	0.01	-9.09	-4.08	2.49	5.69	-3.12	-1.49	0.51	1.05	-4.56	1.04	-4.22	-0.66				
TOGO	1.58	-0.72	0.19	-3.57	1.52	-0.85	13.46	30.56	-1.15	0.77	1.46	0.91	-2.04	1.50	-1.18				
BENIN	2.43	3.41	-13.12	11.47	2.85	2.88	2.86	2.38	-1.21	1.05	1.52	1.75	1.65	1.76	0.02				
SIERRA LEONE	1.22	0.02	2.54	0.17	1.19	0.33	2.17	-11.31	0.12	-0.11	0.09	1.40	0.07	-0.70	3.85				
GUINEE	0.68	2.71	-7.55	-0.54	0.66	2.76	9.78	-0.60	-0.89	0.84	1.07	-0.19	1.54	0.65	3.31				
GUINEE-BISSAU	1.78	8.54	4.71	17.39	1.79	8.55	-1.68	5.76	-0.65	3.43	0.10	-1.44	7.68	1.53	8.92				
GHANA	-1.74	1.22	0.91	-17.26	-1.75	1.47	-1.87	5.08	-1.14	0.97	1.29	-2.60	-0.16	-2.24	-2.20				
GUINEE EQU.	...	...	-16.41	16.45	...	...	-0.06	-0.08	-0.94	0.82	0.94	...	...	...	...
AFR. OCC. BAS REVENU	-0.43	1.54	-0.89	-11.06	-0.41	1.67	2.31	3.21	-0.90	0.85	1.08	-0.49	0.56	-0.07	0.68				
COTE D'IVOIRE	5.10	-0.80	9.55	-0.75	6.16	1.68	5.84	1.11	-1.19	2.69	1.98	2.42	-2.43	0.80	0.56				
CONGO	2.22	0.56	-2.80	8.30	2.11	0.58	10.84	15.56	0.26	0.02	0.01	2.17	0.62	1.52	0.89				
LIBERIA	2.00	0.86	2.31	-2.90	2.94	1.27	6.28	1.57	-1.44	1.54	1.46	0.48	-0.59	1.82	0.67				
GABON	0.15	2.19	11.01	-12.10	0.16	2.17	18.03	12.57	-0.27	0.07	0.34	0.13	1.92	-4.74	1.87				
NIGERIA	2.83	0.93	-6.24	-2.99	2.88	0.95	24.38	...	-0.76	1.18	0.84	1.58	0.16	2.58	0.38				
CAMEROUN	1.98	0.50	4.98	-0.88	1.97	0.60	5.54	8.23	-0.99	1.19	1.18	0.86	-0.74	0.39	-0.80				
AFR. OCC. REVENU MOYEN	2.86	0.79	3.76	-1.07	2.94	0.99	19.13	4.81	-0.85	1.36	1.03	1.55	-0.28	1.99	0.24				
BURUNDI	2.16	2.47	4.60	15.03	2.30	2.68	9.39	5.84	-1.28	0.30	1.62	1.90	0.90	1.08	4.11				
ZAIRE	1.57	3.35	-4.48	1.84	1.64	3.30	-3.54	3.61	-0.68	1.48	1.48	0.12	1.86	0.99	3.45				
REP.CENTRAF.	1.68	0.74	-3.67	7.68	1.82	1.02	-1.12	11.88	-0.60	1.25	1.17	0.42	-0.34	1.05	0.04				
RWANDA	4.97	3.06	8.72	5.94	4.78	2.96	14.27	4.94	-1.38	2.52	2.55	2.45	0.50	2.02	5.39				
AFR. CENTRALE	1.82	3.20	-1.19	5.63	1.87	3.19	-1.76	4.49	-0.86	1.49	1.65	0.74	1.35	1.11	3.07				

TABLEAU 2-1b (suite)

AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE

TAUX DE CROISSANCE (% PAR AN)

PAYS ET GROUPES DE PAYS	PROD. AGR. NETTE				EXPORT. AGR. (VALEUR REELLE)				PROD. VIVRIERE NETTE				IMPORT. ALIM. (VOLUME)				TERRES AGR. RAPPORTEES A LA POP.				POP. AGR. ACTIVE				PRODUCTIVITE TRAVAIL				TERRE				
	71-80	80-84	71-80	80-84	71-80	80-84	71-80	80-84	71-80	80-84	71-80	80-84	71-80	80-84	71-80	80-84	71-80	80-84	71-80	80-84	71-80	80-84	71-80	80-84	71-80	80-84	71-80	80-84	71-80	80-84			
TANZANIE	4.11	-1.17	-3.87	-0.00	-3.87	-0.00	5.79	-0.33	2.09	-4.41	-1.98	2.08	2.24	2.24	2.08	2.24	2.33	-3.60	3.73	-2.12	2.33	-3.60	3.73	-2.12	2.33	-3.60	3.73	-2.12	2.33	-3.60	3.73		
OUNGANDA	0.18	10.14	-6.02	11.21	-6.02	11.21	0.69	10.01	-7.38	-23.55	1.06	1.74	2.27	2.27	1.06	1.74	0.97	-1.56	1.81	1.34	0.97	-1.56	1.81	1.34	0.97	-1.56	1.81	1.34	0.97	-1.56	1.81		
ETHIOPIE	2.00	-0.34	-1.45	4.04	-1.45	4.04	2.03	-0.98	23.29	17.29	-1.02	1.03	1.45	1.45	-1.02	1.03	0.33	0.44	2.09	5.23	0.33	0.44	2.09	5.23	0.33	0.44	2.09	5.23	0.33	0.44	2.09	5.23	
KENYA	2.92	3.41	4.30	7.46	4.30	7.46	2.09	3.51	-0.18	2.33	-2.24	2.62	2.86	2.86	-2.24	2.62	-3.91	-2.22	0.59	1.17	-3.91	-2.22	0.59	1.17	-3.91	-2.22	0.59	1.17	-3.91	-2.22	0.59	1.17	
SOMALIE	0.93	0.20	1.03	-0.09	1.03	-0.09	0.93	0.19	11.35	4.73	-3.02	5.11	1.48	1.48	-3.02	5.11	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
DJIBOUTI	...	...	4.67	...	4.67	...	...	...	12.21	23.37	...	5.45	-0.59	-0.59	...	5.45	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
AFRIQUE ORIENTALE	1.69	4.34	-1.46	5.48	-1.46	5.48	1.98	4.56	6.31	2.11	-1.20	1.83	2.00	2.00	-1.20	1.83	0.28	-0.15	1.18	2.50	0.28	-0.15	1.18	2.50	0.28	-0.15	1.18	2.50	0.28	-0.15	1.18	2.50	
MADAGASCAR	1.35	2.35	-0.72	0.38	-0.72	0.38	1.38	2.48	6.74	5.82	-1.07	1.04	1.23	1.23	-1.07	1.04	0.36	1.21	-1.60	1.94	0.36	1.21	-1.60	1.94	0.36	1.21	-1.60	1.94	0.36	1.21	-1.60	1.94	
MALAWI	2.38	2.90	1.62	8.29	1.62	8.29	1.51	2.49	-2.75	-8.93	-1.49	1.61	2.00	2.00	-1.49	1.61	0.75	1.00	1.76	3.58	0.75	1.00	1.76	3.58	0.75	1.00	1.76	3.58	0.75	1.00	1.76	3.58	
COMORES	2.37	1.50	-8.14	43.10	-8.14	43.10	2.56	1.42	2.07	12.13	-1.76	2.57	1.81	1.81	-1.76	2.57	-1.80	-2.83	-1.43	-2.40	-1.80	-2.83	-1.43	-2.40	-1.80	-2.83	-1.43	-2.40	-1.80	-2.83	-1.43	-2.40	
NAMIBIE	-1.32	-2.20	-12.66	-10.93	-12.66	-10.93	-1.51	-1.70	-1.29	2.24	-0.44	0.46	0.75	0.75	-0.44	0.46	-2.75	-2.15	-1.20	-1.75	-2.75	-2.15	-1.20	-1.75	-2.75	-2.15	-1.20	-1.75	-2.75	-2.15	-1.20	-1.75	
MOZAMBIQUE	-0.98	-1.69	-18.14	-13.95	-18.14	-13.95	-0.48	-1.30	10.44	5.14	-0.67	1.80	0.30	0.30	-0.67	1.80	-0.60	-0.04	-0.55	0.76	-0.60	-0.04	-0.55	0.76	-0.60	-0.04	-0.55	0.76	-0.60	-0.04	-0.55	0.76	
AFR. AUSTR. BAS REVENU	0.60	0.83	-6.11	1.18	-6.11	1.18	0.59	0.93	6.49	3.93	-1.04	1.43	1.11	1.11	-1.04	1.43	2.53	0.24	2.99	-2.52	2.53	0.24	2.99	-2.52	2.53	0.24	2.99	-2.52	2.53	0.24	2.99	-2.52	2.53
REUNION	3.50	1.51	-1.27	-12.95	-1.27	-12.95	3.81	1.44	5.38	4.14	0.65	0.15	0.15	0.15	0.65	0.15	-1.17	1.73	-0.53	6.68	-1.17	1.73	-0.53	6.68	-1.17	1.73	-0.53	6.68	-1.17	1.73	-0.53	6.68	
MAURICE	-0.38	3.00	0.68	0.25	0.68	0.25	-0.41	2.95	5.73	-1.42	-1.24	0.85	1.05	1.05	-1.24	0.85	3.46	1.71	2.43	14.16	3.46	1.71	2.43	14.16	3.46	1.71	2.43	14.16	3.46	1.71	2.43	14.16	
SWAZILAND	4.28	2.76	4.08	-4.41	4.08	-4.41	3.48	3.33	7.36	-5.46	-10.58	0.94	1.08	1.08	-10.58	0.94	-0.40	-1.41	3.34	-1.33	-0.40	-1.41	3.34	-1.33	-0.40	-1.41	3.34	-1.33	-0.40	-1.41	3.34	-1.33	
LESOTHO	0.37	-0.31	-8.84	2.44	-8.84	2.44	0.85	-0.27	12.73	3.80	-0.32	0.87	0.95	0.95	-0.32	0.87	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
SEYCHELLES	...	...	4.11	-15.32	4.11	-15.32	...	...	5.11	-2.17	7.81	0.64	0.99	0.99	7.81	0.64	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
BOTSWANA	-3.51	0.96	-2.47	10.20	-2.47	10.20	-3.55	0.97	15.30	3.68	-1.81	2.82	1.81	1.81	-1.81	2.82	-3.88	-1.00	-2.52	3.49	-3.88	-1.00	-2.52	3.49	-3.88	-1.00	-2.52	3.49	-3.88	-1.00	-2.52	3.49	
ZAMBIE	2.80	1.84	-11.99	10.98	-11.99	10.98	2.83	1.40	-1.58	-12.71	-1.23	1.39	1.61	1.61	-1.23	1.39	1.47	0.05	2.62	-0.06	1.47	0.05	2.62	-0.06	1.47	0.05	2.62	-0.06	1.47	0.05	2.62	-0.06	
ZIMBABWE	2.61	-3.72	-3.56	3.16	-3.56	3.16	1.44	-6.98	-12.66	33.24	0.15	1.68	1.94	1.94	0.15	1.68	0.59	-5.45	1.83	-9.79	0.59	-5.45	1.83	-9.79	0.59	-5.45	1.83	-9.79	0.59	-5.45	1.83	-9.79	
ANGOLA	-4.23	-0.10	-13.53	-10.10	-13.53	-10.10	0.36	0.38	23.78	-0.79	-0.94	1.86	0.83	0.83	-0.94	1.86	-5.86	-0.94	-4.17	-0.59	-5.86	-0.94	-4.17	-0.59	-5.86	-0.94	-4.17	-0.59	-5.86	-0.94	-4.17	-0.59	
AFR. AUSTR. REVENU MOYEN	0.78	0.03	-4.82	-1.07	-4.82	-1.07	1.08	-0.51	9.70	0.26	-1.03	1.56	1.42	1.42	-1.03	1.56	-0.93	-1.80	0.10	-1.53	-0.93	-1.80	0.10	-1.53	-0.93	-1.80	0.10	-1.53	-0.93	-1.80	0.10	-1.53	
AFRIQUE	1.85	1.78	-1.45	-0.33	-1.45	-0.33	1.96	1.82	11.10	4.72	-0.99	1.48	1.48	1.48	-0.99	1.48	0.60	-0.15	1.08	0.71	0.60	-0.15	1.08	0.71	0.60	-0.15	1.08	0.71	0.60	-0.15	1.08	0.71	

NB: - Certains pays africains ne figurent pas sur la liste.

Pour les groupes de pays, il s'agit de moyennes pondérées.

De 1980 à 1983, la croissance des pays africains exportateurs de pétrole ^{3/}, pris dans leur ensemble, a fléchi mais surtout à cause de la chute vertigineuse des recettes pétrolières du Nigéria.

Les mauvais résultats économiques de l'Afrique tiennent à la baisse de sa production industrielle, à la croissance trop lente de sa production agricole, à la maigreur de ses recettes d'exportation et à l'alourdissement de sa dette. La situation de sa balance des paiements a continué à se détériorer de 1980 à 1984. En valeur réelle, ses exportations ont baissé de plus de 4 pour cent par an durant cette période et, bien que la croissance de la valeur de ses importations ait beaucoup ralenti, son déficit commercial s'est encore creusé. Dans beaucoup de pays, l'augmentation du service de la dette s'est soldée par une sortie nette de devises.

Neuf pays africains (pays du nord-ouest et pays à revenu moyen d'Afrique occidentale) assurent 43 pour cent des exportations de l'Afrique. De 1971 à 1980, leurs exportations ont augmenté de 12 à 13 pour cent par an en valeur réelle. De 1980 à 1984, elles ont baissé respectivement de 1 pour cent et 8 pour cent. Les recettes d'exportation des deux plus gros exportateurs de pétrole d'Afrique - le Nigéria et l'Algérie - ont diminué entre 1980 et 1984 car l'expansion de leur production a été trop limitée pour compenser la chute des prix. D'autres producteurs de produits primaires non agricoles ont également vu diminuer leurs recettes d'exportation au début des années 80 à cause de la contraction de la demande internationale de matières premières et de minéraux. Au Maroc, le recul a été relativement faible (1 pour cent par an environ, en valeur réelle), mais dans des pays comme le Niger, le Togo, le Zaïre et la Zambie, il a été bien supérieur (de 9 à 11 pour cent).

L'évolution récente des termes de l'échange des pays africains témoigne des difficultés qu'ils ont à accroître tant soit peu leurs recettes d'exportation. Les termes de l'échange nets de l'Afrique ont accusé une baisse de 4 pour cent par an de 1980 à 1983, les prix des exportations ayant beaucoup baissé par rapport aux prix des importations. Les premières estimations font apparaître une reprise modérée des recettes d'exportation en 1985, qui est cependant insuffisante pour compenser les pertes antérieures.

La vigueur du dollar et la hausse des taux d'intérêt réels, joints à un recours accru au crédit commercial qui s'assortit de taux d'intérêt variables, ont créé un grave problème d'endettement au début des années 80. La dette publique à long terme des pays d'Afrique a augmenté de 20 pour cent par an entre 1973 et 1983. Toutefois, la croissance de la dette a beaucoup ralenti de 1976-79 à 1980-83, tombant de 31,2 pour cent à 7,3 pour cent. Il n'empêche que la dette extérieure des pays subsahariens représentait près de 63 pour cent de leur PIB en 1984, contre 35 pour cent à la fin des années 70. Les arriérés s'accumulent depuis quelques années et le rééchelonnement de la dette est devenu monnaie courante.

Qualité de la vie

A cause de la faible augmentation de la production vivrière, des contraintes financières et de la croissance démographique rapide, la qualité de la vie s'est dégradée dans la plupart des pays d'Afrique. Les taux de croissance de la population urbaine sont les plus élevés du monde, alors que la production économique stagne. En milieu rural, le rythme du développement est lent, et la croissance démographique relativement rapide (2 pour cent par an).

^{3/} Les pays africains exportateurs de pétrole sont: Algérie, Angola, Cameroun, Congo, Gabon, Nigéria et Tunisie.

Entre 1971-73 et 1981-83, l'apport calorique par habitant a légèrement augmenté, passant de 2 124 à 2 214 calories par jour. La consommation a progressé de 1,8 pour cent par an en Afrique du Nord-Ouest, mais de 0,4 pour cent seulement en Afrique occidentale, et elle a baissé en Afrique centrale, orientale et australe. Au début des années 80, l'apport calorique ne dépassait 2 250 calories par habitant et par jour qu'en Afrique du Nord-Ouest.

L'Afrique centrale est la seule sous-région où la nutrition s'est améliorée au début des années 80. Durant la sécheresse qui a sévi de la fin de 1982 à 1985, la situation nutritionnelle s'est encore dégradée dans beaucoup de pays, de sorte que la consommation calorique par habitant dans la région, prise dans son ensemble, a baissé de 1,5 pour cent par an entre 1981 et 1984. Le faible niveau de la ration calorique moyenne et les fortes fluctuations des approvisionnements alimentaires rendent la population plus vulnérable aux maladies, ce qui contribue à accroître la mortalité.

Production et commerce des produits agricoles

L'agriculture (y compris les pêches et les forêts) entre pour une part relativement importante dans le PIB de la plupart des pays africains. Les principales exceptions sont l'Algérie, le Maroc, la Zambie, le Zimbabwe, le Gabon et le Congo où la part de l'agriculture est inférieure à 20 pour cent. Or, l'Afrique est la seule région à avoir vu baisser, entre 1974 et 1984, sa production agricole par habitant, laquelle est déjà plus faible et beaucoup plus instable que celle des autres régions.

La production vivrière nette a augmenté de moins de 2 pour cent par an entre 1971-80 et 1980-84; par habitant, elle a baissé de plus de 1 pour cent par an. Cependant, la situation varie considérablement selon les pays et les sous-régions. Comme on l'a vu précédemment, entre la fin de 1982 et le début de 1985, 25 pays d'Afrique ont été terriblement éprouvés par la sécheresse. La croissance de la production vivrière a, de ce fait, ralenti au début des années 80 en Afrique du Nord, dans la zone sahélienne et dans certains pays d'Afrique occidentale et australe, alors qu'elle s'est accélérée dans d'autres pays d'Afrique occidentale, centrale et orientale.

En 1985, la production vivrière et agricole a nettement repris dans la plupart des pays d'Afrique avec une augmentation globale de 30 pour cent par rapport à 1984. La production céréalière a atteint le niveau record de 60 millions de tonnes, soit environ 15 millions de tonnes de plus qu'en 1983 ou 1984. Plusieurs pays ^{4/} ont eu des excédents exceptionnels de céréales secondaires et, dans certains cas, une aide extérieure sera nécessaire pour utiliser au mieux ces excédents de façon à satisfaire les besoins d'importation des pays voisins déficitaires. Il n'empêche que six pays africains restent en proie à des pénuries alimentaires en 1985/86 (voir encadré 1-2) et que la production vivrière par habitant demeure, dans l'ensemble, inférieure à son niveau de 1980. Les effets de la sécheresse récente font qu'il est difficile d'évaluer les véritables tendances de la production vivrière agricole.

Au début des années 80, la production des cultures d'exportation non céréalières a légèrement augmenté. On a observé de fortes hausses pour le coton, le thé et le tabac, notamment en Afrique orientale et australe. Par contre, la production de café a baissé de près de 1 pour cent par an en Afrique occidentale et celle de fèves de cacao a reculé de plus de 4 pour cent par an.

^{4/} Zimbabwe, Malawi, Kenya, Soudan, Bénin et Togo.

Les produits agricoles exportés par l'Afrique sont principalement les produits pour boisson, le tabac, les graines oléagineuses, les fibres et les produits de l'élevage. Entre 1980 et 1984, le pouvoir d'achat de ces exportations a légèrement diminué d'année en année, tandis que la croissance du volume des importations de produits alimentaires, bien que plus de deux fois moins rapide qu'entre 1971 et 1980, a avoisiné 5 pour cent l'an. Dans les pays de la zone sahélienne, les recettes tirées des exportations agricoles ont augmenté de près de 8 pour cent par an en valeur réelle entre 1980 et 1984, grâce essentiellement au Sénégal et au Tchad, mais, dans le même temps, le volume des importations alimentaires (y compris l'aide) a progressé de près de 14 pour cent par an dans cette zone à cause de la sécheresse. Dans d'autres sous-régions, notamment en Afrique occidentale et en Afrique du Nord, les recettes d'exportation ont diminué par suite de la faiblesse de la demande sur les marchés mondiaux et, dans certains cas, à cause de difficultés d'approvisionnement.

Au début des années 80, l'évolution du secteur de l'élevage a été variable. Dans la région prise dans son ensemble, la production par habitant est restée relativement stable. Dans la zone sahélienne et en Afrique orientale, la sécheresse a provoqué de lourdes pertes, tandis que dans le centre et sur la côte occidentale, la production a augmenté.

Les problèmes de l'agriculture africaine

Les médiocres performances de l'agriculture africaine tiennent à plusieurs facteurs, d'ailleurs liés les uns aux autres. Une croissance démographique rapide aggrave les problèmes d'un secteur déjà handicapé par des facteurs naturels tels que le manque de terres cultivables dans plusieurs pays ou l'irrégularité des précipitations. Moins de 2 pour cent des terres arables sont irriguées. De plus, la plupart des producteurs sont de petits exploitants aux moyens limités. Leur faible productivité s'explique en partie par le manque d'apports techniques. Une infrastructure insuffisante, de mauvais systèmes de commercialisation, des politiques nationales imprévisibles et une situation économique mondiale défavorable ont également contribué à la crise de l'agriculture africaine.

A cause de la croissance démographique, les terres sont soumises à des pressions de plus en plus insupportables qui provoquent leur dégradation dans beaucoup de parties de l'Afrique. La médiocre qualité des sols (par rapport à d'autres régions) est également un grave handicap. On estime que plus de 80 pour cent des sols africains sont peu fertiles, et 43 pour cent trop secs pour l'agriculture pluviale. En Ethiopie et dans la zone sahélienne, par exemple, l'érosion, la désertification ou le déboisement réduisent considérablement la productivité. Plusieurs pays, notamment le Burkina Faso, le Niger, le Sénégal, le Kenya et le Lesotho manquent de terres arables, mais d'autres (Cameroun, Angola, Zaïre, Zambie) en disposent encore en abondance, même si, dans certains cas, l'expansion du domaine agricole est freinée par des maladies comme la trypanosomiase ou l'onchocercose.

Le climat est la première cause de la variabilité de la production au Sahel et en Afrique orientale et australe. Les cultures et les pâturages sont soumis à de grandes variations des précipitations d'une année à l'autre. Les périodes de végétation sont brèves et la date des pluies a autant d'importance que leur volume. La croissance des cultures dépend donc essentiellement de la répartition des précipitations dans le temps. Au Niger, les pluies ont été moins abondantes en 1985 qu'en 1984, mais elles ont été mieux réparties sur la période de végétation, d'où des rendements beaucoup plus élevés pour le sorgho et le mil.

La principale ressource du secteur agricole en Afrique, et pourtant la plus négligée, est le petit agriculteur qui assure la plus grande partie de la production. Les stratégies axées sur la petite agriculture devraient être formulées avec plus de soin et bénéficier d'un meilleur appui administratif. Certains pays ont nationalisé d'anciennes plantations ou grandes exploitations, ou ont favorisé le développement de vastes entreprises agricoles. Dans certains cas, comme pour la riziculture au Mali, ces grandes entreprises assurent l'approvisionnement en intrants agricoles, mais l'unité de base reste la petite exploitation. Ces entreprises exigent des compétences administratives qui font souvent défaut et risquent d'épuiser les maigres budgets nationaux par leurs besoins de capitaux.

Le manque d'intrants de bonne qualité (semences, engrais combustible, machines et outils) contribue également aux médiocres performances du secteur agricole. On a tardé à mettre au point et à introduire des variétés améliorées, ce qui tient en partie à la grande diversité des conditions de culture en Afrique et à l'insuffisance des investissements consacrés dans le passé à la recherche et au développement agricoles. Il y a eu quelques progrès dans les années 60, notamment avec l'introduction de variétés de maïs à haut rendement au Kenya, en Zambie et au Zimbabwe, mais les réalisations ont ensuite été décevantes.

La production agricole est également freinée par le manque de main-d'oeuvre et sa mauvaise répartition. Comme le revenu effectif du travail agricole est généralement faible en Afrique, la main-d'oeuvre fait défaut aux périodes les plus critiques du calendrier agricole. Les ruraux sont souvent attirés par la ville ou, comme c'est le cas en Somalie, au Lesotho ou dans des pays du Sahel, un certain nombre vont travailler à l'étranger. La population urbaine s'accroît donc beaucoup plus vite que la population rurale, de sorte que la production vivrière commercialisable doit augmenter encore plus rapidement si l'on veut maintenir les niveaux de consommation sans accroître les importations. Malgré tout, la population agricole active continue à augmenter et, comme la croissance de la production est restée très faible, sa productivité a diminué au début des années 80, après avoir progressé très lentement pendant la décennie précédente.

Le manque d'administrateurs et de techniciens compétents a par ailleurs entravé les programmes de soutien aux activités agricoles. Le personnel qualifié n'est pas utilisé efficacement ou il est trop éparpillé, en partie parce que les gouvernements africains eux-mêmes ont parfois des activités trop dispersées. Les femmes sont souvent négligées, qu'il s'agisse de leur formation ou de leur rôle traditionnel, dans l'approvisionnement alimentaire de la famille. Dans certaines parties de l'Afrique, elles assurent pourtant jusqu'à 90 pour cent de l'approvisionnement vivrier dans les campagnes; en Afrique occidentale, elles constituent jusqu'à 80 pour cent de la population rurale engagée dans des activités commerciales et, au Ghana, 97 pour cent des vendeurs de poisson sont des femmes.

Evolution des politiques

Face à l'incapacité chronique du secteur agricole de suivre le rythme de la croissance démographique, beaucoup de pays africains se sont efforcés d'améliorer les performances de leur agriculture. Le Plan d'action de Lagos de 1980, où l'accent est mis sur l'autosuffisance alimentaire, ne s'est pas soldé par une amélioration rapide. La mise en oeuvre de ce plan a été entravée non seulement par les problèmes structurels mentionnés plus haut, mais aussi par d'autres facteurs: sécheresse, hausse du dollar, taux d'intérêt élevés, baisse des prix des produits de base. Dans la Déclaration de

Harare de 1984 ^{5/}, les gouvernements africains ont reconnu que la responsabilité du développement agricole leur incombe au premier chef et se sont engagés à consacrer davantage d'efforts et de ressources financières à l'agriculture. Il semble cependant que les pays africains n'aient pas été en mesure d'accroître la part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture pendant la première moitié des années 80.

On s'accorde en général à reconnaître que la petite agriculture a été négligée en Afrique et qu'il convient de définir et d'adopter des modèles endogènes de développement bien adaptés à l'environnement. Démocratiser le processus de développement en faisant participer agriculteurs et agricultrices à la planification et à l'exécution des projets est jugé indispensable pour améliorer la productivité.

Une caractéristique essentielle des modèles endogènes de développement en Afrique est la décentralisation du processus de prise de décisions. Après plus d'une vingtaine d'années d'expérience avec les organismes parapublics et autres mécanismes d'intervention de l'Etat en agriculture, beaucoup de gouvernements africains ont décidé de faire une plus grande place au marché. Ainsi, le Mali a fermé trois organismes parapublics de commercialisation, laissant les forces du marché déterminer les prix du mil et du sorgho. Le Ghana revient progressivement à une situation où les cours du marché du cacao détermineront, dans une grande mesure, les prix à la production. La Zambie encourage les petites exploitations et l'agriculture commerciale, et beaucoup d'organismes parapublics sont déchargés du soin de fixer les prix. Enfin, la Guinée a adopté une politique intérimaire d'incitation à la production et elle étudie actuellement les facteurs qui déterminent les décisions des agriculteurs afin de pouvoir affiner ultérieurement cette politique.

Beaucoup de pays sont également conscients qu'il leur faut améliorer et étendre leurs réseaux de transport et de commercialisation. Les recherches montrent que les coûts de commercialisation sont plus élevés en Afrique que dans les autres régions en développement, en partie à cause de frais de transport considérables, mais aussi parce que les marchés, qu'il s'agisse des intrants ou de la production, sont mal organisés. Pour accroître la production agricole, il faut améliorer les systèmes d'approvisionnement des agriculteurs et des consommateurs.

Par ailleurs, pour savoir comment inciter les petits agriculteurs à produire plus, il faut connaître parfaitement leurs conditions de vie et de travail. L'agriculture africaine est faite de nombreux microsystemes qui dépendent du climat, des sols et des traditions culturelles. Les semences, variétés et méthodes améliorées qui ont donné de bons résultats dans des milieux plus "homogènes" ont fréquemment eu du mal à être adoptées en Afrique. En outre, de plus en plus de terres marginales sont mises en culture par des agriculteurs venant de régions plus fertiles, mais trop peuplées, qui doivent s'adapter à un environnement tout à fait différent.

On pourra mieux comprendre les conditions de travail des petits agriculteurs en les faisant participer au processus de développement, et par l'intermédiaire de services de vulgarisation qui leur fourniront en temps opportun les informations nécessaires.

^{5/} Treizième Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, 16-25 juillet 1984, Harare, Zimbabwe. CL 86/INF/14, septembre 1984.

Beaucoup de pays d'Afrique sont conscients qu'il faut renforcer les organismes de recherche ou en créer de nouveaux qui soient capables d'améliorer cultures, variétés et méthodes. Malheureusement, le manque d'argent et la médiocre administration des programmes de recherche ont freiné les travaux juste au moment où ils étaient le plus nécessaires. Les services de vulgarisation doivent pouvoir s'appuyer sur la recherche afin de fournir aux agriculteurs les informations dont ils ont besoin. Il faut que l'on puisse disposer de variétés adaptées aux conditions locales et d'intrants techniques adéquats. L'étude approfondie de la FAO sur les problèmes de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique examine, entre autres choses, ces aspects techniques.

La première grande vague de réformes économiques a été lancée à la suite de la crise des balances des paiements à la fin des années 70 et au début des années 80. A cette époque, 21 pays d'Afrique subsaharienne ont négocié des programmes de stabilisation économique avec le Fonds monétaire international. Six accords triennaux ont été conclus au titre du Mécanisme élargi de crédit, ainsi que 15 accords de confirmation.

On pensait généralement que les problèmes de balance des paiements pourraient être réglés à court terme par des politiques appropriées d'ajustement. En 1982, quand les effets du deuxième choc pétrolier (1979) se sont fait sentir, on s'est rendu compte que ces problèmes étaient beaucoup plus difficiles à résoudre. Beaucoup de pays africains se sont alors lancés dans des politiques d'ajustement structurel sous les auspices du FMI, avec plus ou moins de succès.

D'autres organismes internationaux comme la Banque mondiale ont préconisé d'effectuer en Afrique des analyses systématiques pays par pays en vue de concevoir et d'adopter des programmes nationaux qui permettent de surmonter les principaux obstacles au redressement à court terme, à la reprise économique à moyen terme et au développement à long terme. La Banque mondiale a proposé que les donateurs prennent des engagements à moyen terme, dont le suivi serait assuré, afin de fournir aux pays africains le type d'aide dont ils ont besoin.

Assistance extérieure

Le faible revenu des investissements dans le secteur agricole en Afrique tient aux contraintes financières et à des problèmes de rentabilité. Nombre de pays africains doivent compter de plus en plus sur l'aide financière à des conditions de faveur. Ainsi, par agriculteur, les engagements d'aide publique à l'agriculture africaine ont été, en 1982-83, cinq fois supérieurs à la moyenne de 1974-76 pour l'aide à des conditions de faveur et 3,1 fois supérieurs pour l'aide sans conditions de faveur. Par ailleurs, les décaissements d'aide au secteur agricole ont augmenté de près de 18 pour cent entre 1980-81 et 1982-83.

Par habitant, l'aide alimentaire à l'Afrique a pratiquement doublé entre le milieu des années 70 et le début des années 80. En 1984, l'Afrique a reçu la moitié de l'ensemble de l'aide alimentaire, en grande partie pour répondre à des situations d'urgence.

La communauté internationale a pris conscience de la nécessité d'aider rapidement l'Afrique à relancer son agriculture, ainsi qu'en témoignent les efforts suivants:

- Le soutien apporté au Programme de relèvement de l'agriculture en Afrique, lancé au début de 1985 par la FAO, en vue d'entreprendre 272 projets d'un coût de 250 millions de dollars, dans les 25 pays victimes de la sécheresse en 1983/84;

- Le Fonds spécial d'aide à l'Afrique subsaharienne mis en place par la Banque mondiale pour appuyer les efforts de redressement économique à court et moyen terme, qui fonctionne depuis le 1er juillet 1985 et doit disposer de plus de 1,4 milliard de dollars;
- L'aide accordée en réponse à l'appel lancé par les Nations Unies en mars 1985 pour obtenir 1,5 milliard de dollars d'aide d'urgence à l'Afrique.

Le soutien financier doit être substantiel et durable pour améliorer de façon notable la situation économique et alimentaire de l'Afrique 6/. Il faut en outre prendre des mesures pour surmonter le problème de la dette, améliorer les recettes tirées de l'exportation des produits de base, et accroître le rendement des investissements.

Les pays africains doivent avoir la volonté politique de s'engager dans des réformes et de centrer leur stratégie de développement sur l'agriculture. Il faut aussi mobiliser le soutien financier de la communauté internationale. La Déclaration de Harare de 1984 et le Programme prioritaire de l'OUA pour le redressement économique de l'Afrique 7/ ont été les premières étapes d'une redéfinition des priorités du développement au profit de l'agriculture. En mai 1986, l'Assemblée générale des Nations Unies a tenu une session extraordinaire sur l'Afrique, appelant l'attention du monde entier sur les problèmes de développement à long terme de cette région, et notamment sur l'agriculture. Sur ce plan du moins, on ne peut plus dire que l'agriculture africaine est négligée.

2. AMERIQUE LATINE

La crise économique des années 80

L'évolution du secteur agricole au début des années 80 doit être jugée en fonction de la crise économique dans laquelle se débat la région depuis 1981. L'ampleur de la crise - la plus grave depuis celle des années 30 - est attestée par la plupart des indicateurs macro-économiques (Tableaux 2-2a et 2-2b). La croissance s'est considérablement ralentie au point d'être négative en 1982-83. De 1980 à 1984, le revenu par habitant a baissé de 13 pour cent. Dans certains pays tels que la Bolivie, le Salvador, l'Uruguay, le Venezuela et le Guatemala, il a chuté de bien plus de 20 pour cent. Rares sont les pays qui, comme Cuba, ont été épargnés.

La récession mondiale de 1980-83 s'est accompagnée d'une forte accélération de l'inflation, problème traditionnel de la région. Le taux moyen d'inflation est passé de 57 pour cent en 1980 à plus de 175 pour cent en 1984. Dans plusieurs pays tels que l'Argentine, la Bolivie, le Brésil et le Pérou, l'escalade des prix est devenue incontrôlable, et les programmes traditionnels de stabilisation sont restés sans effet. Ces poussées inflationnistes ont coïncidé avec une forte aggravation du chômage et du sous-emploi. Les salaires réels ont beaucoup baissé; ils ont chuté de 20-30 pour cent en Argentine et au Costa Rica de 1981 à 1982, et de 10-30 pour cent au Brésil, au Chili, au Pérou et en Uruguay en 1983.

6/ On estime que les 29 pays les plus pauvres d'Afrique auront besoin de 6,5 milliards de dollars d'aide extérieure annuelle de 1985 à 1990, mais que les donateurs n'en fourniront pas plus de 40 pour cent.

7/ OUA, Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique 1986-1990, adopté par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA à sa vingt et unième session, 18-20 juillet 1985, Addis-Abeba (Ethiopie).

Tous ces problèmes sont dus en grande partie à des facteurs externes. La conjonction de plusieurs événements a fait que l'Amérique latine a été touchée de plein fouet par la récession: diminution de la demande d'exportation et forte détérioration des termes de l'échange, notamment en 1981-83; hausse rapide des taux réels d'intérêt qui, après avoir été négatifs pendant une bonne partie des années 70, ont largement dépassé de 15 pour cent dans de nombreux pays; sortie nette brutale de capitaux en 1982-83, après une longue période d'expansion financière, ce qui a probablement eu l'effet le plus dévastateur à court terme 8/. Les emprunts extérieurs nets ont beaucoup diminué de 1981 à 1985. Les emprunts auprès de créanciers privés se sont effondrés, tombant de 56,5 milliards de dollars en 1981 à 300 millions deux ans plus tard. En conséquence, les intérêts versés en 1983 et 1984 ont dépassé de 46,3 milliards de dollars au total les emprunts extérieurs nets.

La dette extérieure qui, dans de nombreux cas, était étroitement liée à la croissance, aux stratégies de développement et aux performances de la région, est devenue brusquement un fardeau écrasant 9/. La plus grande partie de cette dette avait été contractée par trois pays: l'Argentine, le Brésil et le Mexique. En 1983, le service de leur dette extérieure absorbait entre un quart et la moitié des recettes que leur procuraient leurs exportations de biens et services. Toutefois, par habitant, c'est dans les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes - en particulier au Panama, au Costa Rica, au Nicaragua, et aux Bahamas - que la dette extérieure est devenue la plus écrasante. La plupart des pays d'Amérique latine ont été obligés d'adopter des mesures d'ajustement, qui se sont soldées par de gros sacrifices sur le plan social et en matière de développement. Toutefois, les mesures nationales d'austérité et la forte réduction du volume des importations de marchandises (18 pour cent en 1982 et 24 pour cent en 1983) se sont révélées insuffisantes pour payer les intérêts, et les rééchelonnements ont commencé en 1982.

En ce milieu des années 80, la plupart des pays de la région sont toujours en proie à de graves difficultés économiques. Les signes de reprise apparus en 1984, notamment dans les comptes des opérations avec l'extérieur, se sont en partie estompés en 1985. Selon des estimations provisoires de la CEPALC, le PIB de l'Amérique latine a augmenté de plus de 3 pour cent en 1984; pour la première fois depuis 1980, le PIB par habitant a ainsi recommencé à s'accroître (0,9 pour cent); malheureusement, la croissance du PIB est retombée à 2,7 pour cent en 1985 (0,4 pour cent par habitant). Le déficit courant, qui avait été ramené de 41 milliards de dollars à 1 milliard en 1984, a plus que quadruplé en 1985. Cela tient principalement à la baisse de 4 pour cent de la valeur unitaire des exportations - qui a complètement annulé les gains de l'année précédente - et à la contraction de 2 pour cent de leur volume. Toutefois, cette diminution a surtout touché le Mexique et les autres pays exportateurs de pétrole (à l'exception du Pérou) ainsi que le Brésil. La valeur des importations, qui avait légèrement augmenté en 1984, a baissé de 2 pour cent en 1985. Comme la dette extérieure a augmenté moins vite que les recettes d'exportation en 1984 (5,5 pour cent contre environ 9 pour cent), le rapport de la dette aux exportations a diminué pour la première fois depuis 1980 tout en restant bien plus élevé qu'en 1978-81 (3,3 contre 2,3). En 1985, la dette extérieure n'a augmenté que de 2 pour cent environ et, pour la première fois depuis bien longtemps, elle a diminué en valeur réelle.

8/ Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la détérioration des termes de l'échange a été de 16,5 pour cent pendant la période 1980-85.

9/ Entre 1976 et 1980, l'augmentation de l'endettement a été stimulée par la hausse rapide de la valeur des exportations (environ 20 pour cent) par rapport aux taux d'intérêt nominaux (environ 10 pour cent). Cela laissait une marge suffisante, même aux pays où le rapport entre la dette et les exportations était très élevé.

TABLEAU 2-2a AMERIQUE LATINE: QUELQUES INDICATEURS

AMERIQUE LATINE									
PAYS ET GROUPES DE PAYS	P O P U L A T I O N EN MILLIERS	CROISSANCE (% PAR AN)	PNB PAR HAB. (\$)	CROISSANCE PIB EN MONNAIE LOC. CONST. (% PAR AN)	EXPORT. TAUX DE CROISSANCE (%)	IMPORT. TAUX DE CROISSANCE (%)	EXPORT. IMPORT.		
	1984	71-80	83-84	71-80	80-82	71-80	80-84	80-84	80-84
MEXIQUE	77040	3.08	2.58	2740	6.39	3.62	10.52	6.56	16.55
BRESIL	132648	2.38	2.23	2170	7.87	-0.30	6.07	5.39	10.67
TRINITE-ET-TOBAGO	1105	0.29	1.19	6920	5.19	2.55	8.04	2.31	-11.78
CUBA	9966	1.24	0.64	1150	5.63	-5.73	8.57	4.65	11.83
COSTA RICA	2534	2.79	2.59	1240	1.78	1.63	3.98	3.87	2.52
JAMAIQUE	2290	1.48	1.42	860	0.39	2.01	-2.37	-6.53	-3.43
NICARAGUA	3162	3.00	3.47	1340	6.08	2.69	-1.39	-1.03	0.59
REP. DOMINICAINE	6101	2.60	2.35	2120	4.09	3.92	-0.43	3.88	-1.30
PANAMA	2134	2.46	2.15	1130	5.69	-1.44	-1.70	-0.33	-2.13
GUATEMALA	8165	3.10	2.94	660	4.53	-0.34	5.77	6.22	-1.25
HONDURAS	4232	3.47	3.40	700	3.98	-6.88	4.76	5.77	1.89
EL SALVADOR	5388	2.94	2.98	300	3.62	-1.11	4.90	4.53	-2.34
HAITI	6419	2.35	2.57				5.42	7.09	1.77
AM. CENTR. + CAR.	51496	2.36	2.29	1127	4.01	0.02	5.06	2.78	1.69
COLOMBIE	28110	2.17	2.16	1420	5.27	1.60	5.95	4.98	0.48
CHILI	11878	1.71	1.68	2190	1.58	-4.83	3.95	4.56	0.61
VENEZUELA	17819	3.61	3.26	4140	5.00	0.47	4.65	8.91	-0.54
PEROU	19197	2.74	2.63	1260	2.93	2.11	0.96	-2.21	8.58
EQUATEUR	9090	3.02	3.19	1610	8.70	2.84	12.24	9.22	4.44
BOLIVIE	6200	2.57	2.75	610	4.69	-5.22	5.94	5.68	-2.80
AM. ANDINE	92294	2.58	2.55	1970	4.42	0.33	4.70	6.18	0.92
ARGENTINE	30094	1.65	1.58	2070	2.12	-5.56	3.80	3.17	5.09
PARAGUAY	3576	3.32	3.00	1570	8.96	3.07	3.63	9.84	3.34
URUGUAY	2990	0.37	0.71	3400	3.55	-4.50	4.54	9.06	4.23
CONESUD	36660	1.68	1.65	2133	2.48	-5.16	3.87	4.16	4.94
AMERIQUE LATINE	390138	2.49	2.32	2120	5.93	0.20	5.58	5.08	6.57

NB: - Certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes ne figurent pas sur la liste
- Pour les groupes de pays, il s'agit de moyennes pondérées

TABLEAU 2-2b AMERIQUE LATINE: QUELQUES INDICATEURS

AMERIQUE LATINE															
TAUX DE CROISSANCE (% PAR AN)															
PAYS ET GROUPES DE PAYS	PROD. AGR. NETTE		EXPORT. AGR. (VALEUR REELLE)		PROD. VIVRIERE NETTE		IMPORT. ALIM. (VOLUME)		TERRES AGR. RAPPORTEES A LA POP. AGR. ACTIVE		PRODUCTIVITE TRAVAIL TERRE				
	71-80	80-84	71-80	80-84	71-80	80-84	71-80	80-84	80-83	71-80	83-84	71-80	80-84	71-80	80-83
MEXIQUE	3.26	1.30	-3.05	4.40	3.75	1.63	24.66	-3.59	0.10	0.79	0.16	2.85	1.96	3.61	1.01
BRESIL	3.72	2.82	0.78	4.68	4.89	3.06	18.07	-11.58	1.41	0.50	0.22	3.35	1.83	0.95	0.09
TRINITE-ET-TOBAGO	-4.15	-4.64	-8.19	-6.42	-4.11	-4.60	5.89	2.84	-0.52	0.18	0.96	-1.32	-3.43	-2.33	-2.95
CUBA	2.78	3.94	10.09	7.74	3.01	3.70	2.28	0.86	1.89	-1.37	-1.65	5.08	5.37	2.31	3.04
COSTA RICA	3.04	-0.13	2.82	1.89	3.12	-1.10	1.24	-4.18	0.87	1.88	1.12	1.19	-1.59	0.75	-3.03
JAMAIQUE	0.60	-0.31	-8.97	11.36	0.57	-0.48	0.46	1.37	1.55	-1.77	-0.96	2.84	0.86	0.23	-1.45
NICARAGUA	2.70	2.77	0.40	1.79	3.11	2.85	8.07	-5.12	-0.85	1.11	1.51	1.42	1.88	2.22	4.23
REP. DOMINICAINE	1.85	2.61	-4.68	1.41	1.65	3.34	7.75	-4.63	-0.34	1.53	1.34	0.70	1.44	-0.26	2.56
PANAMA	3.22	1.13	-5.94	3.37	3.14	1.03	1.98	-0.18	0.34	0.50	0.15	2.60	1.08	2.43	1.22
GUATEMALA	4.56	-2.00	6.02	-2.20	4.43	0.63	13.94	-13.46	-0.47	1.96	1.73	2.62	-3.19	3.26	-2.69
HONDURAS	2.64	2.34	5.74	-1.30	1.74	1.82	26.93	-22.95	-2.51	2.43	2.72	0.46	-0.24	1.24	2.53
EL SALVADOR	3.57	-1.57	6.03	-7.41	4.76	0.05	9.28	4.11	-1.82	2.04	1.91	1.77	-3.38	2.48	-3.82
HAITI	1.14	1.79	2.61	-2.90	1.44	1.46	13.31	-0.38	-0.49	1.32	0.86	-0.37	0.95	0.04	1.20
AM. CENTR. + CAR.	2.61	1.17	5.25	3.81	2.59	1.66	4.50	-0.61	-0.42	1.23	1.03	1.43	0.17	1.68	1.20
COLOMBIE	4.21	0.86	6.33	-0.83	4.15	0.83	4.96	4.42	0.99	-1.04	-0.73	5.43	1.59	2.95	0.37
CHILI	1.99	1.99	19.25	5.43	1.97	2.02	1.59	-6.17	0.30	0.02	-0.34	2.01	1.91	0.70	0.86
VENEZUELA	2.81	0.48	-6.64	17.33	3.03	0.47	15.16	-1.52	-0.19	0.97	0.10	3.49	1.38	3.70	1.33
PEROU	-0.03	3.59	-6.44	-0.25	-0.34	4.47	4.73	-1.62	0.03	1.11	0.97	-0.96	1.80	-1.51	1.02
EQUATEUR	2.77	-0.99	2.86	-2.86	2.79	-1.08	12.87	6.32	-1.94	1.67	2.00	1.01	-2.75	3.24	-2.52
BOLIVIE	2.58	-2.93	1.41	-23.38	2.81	-2.98	7.26	0.00	-1.41	1.35	1.58	1.42	-3.96	-0.76	-5.39
AM. ANDINE	2.68	1.04	4.20	-0.62	2.59	1.19	9.71	-1.43	-0.13	0.47	0.47	2.24	0.39	1.44	-0.41
ARGENTINE	3.88	2.76	2.32	7.65	3.84	2.72	1.80	-11.63	1.44	-0.86	-0.88	4.46	3.70	3.07	2.16
PARAGUAY	4.92	0.47	3.26	9.88	4.11	0.61	0.95	1.34	-2.17	2.76	2.43	3.33	-1.66	-2.71	0.88
URUGUAY	0.62	2.77	-2.44	0.90	0.82	2.87	-5.17	-4.74	1.59	-1.96	-1.61	2.42	3.94	0.20	4.31
CONESUD	3.76	2.65	2.01	7.24	3.70	2.63	0.73	-5.55	0.66	-0.14	-0.21	4.07	2.54	2.75	2.20
AMERIQUE LATINE	3.34	2.03	2.49	4.26	3.81	2.25	11.33	-3.40	0.49	0.65	0.38	2.73	1.31	1.90	0.74

NB: - Certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes ne figurent pas sur la liste.
- Pour les groupes de pays, il s'agit de moyennes pondérées

Le processus de rééchelonnement de la dette a été particulièrement actif entre le milieu de 1984 et la fin de 1985 mais, malgré les nombreux accords conclus et les conditions de remboursement plus favorables obtenues lors de la troisième série de rééchelonnements, les banques commerciales hésitent encore à augmenter sensiblement leurs prêts à la région.

La crise économique et l'agriculture

La crise économique a eu de profondes répercussions sur la production, la consommation et le commerce des produits alimentaires et agricoles, ainsi que sur le niveau de vie, notamment dans les campagnes.

A l'exception de quelques pays et produits, la croissance agricole a perdu beaucoup de son élan par rapport aux décennies précédentes. En moyenne annuelle, la production agricole a augmenté de 2 pour cent entre 1980 et 1984 et la production vivrière de 2,3 pour cent contre 3,3 et 3,8 pour cent par an respectivement dans les années 70. Ce n'est qu'en 1984 qu'une reprise tangible a eu lieu, avec une augmentation de 3,8 pour cent pour la production alimentaire et de 3,5 pour cent pour la production agricole. En 1985, le taux de croissance de la production alimentaire est retombé à 3,2 pour cent tandis que celui de la production agricole s'est maintenu à 3,6 pour cent.

Rares sont les pays d'Amérique latine à avoir été épargnés. Les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes ainsi que les pays andins ont été particulièrement touchés: la croissance de leur production agricole a diminué de plus de moitié par rapport aux années 70. Les résultats ont été également décevants en ce qui concerne le commerce extérieur: de 1977 à 1982, la valeur réelle des exportations agricoles a baissé, de sorte que leur pouvoir d'achat représentait en 1982 à peine 80 pour cent de celui du milieu des années 70. Toutefois, il y a eu une nette reprise en 1983 et 1984, notamment dans plusieurs grands pays exportateurs tels que l'Argentine, le Brésil, le Mexique et le Venezuela. En revanche, la majorité des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes ainsi que des pays andins ont vu s'éroder de plus en plus vite le pouvoir d'achat de leurs exportations agricoles de 1980 à 1984.

L'Amérique latine a souffert de conditions météorologiques particulièrement défavorables. Les catastrophes naturelles provoquées par El Niño ont largement contribué au tassement de la production des pays andins, particulièrement de la Bolivie, de l'Equateur et du Pérou en 1982 et 1983. Les graves inondations de 1981-82 sont partiellement responsables des lourdes pertes de production des Caraïbes, du Venezuela et du Paraguay. En 1985, une sécheresse prolongée dans le nord-est du Brésil et des inondations en Argentine ont dévasté les cultures de maïs et de blé. Le tremblement de terre de Mexico et l'éruption volcanique qui a frappé la Colombie dans les derniers mois de 1985 ont gravement perturbé les approvisionnements alimentaires. Néanmoins, ces conditions climatiques particulièrement défavorables ainsi que les catastrophes naturelles n'expliquent pas tout. Les facteurs socio-économiques régissant l'offre et la demande intérieures et extérieures ont joué un rôle également important.

En ce qui concerne la demande intérieure, le secteur agricole a souffert de la dégradation des revenus réels et du pouvoir d'achat de la population. Le revenu par habitant n'a cessé de baisser de 1982 à 1984 avant de se stabiliser à un niveau tout juste égal à celui du milieu des années 70. On manque encore de données complètes sur l'évolution récente de la consommation alimentaire, mais il est d'ores et déjà certain qu'elle s'est beaucoup ressentie, quantitativement et qualitativement, de la baisse des revenus ainsi que de la compression des importations, mentionnée plus haut 10/.

10/ Au Costa Rica, par exemple, on a constaté que le niveau de production jugé nécessaire en 1980 pour parvenir à l'autosuffisance en riz s'est révélé excessif en 1985 en raison de la contraction de la demande.

La demande extérieure a été freinée par la stagnation de l'activité économique dans les pays industriels et par la montée du protectionnisme. En 1981 et 1982, les exportations agricoles, qui avaient beaucoup contribué à la croissance de la région entre 1975 et 1980, ont beaucoup diminué en valeur et n'ont repris que partiellement en 1983.

En ce qui concerne l'offre, les gouvernements ont adopté des politiques budgétaires et monétaires restrictives qui les ont conduits à réduire considérablement leur appui à la production. Dans plusieurs pays, notamment l'Argentine, le Costa Rica, le Chili et Panama, les dépenses publiques dans le secteur agricole ont beaucoup diminué en valeur réelle entre 1978 et 1982 11/. Les effets sur la production de telles restrictions budgétaires sont difficiles à évaluer, mais un certain nombre d'études et d'observations empiriques donnent à penser que l'impact des dépenses publiques sur les résultats agricoles de la région est considérable 12/.

Les agriculteurs, qu'ils pratiquent la culture vivrière ou travaillent pour l'exportation, se sont trouvés de plus en plus pris en étau entre les coûts qu'ils doivent payer et les prix qui leur sont versés. L'étude de 10 pays de la région 13/ fait apparaître une nette détérioration globale des prix réels à la production, tant pour les céréales que pour les produits agricoles d'exportation, de 1981 à 1983. Dans ces pays, les prix des céréales à la production ont stagné ou diminué entre 1978-80 et 1981-83 (sauf au Costa Rica); en République dominicaine, ils accusaient une baisse de 43 pour cent en 1981-83 (en valeur réelle) par rapport au début des années 70. Pour les producteurs de produits agricoles d'exportation, plus directement exposés à un environnement économique défavorable, les années 1981-83 ont été catastrophiques; cela a notamment été le cas en Argentine, au Brésil, en Colombie, en République dominicaine, en Equateur et au Pérou.

Le renchérissement des intrants n'a fait qu'exacerber les difficultés des producteurs. Il est en grande partie à l'origine de la diminution de la consommation d'engrais qui est tombée de 9,4 kg à 7,9 kg par hectare de terre agricole entre 1979 et 1983. Au Venezuela, par exemple, le prix de l'urée a augmenté, en dollars, de près de 260 pour cent entre 1980-81 et 1982-83.

Le renchérissement des coûts a également freiné la mécanisation. Le nombre de tracteurs utilisés dans la région est passé de 920 000 à 955 000 de 1981 à 1983. L'augmentation a donc été en moyenne de quelque 16 000 unités par an, soit nettement moins qu'au cours des cinq années précédentes (26 000 par an). L'accroissement du nombre de tracteurs importés dans la région pendant la période 1980-82 a été faible (3 pour cent par an) et est surtout dû à un petit nombre de pays, en particulier le Venezuela et le Mexique. Dans d'autres pays, où le degré de mécanisation est relativement élevé (Argentine, Cuba, Chili et Colombie), le nombre de tracteurs est resté inchangé ou a même diminué entre 1980 et 1983.

En ce qui concerne l'utilisation de semences améliorées, certains progrès encourageants ont été enregistrés pendant les années 1980 dans le cas du maïs, avec l'introduction progressive de variétés hybrides. L'emploi de ces variétés a permis d'améliorer les rendements de 20-100 pour cent, notamment en Argentine et au Chili. Toutefois, là encore, les coûts ont limité la diffusion de ces variétés améliorées, notamment dans les petites et moyennes exploitations.

11/ FAO, Dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans les pays en développement, 1978-1982, ESP, Rome, 1984.

12/ Victor Elias, "Government Expenditures in Agriculture and Agricultural Growth in Latin America", Rapports de recherche N° 23 et 50, IFPRI, 1981 et 1985.

13/ Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Costa Rica, Equateur, Jamaïque, Mexique, Pérou et République dominicaine.

Politiques du secteur public

Deux caractéristiques contradictoires ont marqué les politiques et programmes agricoles pendant les années 80. D'un côté un certain nombre de mesures laissent à penser que l'on a donné une plus grande priorité à l'agriculture qu'à d'autres secteurs. De l'autre, les politiques restrictives concernant la monnaie, le budget et les revenus ont réduit l'ampleur et l'impact de l'appui de l'Etat aux activités liées à l'agriculture.

Plusieurs facteurs ont contribué à la "redécouverte" de l'agriculture: sur le plan intérieur, les tensions politiques et sociales croissantes provoquées par la cherté des aliments, la malnutrition et la stagnation des revenus dans les zones de culture pluviale les plus déshéritées; sur le plan extérieur, le besoin impérieux de développer la production pour réduire les importations alimentaires et se procurer des devises. En outre, comme l'agriculture a été moins touchée par la crise économique que d'autres secteurs, on en a conclu que c'est la source la plus fiable de croissance, d'emplois et de devises ^{14/}. Vu le décalage en général observé entre les prix des produits alimentaires et les autres prix, l'agriculture a même semblé parfois avoir une influence modératrice sur le taux global d'inflation de la région. L'importance nouvelle accordée à l'agriculture est manifeste dans beaucoup de déclarations officielles et programmes d'action sectoriels, par exemple: les mesures ambitieuses prises au Mexique dans le cadre du Sistema Alimentario Mexicano (SAM) et du Programa Nacional de Alimentación (PRONAL); le Programme de retour à la terre au Costa Rica; les initiatives audacieuses prises récemment en Equateur, qui mettent l'accent sur le rôle des entreprises agricoles.

Malheureusement, ces bonnes intentions se sont heurtées à un environnement économique défavorable. Tout en restant très interventionnistes, les gouvernements ont été obligés de réduire considérablement leurs subventions aux programmes de développement agricole et de distribution alimentaire, de limiter leur intervention dans le domaine de la commercialisation et des prix, et de réviser en baisse leurs plans d'investissement.

L'intervention de l'Etat peut prendre de multiples formes dans les pays de la région (intervention dans le domaine de la commercialisation et des prix, subvention des intrants et du crédit, appui à la production d'intrants, participation financière et technique aux programmes de recherche, de vulgarisation, d'investissement dans l'irrigation, la mise en culture de nouvelles terres, etc.). Entre 1976 et 1980, elle a été très répandue et s'est souvent accompagnée de gros investissements, y compris des projets à long terme. Malgré d'importants programmes d'aide sociale et de développement rural en faveur de la petite agriculture, les politiques d'incitation économique, notamment en ce qui concerne les prix, l'approvisionnement en intrants et le crédit, ont profité avant tout aux grandes exploitations commerciales modernes.

^{14/} La production agricole de l'Amérique latine a augmenté de 2 pour cent par an entre 1980 et 1984, alors que la croissance du PIB a été presque nulle. Les recettes tirées des exportations agricoles ont stagné, tandis que la valeur des exportations totales de marchandises a diminué d'environ 1 pour cent par an pendant la même période.

Cette distorsion s'est peut-être encore aggravée dans les années 1980. L'agriculture moderne, axée sur l'exportation et considérée comme un élément déterminant de la bataille pour le redressement économique et l'équilibre du commerce extérieur, a absorbé une grande partie des ressources de l'Etat et a profité de la libéralisation des politiques de change. Les petits exploitants ont été les perdants. Un petit nombre de pays seulement, dont le Mexique, la Colombie, l'Equateur et le Costa Rica, ont appliqué avec une certaine énergie des programmes intégrés de développement rural. Les plans de développement rural assortis de dispositions spéciales en faveur des petits agriculteurs, comme au Nicaragua et au Panama, ont été des initiatives isolées.

Comme c'est habituellement le cas en période de crise, les changements d'orientation ont souvent été une réaction à des problèmes au jour le jour nécessitant une attention immédiate. Des considérations à court terme - nécessité d'ajustements et besoin de stabilisation - l'ont souvent emporté sur les objectifs à long terme de développement économique et social. Un certain nombre de plans et programmes alimentaires ont été lancés, particulièrement depuis 1983-84, mais, par leur nature et leur portée, ils ont davantage visé à parer au plus pressé - par exemple, réduire les tensions sociales et les pressions inflationnistes - qu'à améliorer durablement la nutrition et les conditions de vie.

Les politiques agricoles ont été conditionnées dans une large mesure par les changements politiques et économiques profonds qui ont eu lieu entre 1980 et 1985. Dans l'ensemble, les politiques macro-économiques semblent s'être orientées vers des formes modérées de libéralisme. Alors que certains pays comme l'Argentine, le Chili, le Pérou et l'Uruguay ont cessé d'appliquer avec rigidité des politiques monétaires néolibérales, plusieurs autres, notamment le Brésil, le Mexique et l'Equateur, ont laissé plus de champ aux forces du marché.

Au plan extérieur, l'assouplissement progressif des politiques de change a été un changement important. Le système traditionnel de taux de change rigides, avec mini-dévaluations et taux de change parallèles, a cédé la place à un système plus souple d'ajustements, de réalignements plus audacieux et d'élimination des taux de change préférentiels pour certains articles importés. Ces mesures ont indubitablement eu un effet bénéfique sur la compétitivité et les revenus des exportateurs de produits agricoles ainsi que sur la balance des paiements des pays exportateurs. Les dévaluations et autres mesures visant à limiter les importations ont peut-être aussi créé des conditions propices à une augmentation de la production agricole. Toutefois, à court terme, la forte diminution des importations alimentaires, qui ont baissé de plus de 3 pour cent par an en volume pendant la période 1980-84, a contribué à des pénuries alimentaires aiguës et à des troubles intérieurs, comme par exemple en Bolivie, en République dominicaine et au Pérou. Par ailleurs, le manque d'intrants importés et leur prix élevé ont fait augmenter les coûts de production; c'est peut-être ce qui a le plus contribué à la stagnation des rendements et à la baisse des revenus agricoles.

3. PROCHE-ORIENT ^{15/}

Evolution générale de l'économie

Au début des années 80, l'économie et l'agriculture du Proche-Orient ont souffert des guerres et désordres civils ainsi que des fortes fluctuations des prix du pétrole. Comme les prix de l'or noir, qui ont beaucoup augmenté en 1979-80 avant de chuter brutalement, les recettes d'exportation des pays exportateurs de pétrole de la région et les fonds envoyés aux pays exportateurs de main-d'oeuvre par les travailleurs expatriés ont tout d'abord augmenté puis diminué. En valeur réelle, les importations de marchandises ont progressé deux fois moins vite qu'en 1971-80, et le revenu national quatre fois moins vite, de sorte que le revenu par habitant a diminué (Tableau 2-3a, 2-3b).

Les effets de la baisse des recettes pétrolières ont varié selon les pays. Les pays à haut revenu dont l'économie repose sur le pétrole ont vu s'inverser brutalement la position de leur balance courante mais ont pu financer le déficit de leur budget et de leur balance des paiements grâce à leurs excédents antérieurs. La baisse de leurs recettes d'exportation a eu peu d'incidence sur les dépenses publiques consacrées à des biens et services dont dépend directement le bien-être de la population (services sanitaires, subventions alimentaires, aide au logement). En revanche, des signes d'austérité sont apparus dans leurs budgets d'investissements, et beaucoup de grands projets de construction ont été annulés ou différés.

Le ralentissement observé dans le secteur de la construction et la contraction de la demande d'autres services ont forcé beaucoup de travailleurs immigrés à rentrer au pays. L'évolution de la croissance démographique des pays importateurs et exportateurs de main-d'oeuvre en témoigne. Ainsi, en 1983-84, la population des Emirats arabes unis - pays importateurs de main-d'oeuvre - s'est accrue trois fois moins vite que durant la période 1971-80, alors que la croissance démographique a augmenté d'un tiers en République arabe du Yémen, pays traditionnellement exportateur de main-d'oeuvre.

Le ralentissement de l'activité économique dans les pays pétroliers s'est donc soldé par une diminution du nombre de travailleurs expatriés et, partant, de leurs envois de fonds, de sorte que ses effets se sont fait sentir dans tout le Proche-Orient et même dans l'ensemble du monde musulman. Les pays les plus touchés ont évidemment été ceux qui comptaient le plus sur ces envois de fonds pour financer leur déficit commercial, par exemple l'Egypte, la Jordanie et la République arabe du Yémen.

Le coût des guerres qui font rage dans le Golfe et dans d'autres parties de la région a aggravé les problèmes économiques, notamment en Iran et en Iraq. Les dépenses militaires ont pris le pas sur l'investissement, la conscription a désorganisé le marché du travail, et une bonne part de la capacité industrielle a été détruite. Au Liban, la guerre et notamment l'incursion israélienne de 1982 ont porté un coup très dur à la base industrielle du pays et provoqué des exodes de population et de capitaux. Le PIB réel a baissé de 6 à 7 pour cent par an durant les années 70, et on estime, sans que cela puisse être confirmé, qu'il a encore baissé de 40 pour cent de 1980 à 1984. Le conflit du Liban a également

^{15/} Egypte, Jamahiriya arabe libyenne, Soudan, Afghanistan, Bahreïn, Chypre, Iran, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, Royaume d'Arabie saoudite, République arabe syrienne, Turquie, Emirats arabes unis, République arabe du Yémen et République démocratique populaire du Yémen.

TABLEAU 2-3a PROCHE-ORIENT: QUELQUES INDICATEURS

PAYS ET GROUPES DE PAYS	PROCHE-ORIENT									
	P O P U L A T I O N		CROISSANCE		CROISSANCE PIB		CROISSANCE		IMPORT. EXPORT.	
	EN MILLIERS	(% PAR AN)	(% PAR AN)	(% PAR AN)	PAR HAB. (\$)	EN MONNAIE LOC. CONST. (% PAR AN)	71-80	80-82	71-80	80-84
EA.U.	1255	16.17	4.93	13.03	24080	-9.33	21.56	26.85	-5.13	2.67
KOWEÏT	1703	6.34	5.19	2.39	19610	-3.77	9.11	14.88	-10.59	7.89
BAHREÏN	414	4.72	4.28	7.83	9860	5.50	14.09	14.17	-0.94	3.06
OMAN	1181	4.23	4.42	6.29	6370	3.20	18.49	17.98	7.52	16.14
QATAR	291	8.33	3.56	...	22060	...	15.75	21.42	-5.31	-0.18
PAYS A HAUT REV.	4844	7.44	4.76	7.38	16820	-5.03	14.18	19.05	-5.61	5.41
LIBYE	3471	4.13	3.86	4.23	8430	-8.91	9.22	9.68	-11.36	6.81
ARABIE SAOUDITE	10824	4.90	3.87	10.01	15820	4.65	22.57	34.77	-16.92	12.84
IRAN	43799	3.16	3.05	...	...	...	6.71	8.25	9.95	-3.31
IRAQ	15158	3.54	3.44	12.29	...	...	21.57	19.77	-14.23	-0.66
PAYS EXP. DE PETR.	73252	3.51	3.29	7.03	14025	1.02	16.82	18.82	-13.33	6.65
CHYPRE	659	0.24	1.23	4.66	3900	3.48	3.99	2.53	5.29	8.08
TURQUIE	48811	2.30	2.40	5.29	1360	4.63	0.68	5.69	28.13	12.40
SYRIE	10189	3.45	3.82	9.82	1680	1.00	11.57	13.12	2.98	4.79
LIBAN	2644	0.61	0.34	-6.58	...	...	-1.91	-0.80	-2.93	4.19
JORDANIE	3375	2.25	3.94	10.75	1690	6.69	18.91	15.95	5.92	7.63
PAYS A REV. MOYEN	65678	2.35	2.60	5.37	1455	4.20	3.57	6.42	14.89	8.49
EGYPTE	45657	2.31	2.52	7.80	670	8.08	-1.00	9.65	3.19	24.35
YEMEN (REP. AR.)	6386	1.90	2.47	8.49	500	5.57	0.74	36.00	19.87	-0.93
SOUDAN	20945	3.05	2.86	7.29	430	3.68	-6.55	3.70	5.35	-1.55
YEMEN (DEM.)	2066	2.22	2.79	10.06	470	0.82	4.94	11.74	1.55	5.36
AFGHANISTAN	14292	1.58	0.45	3.89	...	...	4.94	4.52	12.93	15.42
PAYS A BAS REV.	89346	2.31	2.27	7.35	583	6.70	-0.82	10.56	4.56	14.59
PROCHE-ORIENT	233120	2.75	2.73	6.76	2611	1.67	14.72	15.13	-9.69	7.55

NB: - Pour les groupes de pays, moyennes pondérées

TABLEAU 2-3b PROCHE-ORIENT: QUELQUES INDICATEURS

PROCHE-ORIENT

TAUX DE CROISSANCE (% PAR AN)

PAYS ET	PROD. AGR.		EXPORT. AGR.		PROD. VIVRIERE		IMPORT. ALIM.		TERRES AGR.		POP. AGR. ACTIVE		TRAVAIL		PRODUCTIVITE	
	NETTE		(VALEUR REELLE)		NETTE		(VOLUME)		A LA POP.		71-80		71-80		TERRE	
	71-80	80-84	71-80	80-84	71-80	80-84	71-80	80-84	80-83	83-84	71-80	83-84	71-80	80-84	71-80	80-83
GROUPES DE PAYS	71-80	80-84	71-80	80-84	71-80	80-84	71-80	80-84	80-83	83-84	71-80	83-84	71-80	80-84	71-80	80-83
E.A.U.	...	...	21.23	-13.57	...	...	26.74	0.88	-0.16	14.49	3.45	...	...	...	...	...
KOWEÏT	...	...	2.21	-3.35	...	...	10.32	6.89	18.15	3.67	3.72	...	...	...	...	...
BAHREIN	...	...	-22.22	-2.19	...	...	7.97	3.71	-3.02	3.21	2.80	...	...	...	...	...
OMAN	...	...	47.75	21.34	...	...	19.46	16.14	-1.97	2.72	2.94	...	...	...	...	...
QATAR	...	...	-9.70	...	...	...	11.69	3.47	9.62	6.77	2.09	...	...	...	...	...
PAYS A HAUT REV.	...	...	9.51	-7.30	...	...	16.34	5.25	-0.12	6.89	3.01	...	...	...	...	...
LIBYE	6.86	4.36	-11.72	...	6.99	4.44	10.88	0.79	4.97	-3.73	-4.57	10.49	10.91	6.11	7.28	...
ARABIE SAOUDITE	3.13	18.91	15.82	-12.53	3.10	19.06	20.53	11.23	-1.82	3.25	2.26	3.50	21.57	4.59	22.27	...
IRAN	3.72	1.54	-13.55	-7.89	4.17	1.41	15.13	12.25	-0.97	0.85	0.94	3.09	1.03	6.34	4.86	...
IRAQ	0.87	-1.21	-8.23	-2.40	1.16	-1.59	17.21	7.96	-1.59	1.52	1.53	0.60	-1.28	1.28	3.69	...
PAYS EXP. DE PETR.	3.34	3.07	-10.41	-7.54	3.69	3.00	16.13	9.80	-1.12	1.33	1.18	2.86	4.70	5.15	5.60	...
CHYPRE	0.34	-0.42	-3.51	6.96	2.68	6.70	2.44	8.61	-0.25	-0.52	0.33	1.18	2.03	0.65	2.03	...
TURQUIE	3.38	1.97	-1.78	8.70	0.35	-0.40	-2.30	20.63	-1.95	-0.57	-0.76	3.89	3.08	3.07	4.94	...
SYRIE	8.35	0.30	-6.22	16.62	3.60	1.94	4.57	15.32	-2.91	2.28	2.77	5.85	-3.25	9.06	1.44	...
LIBAN	-0.80	-1.19	-2.11	-9.51	10.04	-0.61	5.19	-3.72	7.31	-5.74	-6.83	5.82	6.59	0.78	-1.09	...
JORDANIE	2.73	6.64	15.02	-10.88	-0.36	-1.11	11.17	2.65	0.93	-0.85	0.85	4.30	7.80	2.83	14.97	...
PAYS A REV. MOYEN	3.68	1.80	-2.14	7.40	0.78	-0.13	5.00	7.79	-1.90	-0.37	-0.48	4.05	2.65	3.98	4.40	...
EGYPTE	1.03	0.76	-12.84	4.80	1.28	2.14	16.81	8.30	-1.55	1.63	1.84	0.10	-0.30	3.80	1.43	...
YEMEN (REP. AR.)	1.82	-0.91	-0.39	-32.21	1.91	-0.97	24.31	5.94	-1.26	0.79	1.44	1.05	-2.20	1.66	-3.56	...
SOUDAN	1.86	4.71	-6.95	4.31	3.45	2.93	3.22	-7.36	-1.74	2.02	1.79	0.05	2.71	1.46	6.28	...
YEMEN (DEM.)	0.97	1.03	-5.14	-2.91	1.22	0.57	8.28	6.00	-0.12	0.57	1.21	0.63	0.18	0.04	1.09	...
AFGHANISTAN	2.44	1.11	4.73	-3.07	2.36	1.24	-1.28	2.27	1.71	0.61	-0.30	1.72	2.82	2.33	1.09	...
PAYS A BAS REV.	1.43	2.01	-8.92	3.17	2.06	2.27	15.73	6.76	-0.71	1.39	1.23	0.59	1.20	2.00	3.46	...
PROCHE-ORIENT	3.10	2.09	-5.21	4.85	1.65	1.03	14.42	8.28	-1.20	0.81	0.64	2.27	2.42	3.74	4.47	...

NB: - Pour les groupes de pays, moyennes pondérées.

représenté un fardeau militaire pour la Syrie. L'Afghanistan et le Soudan sont eux aussi en proie à des conflits depuis 1979. Ces deux pays n'ont évité la faillite que grâce à de gros apports de capitaux étrangers et, dans le cas du Soudan, à un réaménagement de la dette.

Effets sur l'agriculture

Les problèmes économiques du Proche-Orient se sont répercutés sur l'offre et la demande de produits alimentaires et agricoles. Durant les années 70, la population de la région s'est accrue à un rythme rapide (2,7 pour cent par an, compte tenu de l'immigration) et les revenus par habitant ont augmenté d'environ 4 pour cent par an. La demande de produits alimentaires et notamment de produits de l'élevage a de ce fait beaucoup progressé. Dans la plupart des pays exportateurs de pétrole, le régime alimentaire s'est modifié: la part des céréales a diminué au profit de la viande et des produits laitiers. On estime ainsi que la demande régionale de viande a augmenté de près de 6 pour cent par an durant les années 70. L'urbanisation a également fait évoluer les goûts des consommateurs qui se sont tournés vers des aliments nouveaux et plus commodes. Entre 1970 et le début des années 80, le rythme moyen de l'urbanisation a été de l'ordre de 8 pour cent par an dans neuf pays exportateurs de pétrole, à haut revenu ou à revenu moyen.

La majorité des pays du Proche-Orient ont mené des politiques natalistes ou ont négligé les problèmes démographiques et, au début des années 80, la population de la région a continué à augmenter au même rythme que durant la période 1971-80 - bien qu'avec des différences sensibles selon les pays - ce qui a stimulé la demande, mais la stagnation ou la diminution des revenus par habitant ainsi que les mesures d'austérité qui ont frappé les programmes de subvention alimentaire ont déprimé la demande effective. Toutefois, c'est essentiellement dans les pays exportateurs de pétrole à haut revenu que les revenus ont baissé. Dans les pays non pétroliers, qui regroupent les deux tiers de la population de la région, le revenu par habitant a continué à augmenter, mais plus lentement qu'auparavant. Globalement, la demande alimentaire a progressé moins vite que dans les années 70.

Ce sont les importations qui se sont le plus ressenties du ralentissement de la demande. Dans les années 70, les importations d'aliments, tant pour l'homme que pour l'animal, ont augmenté rapidement pour les raisons suivantes: manque de dynamisme de la production vivrière locale, et notamment de celle de céréales; expansion rapide du secteur de l'élevage, de plus en plus tributaire des importations d'aliments pour animaux; demande croissante, favorisée dans certains cas par de fortes subventions. En valeur, les importations alimentaires (à l'exclusion du poisson) ont plus que doublé de 1975 à 1981, passant de 9,3 à 21,6 milliards de dollars. En volume, elles ont augmenté en moyenne de plus de 14 pour cent par an entre 1970 et 1981, et, dans les pays exportateurs de pétrole, de plus de 16 pour cent par an, de sorte qu'elles ont quadruplé en dix ans.

La croissance du volume des importations alimentaires est tombée à 8 pour cent par an durant la période 1980-84. Le ralentissement a été particulièrement marqué dans les pays exportateurs de pétrole à haut revenu: leurs importations alimentaires ont en effet augmenté trois fois moins vite que dans les années 70. Cela dit, les importations de vivres ont continué à progresser plus vite que dans d'autres régions en développement. Elles se sont accrues rapidement au début des années 80 dans deux pays à revenu moyen, la Turquie et la Syrie.

Si les importations alimentaires - qui incluent les produits d'alimentation animale - ont continué à augmenter relativement vite, c'est en partie parce que le développement de l'élevage et de l'aviculture est un objectif commun à tous les pays de la région. Le besoin d'aliments importés pour animaux s'accroît au fur et à mesure que le cheptel augmente car la production locale n'arrive pas à suivre la demande. Beaucoup de pays ont dû

subventionner les aliments pour animaux afin que la production locale de viande soit compétitive vis-à-vis des importations. En raison de ces subventions et de l'essor de la demande de produits de l'élevage, le volume des importations de céréales fourragères a rapidement augmenté, et les importations d'orge, de sorgho et de maïs n'ont cessé de s'accroître durant la récession de 1980-83.

La région n'a guère réduit sa dépendance à l'égard de l'étranger pour son approvisionnement alimentaire, même si la croissance de ses importations de vivres a un peu ralenti ces dernières années. En valeur, les produits alimentaires entrent encore pour 40-50 pour cent dans les importations de l'Egypte et pour environ 15 pour cent dans celles de l'Arabie saoudite.

La production vivrière de la région n'a pas réussi à suivre l'évolution de la demande. Par an, la production vivrière nette s'est accrue de moins de 2 pour cent durant les années 70 et d'environ 1 pour cent de 1980 à 1984. Sa croissance, bien que rapide dans certains pays tels que l'Arabie saoudite, la Libye ou Chypre, a été inférieure à celle de la population. La production de céréales, en particulier, a stagné et elle a en outre été très instable. En revanche, la production de l'élevage, stimulée par l'importance croissante des produits carnés dans la demande alimentaire, a augmenté de 3 à 4 pour cent par an. Toutefois, une bonne partie de cette expansion n'a été rendue possible que par l'importation de techniques et de produits d'alimentation animale. Ainsi, l'Arabie saoudite a produit un excédent de viande en 1984, alors que sa production de sorgho était en baisse; ses importations de céréales fourragères n'ont donc cessé d'augmenter, dépassant les 4 millions de tonnes.

On note de fortes fluctuations de la production dans les pays de la région. En Syrie, l'agriculture a souffert de la sécheresse durant une grande partie de 1984. La production agricole nette de l'Egypte a augmenté en moyenne de 1 pour cent seulement, voire moins, bien que sa récolte de céréales ait été nettement en hausse en 1982. L'Arabie saoudite a beaucoup augmenté sa production de blé, qui est passée de 3 000 tonnes au début des années 70 à 1,3 million de tonnes en 1984, soit à peu près le double de ses besoins mais elle n'a obtenu ce résultat que par des subventions très coûteuses: les prix d'achat locaux sont plusieurs fois supérieurs aux cours mondiaux. La production, notamment la production végétale, a beaucoup fluctué en Jordanie, en Syrie et en Libye où les précipitations sont très irrégulières et dont seulement 10 pour cent environ des terres arables sont irriguées. Dans ces pays, l'indice d'instabilité de la production céréalière a été de 25 pour cent durant la période 1969-84. En revanche, en Egypte, toutes les terres arables sont irriguées et les rendements sont en général stables.

Politiques du secteur public

Les alarmes suscitées dans les années 70 par la diminution du taux d'autosuffisance alimentaire de la région ont encore été avivées par la crise économique du début des années 80. Dans beaucoup de pays de la région, l'état nutritionnel de la population est nettement supérieur à celui d'autres régions en développement. Toutefois, la question de la viabilité à long terme de politiques alimentaires à base de subventions et d'importations a commencé à se poser. L'accent a été mis sur l'agriculture, premièrement pour diversifier l'économie et, deuxièmement, parce que les ressources agricoles, à la différence du pétrole, sont renouvelables.

Ces dernières années, des mesures ont été prises dans trois domaines pour redresser la situation. Premièrement, on a procédé à un réexamen des subvention alimentaires et des incitations à la production agricole, ce qui a aussi conduit à se pencher sur le rapport coût/efficacité des offices parapublics de commercialisation agricole.

La récession mondiale de 1980-83, la chute des prix du pétrole et le maintien à un haut niveau des taux réels d'intérêt sur les marchés financiers internationaux ont fait augmenter le coût d'opportunité des politiques destinées à atténuer l'effet des fluctuations des cours mondiaux des produits agricoles sur les prix locaux à la production et à la consommation. La nécessité d'ajustements s'est notamment manifestée dans les pays où le ratio de la dette extérieure au PIB et aux recettes d'exportation est particulièrement élevé. Par exemple, la Turquie, en proie à une crise financière à la fin des années 70, a procédé à toute une série d'ajustements structurels: dévaluations, abaissement des barrières tarifaires, réduction des subventions, renforcement des mesures d'incitation en faveur de l'agriculture, notamment pour les produits agricoles d'exportation. A la suite de ces changements, les exportations agricoles de la Turquie, qui avaient baissé, en valeur réelle, de près de 2 pour cent par an dans les années 70, ont augmenté de quelque 9 pour cent par an entre 1980 et 1984. Ce pays est ainsi devenu un gros exportateur de céréales, de légumes et de produits de l'élevage dans d'autres pays du Proche-Orient.

Les subventions à la consommation sont en général destinées à améliorer la nutrition des ménages les plus pauvres mais elles sont souvent inutilement coûteuses, faute d'être assez sélectives. Ainsi, tous les Egyptiens bénéficient des subventions sur le pain, ce qui explique en partie que la ration calorique soit aussi élevée dans ce pays par rapport au revenu par habitant. A la fin des années 70, la part de ces subventions alimentaires dans les dépenses publiques de l'Egypte était de 17 pour cent.

Il n'est pas facile de réduire les subventions alimentaires car on risque de se heurter à de violentes manifestations de mauvaise humeur. En conséquence, plusieurs pays de la région, dont l'Egypte, ont renoncé à relever le prix des aliments de base. Dans d'autres pays, on prend peu à peu l'habitude de relever chaque année les prix nominaux proportionnellement à la hausse des coûts, mais il est rare que le prix réel augmente. Il n'est pas non plus facile de mieux cibler les subventions. On a souvent préconisé le recours à des enquêtes sur les ressources de la population, mais cela implique de gros frais administratifs et risque de poser des problèmes politiques.

Dans les pays exportateurs de pétrole à haut revenu, les subventions à la consommation ne représentent qu'une petite partie des dépenses publiques. Par ailleurs, les subventions à la production ne pèsent pas encore exagérément sur l'économie nationale et, bien souvent, elles servent à transférer des ressources aux ruraux qui constituent la masse de la population.

Deuxième type de mesures: on a fait une place accrue à l'agriculture dans les plans nationaux et les investissements. Ainsi, de 1975 à 1980, les dépenses prévues en faveur de l'agriculture ont plus que triplé en Algérie tandis qu'elles ont doublé en Libye et plus que décuplé en Arabie saoudite. Dans d'autres cas, cependant, la part de l'agriculture dans les dépenses totales n'a pas augmenté et, de plus, les dépenses réelles ont été inférieures à ce qui était prévu.

Enfin, et en rapport avec le point précédent, les pays à excédent de capitaux se sont lancés dans la création de coentreprises et dans des programmes conjoints de développement de l'agriculture avec les pays qui ont un grand potentiel agricole. Toute une série de propositions d'investissement ont été présentées depuis le milieu des années 70 sous les auspices d'organisations telles que la Ligue des Etats arabes ou l'Autorité arabe pour les investissements et le développement agricoles (AAID) 16/.

16/ Voir Strategies for Agricultural Investment in the Near East, NERC 84/85, présenté à la 17ème Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient en mars 1984.

Dans les pays à bas revenu ou à revenu moyen, le renchérissement des importations améliore la rentabilité des investissements agricoles par rapport aux investissements dans d'autres secteurs. Une bonne partie des investissements agricoles de la région sont consacrés à des projets d'irrigation; l'expansion des superficies irriguées est sans nul doute une nécessité à long terme, mais en période d'austérité financière, la remise en état des réseaux existants rapporte plus et plus vite. Les nouvelles techniques qui permettent de réduire les pertes dues à l'évaporation et la salinité des sols sont particulièrement importantes.

Toutefois, cet effort d'investissement s'est soldé par beaucoup de projets capitalistiques, notamment dans le secteur de l'élevage, où on emploie des techniques qui exigent de grosses importations d'aliments pour animaux ainsi de la main-d'oeuvre qualifiée. L'identification, la préparation et l'évaluation des projets nécessitent elles aussi du personnel qualifié et expérimenté.

Dans toute la région, un accroissement des ressources consacrées à l'amélioration des races locales comporterait moins de risques que les projets "clés en main" qui sont tributaires de l'étranger (races exotiques, produits vétérinaires, aliments pour animaux, techniciens expatriés). Le développement des ressources fourragères locales - herbages et céréales - permettrait d'économiser de précieuses devises, d'augmenter les revenus agricoles et de favoriser l'intégration des marchés ruraux et urbains.

La situation financière de beaucoup de pays de la région, notamment des pays à bas revenu, entrave les investissements agricoles, même les plus essentiels. Plusieurs propositions ont été émises dans les années 70 pour favoriser les investissements des pays à excédent de capitaux dans les pays voisins à fort potentiel agricole, mais elles n'ont guère eu de suites jusqu'à présent. La plupart de ces propositions restent à l'étude, mais les progrès sont lents.

On parle beaucoup d'intégration économique régionale depuis 20 ans, mais, là aussi, peu de progrès ont été faits. Pourtant, si l'on favorisait le commerce intrarégional, les perspectives s'amélioreraient dans bien des domaines, et notamment celui des investissements agricoles et de la coordination.

La marge de manoeuvre de pays du Proche-Orient s'est réduite au cours des années 80. Alors qu'il leur faut de plus en plus s'affranchir des importations alimentaires et diversifier leur économie, la baisse des recettes pétrolières limite les ressources dont ils disposent pour stimuler la production et l'investissement.

La stratégie de développement a donc été réexaminée et, au lieu de continuer à investir massivement dans des techniques et intrants importés, on s'oriente de plus en plus vers des projets plus modestes, entrepris avec la participation des petits agriculteurs ou pasteurs.

4. EXTREME-ORIENT 17/

Evolution de l'économie et de l'agriculture

L'Extrême-Orient a réussi à amortir le choc de la récession économique. La plupart des pays de cette région ont échappé aux problèmes d'endettement et crises alimentaires qui ont si durement frappé d'autres parties du monde en développement, et ils sont parvenus à freiner leur inflation. Les principaux indicateurs figurent aux tableaux 2-4a et 2-4b. Au début des années 80, les taux annuels moyens de croissance de la région étaient les suivants:

- 4,9 pour cent pour le PIB réel, soit 2,8 pour cent par habitant (1980-82);
- 8,1 pour cent pour les exportations de marchandises (en volume);
- 9,5 pour cent pour les importations de marchandises (en volume);
- 3,9 pour cent pour la production agricole;
- 3,3 pour cent pour la productivité du travail agricole;
- 4,1 pour cent pour la productivité de la terre (1980-83).

Le ratio du service de la dette de la région est resté stable, se maintenant aux alentours de 10-11 pour cent au début des années 80. De toutes les régions en développement, l'Extrême-Orient est celle où la croissance démographique et l'inflation ont été le plus faibles (respectivement 2,1 pour cent et environ 9 pour cent).

Au début des années 80, marquées par une récession économique sans précédent depuis cinquante ans, les termes de l'échange nets ont légèrement fléchi, de même que la valeur en dollars des exportations agricoles. Toutefois, celles-ci ont augmenté en valeur réelle en raison de l'appréciation de la monnaie américaine. Le bas niveau des prix à l'exportation et le renchérissement des intrants se sont soldés par un ralentissement de la croissance du PIB agricole - indicateur du revenu agricole -, notamment en Asie du Sud.

Les pays les plus petits et les plus faibles de la région, notamment des îles du Pacifique telles que Fidji, Samoa, Tonga et Vanuatu (qui ne figurent pas dans le tableau) ont connu de graves déboires économiques qui se sont répercutés sur la croissance de leur revenu. L'endettement des Philippines a tourné à la crise en 1983, et ce pays a dû suspendre le remboursement du principal de sa dette extérieure (25 milliards de dollars). Cette crise, à un moment où les taux d'intérêt réels se maintenaient à un haut niveau, a été un avertissement salutaire et la plupart des pays de la région se sont efforcés de freiner la croissance de leur masse monétaire et de réduire leur déficit budgétaire pour contenir l'augmentation de leur dette.

C'est en Inde que la production agricole a proportionnellement le plus augmenté ces dernières années. Sa croissance est en effet passée de moins de 3 pour cent à 4,6 pour cent 18/. Dans d'autres grands pays d'Asie du Sud tels que le Bangladesh, le Pakistan et Sri Lanka, la croissance de la production agricole nette a été moins rapide entre 1980 et 1984 que dans les années 70, où elles avait été en moyenne de l'ordre de 3 à 3,5 pour cent. Cela est vrai notamment de la production vivrière qui a tout juste

17/ République de Corée, Hong-kong, Singapour, Malaisie, Indonésie, Brunéi, Macao, Philippines, Thaïlande, Timor oriental, Birmanie, Sri Lanka, Pakistan, Maldives, Népal, Bangladesh, Bhoutan et Inde. Le cas de la Chine est traité à part (voir section suivante).

18/ Pour la Chine, voir section suivante.

TABLEAU 2-4a EXTREME-ORIENT: QUELQUES INDICATEURS

PAYS ET GROUPES DE PAYS	ASIE									
	P O P U L A T I O N		CROISSANCE		PNB		CROISSANCE PIB		EN MONNAIE LOC.	
	MILLIERS	1984	71-80	83-84	(% PAR AN)	PAR HAB.	1982	71-80	80-82	CONST. (% PAR AN)
COREE (REP. DE)	40309	1.77	1.39			1910	9.09	6.23		
HONG-KONG	5498	2.54	2.02			6150	10.03	6.57		
SINGAPOUR	2540	1.50	1.28			5980	8.08	8.13		
MALASIE	15204	2.47	2.29			1870	7.82	6.15		
INDONESIE	162167	2.29	1.71			580	7.75	5.05		
BRUNEI	269	5.85	3.46			22150	10.50	-9.78		
MACAO	309	1.66	1.65			2710	...	...
PHILIPPINES	53395	2.56	2.50			820	6.45	3.39		
THAILANDE	50584	2.47	2.05			790	7.45	5.18		
TIMOR ORIENTAL	638	-0.78	3.57			...	...	...
ASIE EST + SE	330913	2.29	1.88			1027	8.03	5.27		
BIRMANIE	38513	2.44	2.56			190	4.85	6.15		
SRI LANKA	16076	1.66	2.09			320	5.16	8.23		
PAKISTAN	98971	2.87	3.05			380	5.05	5.71		
MALDIVES	173	3.02	2.98			...	...	...
NEPAL	16107	2.47	2.34			170	2.89	4.70		
BANGLADESH	98464	2.85	2.75			140	5.04	3.49		
BHOUTAN	1388	2.06	2.06			...	...	...
ASIE SUD	269692	2.69	2.76			248	4.93	5.40		
INDE	746742	2.25	1.98			260	3.75	4.20		
CHINE (MOINS TAIW.)	1032705	1.88	1.14			300	5.66	5.16		
ASIE (MOINS CHINE)	1347347	2.34	2.11			447	5.98	4.88		

NB: - La liste des pays n'est pas exhaustive

- Moyennes pondérées pour les groupes de pays

suivi une croissance démographique en légère augmentation. En Inde, en revanche, la production vivrière nette par habitant a augmenté de presque 3 pour cent par an. Les bons résultats de l'agriculture en Asie du Sud sont donc dus en fait à l'Inde qui compte trois fois plus d'habitants que le reste de la sous-région. Quoi qu'il en soit, ils ont aidé celle-ci à accélérer sa croissance économique durant la période 1980-83, malgré la récession.

En revanche, les principaux pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est (Indonésie, Malaisie, Philippines, République de Corée et Thaïlande), dont la plupart sont membres de l'ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), ont vu le taux de croissance de leur production agricole nette diminuer en moyenne d'un quart entre 1971-80 et 1980-84 (de 4,9 pour cent à 3,7 pour cent). Leur croissance économique globale s'est également nettement ralentie puisqu'elle a à peine dépassé 5 pour cent par an en 1980-82 alors qu'elle avait été en moyenne de 8 pour cent par an en 1971-80. Certains pays de ce groupe, notamment les Philippines dont nous avons déjà évoqué le cas, se sont heurtés récemment à beaucoup de difficultés économiques, et leurs problèmes d'endettement se sont aggravés. Cela les a obligés à avoir recours à des lignes de crédit du FMI et à se lancer dans des programmes d'ajustement économique dont la production agricole risque de se ressentir. L'Indonésie est elle aussi en butte à de graves difficultés économiques en raison de la baisse de ses recettes pétrolières et elle a dû sérieusement élaguer son plan de développement (Repelita IV), ce qui pourrait être préjudiciable à son agriculture.

Néanmoins, la production de céréales de l'Extrême-Orient a augmenté de plus de 4 pour cent par an entre 1980 et 1984, et celle de blé de plus de 7 pour cent par an. Ces remarquables résultats ne sont pas uniquement dus à de bonnes conditions météorologiques. Plusieurs pays, notamment l'Inde, l'Indonésie et le Pakistan, ont en effet souffert du mauvais temps en 1982/83.

La sécurité alimentaire de la région s'est beaucoup améliorée entre le milieu des années 70 et le milieu des années 80. Durant cette période, la production de céréales a augmenté de moitié environ, et la population d'un quart seulement. Par exemple, grâce à un accroissement de plus de 60 pour cent de sa production entre 1974 et 1984, l'Indonésie est devenue autosuffisante en riz et en a même exporté quelque 100 000 tonnes aux Philippines en 1985, alors qu'elle était auparavant le pays qui en importait le plus. Autre exemple de l'amélioration des approvisionnements alimentaires: au milieu de 1985, les stocks céréaliers de l'Inde avoisinaient les 17 millions de tonnes (équivalent riz usiné), soit plus du double du niveau de 1981. De 1980 à 1985, le volume des stocks régionaux de céréales a augmenté d'environ 40 pour cent.

L'accroissement de la production de céréales a donc été à la base d'une nette amélioration des approvisionnements alimentaires de la région. Par ailleurs, des mesures de précaution ont été prises au niveau sous-régional. Ainsi, l'ANASE a mis en place en 1980 un système de sécurité alimentaire qui repose sur 50 000 tonnes de riz détenues dans cinq pays.

Evolution des politiques

Les succès obtenus par les pays de la région tiennent en grande partie à la rapidité avec laquelle ils ont su adapter leurs politiques et plans à l'évolution de la situation économique. La production de céréales s'est améliorée grâce à la création d'un environnement propice à l'introduction de nouvelles technologies, à base essentiellement de variétés à haut rendement. Ainsi, la Thaïlande a pris en 1985 des mesures spéciales d'incitation en faveur des riziculteurs afin d'atténuer les effets de la baisse des prix du riz à l'exportation. Dans d'autres cas, l'Etat a fait preuve de beaucoup d'esprit de continuité

dans sa politique d'appui à l'agriculture. Le gouvernement indonésien a ainsi poursuivi sans relâche sa politique de réduction progressive du rapport de prix entre l'urée et le paddy, même si cela l'a obligé à subventionner de plus en plus lourdement les engrais.

On note le même pragmatisme en ce qui concerne la planification du développement, domaine dans lequel la région a acquis beaucoup d'expérience. Il est désormais largement admis que la planification centrale a ses limites, d'où l'accent mis sur l'initiative locale et la participation populaire aux décisions. On citera par exemple l'expérience des Panchayats qui a démarré en 1978 au Bengale occidental (Inde) et qui consiste à mobiliser de la main-d'oeuvre en partie rémunérée pour le développement rural. Plus récemment, les Philippines ont lancé un programme de développement intégré de Mindanao, dans lequel les bénéficiaires participent activement à la planification et à l'exécution des activités. Tous ces programmes ont pour point commun que la responsabilité du développement est désormais partagée entre l'Etat et la population locale.

Sujets de préoccupation

Malgré les résultats assez remarquables obtenus par les agriculteurs de la région, il existe en ce milieu des années 80 plusieurs grands sujets de préoccupation.

Ressources en terres. Huit pays de la région ont moins de 0,4 ha par travailleur agricole. C'est notamment le cas du Bangladesh et de l'Inde qui comptent à eux deux près de 850 millions d'habitants et où la superficie de terre disponible par membre de la communauté agricole a diminué respectivement de 22 et de 10 pour cent dans les années 70. En Asie du Sud, la superficie de terre par agriculteur risque ainsi de se réduire d'un sixième en l'espace de dix ans.

Les pressions de plus en plus fortes qui s'exercent sur les terres ont contribué à leur dégradation mais les pays qui manquent le plus de terre ne sont pas les seuls à connaître des problèmes écologiques. Ainsi, l'environnement est menacé au Pakistan par la salinité associée à l'irrigation, en Thaïlande par le déboisement et, au Népal, par la mise en culture de terres marginales de montagne.

Certains pays de la région se sont efforcés de mieux maîtriser l'utilisation des terres mais on note que les pays de l'Asie du Sud n'ont pas fait beaucoup de progrès dans ce domaine. Les pays qui ont encore la possibilité d'étendre leur domaine agricole (Indonésie, Philippines et Thaïlande) s'emploient à ralentir le rythme de la colonisation agraire en favorisant une utilisation plus intense des terres déjà exploitées. Il est capital pour la région de freiner le déboisement, ne serait-ce que parce que les forêts constituent un gigantesque réservoir de ressources phytogénétiques.

Nutrition. Sur ce plan, la situation est en général plus ou moins satisfaisante dans les pays de l'Est et du Sud-Est, alors qu'elle est loin de l'être en Asie du Sud. Dans l'ensemble de la région, il y a quand même encore énormément de gens qui ne mangent pas à leur faim (de 200 à 300 millions en 1979-81, selon les bases de calcul utilisées), et il reste à améliorer les programmes de distribution de vivres aux groupes vulnérables.

La région a une longue expérience des systèmes de distribution alimentaire et des programmes d'appoint (alimentation de groupes cibles, programmes "vivres contre travail", secours d'urgence). Les systèmes suivants étaient en vigueur ces derniers temps dans les principaux pays de la région:

Céréales alimentaires subventionnées

Tickets d'alimentation

(Sans rationnement) a/ (Avec rationnement)

Indonésie

Bangladesh

Sri Lanka b/

Corée, (Rép. de)

Inde

Malaisie

Pakistan

Philippines

a/ Jusqu'en 1983, il existait aussi en Thaïlande un système de prix subventionnés pour le riz (double prix).

b/ Depuis 1979.

Source: FAO, "Quelques cas mettant en évidence la façon d'assurer aux couches vulnérables des populations d'Asie et du Pacifique un meilleur accès aux approvisionnements de céréales vivrières", APCFS/85/5 - Février 1985.

Ces programmes ont été bénéfiques mais ils ont surtout profité aux citadins ou à certaines catégories telles que les fonctionnaires ou les militaires. Pour combattre la malnutrition, on semble désormais s'orienter de plus en plus vers des programmes de développement générateurs de revenus. Les programmes indiens de lutte contre la pauvreté dans le cadre du Plan 1980-85 en sont un exemple.

Les difficultés financières engendrées par la récession économique ont forcé beaucoup de pays à réduire leurs programmes d'assistance alimentaire. Les dépenses consacrées à ces programmes étaient nettement moins élevées au début des années 80 que dix ans auparavant. Ainsi, au Bangladesh, elles ne représentaient plus que 5 pour cent des recettes de l'Etat contre environ 25 pour cent et, au Pakistan, moins de 5 pour cent contre 15-19 pour cent.

Commerce extérieur. En dollars, les échanges agricoles de la région ont augmenté d'environ 16 pour cent par an durant les années 70. En valeur réelle, leur taux annuel de croissance n'a été que de 3 pour cent. Les pays membres de l'ANASE, en particulier, ont réussi à accroître leurs exportations agricoles, notamment la Thaïlande (riz, maïs et manioc) et la Malaisie (produits des plantations). Entre 1980 et 1984, la valeur en dollars des exportations agricoles de la région n'a augmenté en moyenne que de 0,4 pour cent par an, ce qui tient à la stagnation des échanges mondiaux et à une concurrence accrue sur les marchés agricoles, même à l'intérieur de la région. L'effet du protectionnisme s'est fait sentir de plus en plus, surtout sur les articles manufacturés, mais, même par ce biais, l'agriculture (par exemple, production textile) en a souffert.

Pour la région, il est à craindre que la Chine, de plus en plus autosuffisante en produits alimentaires et confrontée à des déficits extérieurs croissants à la suite de l'adoption d'une politique commerciale de plus en plus ouverte, ne devienne plus agressive sur des marchés asiatiques d'exportation agricole qui risquent de rétrécir et où la concurrence est déjà féroce. Les principaux pays exportateurs de la région suivent donc avec beaucoup d'attention l'évolution de l'économie et des politiques de ce pays.

La réaction face à l'évolution des échanges internationaux a varié selon les pays. Certains ont réagi avec souplesse; par exemple, en Thaïlande, où un nombre accru de négociants ont été autorisés à exporter du riz, les taxes sur ces exportations ont été abaissées. Dans d'autres cas, on a eu de plus en plus recours au commerce de

compensation. Des efforts ont par ailleurs été faits pour diversifier les produits d'exportation et les débouchés. Comme le degré d'autosuffisance nationale s'accroît et que la concurrence s'avive, des pressions de plus en plus fortes se sont exercées en vue d'une harmonisation de la production à l'intérieur de la région et d'un partage des marchés entre pays, au détriment du libre échange.

Flux financiers. Depuis le milieu des années 70, la région bénéficie régulièrement de la moitié environ des engagements totaux d'aide extérieure publique à l'agriculture. Les pays à bas revenu de l'Asie du Sud sont également tributaires de l'aide multilatérale à des conditions de faveur fournie par exemple par le FIDA ou l'IDA. En conséquence, le ralentissement des engagements d'aide publique à l'agriculture depuis 1980, notamment en ce qui concerne l'aide multilatérale à des conditions de faveur, est un grand sujet de préoccupation dans la région.

Il y a eu de gros apports de capitaux privés – souvent de sociétés transnationales – dans les plantations et agro-industries des pays de l'ANASE, notamment en Malaisie, aux Philippines et en Thaïlande. Les investissements commerciaux sont restés relativement limités en Asie du Sud. Au total, les prêts extérieurs privés à l'agriculture de la région ont augmenté, par an, de plus de 18 pour cent au début des années 70, de près de 28 pour cent à la fin des années 70 et de 10 pour cent dans les années 80, époque à laquelle ils ont diminué dans d'autres régions en développement (Tableau 2-5).

TABLEAU 2-5. EXTREME-ORIENT: PART DE LA DETTE PRIVEE

	1974	1980	1983
..... milliards de dollars			
<u>Asie de l'Est et Pacifique</u>			
Total dette garantie/publique <u>a/</u>	21,8	74,2	103,0
Dette privée	8,1	31,8	48,7
Part de la dette privée (%)	37,2	42,9	47,3
<u>Asie du Sud</u>			
Total dette garantie/publique <u>a/</u>	24,6	48,5	57,8
Dette privée	1,3	3,2	4,4
Part de la dette privée (%)	5,3	6,6	7,6

a/ Y compris fonds non décaissés.

Source: Banque mondiale, 1984-85.

On ne peut que se féliciter de l'accroissement des apports privés, mais le ralentissement des apports publics et notamment de l'aide à des conditions de faveur est préoccupant. Par ailleurs, les investissements commerciaux dans les pays de l'ANASE se concentrent dans un petit nombre de secteurs, à savoir les agro-industries à forte intensité de capital et de technologie (aviculture, par exemple), ce qui se solde par une distorsion de la répartition des ressources. On a en outre observé que, souvent, les sociétés transnationales ne sont pas suffisamment ancrées dans l'économie locale. Par exemple, elles se refuseront à utiliser des matériaux locaux pour le conditionnement des produits, en arguant que ces matériaux n'ont pas la qualité voulue.

La mobilisation de l'épargne rurale pour l'investir dans l'agriculture est un sujet d'actualité. Les envois de fonds des travailleurs expatriés ont ouvert de nouveaux horizons à plusieurs pays de la région; beaucoup de ces expatriés sont d'origine rurale et rapatrient une bonne part de leurs revenus. Toutefois, une étude effectuée récemment au Pakistan montre qu'une grande partie des 2 milliards de dollars rapatriés chaque année par les travailleurs immigrés de ce pays ont été envoyés dans des zones rurales mais que seulement 1 à 2 pour cent y ont été investis. En outre, ces envois de fonds, qui sont une source importante de devises pour certains pays (en 1982, ils ont dépassé de 12 pour cent les recettes d'exportation du Pakistan et représenté une somme égale à 70 pour cent de celles du Bangladesh), ont plafonné ou diminué à cause de la récession de 1980-83.

D'autres pays, tels que la République de Corée, ont montré que même des ménages relativement pauvres ont besoin de services d'épargne plus performants, et qu'ils savent en tirer parti. On a réussi à mobiliser des sommes étonnamment élevées dans les campagnes en veillant à ce que les taux réels d'intérêt soient positifs même quand l'inflation est forte.

5. CHINE

Depuis le début des réformes, en 1978, la Chine a obtenu des résultats économiques remarquables. Entre 1980 et 1983, son PIB a progressé de plus de 6 pour cent par an, sa croissance démographique annuelle est tombée à 1,1 pour cent (contre 1,9 pour cent durant la période 1971-80), ses disponibilités alimentaires ont beaucoup augmenté, et la ration calorique s'est accrue de 4 pour cent par an. La population active a continué à augmenter au même rythme que l'ensemble de la population, mais la main-d'oeuvre agricole a diminué de 0,3 pour cent par an, ce qui a libéré des travailleurs pour d'autres secteurs. Entre 1980 et 1984, les exportations de marchandises ont augmenté, en valeur réelle, de 11 pour cent par an, c'est-à-dire plus vite que les importations (9,5 pour cent par an). Le besoin d'importations agricoles a beaucoup diminué et le volume des importations vivrières a baissé de près de 5 pour cent par an, ce qui a permis à la Chine d'importer plus d'autres biens et services, nécessaires à son développement économique. Les remarquables résultats du secteur agricole sont à la base de l'amélioration du niveau de vie (voir tableaux 2-4a et 2-4b).

Evolution de l'agriculture

L'agriculture chinoise a fait d'énormes progrès depuis la fin des années 70. La production agricole nette a augmenté de 7,7 pour cent par an entre 1980 et 1984, contre un rythme annuel de 3 pour cent durant la période 1971-80. Les réformes opérées entre 1978 et 1984 ont incité les agriculteurs à produire plus, et leurs revenus ont nettement augmenté. Par habitant, le revenu net de la population agricole s'est accru de 5 pour cent par an entre 1980 et 1983, contre un rythme annuel de 0,5 pour cent seulement durant la période 1971-80. De 1973 à la fin de 1984, l'augmentation de la production a été de 34 pour cent pour les céréales, 189 pour cent pour le coton, 128 pour cent pour les oléagineux, 101 pour cent pour le sucre et environ 130 pour cent pour le tabac.

La productivité s'est également améliorée: (i) la valeur de la production par travailleur agricole s'est accrue de près de 8 pour cent par an entre 1980 et 1984, contre moins de 3 pour cent par an durant la période 1971-80; (ii) la capacité, auparavant sous-utilisée, a été mieux exploitée; (iii) la productivité de la terre a augmenté deux fois plus vite entre 1980 et 1984 que durant la décennie précédente (7 pour cent par an contre 3,6 pour cent).

Transformations structurelles et réorientation des politiques

Les remarquables performances du secteur agricole de 1978 à 1984 sont en grande partie imputables aux réformes entreprises à partir de 1978. La transition de l'agriculture de semi-subsistance à la production commerciale s'est accélérée car l'évolution de la structure de la production et des politiques a permis aux forces du marché de s'exercer plus librement. Les réformes opérées jusqu'à la fin de 1984 ont introduit plus de souplesse dans le secteur agricole et amélioré sa rentabilité. L'objectif - accroître les disponibilités agricoles du pays - a été atteint. L'ancien système de distribution est resté en place.

La principale réforme, qui s'est aussi accompagnée de transformations structurelles, a consisté à introduire en 1981 un "système de responsabilité" dans lequel les communes, en tant qu'unités économiques, cèdent la place à l'agriculture familiale. Les ménages d'agriculteurs devaient signer deux contrats. Le premier, conclu avec l'administration villageoise, leur garantissait l'utilisation de parcelles déterminées pendant 15 ans (50 ans pour les vergers), soit une durée suffisante pour les convaincre d'améliorer la productivité et la gestion de leurs terres. Le potentiel agricole, autrefois sous-utilisé, a ainsi été exploité bien plus efficacement, ce qui a beaucoup contribué à la croissance de la production. Le "système de responsabilité" liait la rémunération directement au volume de la production.

Un deuxième contrat, signé avec la coopérative villageoise d'approvisionnement et de commercialisation - qui achète pour le compte de l'Etat -, indiquait la quantité et le type de produits que le ménage d'agriculteurs s'engageait à livrer à la coopérative dans les limites d'un contingent déterminé. De son côté, l'Etat s'engageait à acheter toute la production excédentaire à un prix supérieur à celui versé pour le contingent. Ce système de primes a beaucoup stimulé la production car des produits importants tels que les céréales, le coton ou les oléagineux ne pouvaient pas encore être vendus sur le marché libre. Pour les céréales, la prime était de 50 pour cent et, pour les oléagineux et le coton, de 30 pour cent. En 1985, les agriculteurs bénéficiaient de prix garantis pour 40 pour cent environ de leur production.

Pour encourager les agriculteurs à produire plus, l'Etat a relevé à deux reprises (en 1979 et 1980) les prix payés pour les contingents ainsi que le montant des primes. Les prix d'achat ont ainsi augmenté de 20 pour cent pour les céréales, de 15 pour cent pour le coton et de 25 pour cent en moyenne pour l'huile végétale.

L'Etat fournissait en outre des engrais, gratuitement ou à prix réduit, aux agriculteurs lui ayant vendu plus que leur contingent. Cette politique et les mesures d'incitation prises pour améliorer l'efficacité ont fait augmenter la consommation d'engrais chimiques de 88 pour cent entre 1978 et 1983.

L'Etat a aussi fait un gros effort en matière de crédit rural. Un grand nombre de banques agricoles ont été mises en place dans les campagnes, et des réformes ont permis à plus de ménages d'accéder au crédit.

Une autre réforme importante a modifié la politique d'autosuffisance alimentaire locale et encouragé la spécialisation. Les producteurs ont pu choisir les cultures non céréalières les mieux adaptées à leurs terres - coton, sucre, oléagineux, tabac ou légumes -, l'Etat s'engageant à assurer leur approvisionnement en céréales. L'augmentation de 70 pour cent des importations de céréales de 1977 à 1984 a aidé l'Etat à appliquer cette politique de spécialisation. Certains paysans ont été encouragés à abandonner les cultures végétales pour se spécialiser dans l'élevage, la pêche ou la foresterie afin d'améliorer les régimes alimentaires et d'accroître les revenus. A la fin de 1984, 14 pour cent des ménages étaient ainsi spécialisés.

La spécialisation a aussi été encouragée dans des domaines tels que la transformation, la commercialisation ou les services afin d'accélérer le développement rural. L'agriculture reste l'occupation principale de la plupart des ruraux mais ceux qui se consacrent à l'industrie ou aux services sont de plus en plus nombreux. En 1984, on comptait environ 1,65 million d'entreprises rurales, en général intégrées verticalement, qui occupaient 15 pour cent des ménages ruraux dans les communes et les villages. Ces entreprises employaient plus de 34 millions de personnes, soit plus du dixième de la main-d'oeuvre rurale. La valeur de leur production était légèrement supérieure à la moitié de celle de la production végétale.

En outre, durant la période considérée, l'Etat a accru le transfert de ressources au profit de l'agriculture. De 1979 à 1984, 140 milliards de yuan-renminbi ont été transférés à ce secteur grâce au relèvement des prix d'achat des produits agricoles par l'Etat, à la subvention des intrants, à la réduction des impôts et à une révision en baisse des programmes énergétiques, par exemple 19/.

Nouvelle réorientation des politiques en 1985

La croissance très rapide de la production végétale de 1978 à 1984 s'est soldée par l'apparition d'excédents, notamment de céréales et de coton. Comme l'Etat avait le monopole de l'achat des principaux produits agricoles et qu'il s'était engagé à acheter tous les excédents de ces produits, les stocks ont augmenté et le réseau de transport n'a pas tardé à être saturé. En 1984, plus de 60 pour cent de la production agricole a été commercialisée, contre 36 pour cent seulement en 1978.

L'augmentation de la production a fait ressortir les carences qui subsistent dans le domaine des transports et a entraîné un accroissement des exportations. Faute de pouvoir transporter ses excédents jusqu'aux zones déficitaires, la Chine a dû les exporter. En 1984, les importations de céréales ont beaucoup diminué et la Chine est devenue exportatrice de maïs et de coton. En 1983, la valeur des exportations de produits agricoles transformés ou non et de produits d'autres activités rurales liées à l'agriculture a été de 9,5 milliards de dollars, soit 55 pour cent de plus qu'en 1978 et environ 43 pour cent des exportations totales de la Chine.

En raison de l'augmentation de la production hors contingent, le coût de la subvention n'a cessé d'augmenter de 1980 à 1984; en 1983, il représentait déjà 42 pour cent des recettes budgétaires.

On s'est vite rendu compte que le succès des politiques agricoles de 1978-84 avait engendré des problèmes nouveaux qu'il fallait résoudre au plus vite. Pour permettre au développement de l'infrastructure de rattraper la croissance de la production et pour réduire le coût des subventions, la Chine devait freiner l'expansion de sa production agricole. En octobre 1984, à sa troisième session, le douzième Congrès du Parti a donc modifié les politiques en vigueur durant les cinq ou six années précédentes. Ces réformes ont stabilisé la croissance des prix d'achat des produits agricoles en 1985. Les achats par l'Etat de céréales et de coton - les produits en excédent - ont été limités, et le monopole sur les achats des principaux produits a été aboli, ce qui, pour la première fois, a modifié le système de distribution. Les risques des agriculteurs se sont accrus en conséquence.

19/ En octobre 1985, le taux officiel du yuan, appelé yuan renminbi ("monnaie du peuple") depuis le milieu de 1969, était d'environ 3 yuan pour 1 dollar des Etats-Unis.

En 1985, le système des prix d'achat des principaux produits agricoles a été modifié. Au lieu de deux prix (prix d'achat du contingent et prix hors contingent), on a appliqué une moyenne pondérée des deux anciens prix. Cela a stoppé la croissance des revenus agricoles et du coût des subventions. Dans certains cas, cela a même fait baisser les prix à la production et les revenus agricoles.

Dans les nouveaux prix d'achat des céréales fixés pour 1985, les anciens prix du contingent comptaient pour 30 pour cent et les prix hors contingent pour 70 pour cent. Le système des prix uniques avait déjà été appliqué en 1984 pour certaines graines oléagineuses ainsi que pour le coton. Toutefois, le prix du coton a été abaissé en 1985, ce qui s'est soldé par un fléchissement des prix de 2,5 pour cent pour les deux tiers des producteurs.

Deuxièmement, pour les céréales et le coton, l'Etat a décidé de ne plus acheter que les contingents fixés dans les contrats, à charge pour les producteurs d'écouler leurs excédents sur le marché libre aux prix déterminés par celui-ci.

Les contrats passés pour 1985 portaient sur 75 à 80 millions de tonnes de céréales seulement, soit moins de 20 pour cent de la production, alors que l'Etat en avait acheté le quart en 1984. Pour le coton, ils ne portaient que sur 4,25 millions de tonnes, soit 30 pour cent de moins que les achats de l'année précédente.

Pour le coton, il n'est pas question d'acheter plus que ce qui est prévu dans les contrats. En revanche, pour les céréales, l'Etat peut encore acheter des excédents quand les prix du marché libre tombent au-dessous du prix fixé pour les anciens contingents, qui constitue ainsi un prix plancher.

Pour les graines oléagineuses et le sucre, dont la production est déficitaire, l'Etat continue à acheter la production hors contingent.

Par ailleurs, pour appuyer la nouvelle politique de production adoptée en 1985 pour les céréales et le coton, l'Etat a supprimé les primes en engrais. Comme les ménages d'agriculteurs doivent désormais payer eux-mêmes ces produits, leurs coûts de production ont augmenté et la consommation d'engrais pour ces cultures a diminué. Depuis 1985, il est également plus difficile d'obtenir des prêts agricoles auprès des coopératives rurales de crédit.

Enfin, si la production de céréales et de coton a été freinée en 1985, on a favorisé l'expansion, déjà rapide, de l'élevage afin d'améliorer le régime alimentaire de la population, et les prix de détail fixés par l'Etat pour les produits animaux ont été relevés dans tout le pays.

Problèmes

Les remarquables progrès accomplis par les agriculteurs en l'espace de cinq ans posent un certain nombre de problèmes.

Le niveau de la production agricole demeure élevé, même si les producteurs ont réagi aux réformes de 1985 en remplaçant, sur de grandes superficies, les céréales et le coton par d'autres cultures (oléagineux, sucre, tabac, fruits et légumes) et par la pisciculture. La production de céréales et de coton, tout en demeurant inférieure à son record de 1984, s'est maintenue à un niveau très élevé, qui n'a été dépassé qu'une fois pour le coton et deux fois pour les céréales. Les superficies consacrées aux plantes oléagineuses et au tabac se sont considérablement accrues, et la production de fruits, de légumes et de légumineuses a augmenté. La valeur totale de la production agricole n'a donc guère diminué en définitive. La baisse de la production de

céréales en 1985 est en partie due au fait que le printemps a été anormalement humide et l'automne exceptionnellement sec dans le nord-est de la Chine. La production de céréales est estimée à environ 344 millions de tonnes, soit 6 pour cent de moins que le record de 1984 et à peu près autant qu'en 1983. En conséquence, le gouvernement a récemment modéré sa politique de libéralisation des marchés agricoles.

Les carences apparues dans le secteur du transport et de l'entreposage sont un gros problème, et l'un des plus pressants. Elles conduisent à exporter des produits dont certaines provinces manquent. Dans certaines zones, des excédents de blé et de riz sont parfois donnés au bétail faute de céréales fourragères ou parce que l'on manque de moyens de transport. La province de Guangdong, troisième région productrice de riz de la Chine, où l'élevage se développe rapidement, fournit un bon exemple de ce problème. En 1983, elle n'a produit que 65 000 tonnes de maïs – soit une infime partie de la production nationale – mais 17,9 millions de tonnes de riz. L'Etat lui a interdit d'importer du maïs en 1985 car il y avait de gros excédents dans la province du Jilin et dans d'autres provinces du nord. La région de Guangdong a effectivement obtenu du maïs de ces provinces mais son approvisionnement, de même que celui d'autres régions du sud, est resté insuffisant. Or, la même année, la Chine a exporté près de 5 millions de tonnes de maïs (essentiellement au Japon, en URSS et en République de Corée).

Des entrepôts ont été construits en toute hâte en 1985 et l'Etat a passé des contrats avec des ménages d'agriculteurs pour le stockage temporaire des céréales qu'il avait achetées; le problème de l'entreposage est encore loin d'être résolu.

L'augmentation des stocks de coton est également préoccupante. Malgré la baisse des prix d'achat, les cultures et la récolte de coton ont peu diminué par rapport à 1984 et les stocks ont continué à augmenter alors qu'il était prévu de les réduire.

La composition de la production a changé. Néanmoins, en 1983, l'élevage, les forêts et les pêches n'entraient toujours que pour environ 21 pour cent dans la valeur totale de la production de l'agriculture au sens large. La Chine doit continuer à accélérer l'expansion de ces secteurs car l'amélioration des revenus et du niveau de vie a fait évoluer la demande.

Avec l'abondance, la population demande des produits alimentaires de meilleure qualité et plus variés. La consommation de céréales secondaires et de tubercules a diminué de moitié de 1978 à 1983, alors que celles de blé et de riz ont augmenté respectivement de 38 et 19 pour cent. Il y a trop de riz de qualité inférieure (20 pour cent de la production) et trop peu de riz de qualité supérieure (un quart de la production et 1 pour cent seulement des exportations). Il est prévu de réduire les cultures de riz de médiocre qualité afin d'améliorer la valeur marchande de la production. L'Etat espère que les riz de qualité supérieure et de qualité moyenne représenteront respectivement 60 et 30 pour cent de la production totale de riz à la fin des années 80.

L'excédent de main-d'oeuvre pose un autre problème. En raison de l'augmentation de la productivité agricole, environ un tiers de la main-d'oeuvre rurale est excédentaire pour les besoins de la production vivrière. En outre, on s'attend à ce qu'en l'an 2000, sur 450 millions de travailleurs ruraux, moins d'un tiers soient nécessaires pour la production végétale.

Dans un pays aussi grand que la Chine, il est inévitable que le degré de développement varie beaucoup d'une région à l'autre. On estime que le niveau de vie est plus de trois fois plus élevé dans les zones les plus développées, proches des métropoles du littoral, que dans les provinces de l'intérieur. En outre, il existe encore une douzaine environ de régions pauvres où vivent à peu près 10 pour cent des ruraux. Des mesures spéciales sont en train d'être prises pour accélérer leur développement.

Autres tâches urgentes: juguler l'inflation et développer l'énergie rurale. L'indice des prix de détail permet de se faire une idée du rythme de l'inflation. Il a

augmenté d'environ 3 pour cent par an entre 1980 et 1984, contre seulement 1 pour cent par an de 1975 à 1979. Quant à la consommation d'énergie rurale, elle s'est accrue de 45 pour cent de 1980 à 1984.

Aussi remarquables que soient les résultats qu'elle a obtenus ces dernières années, la Chine a encore du chemin devant elle, qu'il s'agisse de la production agricole par habitant ou de la consommation alimentaire. Si en 1984, année record, sa production par habitant a tout juste atteint la moyenne mondiale pour les céréales, elle n'a pas dépassé 55 pour cent de cette moyenne pour la viande, 20 pour cent pour le lait et 16 pour cent pour le sucre; la Chine ne dépasse la moyenne mondiale que pour le coton. Néanmoins, compte tenu des performances récentes de son agriculture, elle semble en mesure d'atteindre son objectif qui est de quadrupler sa production agricole de 1980 à l'an 2000 et de parvenir à un revenu par habitant de 800 dollars d'ici la fin de ce siècle, contre 300 dollars en 1980, ce qui la placerait dans la catégorie des pays à revenu moyen.

Politiques pour la fin des années 80

La Chine a déjà arrêté des plans pour résoudre certains des problèmes évoqués ci-dessus. Le septième Plan quinquennal (1986-90) a été annoncé à la fin de 1985. Il reflète bon nombre des priorités esquissées en 1985: stabilisation de la production de céréales, ralentissement de la production de coton, expansion rapide de l'élevage, des pêches, de la production de légumes, de la transformation, des transports et des services. L'investissement dans le transport, l'entreposage et l'énergie a un caractère prioritaire. La production industrielle et agricole ne devrait augmenter que de 7 pour cent en moyenne par an, contre près de 10 pour cent par an durant les cinq années précédentes. Toutefois, comme la croissance démographique se ralentira, le revenu devrait s'accroître d'environ 5 pour cent par an, et le niveau de vie devrait donc continuer à s'améliorer.

En ce qui concerne les prix, le train de réformes annoncé à la fin de 1984 et amorcé en 1985 n'est pas encore entièrement appliqué. Il prévoit la possibilité de relèvements des prix de détail contrôlés par l'Etat pour des produits tels que les céréales et les huiles alimentaires. L'objectif de ces réformes est de permettre aux prix de détail, fixes pendant un certain temps, de se rapprocher de la valeur réelle des produits.

Pour amortir l'impact de la hausse des prix de détail, l'Etat subventionne les salaires des citoyens. Cette subvention annule en partie les économies résultant de la stabilisation des prix d'achat des produits agricoles en 1985, mais elle est fixe et son coût ne devrait pas augmenter.

On prévoit aussi de tenir davantage compte des différences de qualité pour la fixation des prix d'achat des produits agricoles et des prix de détail. Il s'agirait de récompenser les agriculteurs qui produisent des céréales, du coton, des graines oléagineuses ou des produits animaux de qualité supérieure. Cette politique, conjuguée avec des prix de détail plus réalistes, devrait améliorer la réponse de l'offre à la demande.

Pour développer l'infrastructure dans les campagnes et utiliser une partie de la main-d'oeuvre excédentaire, on prévoit de poursuivre la diversification de l'économie rurale. Il est envisagé que la valeur de la production des industries et services ruraux augmente quatre fois plus vite que celle de la production végétale au cours des quinze prochaines années, afin qu'elle représente plus de la moitié de la production rurale brute d'ici l'an 2000. A cette date, plus des deux tiers de la main-d'oeuvre rurale travaillera dans des secteurs qui ne relèvent pas de l'agriculture au sens étroit du terme: élevage, pêche, forêts, transformation, extraction minière, bâtiment, transports, énergie, artisanat et autres industries et services ruraux.

Il est également prévu d'accroître substantiellement la production d'aliments pour animaux. De 1982 à 1984, la production d'aliments composés a plus que doublé, ce qui l'a portée à 12 millions de tonnes. Selon un projet de plan récemment publié, la production de l'industrie des aliments pour animaux devrait atteindre 50 millions de tonnes en 1990 et 100 à 120 millions de tonnes en l'an 2000.

6. PAYS DEVELOPPES A ECONOMIE DE MARCHE: AMERIQUE DU NORD,
EUROPE OCCIDENTALE, OCEANIE ET JAPON

Déséquilibre entre l'offre et la demande

Dans la majorité des pays de l'OCDE ^{20/}, l'évolution du secteur alimentaire et agricole depuis 1980 se caractérise avant tout par un déséquilibre croissant entre l'offre et la demande, et ce pour tous les grands produits. Au cours des décennies précédentes, il y avait eu de temps en temps des excédents mais essentiellement pour le sucre, les produits laitiers et certaines céréales. Désormais, on a affaire à des excédents structurels pour toute une gamme de produits, et les perspectives d'ajustement durable de l'offre ou de la demande semblent limitées.

L'abondance de la production et le manque de dynamisme de la demande ont fait augmenter les stocks et baisser les prix des principaux produits agricoles, et accru la concurrence sur les marchés; les dépenses publiques en faveur de l'agriculture ont de ce fait augmenté dans la plupart des pays de l'OCDE. L'emploi de techniques à haut rendement et le maintien de prix de soutien élevés se sont soldés par une surproduction de beaucoup de produits, notamment de blé, de produits laitiers et de viande de boeuf.

Les marchés agricoles commerciaux ont stagné à cause du marasme économique des pays en développement et de leurs problèmes d'endettement qui les ont empêchés d'accroître leurs importations et les ont même obligés à les réduire. Par ailleurs, en vue d'une plus grande autosuffisance alimentaire, beaucoup de ces pays ont stimulé leur production de produits qu'ils avaient l'habitude d'importer. Dans les pays développés, l'expansion des marchés a été limitée à cause du niveau déjà élevé des revenus, des préoccupations diététiques et d'une croissance démographique très faible. Il y a par ailleurs beaucoup de chômage, ce qui a aussi une incidence sur la demande. Des augmentations exceptionnelles des importations d'aliments pour l'homme ou pour l'animal - par exemple, de la part de l'URSS en 1984 et 1985 - n'ont apporté qu'un soulagement limité et temporaire sur des marchés céréaliers pléthoriques.

Face à cette situation, beaucoup de pays ont accru leurs subventions à l'exportation afin d'essayer de conserver leurs parts de marché et de ralentir l'augmentation des stocks, tout en garantissant à leurs agriculteurs des prix de soutien relativement élevés. En conséquence, les dépenses publiques consacrées à l'agriculture ont atteint un niveau record dans nombre de pays, à un moment où leurs déficits budgétaires leur créaient de graves problèmes financiers et politiques.

Tout porte à croire que les prix demeureront déprimés sur les marchés mondiaux. Il sera difficile de réduire la production parce que les améliorations techniques n'ont pas encore porté tous leurs fruits et que les exploitants ont beaucoup emprunté et doivent assurer le service de leur dette. Dans les pays exportateurs et importateurs nets de ce groupe, les prix à la production demeurent relativement élevés. La demande devrait rester peu vigoureuse à cause des difficultés économiques des pays en développement et, notamment, de leur endettement. En conséquence, la concurrence se fera encore plus féroce sur des marchés de plus en plus restreints et le coût des programmes de soutien agricole augmentera.

CEE et Etats-Unis : le problème des revenus agricoles

La CEE et les Etats-Unis sont les deux plus grandes zones commerciales du monde et les deux principaux protagonistes sur les marchés agricoles internationaux. La CEE est le premier importateur mondial de produits agricoles et le deuxième exportateur, après les Etats-Unis. Les échanges entre les deux zones sont très importants. La CEE absorbe plus du cinquième des exportations agricoles des Etats-Unis et entre pour dix pour cent dans

^{20/} La liste des pays de l'OCDE/pays développés à économie de marché figure dans la note explicative.

les importations de ce pays. Enfin, 40 à 50 pour cent des stocks céréaliers se trouvent dans ces deux régions.

Les Etats-Unis et la CEE pèsent donc d'un poids écrasant sur les marchés agricoles et jouent un rôle capital dans la sécurité alimentaire mondiale. Les politiques adoptées par les pays de ces deux régions en matière de production et de commerce agricoles pour défendre leurs intérêts nationaux ont beaucoup d'incidence sur les échanges et sur les cours mondiaux des produits.

La politique agricole commune (PAC), à base de prix garantis et de subventions à l'exportation, a permis à la CEE de devenir un gros exportateur de produits agricoles au début des années 80. L'évolution récente des positions respectives des Etats-Unis et de la CEE sur le marché mondial a d'importantes conséquences sur leurs revenus agricoles et sur leurs politiques budgétaires.

Les dépenses du FEOGA (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole) sont passées de 11,141 milliards d'ECUs en 1981 à 18,4 milliards en 1984 et, selon les estimations, à 20 milliards en 1985. Cette même année, les subventions à l'exportation ont absorbé environ 37,5 pour cent du budget de la PAC, et cette proportion pourrait atteindre 40 pour cent en 1986. La majeure partie des dépenses engagées en 1985 ne concernent qu'un nombre relativement restreint de produits: produits laitiers (environ 29 pour cent), céréales (15 pour cent), viande de boeuf et de veau (12 pour cent), sucre (8 pour cent) et matières grasses (6 pour cent).

L'appréciation du dollar par rapport aux monnaies européennes, de 1980 au début de 1985, a contribué à réduire le poids financier de la PAC dans le budget communautaire. L'affaiblissement récent de la monnaie américaine et la chute des cours mondiaux des produits alimentaires des zones tempérées - qui a toutes chances de se poursuivre compte tenu de la loi agricole adoptée par les Etats-Unis - feront presque certainement augmenter le coût des subventions à l'exportation dans la CEE et le porteront peut-être à un niveau insupportable.

Il est particulièrement difficile d'abaisser les prix, ainsi que le montrent les problèmes rencontrés par les Etats Membres de la CEE pour s'entendre sur une réduction, pourtant modeste, des prix agricoles pour la campagne 1985/86, alors même que les dépenses avaient dépassé de 11 pour cent le plafond budgétaire en 1984. Il existe désormais des excédents dans presque tous les secteurs de la production végétale et animale; leur interdépendance rend d'autant plus difficile l'application de mesures d'aménagement de l'offre. Ces mesures doivent donc s'inscrire dans le cadre d'une politique agricole intégrée.

L'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté aggravera les difficultés budgétaires à court et à long terme. En outre, elle accroît le poids politique des pays méditerranéens, parmi lesquels on trouvait déjà la Grèce, l'Italie et la France, de sorte qu'il sera difficile de mettre un terme à la surproduction de produits "du sud" tels que les olives, le vin ou les agrumes, qui viennent en sus des gros excédents traditionnels de produits agricoles du nord.

Les Etats-Unis se sont eux aussi retrouvés confrontés à une situation de déficit budgétaire ayant pour effet de limiter les possibilités d'utiliser les fonds publics pour venir en aide aux agriculteurs. Ces derniers sont assaillis de problèmes: endettement, pertes de marchés à l'exportation, diminution de la valeur des terres, bas prix des produits. On estime que 35 à 45 pour cent d'entre eux devront demander un réaménagement de leur dette et que 10 à 15 pour cent devront purement et simplement abandonner l'agriculture. En 1984, ils ont versé 20 milliards de dollars d'intérêt sur leur dette.

Bien que les agriculteurs soient pratiquement en état de crise, la nouvelle loi agricole a été adoptée au début de 1986 sans aucune mesure radicale pour remédier au malaise économique ambiant. Les prix d'objectif resteront en grande partie inchangés au cours des trois prochaines années mais les prix garantis par l'Etat pourront diminuer, ce qui aurait pour conséquence de faire baisser les cours mondiaux des céréales et du coton. Des fonds ont été débloqués pour stimuler les exportations, et l'achat par l'Etat d'une partie du cheptel laitier contribuera à freiner la croissance de la production de lait. La promulgation de la loi "Gramm-Rudman-Hollings", qui impose de revenir à l'équilibre budgétaire d'ici 1991, a peut-être autant d'importance. Elle pourrait en effet avoir des répercussions considérables sur les programmes d'aide à l'agriculture et provoquer une nouvelle baisse des cours mondiaux des céréales, des protéines végétales et du coton.

L'échec des mesures prises pour réduire les excédents agricoles a eu pour effet de renforcer le protectionnisme, d'accroître la concurrence sur les marchés mondiaux et d'isoler les échanges agricoles des forces du marché. En raison des tensions apparues ces derniers mois entre les grands pays exportateurs de l'OCDE et compte tenu du coût élevé des programmes agricoles des Etats-Unis et de la CEE, l'agriculture ne pouvait manquer d'être inscrite à l'ordre du jour du Comité chargé de préparer la prochaine série de Négociations commerciales multilatérales du GATT (septembre 1986).

Faits nouveaux dans les autres pays de l'OCDE

Comme les Etats-Unis et les pays de la CEE, presque tous les membres de l'OCDE qui sont de gros exportateurs de produits agricoles ont récemment revu leurs politiques afin de rester compétitifs sur des marchés désormais plus restreints. En dehors des Etats-Unis, dont nous avons déjà parlé, la législation adoptée par l'Australie et la Nouvelle-Zélande en 1984 est typique de l'approche adoptée pour faire face aux problèmes posés par les excédents, par les revenus agricoles et par les déficits budgétaires publics.

La tendance générale est de réduire le soutien accordé aux agriculteurs et de compter davantage sur le marché pour parvenir à l'ajustement nécessaire. Dans certains pays tels que la Nouvelle-Zélande, les subventions des intrants et des prix à la production ont été abaissées, voire supprimées. Même le Japon, gros importateur net de produits agricoles, a réduit les prix à la production ainsi que l'aide de l'Etat à l'agriculture. Dans certains cas cependant, par exemple aux Etats-Unis et au Canada, où le haut niveau des taux d'intérêt a beaucoup réduit la capacité des agriculteurs de rembourser leur dette, des facilités de crédit ont évité la faillite à beaucoup d'exploitants agricoles.

Dans le proche avenir, ces politiques auront surtout pour résultat de faire baisser les prix des produits de base mais leur effet sur la production est incertain. Dans certains pays, on aidera les agriculteurs à se reconvertir au lieu de les abandonner à leur sort. Les pays importateurs devraient donc continuer à bénéficier, du moins à court terme, de l'abondance de l'offre et de la faiblesse des prix, mais la montée du protectionnisme assombrit les perspectives à moyen et long terme. Comme les Etats-Unis et la CEE, les autres Etats Membres de l'OCDE se préoccupent des menaces qui pèsent sur le marché international des produits agricoles et ont donc approuvé l'inscription de cette question à l'ordre du jour des prochaines Négociations commerciales multilatérales.

7. EUROPE ORIENTALE ^{21/} ET URSS

En Europe orientale et en URSS, les politiques agricoles ont essentiellement visé à tenir les prix des aliments de base et à relever le niveau de vie en améliorant

^{21/} Bulgarie, Hongrie, Pologne, République démocratique allemande (RDA), Roumanie et Tchécoslovaquie. L'Albanie n'est pas prise en compte, faute de données.

quantitativement et qualitativement, les approvisionnements alimentaires. Si ces objectifs n'ont rien de nouveau, les politiques suivies pour les atteindre ont profondément changé sous l'effet de forces économiques internes et externes.

La situation difficile à laquelle se sont trouvés confrontés les pays d'Europe orientale sur les marchés financiers internationaux à la fin des années 70 et au début des années 80 a eu beaucoup d'incidence sur leurs politiques agricoles. Le ralentissement de l'économie mondiale, le coût élevé des emprunts sur les marchés financiers occidentaux et le renchérissement de l'énergie ont contribué à aggraver leurs problèmes de balance des paiements et à faire augmenter leur dette en devises fortes qui, à la fin de 1981, atteignait le chiffre record de 60,3 milliards de dollars. Toutefois, dans les années qui ont suivi, la plupart des pays de la région ont accru leurs réserves de devises fortes grâce à l'amélioration de leur balance commerciale et, selon les estimations, leur dette est retombée à 50,1 milliards de dollars. En 1985, malgré le réaménagement d'une grande partie de sa dette, la Pologne devait encore quelque 29 milliards de dollars en devises fortes, c'est-à-dire plus qu'aucun autre pays d'Europe orientale. L'amélioration de la situation financière extérieure de la plupart des pays n'a été rendue possible que par une stricte réglementation des importations et par une compression de la demande intérieure qui a notamment pris la forme d'un rationnement des produits alimentaires et de hausses des prix.

Réexamen des politiques agricoles

La détérioration de la situation économique à compter de la fin des années 70 a aussi obligé les pays de la région à réexaminer de fond en comble leurs politiques agricoles et, en particulier, à admettre la nécessité de limiter leurs importations, par exemple d'intrants agricoles, pour freiner et, si possible, stopper la croissance de leur dette extérieure. La mise en oeuvre de cette politique dans les pays d'Europe orientale a été facilitée par les bons résultats de leur secteur agricole, dont la production a augmenté de 2,5 pour cent par an de 1980 à 1984. Les importations de produits agricoles, y compris les produits d'alimentation animale, ont diminué de 26 pour cent en 1982, sont restées stables en 1983 et ont à nouveau diminué, de 5 pour cent, en 1984. Les politiques agricoles visant à l'autosuffisance et à l'augmentation de la production végétale afin de réduire les importations alimentaires ont donc rencontré un certain succès. En URSS, l'effort fait pour améliorer la production agricole a donné des résultats tangibles. De 1980 à 1985, la production vivrière nette a augmenté de 2,2 pour cent par an, contre un taux annuel de 1,2 pour cent dans les années 70. Les importations agricoles ont baissé de 14 pour cent de 1981 à 1983, et la balance commerciale a été excédentaire de 11 milliards de dollars en 1984.

Dans une conjoncture de croissance économique lente, la stabilisation ou l'amélioration du niveau de vie s'accompagne à court terme d'un ralentissement des dépenses d'investissement. En 1981 comme en 1982, ces dépenses ont beaucoup baissé dans presque tous les pays d'Europe orientale, alors que la consommation s'est accrue. Les investissements agricoles ont augmenté car il fallait moderniser les installations et équipements. L'URSS a pu accroître ses dépenses d'investissement et de consommation et, compte tenu de son fort excédent commercial, obtenir une croissance économique de l'ordre de 3,5 pour cent par an entre 1981 et 1985. Un réexamen de l'agriculture intensive a été entrepris. Il a été rendu nécessaire par le renchérissement du coût de l'énergie en Europe orientale, que la politique de prix du CAEM (Conseil d'assistance économique mutuelle) a retardé mais n'a pas empêché. En outre, l'accroissement des exportations d'énergie de l'URSS sur les marchés occidentaux a entraîné des pénuries sélectives de combustible et d'énergie. La mécanisation, l'accroissement de la production d'engrais à base de gaz naturel et le développement des serres ont fait augmenter les besoins de combustible, ce qui explique que la consommation d'énergie de la région soit relativement élevée par rapport à sa production agricole. L'évolution de la situation énergétique dans le monde a été favorable aux pays d'Europe orientale non producteurs de pétrole: en effet, les cours mondiaux et les prix facturés par l'URSS ont été freinés par l'augmentation de la

production de pétrole hors OPEP et par la faible croissance de la demande. Dans la région, outre une augmentation globale de la production d'énergie, on a observé une certaine amélioration de l'utilisation de celle-ci.

On a pris conscience qu'il fallait accroître la production locale, en particulier celle de céréales et de produits animaux. On a donc relevé les prix à la production, notamment en 1983 où les hausses ont été les suivantes: 34, 20 et 8 pour cent respectivement pour le blé, les bovins et les porcs en Pologne; 6,4 pour cent en moyenne en Tchécoslovaquie pour la production végétale; 4,4 pour cent en moyenne en Hongrie pour les prix officiels d'achat des produits agricoles; 50-60 pour cent en RDA, soit une hausse sans précédent depuis 35 ans; enfin, 34 pour cent en URSS pour la viande. La production de l'élevage a été décevante au début des années 80, à cause notamment des difficultés rencontrées en Pologne et en Roumanie.

On s'est aussi rendu compte que la subvention des prix de détail des produits alimentaires et agricoles pesait d'un poids insupportable sur les budgets nationaux et qu'il n'y avait pas d'autre solution que de les relever. C'est ce qu'ont fait plusieurs pays de la région en 1984 et 1985. Par exemple, en Hongrie, les prix au détail de la viande et des produits carnés ont augmenté en moyenne de 21 pour cent au début de 1985. En Pologne, les prix de détail de toute une série de produits alimentaires ont été relevés de 11 à 82 pour cent au milieu de 1985. En revanche, en RDA, en Roumanie et en URSS, les prix alimentaires au détail sont restés pratiquement stables grâce à de lourdes subventions.

Entre 1965 et 1979, les pays d'Europe orientale où le secteur agricole est en grande partie décentralisé - Hongrie, Pologne et Roumanie - ont été mieux à même de s'adapter à l'évolution de la situation économique, et leur agriculture s'est montrée plus performante que celle de la Bulgarie, de la RDA et de la Tchécoslovaquie. A la fin des années 70, la Hongrie, soumise à des pressions internes et externes, a rapidement ajusté sa politique agricole; son exemple a été suivi par les autres pays entre 1981 et 1983. Les ajustements les plus rigoureux ont eu lieu en Pologne, dont le revenu national réel a baissé de 7,2 pour cent en 1980, 12 pour cent en 1981 et 5,5 pour cent en 1982. La production de l'agriculture et des forêts a diminué de 14,2 pour cent en 1980 mais s'est redressée de 1981 à 1985. La réaction de l'agriculture polonaise, en grande partie privée, au renforcement des incitations financières et à l'amélioration des conditions météorologiques s'est soldée par une augmentation d'environ 18 pour cent de la production végétale entre 1982 et 1985. La production céréalière record de l'Europe orientale (non compris l'URSS) en 1984, à savoir 114 millions de tonnes, est due pour une bonne part au niveau sans précédent de la récolte en Pologne (21,72 millions de tonnes).

Nouvelles mesures adoptées

D'autres mesures ont été adoptées. Des réformes ont notamment été entreprises en Bulgarie, en Hongrie et en RDA pour décentraliser la gestion de l'agriculture et accroître ainsi son efficacité. En Pologne, les superficies pouvant être cultivées par des exploitants privés ont beaucoup augmenté et, en 1984, le gouvernement a approuvé la création d'une fondation privée d'aide aux petits paysans. L'agriculture privée se compose en général de petites exploitations et a une faible priorité en ce qui concerne l'approvisionnement en intrants agricoles mais elle contribue beaucoup à la production végétale et animale de la région (voir encadré 2-1).

On a relevé les prix des intrants agricoles afin qu'ils soient utilisés plus efficacement. Ainsi, en 1984, le prix des engrais a augmenté de 60 pour cent en RDA. En Hongrie, les coûts de production ont probablement augmenté de 4 à 5 pour cent en 1985 à cause du renchérissement du prix des machines, des engrais et des herbicides.

Par des mesures spéciales d'incitation et par des investissements, on s'est efforcé d'améliorer la production et l'utilisation des aliments pour animaux, y compris les

ENCADRE 2-1

L'AGRICULTURE PRIVEE EN EUROPE ORIENTALE ET EN URSS

On reconnaît désormais dans la région que l'agriculture privée peut beaucoup contribuer à améliorer les approvisionnements alimentaires mais on ne lui assigne qu'un rôle complémentaire, sauf en Pologne. Il n'empêche que des mesures ont été prises dans les autres pays pour inciter les exploitants privés à livrer leur production aux fermes d'Etat, coopératives et autres organisations du secteur socialisé. Ces ventes, à des prix garantis, sont parfois exonérées d'impôts.

C'est en Hongrie et en Bulgarie que production privée et production socialisée sont le mieux intégrées. En Hongrie, 22 pour

cent de la production commercialisée proviennent du secteur privé. Ce pays est celui qui a adopté le plus de mesures en faveur de ce secteur, notamment en autorisant les producteurs à posséder de petits tracteurs et en leur octroyant différents autres avantages concernant l'impôt sur le revenu, le prix d'achat de leur production et les conditions de crédit pour les intrants. En Bulgarie, les producteurs privés fournissent sous contrat au secteur socialisé plus du quart de la viande et des oeufs qui sont commercialisés. Il n'empêche que l'agriculture socialisée reste dominante en URSS et en Europe orientale, sauf en Pologne, où elle est encore un objectif à long terme.

PART DU SECTEUR PRIVE DANS LES SUPERFICIES ET LA PRODUCTION AGRICOLES, 1982

	Bulgarie	Tchécoslovaquie	RDA	Hongrie	Roumanie	Pologne	URSS <u>a/</u>
	..... en pourcentage						
Terres agricoles	13	7	6	12	15	76	2
Production agricole brute	25	...	...	28	14	81	...
Blé	3	2	...	2	1	75	1 <u>b/</u>
Maïs	29	21	...	17	25	37	...
Pomme de terre	51	12	6 <u>a/</u>	63	58	92	64
Betterave sucrière	-	-	...	2	6	83	...
Légumes	33	40	11	62	42	92	33
Fruits	37	70	30	50	58	91	42
Viande	40	27	...	54	45	28	- <u>c/</u>
Lait	21	...	-1 <u>a/</u>	28	61	86	30
Oeufs	56	...	...	62	58	90	...
Cheptel:							
Bovins	21	4	4	21	38	77	...
Porcins	20	9	20	52	25	86	...
Volaille	38	25	44	72	39	90	...

NB: Faute de données, l'Albanie ne figure pas dans ce tableau.

a/ 1980.

b/ Céréales et légumineuses.

c/ La ventilation est la suivante: 18,9 pour cent pour la viande de boeuf, 40,3 pour cent pour le porc et 37,6 pour cent pour la volaille.

Sources: Département de l'agriculture, Etats-Unis, Eastern Europe: Outlook and Situation Report, Economic Research Service, juin 1984, p. 17; et Institut de recherche sur l'économie agricole, Budapest, bulletin N° 51, 1982.

fourrages grossiers. En URSS, plutôt que de continuer à investir dans de grands complexes d'élevage, on s'est surtout efforcé de garantir un approvisionnement suffisant en aliments pour animaux. En 1983, le système des brigades de travail a été étendu aux cultures fourragères en vue d'accroître la productivité du travail, laquelle revêt une importance capitale. En Union Soviétique, l'agriculture emploie environ 27 millions de personnes, soit 21 pour cent de la population active. L'objectif était également de stabiliser la production en laissant aux brigades de travail l'entière responsabilité de la production fourragère pendant au moins un an. La superficie des cultures fourragères est passée de 29 à 33 pour cent de l'ensemble des superficies ensemencées en 1984, ce qui montre que l'on fait plus d'efforts pour les fourrages grossiers que pour les aliments concentrés.

Pour conserver aux sols leur fertilité et accroître l'efficacité économique, il fallait: i) faire un gros effort d'amélioration des terres, notamment en RDA, en Bulgarie et en Roumanie; ii) améliorer l'approvisionnement en engrais et en produits phytosanitaires, en particulier en Hongrie, en Pologne et en Roumanie; iii) mieux intégrer élevage et agriculture en URSS.

Il est admis que, pour atteindre les objectifs qualitatifs et quantitatifs, il faut donner aux entreprises ou exploitations une plus grande autonomie. On observe toutefois des tendances divergentes en Europe orientale. En Pologne, par exemple, le Parlement a approuvé des réformes économiques qui vont dans le sens d'une plus grande autonomie alors qu'en RDA, les exploitations ont été regroupées et les décisions appartiennent désormais à un conseil des coopératives et non à la coopérative elle-même.

Il est encore trop tôt pour évaluer précisément les résultats de ces réorientations et réformes mais on observe déjà que la croissance de la production agricole s'est accélérée au début des années 80 en Europe orientale et en URSS. La production vivrière de la région a augmenté de 2,7 pour cent par an entre 1980 et 1985, contre un taux annuel de 1,6 pour cent seulement durant les années 70; toutefois, elle a stagné en 1985. C'est en 1984 que la RDA a eu sa meilleure récolte de céréales (11,5 millions de tonnes).

Les importations agricoles ont été freinées. En 1983, les importations alimentaires de l'Europe orientale et de l'URSS ont été du même niveau qu'en 1980 tandis que celles d'aliments pour animaux étaient en baisse de 11 à 12 pour cent. L'Europe orientale a par ailleurs réduit d'un quart ses importations de blé entre 1982-83 et 1984-85. La région reste exportatrice nette de viande mais demeure importatrice nette de produits agricoles.

L'URSS a importé beaucoup de céréales en 1984 et 1985 (45 millions de tonnes en 1984, ce qui constitue un record) mais les nouvelles politiques pourraient faire baisser ces importations, de même que celles de produits carnés, et accroître celles d'intrants techniques, de matériel et d'aliments pour animaux (aliments d'appoint ou protéines de soja). De 1975 à 1982, les importations soviétiques d'intrants techniques pour l'agriculture ont presque triplé pour atteindre 2,7 millions de dollars.

Pour la première fois en 15 ans, un sommet du CAEM s'est tenu à Moscou en juin 1984. Il a jugé que le développement du complexe agro-industriel et la coopération dans ce secteur devaient recevoir la plus haute priorité. En outre, les membres du CAEM ont été invités à appuyer les investissements dans le secteur alimentaire et dans l'agriculture des principaux pays de la région qui exportent des produits agricoles (Hongrie, Bulgarie, Roumanie). Un développement conjoint de l'agriculture des pays du CAEM est prévu, mais aucun plan concret n'a encore vu le jour.

Tableaux annexes

TABEAU ANNEXE 1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUELES 1974-84
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT												
MONDE												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES*TOTAL	1338658	1372714	1481070	1472531	1605239	1555565	1566082	1553339	1703052	1645435	1805034	2.62
BLE	364141	359905	425431	387290	451197	428527	446354	454601	485336	495241	524322	3.52
RIZ*PADDY	333320	359136	350648	372261	388145	377266	399025	412500	423927	451917	470996	3.19
ORGE	152741	137877	172158	160259	179940	158215	160117	155190	162258	167728	172073	.93
MAIS	307168	342342	351615	371502	394549	419650	396858	450024	448611	347600	453001	2.88
MILLET ET SORGH0	86554	90344	90844	94942	97373	93128	83795	101680	95911	92202	97343	.75
TUBERCULES	558924	553281	551402	572237	597659	587398	537866	555696	557667	561988	595288	.23
POMMES DE TERRE	293910	284903	291860	298740	315621	320929	264165	288974	288494	287558	311559	.04
MANIOC	104679	110136	114256	117731	121275	117201	124882	127941	127520	125250	133897	2.08
LEGUMINEUSES SECHES*TOT.	42650	40048	44836	42606	44552	40953	40559	42632	45300	46368	47812	1.00
AGRUMES	46542	48115	49090	50421	49761	51078	56117	56190	55001	58881	56082	2.22
BANANES	33193	32989	34177	36343	36848	37859	39541	40862	40800	40764	41259	2.55
POMMES	27423	31284	31647	30445	32430	36556	34104	32742	41421	39301	39596	3.47
HUILES VEG.EQUIV.D*HUILE	38810	42153	40069	45210	47419	51241	49779	53573	57177	53233	59205	4.18
GRAINES DE SOJA	52580	64278	57409	73784	75382	88797	81097	88184	92212	79434	90441	-5.04
ARACHIDES NON DECORT.	17293	19076	17061	17369	18252	18189	17018	20699	18362	18965	20326	1.18
GRAINES DE TOURNESOL	10992	9626	10517	12303	13353	15311	13615	14261	16334	15584	16423	5.19
GRAINES DE COLZA	7351	8788	7612	7904	10570	10542	10514	12340	15065	13998	16551	8.38
GRAINES DE COTON	26091	22672	22070	25668	24426	26409	26648	28698	27939	27571	35134	3.03
COPRAH	3478	4561	5286	4710	4861	4296	4530	4698	4786	4535	4082	.37
PALMISTES	1365	1389	1404	1479	1406	1679	1808	1865	2220	2139	2380	6.18
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	75714	79286	83574	89753	90439	88445	84127	93258	102501	97786	100096	2.63
CAFE VERT	4770	4596	3521	4408	4723	4949	4805	6041	4981	5651	5173	2.69
FEVES DE CACAO	1556	1561	1353	1465	1488	1677	1659	1736	1616	1589	1742	1.48
THE	1476	1538	1582	1749	1792	1818	1872	1880	1948	2055	2190	3.65
COTON*FIBRE	13988	12337	11950	13972	13248	13932	13972	15277	14806	14319	18246	2.58
JUTE ET FIBRES SIMIL.	3139	3177	3389	3706	4490	4476	4102	4247	3756	3947	4306	2.71
SISAL	847	758	559	558	503	501	528	491	503	404	443	-5.55
TABAC BRUT	5259	5385	5700	5548	5979	5409	5300	5963	6893	5966	6457	1.86
CAOUTCHOUC NATUREL	3410	3322	3628	3667	3735	3834	3776	3777	3786	4040	4185	1.84
VIANDE*TOTAL	111006	112789	115104	119198	123755	128539	132226	134794	136207	140470	143817	2.76
LAIT*TOTAL	421805	426120	434978	447532	454459	461222	467868	469858	480994	499586	500420	1.76
OEUF*TOTAL	22255	22963	23372	24373	25566	26390	27179	27875	28628	29251	30132	3.16
LAINE EN SUINT	2622	2719	2673	2651	2635	2693	2761	2822	2855	2882	2891	1.00
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIADR	7256	7467	7270	7469	7420	7675	8008	8595	8876	9654	10172	3.39
POISSONS MARINS	52196	51384	54730	53120	54774	55043	55319	57422	58271	57657	62612	1.58
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	6234	6615	6954	7492	7781	8111	8606	8694	9227	9157	9609	4.38
MAMMIFERES AQUATIQUES	1	1	2	2	2	18	18	12	8	1		
ANIMAUX AQUATIQUES	134	139	131	237	199	202	131	222	282	421	444	11.69
PLANTES AQUATIQUES	2615	2480	2492	3080	3224	3187	3349	3061	3096	3252	3544	3.03
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	566038	542507	597348	611981	629674	635839	609580	574975	552424	608571	606172	.37
GRUMES DE FEUILLUS	226470	210742	232325	236539	248752	250396	258611	244918	233188	242377	241820	.92
BOIS DE TRITUR.*PARTIC.	358182	322668	323349	315552	332201	356937	370081	372677	361800	368924	376743	1.43
BOIS DE CHAUFFAGE	1257709	1281960	1314516	1327032	1365737	1417964	1474366	1515748	1545663	1570907	1597836	2.61
SCIAGES DE CONIFERES	321243	304700	329361	342700	346473	347052	333602	313534	310517	338078	338894	.26
SCIAGES DE FEUILLUS	100564	96710	102837	103344	108209	110447	113724	111251	107024	108932	109843	1.13
PANNEAUX A BASE DE BOIS	87986	84435	95211	101416	104234	106071	101062	100225	94694	103738	105680	1.53
PATE DE BOIS POUR PAPIER	117575	103236	112890	114476	120557	125761	128516	127858	122812	130888	137722	2.09
PAPIERS ET CARTONS	150554	130840	147521	152319	160195	169301	170007	176446	166319	175733	186392	2.66
EUROPE OCCIDENTALE												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES*TOTAL	158627	146629	141804	153145	168201	164364	177509	167185	181271	173782	211737	2.85
BLE	62617	52829	56722	53460	63943	60267	70024	66265	73690	73838	93073	4.30
RIZ*PADDY	1707	1684	1511	1311	1650	1831	1701	1597	1704	1515	1747	.44
ORGE	47507	45657	42544	51197	55362	52830	57235	50625	53712	49813	62912	2.26
MAIS	26235	27345	24098	29539	28202	32384	31280	32623	35495	34539	36373	3.73
MILLET ET SURGHO	497	500	476	601	761	643	613	599	508	466	499	-2.72
TUBERCULES	58511	47519	45108	55022	53084	52002	49188	46584	48357	42454	50483	-1.18
POMMES DE TERRE	58368	47380	44953	54872	52940	51857	49040	48446	48226	42332	50374	-1.18
LEGUMINEUSES SECHES*TOT.	2036	1880	1542	1650	1776	1790	1869	1634	1916	2112	2756	2.45
AGRUMES	6533	6656	6626	6603	6268	6458	6461	6772	6732	8651	6360	.95
BANANES	426	385	362	422	430	436	511	522	492	499	484	2.94
POMMES	9908	11473	10200	7653	10637	10639	10674	7646	12696	9090	10926	.20
HUILES VEG.EQUIV.D*HUILE	2241	2613	2128	2596	2737	2676	3309	2927	3764	3635	4243	6.24

1/ PRISES NOMINALES (POIDS VIF)*NON COMPRIS LES BALEINES

2/ TOUTS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUALES 1974-84
	.....MILLIERS DE TUNNES METRIQUES.....											POURCENT
GRAINES DE SOJA	59	47	57	76	85	102	66	113	233	300	389	21.73
ARACHIDES NON DECORT.	16	19	17	19	20	21	19	15	15	17	15	-1.61
GRAINES DE TOURNESOL	691	856	772	1010	1149	1276	1302	1219	1736	1877	2476	11.98
GRAINES DE COLZA	1611	1338	1388	1330	1731	1696	2543	2522	3296	3142	4207	12.01
GRAINES DE COTON	351	332	300	337	326	284	333	366	285	329	384	4.40
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	11181	12918	13810	15445	15603	15794	15733	19072	18015	14775	16603	3.46
COTON+FIBRE	175	165	145	173	165	146	175	196	156	176	200	1.27
TABAC BRUT	329	401	446	371	409	440	401	438	462	436	479	2.33
VIANDE,TOTAL	25184	25160	25653	25317	27215	28488	29342	29606	29661	30075	30904	2.28
LAIT,TOTAL	125534	126758	129359	132359	136901	139564	141870	142417	146255	150537	149074	1.92
OEUFs,TOTAL	4925	5053	5118	5191	5315	5394	5442	5535	5690	5602	5537	1.34
LAINE EN SUINT	167	150	154	152	157	157	159	159	161	163	169	6.60
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIADR	176	182	182	183	200	210	260	248	265	272	280	5.54
POISSONS MARINS	10143	9777	10388	10941	10283	10035	9956	10003	9500	9703	10073	-6.62
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	981	1034	960	947	953	917	1036	1048	1131	1170	1122	1.79
MAMMIFERES AQUATIQUES						17	18	12	8	1		
ANIMAUX AQUATIQUES	5	2	4	3	5	2	1	1	1	1	1	-19.74
PLANTES AQUATIQUES	262	228	217	280	295	290	258	217	233	231	253	-5.50
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	93756	74687	83972	87161	89561	96073	97381	90791	89591	94371	92576	1.13
GRUMES DE FEUILLUS	23841	20797	20736	21885	24084	23882	24240	23838	22270	21445	21381	-0.03
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	88077	86604	79816	73403	75913	83932	83788	86401	84016	82574	86439	2.27
BOIS DE CHAUFFAGE	38307	36864	36847	35247	33891	35345	36965	38628	38413	38872	39145	6.65
SCIAGES DE CONIFERES	51486	42871	47330	49222	49034	53617	54880	56555	49985	52349	53389	1.20
SCIAGES DE FEUILLUS	12313	10508	11630	12385	12538	12724	12437	11472	11295	10637	10942	-7.72
PANNEAUX A BASE DE BOIS	24334	22647	25139	25131	25532	26598	26577	24932	23568	23831	23847	-0.07
PATE DE BOIS POUR PAPIER	27433	23018	24020	23196	24932	26693	26647	26489	25046	26895	29120	1.26
PAPIERS ET CARTONS	41271	33366	38628	39230	41472	45174	44736	44707	43738	45498	49817	2.66
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES,TOTAL	263336	208405	293308	266091	312719	251009	264130	234582	261662	272492	259896	6.22
BLE	111876	90542	126017	121253	151590	113566	127688	106325	116480	108417	112471	0.07
RIZ+PADDY	2092	2228	2126	2381	2269	2534	2934	2576	2681	2818	2717	3.10
ORGE	68374	49605	83290	67038	78108	62927	59219	54313	57740	70203	58351	-1.09
MAIS	28245	27736	30909	30955	29062	32920	30619	30376	37348	35674	37351	2.75
MILLET ET SORGHU	3180	1330	3513	2231	2408	1744	2077	1685	2178	2767	2479	-4.41
TUBERCULES	153757	151145	152736	145232	154405	163116	111251	135403	129664	135629	147334	-1.45
POMMES DE TERRE	153754	151141	152734	145229	154403	163113	111249	135399	129661	135627	147332	-1.45
LEGUMINEUSES SECHES,TOT.	9588	6149	9328	8231	8620	5052	7132	6457	7478	9261	8452	-3.30
AGRUMES	127	160	134	234	204	340	161	313	286	415	369	11.29
POMMES	7348	8744	10436	10946	8967	11301	8567	10002	13278	13125	11935	4.22
HUILES VEG.EQUIV.D'HUILE	4790	4257	4455	4639	4472	4436	4330	4365	4676	4572	4501	-0.05
GRAINES DE SOJA	710	1111	834	862	1012	1042	1118	907	1007	953	997	1.70
ARACHIDES NON DECORT.	3	5	4	4	5	6	7	9	9	8	8	10.66
GRAINES DE TOURNESOL	7933	6340	6666	7395	6794	7208	6328	6636	7350	6904	6529	-6.60
GRAINES DE COLZA	983	1312	1531	1285	1306	574	1129	1097	1064	1312	1718	1.13
GRAINES DE COTON	5170	4863	5066	5366	5210	5615	6100	5901	5687	5742	5420	1.46
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	11817	12112	11003	13894	13621	12229	10861	10971	12450	13563	13617	6.61
THE	81	80	92	100	111	118	130	137	140	146	151	6.71
COTON+FIBRE	2497	2667	2597	2709	2744	2514	2816	2905	2800	2598	2354	-0.01
JUTE ET FIBRES SIMIL.	39	36	49	47	44	48	52	45	50	55	58	3.61
TABAC BRUT	606	646	712	608	567	627	545	574	637	670	664	1.10
VIANDE,TOTAL	23281	24094	22260	23833	25053	25259	25111	24866	24746	26050	26894	1.32
LAIT,TOTAL	129963	129588	127514	134505	135205	133850	131386	127756	129328	137330	140560	6.52
OEUFs,TOTAL	4642	4825	4769	5174	5397	5498	5630	5818	5853	6053	6239	3.02
LAINE EN SUINT	558	566	534	567	578	573	559	574	571	584	595	6.58
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIADR	1004	1329	1060	1089	1037	1137	1078	1122	1178	1213	1209	6.63
POISSONS MARINS	7395	10000	10329	9226	8918	8621	9066	9117	9306	9518	10365	-0.01
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	130	158	109	240	207	437	565	540	732	428	368	17.21
ANIMAUX AQUATIQUES										1		22.35
PLANTES AQUATIQUES	2	5	2	2	15	19	20	19	16	15	17	28.66
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	163360	171306	166669	164533	158643	154849	155724	155698	153520	156432	155522	-8.89
GRUMES DE FEUILLUS	34896	36349	35247	35079	34599	33545	33594	33619	33109	33368	33435	-7.78
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	62358	58956	57328	57068	55829	55277	55992	55666	56524	57323	57139	-4.57

1/ PRISES NOMINALES (POIDS VIF), NON COMPRIS LES BALEINES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABEAU ANNEXE 1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUALES 1974-84
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT												
BOIS DE CHAUFFAGE	97342	96538	97125	94655	92055	91301	92415	96413	99294	96236	96329	-0.06
SCIAGES DE CONIFERES	115371	117612	114640	110966	103612	102829	101494	100809	100153	100264	99242	-1.89
SCIAGES DE FEUILLUS	20382	20492	20031	19551	19365	18638	18260	18269	18060	18255	18137	-1.40
PANNEAUX A BASE DE BOIS	13696	14353	15524	16518	17095	17005	17464	17598	18023	18719	18937	2.90
PATE DE BOIS POUR PAPIER	10669	11012	11598	11343	12161	11489	11607	11774	12054	12873	12991	1.53
PAPIERS ET CARTONS	12814	13495	14079	14428	14520	13989	14102	14264	14356	14993	15044	1.12
AMERIQUE DU NORD DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES.TOTAL	235557	236543	303102	308361	318607	338726	311336	381936	386628	255321	358193	2.55
BLE	61800	74967	82068	75529	69459	75277	84092	100608	101988	92363	91817	3.92
RIZ.PADDY	5078	5826	5246	4501	6040	5985	6629	8289	6969	4523	6296	2.03
ORGE	15293	17765	18852	21115	20299	16821	19257	24033	25198	21289	23342	3.62
MAIS	122040	152006	163511	169484	189092	206659	174400	212895	215693	111974	201951	2.30
MILLET ET SORGHU	15817	19161	18055	19837	18575	20509	14716	22247	21212	12384	22004	.35
TUBERCULES	18652	17398	19176	19186	19727	18895	16762	16681	19565	18253	19838	.31
POMMES DE TERRE	18042	16810	19570	18642	19129	18285	16262	18097	18889	17702	19246	.33
LEGUMINEUSES SECHES.TOT.	1310	1155	1111	943	1304	1299	1676	1954	1717	1149	1357	2.92
AGRUMES	12167	13237	13415	13827	12932	12092	14954	13703	10938	12344	9787	-1.67
BANANES	3	3	2	3	3	2	2	3	3	2	4	.41
POMMES	3391	3876	3345	3468	3898	4121	4553	3933	4162	4283	4193	2.32
HUILES VEG.EQUIV.D*HUILE	8113	9967	8243	11852	12875	15756	11883	13251	14346	10906	13012	4.20
GRAINES DE SOJA	33383	42507	35321	48678	51376	62183	49612	54742	60459	45254	51589	3.93
ARACHIDES NON DECORT.	1664	1745	1696	1685	1793	1800	1045	1806	1560	1495	1998	-0.32
GRAINES DE TOURNESOL	298	574	487	1411	1943	3528	1863	2201	2515	1503	1795	18.42
GRAINES DE COLZA	1163	1839	837	1973	3497	3411	2483	1849	2225	2609	3382	8.72
GRAINES DE COTON	4091	2919	3739	5009	3873	5242	4056	5803	4304	2791	4671	1.14
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	5048	6443	6170	5403	5482	5167	5438	5784	5384	5217	5476	-0.65
CAFE VERT	1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	-0.20
COTON.FIBRE	2513	1807	2304	3133	2364	3185	2422	3406	2605	1692	2827	.81
TABAC BRUT	1019	1096	1051	973	1034	771	918	1048	975	758	875	-2.18
VIANDE.TOTAL	24492	23877	25825	26019	25869	26138	26993	27394	26829	27750	28050	1.41
LAIT.TOTAL	60062	60095	62205	63384	62716	63653	66153	68339	69857	71507	69916	1.84
OEUF.S.TOTAL	4191	4128	4115	4125	4276	4417	4463	4473	4464	4380	4389	.84
LAINE EN SUINT	65	55	51	50	48	49	49	51	50	48	45	-2.25
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIADR	309	263	328	356	396	433	476	502	485	499	495	6.53
POISSONS MARINS	2450	2492	2685	2581	3032	3106	3153	3122	3519	3656	3888	4.72
CRUSTAC MOLLUSJ CEPHALOP	1057	1075	1130	1272	1347	1376	1350	1558	1378	1323	1643	3.74
ANIMAUX AQUATIQUES	6	6	9	9	11	10	2	2	10	10	9	.30
PLANTES AQUATIQUES	224	198	189	195	196	195	191	78	103	29	63	-14.87
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	237683	222108	267372	278553	299879	298266	260961	238884	220996	269238	269238	.34
GRUMES DE FEUILLUS	37932	32125	34953	36846	40908	42727	43206	39834	29093	34299	34299	-0.53
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	165000	132931	139779	136788	146956	157282	163894	164429	156026	161024	165064	1.44
BOIS DE CHAUFFAGE	21663	22907	23891	35677	51645	71933	95976	107410	107595	108119	108119	21.68
SCIAGES DE CONIFERES	96191	87609	106334	117151	122447	122145	109395	97815	95389	121161	121616	-1.53
SCIAGES DE FEUILLUS	17626	14831	16373	16614	17282	18432	18650	17087	12324	14410	14460	-1.65
PANNEAUX A BASE DE BOIS	31038	28739	33860	37274	37288	36649	31026	32011	26790	33242	34688	-0.05
PATE DE BOIS POUR PAPIER	59779	50660	57186	58462	61368	63750	65241	65672	61372	65863	69902	2.15
PAPIERS ET CARTONS	65753	55315	63548	65478	68440	70896	70229	71502	67307	72157	76588	2.02
OCEANIE DEVELOPPEE												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES.TOTAL	16977	18422	18376	15315	26087	24143	17159	24472	15066	31969	29719	4.58
BLE	11572	12162	12213	9724	18415	16483	11162	16686	9168	22317	18981	4.29
RIZ.PADDY	409	388	417	530	490	692	613	728	854	548	632	6.15
ORGE	2755	3442	3132	2655	4265	3967	2910	3721	2295	5236	6125	4.68
MAIS	194	291	316	355	305	348	307	325	382	282	392	3.52
MILLET ET SORGHU	1096	923	1151	975	747	1162	936	1231	1355	987	1929	3.97
TUBERCULES	870	977	953	1003	1027	1012	1091	1089	1168	1126	1327	3.24
POMMES DE TERRE	857	767	745	999	1010	1601	1071	1075	1157	1116	1314	3.25
LEGUMINEUSES SECHES.TOT.	127	157	109	106	120	175	209	225	315	321	609	13.87
AGRUMES	434	458	428	461	496	489	566	509	534	527	590	2.84
BANANES	118	103	115	73	113	125	124	130	140	146	145	3.39
POMMES	447	527	447	447	444	525	510	549	520	534	513	1.21
HUILES VEG.EQUIV.D*HUILE	91	98	74	36	140	159	120	126	122	105	164	4.97
GRAINES DE SOJA	64	74	45	55	77	99	82	73	77	53	89	2.42
ARACHIDES NON DECORT.	29	32	35	32	39	62	39	43	58	23	47	2.95

1/ PRISES NOMINALES (POIDS VIF). NON COMPRIS LES BALEINES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS. A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS. SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUALES 1974-84
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT												
GRAINES DE TOURNESOL	34	113	95	75	158	186	142	139	115	164	170	5.01
GRAINES DE COLZA	9	12	9	16	24	41	18	15	7	17	33	6.46
GRAINES DE COTON	50	54	41	46	72	79	136	161	219	164	230	20.28
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	2848	2855	3296	3313	2902	2963	3330	3435	3536	3170	3548	1.77
COTON+FIBRE	31	33	25	28	44	53	83	99	134	101	141	20.31
TABAC BRUT	20	18	18	19	19	19	18	17	15	15	16	-2.37
VIANDE+TOTAL	3189	3525	4032	4639	4307	4102	3799	3811	3855	3923	3583	.56
LAIT+TOTAL	12654	12773	12984	12532	11724	12202	12248	12079	12203	12592	13482	.03
OEUF+TOTAL	259	268	263	264	274	268	264	277	272	272	267	.33
LAINE EN Suint	986	1088	1066	1005	988	1625	1066	1082	1080	1073	1092	.65
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIADR	4	5	4	5	5	5	4	4	4	4	5	-0.86
POISSONS MARINS	123	98	105	122	130	138	167	200	189	199	203	7.88
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	79	70	72	81	81	93	113	121	150	157	166	9.83
PLANTES AQUATIQUES	4		1	1	1	1	1	1	1	1	1	
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	6537	6356	7595	7178	6913	7021	8443	8607	8357	7703	7177	1.91
GRUMES DE FEUILLUS	7240	6490	6631	6518	6336	5846	5881	6077	5725	4569	4764	-3.70
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	5006	7613	7191	8576	8335	8330	9890	10177	9513	9865	10997	5.91
BOIS DE CHAUFFAGE	1596	1609	1607	1617	1636	1447	1458	1818	2118	2524	2924	5.39
SCIAGES DE CONIFERES	2882	2821	3067	2917	2559	2743	3101	3370	3414	3141	3204	1.61
SCIAGES DE FEUILLUS	2533	2505	2430	2340	2063	1986	2069	2145	2013	1790	1917	-3.11
PANNEAUX A BASE DE BOIS	988	720	1054	1043	1059	1073	1166	1215	1228	1053	1199	2.18
PATE DE BOIS POUR PAPIER	1505	1524	1660	1714	1699	1699	1824	1913	1896	1794	1991	2.52
PAPIERS ET CARTONS	1732	1697	1761	1890	1867	1942	2104	2151	2188	2101	2214	2.87
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES+TOTAL	45529	47656	47646	44958	49398	48204	49360	48839	51843	45163	46295	.15
BLE	4996	5379	5760	3634	4789	4646	5423	4371	5644	4626	4719	-0.41
RIZ+PADDY	5491	5732	5752	5726	5893	6005	6207	6492	6503	6630	6826	2.15
ORGE	3669	3324	4699	2468	3894	3769	4464	3150	4435	2882	3150	-0.80
MAIS	14507	15569	15910	15490	15824	14394	14084	15815	16160	14415	15100	-0.12
MILLET ET SORGHO	15738	16363	16196	16412	17586	17691	17468	17539	17335	15182	15282	-0.12
TUBERCULES	75097	79732	80670	80272	80622	81316	84685	86630	90280	87909	95205	1.94
POMMES DE TERRE	2231	2482	2673	2665	3044	3105	3211	3278	3543	3772	3725	5.17
MANIOC	42511	46305	46844	46792	45451	45475	48342	49602	51482	50662	56062	2.02
LEGUMINEUSES SECHES+TOT.	4630	4962	5228	4639	5067	5199	4889	5037	5397	5038	4869	.49
AGRUMES	2636	2417	2394	2486	2696	2492	2618	2549	2517	2410	2574	.04
BANANES	3845	3765	3975	3943	3990	4164	4476	4582	4602	4633	4641	2.40
POMMES	52	59	56	61	61	64	73	81	82	84	94	5.83
HUILES VEG.+EQUIV.D'HUILE	3902	4103	4040	3683	3788	3755	3861	3885	4021	3817	3898	-0.17
GRAINES DE SOJA	112	123	147	152	182	193	216	198	217	192	200	6.15
ARACHIDES NON DECORT.	4067	4199	4488	3327	3762	3487	3306	3817	3899	3016	3344	-2.32
GRAINES DE TOURNESOL	85	101	125	149	157	150	140	134	130	149	171	4.49
GRAINES DE COLZA	21	21	22	22	22	21	22	16	16	24	16	-2.21
GRAINES DE COTON	1025	878	937	944	944	892	910	872	855	960	1089	.17
COPIRAH	148	145	167	161	170	180	178	173	187	193	196	2.81
PALMISTES	742	728	689	685	587	695	734	743	748	736	756	.70
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	2919	2824	3110	3045	3370	3522	3525	3728	3912	3936	3940	3.67
CAFE VERT	1267	1313	1165	1235	1064	1087	1162	1273	1198	1193	1160	-0.53
FEVES DE CACAO	1025	1004	860	944	902	1034	1024	1068	875	866	1048	-0.07
THE	151	152	157	192	202	197	185	195	206	219	235	4.11
COTON+FIBRE	539	469	507	505	504	478	509	483	484	551	599	.87
JUTE ET FIBRES SIMIL.	11	11	8	7	8	8	8	8	9	9	9	-1.51
SISAL	350	260	223	204	175	156	168	146	142	124	119	-9.03
TABAC BRUT	193	220	245	223	223	252	269	213	241	265	305	2.83
CAOUTCHOUC NATUREL	234	222	204	205	195	194	185	200	187	204	221	-0.91
VIANDE+TOTAL	3709	3824	3979	4211	4378	4500	4630	4749	4861	4952	4970	3.13
LAIT+TOTAL	6255	6575	6806	7076	7393	7616	7627	7712	8082	8342	8202	2.79
OEUF+TOTAL	449	474	508	543	571	612	646	677	728	767	791	5.97
LAINE EN Suint	72	72	76	67	69	70	73	74	82	92	95	2.56
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIADR	1232	1276	1334	1384	1336	1305	1269	1255	1316	1395	1389	.60
POISSONS MARINS	1720	1479	1434	1577	1620	1516	1538	1694	1675	1742	1599	.77
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	52	48	55	56	68	67	92	106	119	152	153	13.49
ANIMAUX AQUATIQUES	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	-3.43
PLANTES AQUATIQUES	5	6	5	5	5	5	5	5	5	5	5	-0.32

1/ PRISES NOMINALES (POIDS VIF), NON COMPRIS LES JALCINES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUELLES 1974-84
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT												
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	1037	1030	1137	1292	1316	1032	1286	1241	1434	1124	1219	1.39
GRUMES DE FEUILLUS	14030	13677	15533	15862	16226	16714	17862	16762	16387	16349	16452	1.71
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	1498	2137	2213	2255	2610	2171	2002	2098	2037	2050	2117	.75
BOIS DE CHAUFFAGE	255632	253036	270937	231511	289898	277814	307627	316846	326096	334483	343878	3.04
SCIAGES DE CONIFERES	429	445	506	525	457	492	508	570	566	535	555	2.52
SCIAGES DE FEUILLUS	3210	3350	3244	3675	4460	4552	5706	5916	6283	6587	6914	9.24
PANNEAUX A BASE DE BOIS	765	639	752	347	918	955	1067	1103	1156	1225	1207	6.43
PATE DE BOIS POUR PAPIER	290	305	336	321	343	409	434	462	371	387	387	3.38
PAPIERS ET CARTONS	195	218	219	265	281	344	350	354	368	372	371	7.28
AMERIQUE LATINE												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES.TOTAL	78411	80549	86257	86101	85308	84083	88507	104468	105185	99501	107096	3.16
BLE	13474	14971	19336	11540	14969	15103	14855	15179	22699	20077	21862	4.29
RIZ+PADDY	12244	14039	15418	15111	13425	14445	16477	15632	17525	14716	16972	2.28
ORGE	1249	1556	1883	1376	1716	1330	1302	1263	1147	1161	1359	-2.41
MAIS	39579	33273	37388	43729	40151	39751	45249	55372	47824	47012	51104	3.17
MILLET ET SORGHO	10780	10510	10984	13216	13728	12264	9559	16938	14779	15070	14391	3.52
TUBERCULES	45114	45733	45181	46034	46451	45603	43717	46077	45341	41268	43165	-6.62
POMMES DE TERRE	9969	9260	9738	10102	10903	10988	10366	11851	11746	10067	11924	1.89
MANIOC	30926	32107	31326	31966	31500	30936	29880	30835	30100	27777	27607	-1.26
LEGUMINEUSES SECHES.TOT.	4646	4732	3911	4691	4719	4580	4313	5357	5648	4361	5493	1.68
AGRUMES	11287	11889	12795	13411	13812	14534	16932	17567	17948	18028	21012	6.12
BANANES	17402	17027	17655	18412	18189	17813	18006	18811	19099	18343	19168	.99
POMMES	1297	1090	1198	1329	1449	1670	1651	1683	1688	1673	1864	4.80
HUILES VEG.EQUIV.O*HUILE	4219	4388	4654	5389	5241	5823	6484	6276	6151	6507	7242	5.25
GRAINES DE SOJA	9180	11410	12643	14980	12927	15464	19814	20396	18727	20218	24203	8.88
ARACHIDES NON DECORT.	979	1049	1058	1157	1014	1389	1099	984	938	813	844	-2.13
GRAINES DE TOURNESOL	1033	304	1192	955	1717	1550	1756	1351	2066	2450	2266	10.27
GRAINES DE COLZA	41	68	111	91	61	75	96	64	32	17	18	-11.65
GRAINES DE COTON	3426	2771	2354	3369	3220	3098	2958	2779	2475	2284	2959	-1.64
COPRAH	220	224	229	232	236	214	234	224	226	218	191	-7.84
PALMISTES	239	275	297	311	298	324	326	309	306	307	287	.50
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	24468	23794	25946	27249	26929	26281	26421	27245	28853	28596	29407	1.79
CAFE VERT	3136	2854	1905	2673	3096	3262	2961	4072	3064	3774	3388	3.45
FEVES DE CACAO	476	497	432	459	520	573	552	563	612	583	532	2.49
THE	44	51	44	52	39	44	51	39	49	56	57	1.62
COTON.FIBRE	1954	1565	1341	1896	1809	1728	1652	1556	1325	1329	1703	-1.68
JUTE ET FIBRES SIMIL.	93	108	127	114	100	114	112	132	95	104	113	.52
SISAL	470	481	321	342	316	333	346	335	351	270	313	-3.66
TABAC BRUT	670	676	727	740	768	797	732	690	757	709	733	.52
CAOUTCHOUC NATUREL	29	33	35	38	40	43	42	48	52	54	55	6.51
VIANDE.TOTAL	11091	11719	12516	13165	13683	13793	14213	14916	14887	14885	14369	2.82
LAIT.TOTAL	28916	31053	32713	32023	32498	33765	35543	35878	36574	36682	34691	2.05
OEUF.TOTAL	1657	1792	1889	1997	2204	2407	2596	2669	2702	2690	2896	5.83
LAINE EN SUINT	300	300	298	315	300	302	306	314	317	324	320	.75
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIAPR	250	266	226	249	279	235	296	322	339	434	456	6.35
POISSONS MARINS	6750	5877	7483	5017	8040	9203	8679	9590	10403	8103	10584	5.14
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	419	426	450	437	576	634	539	533	570	594	632	4.10
ANIMAUX AQUATIQUES	38	51	25	71	52	54	54	50	36	30	34	-2.09
PLANTES AQUATIQUES	90	30	92	99	90	129	124	152	222	213	214	11.58
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	16315	19171	21677	23341	22869	25673	31933	26246	26320	26092	26763	4.44
GRUMES DE FEUILLUS	19933	21948	23044	23694	23908	26284	29184	28056	27274	26901	27372	3.18
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	9866	11556	12913	13667	19804	26631	29264	29764	28999	29868	30009	13.30
BOIS DE CHAUFFAGE	202953	208117	213272	213219	223733	230990	236051	241127	247621	254843	260289	2.54
SCIAGES DE CONIFERES	7430	9051	7695	10541	11289	12149	11552	11506	10886	11179	11432	3.27
SCIAGES DE FEUILLUS	8807	9747	10843	11725	11531	12167	13736	14496	13697	13625	13909	4.58
PANNEAUX A BASE DE BOIS	2616	2782	3119	3364	3514	3741	4295	4439	4283	4494	4548	5.98
PATE DE BOIS POUR PAPIER	3011	2909	3291	3734	4180	4445	5485	5370	5684	6176	6222	8.80
PAPIERS ET CARTONS	5199	4787	5306	5637	6263	7026	7736	7491	7723	7982	8446	5.96
PROCHE-ORIENT EN DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES.TOTAL	44503	51689	56018	51652	54595	53694	55598	59736	58561	55891	53955	1.57
BLE	24353	29386	31354	29206	30324	30634	30842	32145	32548	31001	30835	1.70
RIZ+PADDY	4304	4012	4754	4559	4807	4762	4439	4835	5040	4570	4708	.57
ORGE	6252	7341	7335	7403	8197	8163	9336	10676	10601	10161	9557	4.23
MAIS	4798	4779	5466	5352	5498	5309	5547	5539	5720	6003	5690	1.80

1/ PRISES NOMINALES (POIDS VIF). NON COMPRIS LES JALEINES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUALES 1974-84
	.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....											POURCENT
MILLET ET SORGHU	3621	4472	4186	4132	4557	3625	4161	5503	3755	3330	2377	-2.80
TUBERCULES	4616	4357	5690	5028	5897	6521	7243	7561	7836	7793	7892	5.86
POMMES DE TERRE	4239	4428	5283	5435	5489	6032	6782	7094	7334	7314	7424	6.12
MANIOC	92	130	99	95	103	127	122	125	125	125	125	2.57
LEGUMINEUSES SECHES, TOT.	1735	1631	1874	1878	1736	1642	1856	1925	2296	2487	2314	3.57
AGRUMES	3139	3104	3175	3288	3432	3742	3697	3746	4286	4422	4327	3.94
BANANES	300	302	297	321	301	300	332	332	372	375	372	2.56
POMMES	1335	1393	1626	1635	1850	2359	2567	2513	2965	3206	3508	10.61
HUILES VEG. EQUIV. D'HUILE	1551	1429	1536	1426	1551	1400	1673	1340	1552	1326	1426	-6.67
GRAINES DE SOJA	47	82	123	119	197	195	145	209	319	340	297	18.45
ARACHIDES NON DECORT.	984	1040	870	1145	923	977	814	842	611	523	496	-6.99
GRAINES DE TOURNESOL	487	541	612	506	524	634	794	630	652	763	755	4.27
GRAINES DE COLZA	1		0	14	13	43	12	6	2			-7.90
GRAINES DE COTON	2961	2523	2329	2609	2471	2330	2284	2201	2311	2471	2566	-1.12
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	2323	2455	2846	2678	2512	2587	2492	3104	3748	3804	3715	4.85
CAFE VERT	4	4	4	4	5	5	5	5	4	4	4	6.49
THE	67	77	82	102	113	133	128	79	104	141	154	6.54
COTON, FIBRE	1763	1453	1364	1520	1446	1376	1360	1318	1379	1439	1499	-1.05
JUTE ET FIBRES SIMIL.	12	14	14	13	13	13	13	13	13	13	13	0.01
TABAC BRUT	240	245	379	299	344	273	295	232	273	304	246	-6.62
VIANDE, TOTAL	2721	2853	2919	3102	3215	3328	3441	3682	3899	4087	4306	4.66
LAIT, TOTAL	12593	12966	13494	13654	14583	15280	15767	16419	16674	16936	16234	3.16
OEUF, TOTAL	467	540	597	694	761	710	747	851	916	968	1030	7.50
LAINE EN SUINT	156	161	161	163	157	162	167	174	177	184	173	1.40
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIAOR	123	135	134	132	140	161	175	176	183	183	186	4.68
POISSONS MARINS	546	554	607	497	557	699	771	803	816	887	901	6.19
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	27	25	39	40	28	36	40	35	39	41	49	4.69
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	4569	4770	4796	5265	5216	4718	4964	5218	2765	2777	2780	-5.62
GRUMES DE FEUILLUS	1805	1287	1314	1442	1859	1523	1315	1366	1255	1125	1125	-3.13
BOIS DE TRITUR. PARTIC.	1363	869	907	984	1003	1043	672	714	712	714	713	-5.13
BOIS DE CHAUFFAGE	53775	55702	61224	37418	37453	40265	41374	40509	40986	41479	42050	-3.00
SCIAGES DE CONIFERES	2281	2273	2916	2932	4104	4114	4127	2972	3254	3787	3792	4.59
SCIAGES DE FEUILLUS	733	693	646	871	1146	1146	1139	1121	917	910	909	3.44
PANNEAUX A BASE DE BOIS	430	512	615	761	797	843	734	733	724	764	980	5.65
PATE DE BOIS POUR PAPIER	394	337	317	340	273	463	494	487	487	517	588	5.90
PAPIERS ET CARTONS	606	675	587	627	560	737	774	932	821	674	771	2.85
EXTREME-ORIENT EN DEV.												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES, TOTAL	211739	239075	233707	252248	267449	250642	273387	290098	275953	317188	319458	3.69
BLE	27932	32393	38288	33704	41013	46459	44146	47540	50449	57212	58444	6.58
RIZ, PADDY	143713	162936	152322	171767	181435	162613	186697	193619	184111	209619	211955	3.49
ORGE	3743	5018	5127	3321	3820	3819	2593	3366	2938	2902	2811	-5.23
MAIS	15439	17567	16234	15438	17938	16989	19187	20283	18108	22187	23776	3.74
MILLET ET SORGHU	18479	21059	21152	22729	23157	20680	20662	23206	20254	25190	22393	1.35
TUBERCULES	43616	45656	49915	51260	56377	55033	57906	66137	59105	60276	65568	3.71
POMMES DE TERRE	6873	8614	9712	9454	10311	12458	10921	12346	12836	12975	15174	6.60
MANIOC	27435	27805	31373	33408	37741	34125	39386	40179	39139	39789	42810	4.40
LEGUMINEUSES SECHES, TOT.	11666	12540	14639	13821	14017	13802	11227	12939	13494	14993	14868	1.22
AGRUMES	2943	2848	3302	2883	3073	3181	3497	3952	3975	4179	3875	3.92
BANANES	7000	9444	7817	11090	11719	12775	13105	14040	13406	14049	13481	4.77
POMMES	948	859	891	989	1070	1208	1179	1462	1586	1684	1646	7.60
HUILES VEG. EQUIV. D'HUILE	8866	10442	10561	10757	11212	11464	11665	13462	14140	13967	15229	4.87
GRAINES DE SOJA	1033	1167	1091	1095	1344	1455	1491	1553	1422	1623	2189	6.25
ARACHIDES NON DECORT.	6353	8180	6576	7434	7711	7159	6445	8775	6975	8775	8395	1.82
GRAINES DE TOURNESOL	1	1	218	140	174	114	41	91	211	232	372	54.68
GRAINES DE COLZA	2130	2650	2350	1976	2042	2273	1822	2701	2763	2585	2969	2.33
GRAINES DE COTON	3930	3412	3074	3711	3746	4229	4213	4419	4395	3349	5088	2.54
COPRAH	2787	3847	4564	3963	4086	3500	3733	3899	3984	3752	3294	6.19
PALMISTES	291	339	366	431	465	600	691	739	1087	1016	1248	16.09
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	9585	10628	11178	12443	13563	12895	9737	12094	18039	17005	14572	4.67
CAFE VERT	315	372	336	435	498	530	604	619	650	598	548	6.69
FEVES DE CACAO	19	22	26	30	34	40	49	70	97	113	118	22.14
THE	794	804	820	837	897	890	911	923	888	922	1016	1.93
COTON, FIBRE	1955	1706	1538	1556	1874	2114	2107	2194	2198	1674	2543	2.52
JUTE ET FIBRES SIMIL.	2332	2270	2424	2630	3201	3173	2783	2747	2488	2703	2573	1.10
TABAC BRUT	932	950	851	1001	1060	1003	951	993	1079	1151	1058	2.24

1/ PRISES NOMINALES (POIDS VIF), NON COMPRIS LES SALEINES

2/ TOUTS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUELLES 1974-84
	.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....										.....POURCENT	
CAOUTCHOUC NATUREL	3054	2759	3262	3271	3331	3430	3380	3346	3342	3548	3650	1.60
VIANDE, TOTAL	3976	4121	4254	4333	4668	4973	5165	5404	5751	6012	6165	4.79
LAIT, TOTAL	34967	36275	38312	39787	40816	42128	43808	45501	47665	50680	52682	4.06
OEUF, TOTAL	1243	1340	1421	1534	1699	1845	1979	1935	2048	2211	2297	6.36
LAINE EN SUINT	62	65	69	73	75	79	84	80	84	87	90	3.61
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIAOR	2474	2305	2311	2302	2365	2402	2537	2849	2804	3025	3090	2.98
POISSONS MARINS	6767	6924	7038	7023	7947	7859	7787	8242	8209	8725	8958	2.65
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	1213	1429	1670	1799	1801	1972	2087	2125	2211	2249	2321	5.97
ANIMAUX AQUATIQUES	23	25	47	100	83	75	23	55	132	241	261	22.16
PLANTES AQUATIQUES	364	278	312	371	352	372	442	538	477	534	587	6.82
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	2771	3116	3119	3250	2920	3629	3367	3334	3275	3365	3289	1.38
GRUMES DE FEUILLUS	68645	60337	75901	75645	60554	78777	81963	73879	76014	81513	80161	1.79
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	3058	2810	2851	3033	3027	2957	3096	2831	2967	3206	3461	1.05
BOIS DE CHAUFFAGE	408176	417559	426736	436312	445989	455895	465910	475741	485727	495913	506033	2.18
SCIAGES DE CONIFERES	1972	1857	1953	2810	3006	3454	3148	3707	3704	4097	4099	8.87
SCIAGES DE FEUILLUS	16829	18024	20545	22133	23557	23455	25928	25135	27005	27336	27258	4.89
PANNEAUX A BASE DE BOIS	3370	3842	4288	5123	5666	5759	5601	6173	7103	7972	8396	8.88
PATE DE BOIS POUR PAPIER	1334	1312	1462	1499	1647	1785	1756	1796	1852	1893	1899	4.05
PAPIERS ET CARTONS	2160	2185	2335	2915	3351	3766	3914	4084	4084	4431	4712	8.76
ASIE A ECON.CENTR.PLANIF												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES, TOTAL	253516	264245	272287	264823	293700	313601	303114	310134	341362	373296	394966	4.29
BLE	41421	45999	51006	41724	54471	63333	55823	60338	69362	82589	88918	7.39
RIZ+PADDY	142276	144566	147285	149330	156372	163368	161102	165874	185667	193991	204261	3.63
ORGE	3385	3395	3404	3391	3809	4035	3125	3533	3678	3509	3888	.86
MAIS	44992	49402	50501	51803	58522	62634	65434	62114	63492	71400	76822	4.95
MILLET ET SORGH0	16558	15572	14820	14434	15218	14412	12859	13055	14226	16587	15488	-1.52
TUBERCULES	151370	152601	143917	160297	172262	155936	158121	143638	147710	159003	155899	.08
POMMES DE TERRE	35829	39681	42640	46843	54145	49792	50982	47205	50123	52031	50153	2.96
MANIOC	3503	3626	4398	5250	6178	6313	6925	6969	6444	6670	7063	7.32
LEGumineuses SECHES, TOT.	6572	6574	6757	6436	6908	7131	7169	6879	6773	6492	6833	.29
AGRUMES	913	884	875	973	948	1150	1345	1464	1680	2067	2251	10.55
BANANES	1088	922	883	986	1015	1128	1235	1281	1479	1585	1787	6.49
POMMES	1450	1912	2101	2519	2723	3331	2843	3501	2941	4083	3515	8.70
HUILES VEG.EQUIV.O'HUILE	4354	4279	3824	4028	4644	5094	5720	7084	7724	7772	8821	8.89
GRAINES DE SOJA	7841	7611	7019	7646	7957	7844	8339	9748	9503	10257	10216	3.66
ARACHIDES NON DECORT.	2509	2444	2070	2155	2568	2994	3788	3998	4097	4124	5021	8.76
GRAINES DE TOURNESOL	70	80	100	170	279	340	910	1332	1286	1341	1705	44.12
GRAINES DE COLZA	1343	1539	1353	1173	1871	2404	2386	4067	5657	4288	4206	16.37
GRAINES DE COTON	4933	4772	4120	4112	4347	4424	5422	5945	7207	9286	12529	9.48
COPRAH	31	30	32	40	46	61	58	63	64	65	66	9.73
PALMISTES	39	39	41	40	42	43	40	41	45	47	46	1.70
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	2877	2678	2675	3154	3303	3690	3763	4346	4839	5120	5221	7.66
CAFE VERT	12	13	18	21	14	14	16	19	22	24	27	6.52
THE	237	255	277	295	313	325	350	391	446	453	467	7.34
COTON, FIBRE	2466	2386	2060	2056	2173	2212	2711	2973	3603	4643	6265	9.48
JUTE ET FIBRES SIMIL.	654	729	766	893	1122	1118	1133	1360	1100	1062	1539	7.18
SISAL	10	9	9	3	9	8	8	3	3	3	3	-12.82
TABAC BRUT	1064	1039	1060	1077	1338	1026	994	1591	2279	1485	1908	6.69
CAOUTCHOUC NATUREL	87	103	123	149	166	162	164	178	201	229	257	9.98
VIANDE, TOTAL	9998	10239	10237	10376	11334	13650	15162	16017	17183	18048	19739	7.92
LAIT, TOTAL	2800	2893	3003	3094	3232	3376	3579	3759	4168	4467	4931	5.64
OEUF, TOTAL	2397	2487	2592	2693	2840	2988	3151	3360	3614	3934	4253	5.84
LAINE EN SUINT	151	154	155	156	157	174	196	210	223	214	203	4.37
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIAOR	1347	1387	1401	1422	1376	1468	1605	1785	1978	2289	2724	6.73
POISSONS MARINS	4195	4333	4478	4646	4532	4327	4466	4512	4752	4762	5073	1.31
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	894	960	1051	1160	1237	1122	1144	1152	1338	1435	1580	4.72
MAMMIFERES AQUATIQUES	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	0.00
ANIMAUX AQUATIQUES	22	17	0	13	4	14	10	19	19	20	20	4.95
PLANTES AQUATIQUES	915	1013	965	1434	1606	1519	1601	1399	1393	1499	1639	5.16
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	19340	19145	19993	20917	21866	22846	23810	24215	25293	26584	26584	3.94
GRUMES DE FEUILLUS	11702	12088	12999	13767	14378	14985	15464	16110	16773	17576	17576	4.35
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	4000	4291	4475	4671	4876	5089	4847	4647	4795	5313	5313	2.27
BOIS DE CHAUFFAGE	163349	166741	169952	173120	176405	179815	183299	187396	184372	184984	185608	1.33
SCIAGES DE CONIFERES	11074	11166	11697	12271	12823	13403	14010	14650	15324	16032	16032	4.22
SCIAGES DE FEUILLUS	6734	6739	7039	7451	7746	8049	8355	8700	9068	9459	9459	3.89

1/ PRISES NOMINALES (POIDS VIF), NON COMPRIS LES JALEINES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUELLES 1974-84
	.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....											POURCENT
PANNEAUX A BASE DE BOIS	1260	1276	1429	1916	2023	2160	2303	2308	2417	2443	2434	8.01
PATE DE BOIS POUR PAPIER	2983	3275	3301	3644	4243	4643	4871	4871	4871	5033	5033	5.82
PAPIERS ET CARTONS	4167	4572	4655	5031	5606	5339	6752	6817	6917	7017	7017	5.86

1/ PRISES NOMINALES (POIDS VIF), NON COMPRIS LES BALLINES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 2. INDICES DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE

	TOTAL					VARIATION DE 1983 A 1984	PAR HABITANT					VARIATION DE 1983 A 1984
	1980	1981	1982	1983	1984		1980	1981	1982	1983	1984	
1979-81=100.....						POURCENT1979-81=100.....					POURCENT
PRODUCTION ALIMENTAIRE												
MONDE	99	102	106	106	111	4.84	99	100	102	101	104	3.11
PAYS DEVELOPPES	99	101	104	102	108	6.02	99	100	103	100	105	5.29
EUROPE OCCIDENTALE	102	100	105	104	110	6.64	102	99	104	102	109	5.77
COMMUNAUTE ECON. EUROP.	102	100	105	103	110	6.39	102	99	104	102	109	6.15
BELGIQUE-LUXEMBOURG	99	103	99	93	103	11.00	99	103	99	93	103	11.05
DANEMARK	100	100	110	103	125	22.12	100	100	110	103	126	22.20
FRANCE	101	99	106	102	110	7.62	101	98	105	100	107	7.21
ALLEMAGNE, REP. FED. D'	101	100	109	105	113	7.53	101	100	109	105	114	7.96
GRECE	105	105	108	103	103	-0.05	105	104	107	100	100	-6.66
IRLANDE	110	92	98	101	113	11.32	110	91	96	98	108	10.10
ITALIE	103	102	99	109	102	-6.47	102	101	99	108	101	-6.73
PAYS-BAS	96	108	109	107	115	7.05	96	107	108	105	113	7.22
ROYAUME-UNI	102	101	103	105	115	9.03	102	101	102	105	114	8.88
AUTRES PAYS D'EUROPE OCC	101	100	109	106	110	3.99	101	99	108	105	108	3.55
AUTRICHE	103	99	112	106	110	4.27	104	99	112	106	110	4.23
FINLANDE	103	93	105	118	114	-3.63	103	93	104	116	111	-4.18
ISLANDE	102	102	100	98	99	1.86	102	101	98	95	96	1.01
MALTE	105	101	114	113	102	-9.82	105	100	112	111	99	-10.53
NORVEGE	99	104	108	106	115	8.34	99	103	108	105	113	8.65
PORTUGAL	99	88	105	93	100	7.05	99	87	104	91	97	6.89
ESPAGNE	106	94	104	96	114	18.93	106	93	102	93	110	18.01
SUEDE	100	103	106	106	116	9.75	100	103	106	106	116	9.67
SUISSE	100	98	109	105	109	4.02	100	98	108	104	107	3.73
YOUgoslavie	100	101	110	104	107	3.57	100	100	108	102	104	2.65
URSS ET EUROPE ORIENTALE	99	99	104	109	111	1.03	99	98	102	107	106	1.03
EUROPE ORIENTALE	99	100	103	104	110	5.70	99	99	102	103	106	5.24
ALBANIE	100	99	102	109	109	-3.35	100	97	98	102	100	-2.52
BULGARIE	97	103	110	101	106	5.47	97	102	109	100	105	5.22
TCHECOSLOVAQUIE	102	102	109	114	120	5.16	102	102	109	113	118	4.86
REP. DEMOCR. ALLEMANDE	98	102	95	98	105	7.59	98	102	95	96	106	8.19
HONGRIE	102	101	112	109	116	6.35	102	101	112	109	116	6.55
POLGNE	95	96	95	104	107	2.49	95	95	98	101	103	1.54
ROUMANIE	100	98	105	104	116	11.73	100	98	104	102	114	11.35
URSS	100	98	104	111	112	1.13	100	98	103	109	106	-0.79
AMERIQUE DU NORD DEVELOP	96	105	106	92	103	11.93	96	104	104	89	99	10.51
CANADA	99	109	117	110	108	-1.97	99	107	114	107	103	-2.52
ETATS UNIS	96	105	105	90	102	13.81	96	104	103	87	98	12.78
OCEANIE DEVELOPPEE	93	101	91	113	108	-4.58	93	100	89	109	103	-5.73
AUSTRALIE	91	101	87	115	109	-5.41	91	99	85	111	103	-6.60
NOUVELLE-ZELANDE	99	103	105	107	105	-1.39	99	103	104	105	102	-2.31
AUTRES PAYS DEVELOPPES	96	100	98	95	106	10.99	96	99	96	92	101	9.83
ISRAEL	100	96	108	118	114	-3.50	99	94	104	111	105	-5.50
JAPON	96	98	99	98	109	11.45	96	97	97	96	106	10.75
AFRIQUE DU SUD	96	111	95	77	86	11.92	97	109	91	71	76	9.15
PAYS EN DEVELOPPEMENT	99	104	108	111	115	3.59	99	102	103	104	106	1.54
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT	101	102	106	103	110	7.02	101	99	100	94	97	3.75
AFRIQUE DU NORD-OUEST	107	95	103	104	106	1.59	107	92	97	95	93	-1.57
ALGERIE	108	100	95	100	101	1.72	108	97	89	90	89	-1.60
MAROC	106	89	113	107	109	2.17	106	86	106	97	96	-1.13
TUNISIE	106	102	92	106	105	-0.66	106	99	87	98	95	-2.97
AFRIQUE OCCIDENTALE	100	103	105	99	114	15.15	100	100	99	90	100	11.62
BENIN	98	97	100	103	121	17.30	98	95	94	95	108	14.01
BURKINA FASO	97	102	102	104	103	-0.43	97	99	98	97	94	-2.60
COTE-D'IVOIRE	101	105	99	102	117	14.42	101	101	93	92	101	10.64
GAMBIE	91	120	143	103	110	5.92	92	118	138	95	102	7.63
GHANA	101	100	100	94	132	40.51	101	97	93	85	116	36.01
GUINEE	96	106	107	109	107	1.64	96	104	103	96	98	-0.74
LIBERIA	98	104	104	112	115	3.01	98	101	96	102	102	-0.19
MALI	98	108	113	106	103	-2.48	98	105	107	98	93	-5.24
MAURITANIE	99	105	99	92	94	2.58	99	102	94	84	84	-0.39
NIGER	102	101	100	102	82	-19.88	102	98	95	94	73	-22.14
NIGERIA	101	104	108	99	109	9.84	101	100	101	90	95	6.24
SENEGAL	85	119	119	89	102	14.44	85	115	112	82	92	11.58
SIERRA LEONE	101	102	112	116	100	-13.67	101	100	108	110	92	-15.23
TOGO	100	102	99	98	105	6.95	100	99	94	90	94	3.66
AFRIQUE CENTRALE	100	103	106	103	110	1.05	101	100	101	100	99	-0.85
ANGOLA	101	100	101	102	102	0.11	101	97	96	94	92	-2.24
CAMEROUN	99	102	103	103	106	2.80	99	100	98	96	96	0.25
REP. CENTRAFRICAINE	101	102	104	102	109	2.94	101	99	100	96	96	0.56
CHAD	102	96	98	102	93	-9.32	102	93	93	95	84	-11.35
CONGO	100	104	107	102	102	1.15	100	102	102	95	92	-1.48
GABON	102	100	104	107	107	-0.02	102	98	101	102	100	-1.67
ZAIRE	101	103	108	110	113	2.45	101	100	102	101	101	-0.53
AFRIQUE ORIENTALE	99	104	108	107	106	-1.18	99	100	101	97	93	-4.34
BURUNDI	96	107	107	107	106	-0.91	97	105	102	99	96	-3.25

TABLEAU ANNEXE 2. INDICES DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE

	TOTAL					VARIATION DE 1983 A 1984	PAR HABITANT					VARIATION DE 1983 A 1984
	1980	1981	1982	1983	1984		1980	1981	1982	1983	1984	
	.....1975-81=100.....						.....1979-81=100.....					
POURCENT												
PRODUCTION ALIMENTAIRE												
ETHIOPIE	95	98	107	100	94	-6.24	95	96	102	93	85	-8.60
KENYA	97	100	110	111	102	-6.37	97	95	107	98	86	-12.08
MADAGASCAR	102	104	104	110	111	1.41	102	101	98	101	100	-1.40
MALAWI	98	103	107	108	107	.39	98	100	101	97	94	-2.67
MAURICE	87	100	121	102	101	-1.60	87	98	116	96	93	-3.52
MOZAMBIQUE	101	102	102	97	97	-4.43	100	98	95	86	85	-3.22
RWANDA	98	106	112	119	97	-18.52	98	102	104	108	85	-21.32
SOMALIE	101	102	107	102	102	.69	101	98	96	89	86	-2.75
TANZANIE	100	103	100	104	105	4.82	100	100	94	94	95	1.17
UGANDA	98	107	116	122	121	-7.78	98	104	108	110	105	-4.22
ZAMBIE	103	100	98	103	101	-1.20	103	97	92	93	85	-4.46
ZIMBABWE	92	121	102	80	91	13.72	92	117	90	72	75	9.78
AFRIQUE MERIDIONALE	95	103	102	99	95	.62	95	101	97	91	86	-2.83
BOTSWANA	88	105	105	98	92	-6.81	88	101	98	89	80	-9.94
LESOTHO	98	98	87	91	90	-1.05	98	96	82	84	81	-3.52
SWAZILAND	103	107	111	115	117	1.98	104	104	105	105	104	-1.10
AMERIQUE LATINE	95	103	106	105	107	2.03	95	101	101	98	97	-2.27
AMERIQUE CENTRALE	95	105	100	105	103	-1.55	95	102	95	97	93	-4.16
COSTA RICA	99	99	93	98	104	5.22	99	96	88	91	93	2.56
EL SALVADOR	100	94	88	97	105	9.05	100	91	83	88	94	5.89
GUATEMALA	99	107	108	104	103	-1.23	99	104	102	95	91	-4.05
HONDURAS	101	107	102	98	104	6.31	101	104	95	89	91	2.82
MEXIQUE	100	106	101	106	104	-2.28	100	103	96	98	94	-4.74
NICARAGUA	86	91	92	92	87	-5.58	85	88	86	84	76	-6.75
PANAMA	97	104	99	103	101	-1.43	97	101	95	96	93	-3.51
CARAIBES	96	101	104	105	110	4.75	96	100	101	100	103	3.13
BARBADE	108	96	85	81	80	6.41	108	95	84	79	84	5.60
CUBA	96	103	108	105	113	7.21	96	102	106	103	110	6.53
REPUBLIQUE DOMINICAINE	99	101	108	113	114	.84	99	98	103	106	104	-1.48
HAITI	95	100	100	102	105	3.10	95	98	95	95	95	.51
JAMAIQUE	95	97	94	102	117	14.48	95	95	91	96	111	12.88
AMERIQUE DU SUD	95	103	108	105	108	2.86	95	101	103	98	96	.59
ARGENTINE	96	101	107	104	106	2.28	96	100	103	99	100	.69
BOLIVIE	100	106	110	82	100	22.06	100	103	104	75	90	15.08
BRESIL	103	104	113	109	112	3.03	103	102	108	102	103	.79
CHILI	97	106	105	102	106	4.43	97	104	102	97	100	2.71
COLOMBIE	99	103	99	102	104	2.44	99	101	95	95	96	.27
EQUATEUR	102	105	107	92	101	10.32	102	101	101	84	85	6.91
GUYANE	95	105	102	95	95	.11	95	103	98	89	86	-1.61
PARAGUAY	100	103	106	104	105	4.87	100	100	100	95	97	1.82
PEROU	94	102	110	105	114	8.61	94	99	104	97	102	5.83
URUGUAY	95	115	111	114	103	-9.57	95	114	110	112	100	-10.21
VENEZUELA	100	100	95	99	97	-2.56	100	97	93	90	85	-5.63
PROCHE-ORIENT EN DEVELOPP	99	105	109	108	107	-1.10	99	102	104	100	97	-3.73
PROCHE-ORIENT EN AFRIQUE	99	106	108	110	107	-3.12	99	103	103	102	96	-5.66
EGYPTE	99	101	110	113	113	.38	99	99	104	105	102	-2.09
LIBYE	99	96	144	142	141	-1.03	99	92	133	127	121	-4.70
SOUDAN	98	112	101	102	95	-7.42	98	109	96	94	85	-9.99
PROCHE-ORIENT EN ASIE	100	105	105	108	107	-6.60	100	102	104	100	97	-3.26
AFGHANISTAN	100	102	103	104	104	.23	99	103	104	106	106	.22
CHYPRE	105	99	107	92	103	12.00	105	96	105	89	96	10.64
IRAN	96	110	113	110	110	-6.55	96	107	107	101	97	-3.49
IRAK	101	101	113	110	107	-2.85	101	97	106	99	93	-6.08
JORDANIE	111	111	105	122	121	-7.73	112	108	102	110	105	-4.50
LIBAN	113	93	115	106	108	2.55	113	94	121	107	110	2.20
ARABIE SAOUDITE	101	87	113	150	130	-13.53	100	83	104	132	110	-16.75
SYRIE	108	111	114	113	102	-10.46	108	108	107	102	88	-13.75
TURQUIE	100	103	107	105	106	.99	100	100	102	98	97	-1.38
REP.ARABE DU YEMEN	100	105	107	97	103	6.85	100	103	102	90	94	4.28
YEMEN DEMOCRATIQUE	98	100	95	100	100	.30	98	98	90	92	90	-2.42
EXTREME-ORIENT EN DEV.	98	106	106	114	116	1.92	98	103	101	107	107	-.19
ASIE DU SUD	95	106	104	116	118	1.28	95	103	100	105	108	-.87
BANGLADESH	102	102	105	108	105	1.06	102	99	95	99	98	-1.64
INDE	98	106	104	118	120	1.80	98	104	99	111	110	-.18
NEPAL	102	105	98	116	115	-7.32	102	103	93	108	105	-2.60
PAKISTAN	99	104	110	113	114	.26	99	101	103	103	100	-2.70
SRI LANKA	107	96	93	101	85	-15.33	107	94	89	95	74	-17.06
ASIE EST ET SUD-EST	97	105	108	111	114	2.88	97	103	104	105	106	.50
BIRMANIE	95	108	117	119	126	6.03	95	105	112	111	114	3.38
INDONESIE	100	108	108	117	116	-.32	100	106	104	111	108	-2.60
COREE,REPUBLIQUE DE	89	99	102	103	110	6.61	89	97	99	95	104	5.15
LAO	101	110	111	116	130	12.20	102	108	105	107	117	9.45
MALAISIE	95	106	114	109	118	7.74	95	104	105	102	107	5.33
PHILIPPINES	99	104	106	101	100	-1.28	99	101	101	94	90	-3.68
THAILANDE	96	107	109	116	120	2.87	96	105	105	105	110	.60
ASIE A ECGN.CENTR.PLANIF	99	103	111	118	125	6.02	99	101	108	114	119	4.74
CHINE	99	102	111	119	126	6.16	99	101	108	115	120	4.96
KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE	114	105	118	139	154	10.72	115	105	115	130	135	6.68
COREE,REP.POP.DEM.OE	100	103	105	110	116	4.79	100	101	100	103	106	2.41
MONGOLIE	97	101	107	112	107	-4.88	97	98	101	104	96	-7.35
VIET NAM	102	105	110	115	121	5.44	102	102	105	108	111	3.40
AUTRES PAYS EN DEVELOPP.	98	104	106	100	108	7.90	98	101	101	93	96	5.35

TABLEAU ANNEXE 3. INOICES DE LA PRODUCTION AGRICOLE

	TOTAL					VARIATION OE 1983 A 1984	PAR HABITANT					VARIATION OE 1983 A 1984
	1980	1981	1982	1983	1984		1980	1981	1982	1983	1984	
.....1979-81=100.....						POURCENT						POURCENT
MONDE	99	102	106	106	111	5.13	99	101	102	101	104	3.39
PAYS DEVELOPPES	99	101	104	101	108	6.07	99	100	102	99	105	5.35
EUROPE OCCIDENTALE	102	100	105	104	110	6.10	102	99	104	103	109	5.83
COMMUNAUTE ECON.EUROP.	102	100	105	103	110	6.45	102	99	104	102	109	6.21
BELGIQUE-LUXEMBOURG	99	103	99	93	103	11.14	99	103	99	93	103	11.19
DANEMARK	100	100	110	103	126	22.15	100	100	110	103	126	22.22
FRANCE	101	99	106	102	109	7.67	101	98	105	100	107	7.26
ALLEMAGNE,REP.FEO.O*	101	100	109	105	113	7.57	101	100	109	105	114	7.99
GRECE	104	105	108	103	103	.80	104	104	106	101	101	.19
IRLANDE	110	93	98	101	113	11.19	110	91	96	98	108	9.97
ITALIE	102	102	99	109	102	-6.32	102	101	99	108	101	-6.58
PAYS-BAS	96	108	109	107	115	7.80	96	107	108	105	113	7.36
ROYAUME-UNI	102	101	102	105	115	9.03	102	101	102	105	114	8.88
AUTRES PAYS O*EUROPE OCC	101	100	109	106	110	4.06	101	100	108	105	109	3.62
AUTRICHE	103	99	112	106	110	4.27	104	99	112	106	110	4.23
FINLANDE	103	93	105	118	114	-3.63	103	93	104	116	111	-4.18
ISLANDE	101	102	100	98	100	1.86	101	101	98	95	96	1.01
MALTE	105	101	114	113	102	-9.82	105	100	112	111	99	-10.53
NORVEGE	99	103	108	106	115	8.23	99	103	108	105	113	7.95
PORTUGAL	99	88	105	93	100	7.57	99	87	104	91	97	6.81
ESPAGNE	106	94	104	96	114	18.93	106	93	102	93	110	18.01
SUEDE	100	103	106	106	116	9.75	100	103	106	106	116	9.67
SUISSE	100	98	110	105	109	4.00	100	98	108	104	108	3.71
YOUgoslavie	99	101	110	104	107	3.58	99	100	108	102	104	2.85
URSS ET EUROPE ORIENTALE	99	99	104	109	110	1.45	99	98	102	106	107	.65
EUROPE ORIENTALE	98	100	103	104	110	5.98	98	99	102	102	108	5.52
ALBANIE	100	99	102	108	108	-.07	100	97	97	101	99	-2.25
BULGARIE	96	102	109	99	106	7.07	96	102	109	98	104	6.82
TCHECOSLOVAQUIE	103	102	109	114	120	5.17	102	102	108	113	118	4.86
REP.DEMOCR.ALLEMANOE	98	102	95	98	106	8.35	98	102	96	98	106	8.55
HONGRIE	102	101	112	109	115	6.26	102	101	112	109	116	6.46
POLOGNE	95	96	99	104	107	2.59	95	95	97	101	103	1.64
ROUMANIE	100	98	105	103	116	11.87	100	97	104	102	114	11.49
URSS	100	99	104	111	110	-.45	100	98	103	108	106	-1.37
AMERIQUE DU NORO DEVELOP	96	106	105	90	102	13.21	96	105	103	88	98	12.18
CANADA	99	108	116	110	108	-1.96	99	107	113	106	103	-2.90
ETATS UNIS	95	106	104	88	102	15.23	95	104	102	86	98	14.19
OCEANIE DEVELOPPEE	94	102	94	111	108	-3.10	94	100	91	107	103	-4.27
AUSTRALIE	93	101	90	113	109	-3.56	93	99	88	109	103	-4.77
NOUVELLE-ZELANOE	100	104	104	106	105	-1.49	100	104	104	104	102	-2.41
AUTRES PAYS DEVELOPPES	96	100	98	95	105	9.76	96	98	96	92	100	8.61
ISRAEL	99	100	107	117	112	-3.81	99	98	103	110	104	-5.81
JAPON	96	98	98	98	108	10.23	96	97	97	96	105	9.54
AFRIQUE DU SUD	97	110	95	78	87	10.93	97	108	91	73	78	8.17
PAYS EN DEVELOPPEMENT	99	104	107	111	116	4.16	99	102	103	105	107	2.10
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT	100	102	106	103	110	6.92	100	99	99	94	98	3.66
AFRIQUE DU NORO-OUEST	106	95	104	105	106	1.62	106	92	97	95	94	-1.55
ALGERIE	107	100	95	101	103	1.97	108	97	89	91	90	-1.37
MAROC	106	89	113	107	109	2.07	106	86	106	97	96	-1.23
TUNISIE	106	102	92	106	105	-.71	106	99	88	98	95	-3.02
AFRIQUE OCCIDENTALE	100	103	105	99	113	14.05	100	100	99	90	100	10.56
BENIN	98	97	100	105	124	18.85	98	95	95	96	111	15.46
BURKINA FASO	97	102	102	104	104	-.28	97	99	97	97	95	-2.65
COTE-D'IVOIRE	98	108	97	101	100	-.23	98	105	90	91	88	-3.52
GAMBIE	91	120	143	100	110	10.30	91	118	137	94	102	8.20
GHANA	100	100	100	95	132	39.40	100	97	94	86	116	34.93
GUINEE	96	106	107	105	107	1.56	96	103	102	98	98	-.81
LIBERIA	101	103	101	107	116	7.95	101	99	94	97	102	4.60
MALI	98	107	111	106	104	-2.00	99	104	105	98	93	-4.77
MAURITANIE	99	105	99	92	94	2.58	99	102	94	84	84	-.39
NIGER	102	101	100	102	82	-19.84	102	98	95	94	73	-22.11
NIGERIA	101	104	108	99	109	9.69	101	100	101	90	95	6.10
SENEGAL	85	119	119	90	104	15.64	85	116	113	83	93	12.75
SIERRA LEONE	100	101	110	112	99	-11.33	100	99	107	106	93	-12.94
TOGO	101	102	100	98	104	5.55	101	99	95	90	93	2.50
AFRIQUE CENTRALE	101	103	107	108	111	2.31	101	100	101	100	100	-.41
ANGOLA	103	99	99	101	101	-.93	103	96	94	93	92	-1.45
CAMEROUN	99	102	104	100	108	8.08	99	100	99	92	97	5.35
REP CENTRAFRICAINE	101	101	105	102	107	5.11	101	99	100	95	98	2.68
TCHAD	103	95	99	107	94	-12.38	102	93	95	100	86	-14.39
CONGO	100	104	107	102	103	1.14	100	102	102	95	93	-1.49
GABON	102	100	104	107	107	-.05	102	98	101	102	100	-1.70
ZAIRE	101	103	108	111	113	2.37	101	100	102	102	101	-.61
AFRIQUE ORIENTALE	99	103	107	107	108	-.57	99	100	101	97	95	-2.64
BURUNDI	93	111	103	108	105	-3.08	93	109	98	100	94	-5.79

TABLEAU ANNEXE 3. INOICES DE LA PRODUCTION AGRICOLE

	TOTAL					VARIATION OE 1983 A 1984	PAR HABITANT					VARIATION OE 1983 A 1984
	1980	1981	1982	1983	1984		1980	1981	1982	1983	1984	
	.....1977-81=100.....						.....1979-81=100.....					
	POURCENT						POURCENT					
ETHIOPIE	99	99	107	101	96	-4.62	99	96	102	94	87	-7.22
KENYA	99	102	112	110	110	-4.45	99	98	104	97	93	-4.49
MAOAGASCAR	102	104	104	109	111	1.64	102	101	98	100	99	-1.18
MALAWI	98	102	109	107	109	1.69	98	99	102	98	96	-1.60
MAURICE	88	101	119	103	104	.82	88	99	114	97	96	-.94
MOZAMBIQUE	101	102	101	96	96	.02	100	98	94	87	85	-2.77
RWANO A	97	107	111	119	99	-16.21	97	103	103	107	87	-19.09
SOMALIE	101	102	107	102	102	.06	101	96	96	89	86	-2.78
TANZANIE	100	103	99	102	107	5.01	100	100	92	92	93	1.35
UGANO A	98	107	116	123	123	.23	98	103	109	111	107	-3.24
ZAMBIE	103	100	97	104	103	-.34	103	97	91	94	90	-3.63
ZIMBABWE	97	111	100	85	105	22.82	98	108	93	77	91	18.57
AFRIQUE MERI OIONALE	99	103	102	99	99	-.14	99	101	96	91	88	-2.99
BOTSWANA	88	105	105	98	92	-6.74	88	101	98	89	80	-9.87
LESOTHO	98	99	88	93	92	-.95	98	96	84	86	83	-3.42
SWAZILANO	105	108	111	114	116	1.79	105	105	105	104	103	-1.28
AMERIQUE LATINE	99	104	104	104	106	1.80	99	101	100	97	97	-.50
AMERIQUE CENTRALE	99	104	99	103	102	-1.10	99	101	93	95	92	-3.68
COSTA RICA	99	101	97	102	113	10.40	99	98	92	94	101	7.62
EL SALVADOR	103	90	85	91	95	4.90	103	88	80	83	85	1.86
GUATEMALA	100	104	105	96	94	-2.29	100	101	99	88	84	-5.08
HONDURAS	99	107	101	99	105	5.08	99	103	95	90	91	1.62
MEXIQUE	100	105	99	106	103	-2.27	100	102	94	98	93	-4.73
NICARAGUA	83	96	97	92	91	-1.09	83	93	91	83	80	-4.41
PANAMA	97	104	100	104	103	-.29	97	102	96	97	95	-2.40
CARAIBES	96	102	105	105	110	4.44	96	100	102	101	104	2.83
BARBADE	108	96	85	81	86	6.41	108	95	84	79	84	5.60
CUBA	95	104	109	105	113	7.70	95	104	107	103	110	7.02
REPUBLIQUE DOMINICAINE	99	99	108	113	114	1.14	99	97	103	105	104	-1.18
HAITI	98	99	102	104	106	1.92	98	97	97	96	96	-.64
JAMAIQUE	99	97	94	102	117	14.64	99	95	92	98	111	13.04
AMERIQUE DU SUD	99	104	106	104	107	2.45	99	102	101	98	98	.19
ARGENTINE	97	101	107	104	106	2.51	97	99	103	99	100	.91
BOLIVIE	99	105	109	82	98	19.97	99	103	103	76	88	16.76
BRESIL	100	107	108	109	111	2.24	100	104	104	102	102	.01
CHILI	98	106	105	102	106	4.40	98	104	102	97	100	2.68
COLOMBIE	99	103	100	102	103	.52	99	101	96	96	94	-1.61
EQUATEUR	101	105	106	92	102	11.67	101	101	100	83	90	8.21
GUYANE	95	105	102	95	95	.11	95	103	98	89	88	-1.81
PARAGUAY	98	106	106	103	109	5.65	98	103	99	94	96	2.58
PEROU	95	101	105	102	111	8.47	94	99	99	95	100	5.69
URUGUAY	96	114	111	114	105	-8.23	96	113	110	112	102	-8.87
VENEZUELA	100	100	99	100	97	-2.72	100	97	92	90	85	-5.79
PROCHE-ORIENT EN DEVELOP	100	104	109	109	107	-1.05	100	102	103	100	97	-3.68
PROCHE-ORIENT EN AFRIQUE	99	105	108	110	107	-2.53	99	102	102	101	96	-5.08
EGYPTE	100	101	107	108	109	.30	100	98	102	100	98	-2.17
LIBYE	99	96	143	142	141	-1.00	99	93	132	126	120	-4.68
SOUOAN	98	110	103	106	100	-5.90	98	107	97	97	89	-8.52
PROCHE-ORIENT EN ASIE	100	104	109	108	108	-.68	100	102	104	100	97	-3.33
AFGHANISTAN	99	101	101	103	104	.53	99	102	103	105	106	.08
CHYPRE	104	99	107	91	102	11.98	105	98	105	88	98	10.62
IRAN	96	109	113	110	110	-.08	96	106	106	101	98	-3.04
IRAK	101	101	114	111	108	-2.49	101	98	106	100	94	-5.73
JORDANIE	111	111	110	124	121	-2.90	112	108	103	112	105	-6.58
LIBAN	113	93	118	105	108	2.42	113	94	120	107	109	2.07
ARABIE SAOUITE	101	87	113	149	129	-13.37	100	83	104	132	110	-16.59
SYRIE	107	111	115	116	104	-11.01	107	107	107	105	90	-14.28
TURQUIE	100	102	107	106	106	.75	100	100	102	99	97	-1.61
REP. ARABE DU YEMEN	100	105	107	97	103	6.50	100	103	102	91	94	3.94
YEMEN DEMOCRATIQUE	98	100	95	101	102	.24	98	97	90	94	91	-2.47
EXTREME-ORIENT EN DEV.	98	105	105	113	115	2.35	98	103	101	106	106	.23
ASIE DU SUD	99	105	104	115	117	2.20	99	103	100	107	107	.03
BANGLAESH	101	101	104	107	108	.37	101	98	99	99	97	-2.31
INOE	98	106	104	116	119	2.27	98	104	99	110	110	.29
NEPAL	102	105	97	115	114	-.63	102	102	93	107	104	-2.90
PAKISTAN	99	104	110	110	116	5.32	99	101	103	100	102	2.21
SRI LANKA	104	97	94	100	88	-11.96	104	95	90	94	81	-13.76
ASIE EST ET SUD-EST	97	105	107	110	113	2.58	97	103	103	104	104	.61
BIRMANIE	99	107	116	119	126	6.04	99	105	110	110	114	3.40
INDONESIE	100	108	107	115	115	-.12	100	106	103	109	107	-1.80
COREE, REPUBLIQUE OE	89	98	102	103	109	6.30	89	97	99	98	103	4.85
LAO	101	110	111	116	130	12.07	102	108	105	107	117	9.32
MALAISIE	99	104	110	107	113	5.42	99	102	105	100	103	3.06
PHILIPPINES	99	104	107	100	98	-1.70	99	102	102	93	89	-4.09
THAILANOE	99	106	109	116	119	2.55	99	104	105	109	109	.49
ASIE A ECON. CENTR. PLANIF	99	103	112	120	130	7.83	99	102	109	116	123	6.52
CHINE	99	103	113	121	131	8.28	99	102	110	117	125	7.05
KAMPUCHEA DEMOCRATIQ	113	105	118	140	155	10.66	114	104	114	131	140	6.62
COREE, REP. POP. OEH. OE	100	103	105	111	116	4.78	100	101	101	103	106	2.41
MONGOLIE	97	101	107	111	105	-4.73	97	98	101	102	95	-7.20
VIET NAM	102	105	110	115	121	5.57	102	102	105	108	112	3.53
AUTRES PAYS EN DEVELOP	99	104	103	101	107	5.33	99	101	98	94	97	2.83

TABLEAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUELES 1974-84
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT												
MONOE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.OE BLE	65400	73813	69063	74486	84921	81539	99499	105393	105145	111772	116127	6.23
RIZ USINE	8298	7724	8990	10874	9643	11712	12972	13085	12147	11591	12518	4.89
ORGE	11693	12604	13927	13112	14585	14106	16231	20289	18472	17748	22487	6.05
MAIS	49750	52085	62377	57764	68792	76093	80302	79442	69984	69042	68458	3.57
MILLET	216	207	303	272	315	296	224	242	226	220	174	-2.04
SORGH0	10766	10155	11161	11936	10923	11365	11164	14473	13727	11728	12433	2.14
POMMES DE TERRE	3877	3931	4411	4697	4038	4630	4919	4951	5205	4750	4759	2.37
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	23347	21937	23185	28985	26140	26602	27619	29347	31011	29761	28587	2.94
LEGUMINEUSES SECHES	1655	1788	1906	1978	2116	2349	2816	3147	2956	3104	3203	7.58
GRAINES DE SOJA	17233	16479	19766	20025	24062	25489	26887	26219	28928	26585	25764	5.33
HUILE DE SOJA	1546	1365	1839	2106	2610	2953	3196	3488	3404	3647	4019	11.29
ARACHIDES DECORTIQUEES	853	899	1035	874	745	744	730	826	724	751	726	-2.45
HUILE D'ARACHIDE	382	402	561	581	418	502	474	320	447	495	348	-1.25
COPRAH	526	1082	1147	941	703	443	461	415	431	240	285	-12.02
HUILE DE COPRAH	667	1043	1374	1110	1334	1142	1216	1357	1264	1325	981	2.71
PALMISTES	360	308	391	279	181	160	201	138	111	141	122	-11.66
HUILE DE PALMISTE	1691	2043	2186	2333	2404	2843	3614	3227	3776	4007	4358	9.64
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	14709	14468	18820	19110	21873	23265	25688	27711	27629	31951	29068	8.16
BANANES	6627	6370	6341	6658	7045	6948	6957	6909	7147	6301	6829	4.48
ORANGES+TANGER+MANDAR.	4955	5165	5153	5404	5212	4958	5143	4998	5037	4847	5412	4.05
CITRONS+LIMES	827	813	967	895	982	922	998	936	1013	951	1013	1.73
CAFE VERT+TORREFIE	3407	3573	3655	2934	3441	3791	3716	3707	3937	4021	4235	2.14
FEVES DE CACAO	1197	1160	1148	972	1086	930	1063	1333	1251	1169	1285	1.15
THE	805	813	852	905	885	938	966	958	921	974	1079	2.42
COTON,FIBRE	3816	3994	4049	3929	4471	4374	4831	4256	4416	4301	4231	1.20
JUTE ET FIBRES SIMIL.	891	590	668	565	496	562	517	573	508	564	432	-4.06
TABAC BRUT	1400	1251	1306	1280	1424	1355	1354	1483	1419	1344	1405	4.73
CAOUTCHOUC NATUREL	3199	3011	3249	3292	3317	3422	3329	3144	3101	3449	3635	4.87
LAINE EN SUINT	834	853	1010	1103	890	937	907	952	873	892	873	4.28
BOVINS 1/	5940	6831	6887	6785	7691	7569	7124	7317	7735	7512	7207	1.62
OVINS ET CAPRINS 1/	10397	11830	10776	12430	14775	15221	18641	17657	18723	20399	20252	7.65
PORCINS 1/	6071	6428	6945	6942	7951	8421	10745	9847	9331	9549	10169	5.65
VIANDE,TOTAL	5283	5548	6263	6814	7101	7821	8095	8861	8579	8905	8848	5.67
LAIT SEC	386	391	457	585	602	661	874	868	858	750	846	9.10
OEUF EN COQUILLE	508	535	518	573	606	656	745	807	826	810	826	5.96
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON,FRAIS,CONGELE	2788	2966	3032	3467	3851	4242	4228	4296	4524	4923	859	-1.92
POISSON,SECHE,SALE,FUME	441	434	441	424	416	445	455	475	444	418	55	-8.90
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	704	760	875	829	990	1116	1026	1091	1227	1390	210	-1.83
POISSON EN CONSERVE	747	721	831	801	847	886	1007	1054	947	898	81	-7.97
CRUST ET MOLL EN CONSERV	89	88	94	108	106	109	126	124	161	182	46	1.47
HUILES DE POISSON	558	597	565	565	694	740	738	724	733	722	98	-5.81
FARINES DE POISSON	1951	2188	2114	2073	2175	2478	2410	2160	2995	2367	586	-3.99
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	26238	23898	28411	28657	29837	31817	27965	22870	26527	29372	29955	4.70
GRUMES DE FEUILLUS	44885	36239	45353	47081	48271	45948	41994	33081	33371	32456	29914	-3.78
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	32980	31876	33858	35121	32616	36364	41048	39890	34785	35319	37976	1.54
BOIS DE CHAUFFAGE	2603	2229	1998	2423	1894	2243	2780	2248	2396	2719	2645	1.51
SCIAGES DE CONIFERES	51822	43250	56294	61793	65962	68826	66021	60730	61523	70663	73189	3.63
SCIAGES DE FEUILLUS	8928	7918	11424	11168	11992	13380	12547	10967	11025	12520	12956	3.32
PANNEAUX A BASE DE BOIS	12964	12436	14384	14971	16401	16680	16329	16733	15278	17121	18343	3.15
PATE DE BOIS POUR PAPIER	17391	13660	15523	15594	17487	18706	19751	18733	17301	19606	20084	2.75
PAPIERS ET CARTONS	30063	23074	27090	28292	30272	33320	35051	35442	33670	36738	39717	4.18
EUROPE OCCIDENTALE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.OE BLE	12393	14406	14498	12860	13773	16114	19925	23885	22577	23810	27259	8.41
RIZ USINE	605	613	660	741	841	875	945	999	933	941	974	5.46
ORGE	5966	5686	5075	4408	8634	7199	8057	10807	7548	8390	11019	7.09
MAIS	6012	5666	5876	4458	4869	5050	5474	4820	5743	7705	7912	2.59
MILLET	7	15	11	12	12	13	15	20	20	26	20	9.83
SORGH0	711	736	771	384	262	308	206	241	271	159	165	-14.89
POMMES DE TERRE	2358	2589	2337	2708	2798	3016	3455	3544	3666	3517	3510	4.95
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	2638	2249	3072	3924	4448	4632	5627	6147	6466	6078	5612	10.63
LEGUMINEUSES SECHES	253	323	226	302	353	450	458	448	419	606	799	10.68
GRAINES DE SOJA	16	111	189	120	237	353	327	160	207	127	87	9.72

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABEAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUELLES 1974-84
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT												
HUILE DE SOJA	720	719	744	767	1099	1208	1204	1272	1380	1387	1434	8.56
ARACHIDES DECORTIQUEES	17	13	24	21	28	14	18	24	25	17	24	2.25
HUILE D'ARACHIDE	51	74	49	44	45	64	79	68	74	99	63	4.54
COPRAH		1	17	3	4	1	2		1			-26.93
HUILE DE COPRAH	78	203	269	163	119	61	43	58	87	60	57	-11.06
PALMISTES	5	1	1	1	1	2	3	1	2			-25.97
HUILE DE PALMISTE	68	86	98	111	97	92	123	114	94	123	132	4.54
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	2875	2257	2630	2518	3437	3957	4247	4921	5330	6418	6085	11.12
BANANES	27	35	25	31	41	43	43	48	46	35	47	5.26
ORANGES+TANGER+MANDAR.	1933	1999	2056	2113	1921	1906	1799	1659	1880	1702	2418	-3.31
CITRONS+LIMES	444	461	525	464	505	483	512	430	571	449	531	.82
CAFE VERT+TORREFIE	76	86	92	78	102	125	106	122	126	142	162	7.25
FEVES DE CACAO	6	11	15	30	34	32	44	48	52	52	65	23.27
THE	61	43	46	60	50	46	43	44	43	51	56	-6.64
COTON+FIBRE	79	65	89	70	71	60	57	55	75	69	70	-1.39
JUTE ET FIBRES SIMIL.	25	21	18	17	19	16	17	17	15	16	15	-4.12
TABAC BRUT	196	177	179	153	223	234	197	210	247	249	271	4.12
CADUTCHOUC NATUREL	40	29	32	27	21	21	16	14	15	16	23	-7.84
LAINE EN SUINT	43	55	64	57	60	65	69	61	57	69	64	2.60
BOVINS 1/	2312	3416	3121	2979	3322	3340	3412	3620	3546	3493	3520	2.76
OVINS ET CAPRINS 1/	575	1152	1183	1318	1732	1384	1418	927	784	1196	1102	1.16
PORCINS 1/	2576	2596	3112	3106	3421	4004	4777	4749	4537	4737	4681	7.26
VIANDE+TOTAL	2215	2434	2393	2652	2825	3173	3673	3900	3788	4075	4279	7.32
LAIT SEC	271	285	334	432	450	516	660	673	624	531	642	9.48
OEUF EN COQUILLE	308	326	335	349	382	445	506	538	601	596	581	8.02
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON+FRAIS+CONGELE	1017	1054	1115	1146	1391	1686	1643	1791	1885	2009	859	4.05
POISSON+SECHE+SALE+FUME	283	278	288	263	253	276	286	309	274	271	55	-7.04
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	225	250	274	232	263	275	277	326	336	346	210	2.13
POISSON EN CONSERVE	226	207	243	246	262	264	257	261	261	265	81	-3.44
CRUST ET MOLL EN CONSERV	24	27	32	34	36	38	42	47	57	72	46	9.17
HUILES DE POISSON	196	249	319	327	270	296	332	335	273	257	98	-3.17
FARINES DE POISSON	803	864	948	1040	945	951	978	918	1071	936	586	-1.00
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	2784	1704	2428	2590	1899	2395	2937	2735	2429	2492	2786	1.90
GRUMES DE FEUILLUS	1943	1665	1833	2077	2017	2055	2257	2128	1928	2011	2285	1.72
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	7920	8627	8173	7575	6846	8462	10718	11165	10038	9407	11002	3.54
BOIS DE CHAUFFAGE	1103	987	816	1033	551	797	965	745	1011	1172	1023	.78
SCIAGES DE CONIFERES	17248	12640	17061	16534	18051	20349	19783	17142	18334	20608	20350	2.91
SCIAGES DE FEUILLUS	1858	1607	2801	2494	2756	2514	2395	2037	1896	2018	2232	.10
PANNEAUX A BASE DE BOIS	5854	5171	6151	6194	6737	7386	7047	6690	6151	6258	6654	1.47
PATE DE BOIS POUR PAPIER	7454	5199	5697	5578	6705	6852	6654	6210	5612	6727	7047	.83
PAPIERS ET CARTONS	14964	10655	13098	13753	15659	17385	17423	18108	17770	19622	21843	5.52
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE+EQUIV.OE BLE	8372	5335	4164	5443	3969	5002	4170	4380	5092	4042	3780	-4.33
RIZ USINE	149	16	11	11	13	24	33	25	28	38	35	1.57
ORGE	1158	1040	943	1725	222	232	336	247	276	276	269	-16.44
MAIS	1727	983	1536	1318	1493	554	1325	1770	1326	860	844	-3.64
MILLET	4	3	7	3	3	5	6	3	5	4	3	.20
SORGHO	8	10	11	5	7	7	5	9	6	4	4	-6.44
POMMES DE TERRE	648	490	442	682	371	655	322	323	299	159	176	-11.82
SUCRE+TOTAL(EQUIV.BRUT)	787	438	573	808	953	717	738	631	807	762	1057	3.67
LEGUMINEUSES SECHES	115	119	112	117	135	145	122	122	112	118	153	1.23
GRAINES DE SOJA	31	11	10	32	6	30	5	4	5	5	11	-12.20
HUILE DE SOJA	8	2	12	13	7	10	17	14	18	12	27	14.98
ARACHIDES DECORTIQUEES	1					1	1				2	
HUILE DE COPRAH						1	1					
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	47	49	14	61	53	20	27	91	100	91	43	7.59
ORANGES+TANGER+MANDAR.							1	2	2	1	2	
FEVES DE CACAO										5	12	
THE	14	17	15	22	17	17	20	18	17	26	30	5.08
COTON+FIBRE	740	801	887	976	865	807	863	928	970	824	651	-3.34
TABAC BRUT	100	102	101	99	89	102	103	90	88	85	83	-1.91
LAINE EN SUINT	1	1	1	1	2	3	3	1		1	1	-2.96
BOVINS 1/	630	686	498	540	544	676	577	460	607	702	724	1.02
OVINS ET CAPRINS 1/	2875	3457	3025	3504	3800	4719	4597	3720	3654	4129	4480	3.52
PORCINS 1/	628	944	720	720	1158	1152	1144	1713	1091	973	962	4.86
VIANDE+TOTAL	527	627	547	658	620	744	738	779	715	710	803	3.62

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUTS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUALES 1974-84
	.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....										POURCENT	
OEufs EN COQUILLE	111	121	101	120	114	104	90	78	59	71	70	-6.26
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	494	606	607	540	569	605	621	514	434	537		
POISSON, SECHE, SALE, FUME	13	19	12	11	15	21	17	11	6	18		
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	3	1	1	1	1	1	2	1	2	78		
POISSON EN CONSERVE	32	45	47	48	40	36	39	39	34	37		
CRUST ET MOLL EN CONSERV	2	3	2	1	1	1	2	1	2	2		
HUILES DE POISSON	6	4	2	1	1	1	1					
FARINES DE POISSON	11	19	18	14	21	20	22	12	9	12		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	9829	8884	9534	9919	10281	8774	7430	7104	7165	7681	7044	-3.66
GRUMES DE FEUILLUS	397	354	201	315	296	404	384	285	303	292	302	-0.77
BOIS DE TRITUR.,+PARTIC.	12480	12146	12401	12155	11375	12066	12162	12396	10693	12057	12750	-0.24
BOIS DE CHAUFFAGE	308	235	92	115	141	143	183	94	70	92	121	-8.19
SCIAGES DE CONIFERES	9865	10362	11009	10592	10782	9956	9513	9363	9630	9692	9871	-0.94
SCIAGES DE FEUILLUS	767	749	714	702	752	600	597	539	487	536	545	-4.40
PANNEAUX A BASE DE BOIS	1457	1588	1702	1791	1875	1842	1827	1683	1548	1610	1585	-0.04
PATE DE BOIS POUR PAPIER	684	673	854	856	926	827	895	896	982	1038	1095	4.23
PAPIERS ET CARTONS	1304	1295	1480	1653	1779	1664	1732	1697	1701	1707	1678	2.59
AMERIQUE DU NORD DEV.												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.OE BLE	36782	43589	38974	40736	50841	47174	54495	61342	61264	63319	65239	6.19
RIZ USINE	1726	2139	2107	2288	2279	2301	3054	3133	2540	2385	2141	2.76
ORGE	3547	4068	5432	4343	4249	4654	4195	6853	7097	7258	5876	6.13
MAIS	29875	33526	44692	40580	50550	59414	63923	56067	49658	48099	49602	4.82
MILLET					23	15	60	24	28	41	55	
SORGH0	5722	5848	5797	6139	5184	5950	8050	8032	6051	5325	6828	1.48
POMMES DE TERRE	356	369	857	503	282	289	344	395	461	363	295	-2.82
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	105	291	122	166	149	135	654	1187	154	323	399	12.77
LEGUMINEUSES SECHES	339	390	400	374	390	470	913	1141	854	680	635	10.25
GRAINES DE SOJA	13953	12506	15361	16234	20794	20951	21882	21980	25652	22791	19641	5.90
HUILE DE SOJA	766	355	506	768	916	1110	1081	809	911	786	1041	6.32
ARACHIDES DECORTIQUEES	255	241	130	302	381	356	285	146	201	224	266	-0.47
HUILE D'ARACHIDE	21	12	48	45	40	5	18	20	10	2	7	-16.64
HUILE DE COPRAH	5	8	26	17	9	5	19	14	13	11	21	6.00
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	5253	4105	5370	4740	6793	6845	8009	7471	6917	7517	5551	4.20
BANANES	195	187	201	199	201	197	205	217	210	188	202	-0.47
ORANGES+TANGER+MANDAR.	328	481	461	410	356	318	482	443	353	497	374	-0.40
CITRONS+LIMES	202	183	225	236	237	173	171	176	135	163	148	-4.00
CAFE VERT+TORREFIE	85	55	69	106	59	79	79	70	60	43	63	-3.07
FEVES DE CACAO	23	9	10	14	9	9	7	14	14	16	12	-0.03
THE	3	4	3	4	5	5	5	4	4	5	5	4.31
COTON+FIBRE	1172	871	779	1017	1347	1527	1823	1269	1392	1205	1497	4.66
JUTE ET FIBRES SIMIL.	1	1	1	2	1							-26.78
TABAC BRUT	335	293	293	314	364	299	293	300	290	264	275	-1.56
CAOUTCHOUC NATUREL	26	29	29	25	20	21	28	18	16	21	35	-1.79
LAINE EN SUINT		1						1	1	1	1	6.39
BOVINS 1/	360	421	684	651	592	436	424	441	563	440	479	-0.08
OVINS ET CAPRINS 1/	293	344	250	214	153	135	144	225	287	226	332	-0.53
PORCINS 1/	213	47	56	54	201	145	254	171	342	483	1362	27.38
VIANDE,TOTAL	403	472	693	700	721	777	973	1073	987	926	946	8.70
LAIT SEC	21	17	16	16	7	5	36	37	29	37	19	7.35
OEufs EN COQUILLE	21	22	22	38	39	30	61	87	64	31	25	7.02
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	200	236	250	352	383	414	418	499	546	495		
POISSON, SECHE, SALE, FUME	49	47	62	65	63	64	76	87	89	70		
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	39	42	48	71	120	133	115	88	80	69		
POISSON EN CONSERVE	39	36	46	51	63	65	81	93	68	82		
CRUST ET MOLL EN CONSERV	8	8	9	9	11	11	11	11	11	4		
HUILES DE POISSON	101	93	91	60	110	101	137	117	98	191		
FARINES DE POISSON	85	35	63	61	82	40	108	75	42	95		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	12118	12196	14842	14362	15565	17865	15135	11676	15269	17395	18441	2.92
GRUMES DE FEUILLUS	622	328	470	431	522	630	784	751	506	755	761	5.47
BOIS DE TRITUR.,+PARTIC.	8402	6867	8337	8710	8216	9463	9887	8382	6605	6422	5847	-2.40
BOIS DE CHAUFFAGE	110	206	162	200	170	98	63	108	85	85	90	-7.62
SCIAGES DE CONIFERES	22944	18553	26379	32305	34492	35407	33612	31770	31423	38296	40881	5.85
SCIAGES DE FEUILLUS	705	807	814	847	1341	1025	1190	1209	1083	1340	1373	6.39

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUELLES 1974-84
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT												
PANNEAUX A BASE DE BOIS	1518	1507	1567	1774	2061	2053	2312	2533	2088	2401	2662	5.95
PATE DE BOIS POUR PAPIER	8076	6672	7666	7723	8132	8906	9838	9261	8531	9428	9611	2.88
PAPIERS ET CARTONS	12255	9726	10935	11232	11124	12326	13675	13134	11931	12918	13574	2.23
OCEANIE DEVELOPPEE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	5326	8201	7875	8196	11134	6933	14955	10677	10998	8312	10672	4.99
RIZ USINE	137	174	218	255	277	241	457	281	596	405	246	9.55
ORGE	808	1760	2022	2157	1375	1757	3047	1650	1599	852	3220	3.29
MAIS	3	1	88	79	32	75	37	52	24	73	30	23.35
MILLET	31	21	20	23	15	18	14	11	25	19	18	-3.61
SORGH0	748	856	815	829	385	516	580	463	1271	445	772	-1.69
POMMES DE TERRE	16	21	25	29	20	18	23	21	23	26	21	1.60
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	1784	1999	2002	2558	2481	1842	2203	2563	2502	2551	2361	2.70
LEGUMINEUSES SECHEES	42	36	33	40	36	45	72	64	71	106	82	11.11
GRAINES DE SOJA	2	4	32									-40.30
HUILE DE SOJA										1		
ARACHIDES DECORTIQUEES	7	2	2	4	2	2	12	4	4	8		-8.81
HUILE D'ARACHIDE												
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS		1	3	2		1	1		1	1		-3.91
ORANGES+TANGER+MANDAR.	24	15	19	11	22	25	38	32	28	32	25	6.91
CITRONS+LIMES	1	1	1	1			4	1	2	1	1	10.75
FEVES DE CACAO	1									1	1	6.17
THE	1	1	1		1							-15.61
COTON,FIBRE	3	8	16	6	10	24	49	59	79	129	81	42.37
TABAC BRUT					1		1	1		1		3.05
CAOUTCHOUC NATUREL							1					-1.71
LAINE EN SUINT	634	588	750	826	630	705	650	680	642	660	659	-1.16
BOVINS 1/	34	13	33	45	71	107	74	109	121	120	96	19.81
OVINS ET CAPRINS 1/	1159	1456	1847	3409	4143	3898	6172	5763	6097	7035	6350	19.76
PORCINS 1/	1	1	1		1	1	2	1		1	3	7.04
VIANDS,TOTAL	1278	1183	1446	1643	1664	1814	1494	1602	1493	1666	1349	1.45
LAIT SEC	81	70	67	113	125	123	161	137	175	154	171	9.94
OEUFs EN COQUILLE	2	2	2	1	1	1	1	1	1	2	5	5.81
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON,FRAIS,CONGELE	13	12	19	28	32	54	81	95	87	98		
POISSON,SECHE,SALE,FUME							1	1	2	1		
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	16	16	14	17	20	32	56	57	70	68		
POISSON EN CONSERVE		1	1			1	3	2	4	5		
CRUST ET MOLL EN CONSERV	2	2	2	2	2	2	2	2	2	3		
HUILES DE POISSON	8	4	8	5	4	3						
FARINES DE POISSON								1				
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	1302	534	958	1027	936	1236	971	529	479	508	509	-7.24
GRUMES DE FEUILLUS	12	3	1	3	2	1	4	4				-29.55
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	2931	3061	3866	5326	5074	5357	7064	6647	6240	6105	7245	9.02
SCIAGES DE CONIFERES	245	160	232	295	367	509	617	546	515	401	402	9.81
SCIAGES DE FEUILLUS	51	32	23	31	30	41	54	35	34	35	40	1.02
PANNEAUX A BASE DE BOIS	52	61	28	32	52	104	142	138	99	113	107	13.37
PATE DE BOIS POUR PAPIER	232	335	375	452	435	464	475	518	421	471	471	5.22
PAPIERS ET CARTONS	214	204	269	302	332	359	418	447	340	361	346	6.00
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	42	27	21	20	46	31	17	19	22	2	1	-22.29
RIZ USINE	29	17	55	46	13	12	21	19	9	6		
ORGE	2	5		1		2						-26.15
MAIS	626	1009	472	434	652	364	69	249	361	727	251	-8.72
MILLET	59	10	79	13	31	78	56	41	36	30	20	-1.16
SORGH0	5	10	2			53	12	3	15	14	1	4.86
POMMES DE TERRE	83	97	91	82	58	50	55	36	30	49	61	-8.13
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	1473	1139	1365	1468	1296	1658	1586	1492	1738	1754	1528	2.64
LEGUMINEUSES SECHEES	357	319	410	262	150	150	220	127	152	157	100	-11.35
GRAINES DE SOJA	2	21	3	13	36	1	1	1		1		
HUILE DE SOJA			2	1	2	1			1			
ARACHIDES DECORTIQUEES	189	166	286	192	64	82	86	36	56	91	43	-14.93
HUILE D'ARACHIDE	155	226	290	258	94	159	90	36	159	176	121	-7.02
COPRAH	62	42	60	55	52	45	32	22	20	15	11	-15.28
HUILE DE COPRAH	18	9	11	6	9	14	15	18	21	21	24	8.89
PALMISTES	320	269	353	239	152	123	140	107	71	105	86	-14.20

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUTS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUALES 1974-84
	.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....											POURCENT
HUILE DE PALMISTE	196	209	155	118	96	63	138	84	88	70	74	-9.74
TOURTEAUX+TOURTE. MOULUS	614	678	760	712	456	608	478	357	484	471	370	-5.89
BANANES	465	351	317	308	344	292	243	205	187	193	213	-7.90
ORANGES+TANGER+MANDAR.	729	592	664	744	873	672	854	715	659	604	617	-0.80
CITRONS+LIMES	3	1	1	1	2	1	1	1	2	7	5	13.09
CAFE VERT+TORREFIE	1174	1106	1147	877	926	1015	895	966	1052	932	922	-1.79
FEVES DE CACAO	868	818	862	691	778	601	757	974	820	749	807	-1.19
THE	138	135	148	165	182	197	180	169	191	195	200	3.80
COTON.FIBRE	317	271	351	300	312	339	336	325	301	325	342	.81
JUTE ET FIBRES SIMIL.						1						
TABAC BRUT	131	113	141	129	139	132	172	189	147	142	174	3.18
CAOUTCHOUC NATUREL	203	186	159	153	145	142	138	146	140	156	167	-2.02
LAINE EN SUINT	6	4	3	4	4	3	4	4	4	4	4	-1.89
BOVINS 1/	1207	1022	1126	1125	1181	1255	1398	1446	1403	1187	1214	1.80
OVINS ET CAPRINS 1/	3161	3515	2548	2461	3066	3047	3645	3462	3741	3117	3263	1.54
PORCINS 1/	13	13	15	2	1	2	1			1		
VIANOE.TOTAL	116	102	112	118	99	97	48	44	46	52	51	-10.49
LAIT SEC	1		1		2	4						-33.28
OEUF EN COQUILLE	1	1	1	1			1					-18.40
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON.FRAIS.CONGELE	106	76	76	98	109	107	161	185	287	379		
POISSON.SECHE.SALE.FUME	24	29	20	21	20	16	19	19	15	9		
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	29	39	43	43	48	33	33	58	89	129		
POISSON EN CONSERVE	80	59	75	70	62	77	80	93	82	99		
HUILES DE POISSON	18	12	7	7	7	7	5	5	3	10		
FARINES DE POISSON	95	83	43	19	39	23	26	27	17	42		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	14	15	11	2	2	2						-34.91
GRUMES DE FEUILLUS	6580	5012	6309	6434	6211	6175	6002	4745	4892	4834	4911	-2.70
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	69	70	127	100	75	112	84	173	173	173	173	9.91
BOIS DE CHAUFFAGE	161	56	47	51	51	51	5					
SCIAGES DE CONIFERES	107	98	113	119	116	126	108	94	81	79	82	-3.29
SCIAGES DE FEUILLUS	813	625	664	682	706	680	611	538	606	638	617	-1.98
PANNEAUX A BASE DE BOIS	300	206	220	241	261	236	278	269	267	286	376	3.04
PATE DE BOIS POUR PAPIER	234	136	235	173	216	242	241	216	182	182	182	-2.28
PAPIERS ET CARTONS	30	19	22	19	16	24	21	20	9	8	13	-8.65
AMERIQUE LATINE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE.EQUIV.OE BLE	1871	2054	3345	6095	1833	4427	4621	3960	4043	10410	7525	13.66
RIZ USINE	348	437	535	999	732	573	548	617	512	510	411	.07
ORGE	110	28	43	130	18	58	72	32	24	59	95	-1.79
MAIS	6666	5088	4560	6864	5927	5990	3557	9199	5808	7318	5713	1.36
MILLET	78	94	124	172	196	139	63	136	101	96	54	-3.57
SORGH0	3169	2180	3499	4295	4625	3899	1544	5081	5368	5339	4278	5.23
POHMES DE TERRE	21	50	99	106	67	77	61	45	45	33	26	-4.31
SUCRE.TOTAL(EQUIV.BRUT)	12085	11107	10533	13050	12429	12726	12031	12700	13049	12953	13002	1.41
LEGUMINEUSES SECHES	175	233	312	424	464	395	341	287	286	355	424	4.42
GRAINES DE SOJA	2831	3435	3934	3441	2845	3814	4503	3909	2877	3270	5167	2.38
HUILE DE SOJA	42	285	562	544	570	609	840	1353	1024	1369	1412	28.85
ARACHIDES DECORTIQUEES	52	60	24	53	52	97	97	86	55	101	92	8.46
HUILE D'ARACHIDE	101	38	140	181	155	209	207	80	113	104	57	-7.76
COPRAH	2	2	2			2			5			-17.08
HUILE DE COPRAH	5	5	5	5	9	8	4	5	6	6	16	6.13
PALMISTES	5	4	2	3	9	7	5	1	4	1	1	-14.98
HUILE DE PALMISTE	6	3	5	3	4	5	1	5	11	8	9	6.98
TOURTEAUX+TOURTE. MOULUS	3130	4299	5798	7354	7676	7497	8891	10912	10498	12411	12048	13.26
BANANES	5055	4779	4839	5231	5520	5366	5358	5382	5586	5047	5377	.90
ORANGES+TANGER+MANDAR.	210	190	173	224	269	314	308	318	395	427	418	9.50
CITRONS+LIMES	14	22	25	29	47	74	53	51	33	58	55	12.42
CAFE VERT+TORREFIE	1826	2055	2032	1547	1960	2179	2210	2124	2230	2425	2532	3.07
FEVES DE CACAO	255	270	209	187	211	226	183	201	247	227	212	-1.02
THE	30	23	32	34	41	39	44	35	43	53	53	6.71
COTON.FIBRE	664	806	607	689	903	733	641	608	597	539	487	-3.40
JUTE ET FIBRES SIMIL.	3	1	1		1	2	2		1			
TABAC BRUT	244	244	255	238	267	276	254	271	275	278	290	1.67
CAOUTCHOUC NATUREL	5	6	7	5	6	4	4	2	3	4	3	-7.76
LAINE EN SUINT	64	108	92	108	107	80	104	125	108	87	75	.62

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS. A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS. SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUELLES 1974-84
	.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....											POURCENT
BOVINS 1/	1037	960	1103	1093	1662	1404	654	862	1054	1154	773	-1.81
OVINS ET CAPRINS 1/	65	93	106	112	125	98	65	312	245	590	308	18.99
PORCINS 1/	33	42	65	31	24	16	1		1	4	6	-32.37
VIANDE, TOTAL	504	449	775	773	840	816	749	999	1052	1002	867	6.78
LAIT SEC	9	16	34	18	10	4	3	11	18	17	2	-9.86
OEUF EN COQUILLE	1	1	3	3	2	4	12	14	6	2	3	15.57
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	131	145	196	302	361	407	397	383	441	354		
POISSON, SECHE, SALE, FUME	9	5	4	9	3	12	6	7	10	3		
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	90	93	99	99	140	171	125	125	165	165		
POISSON EN CONSERVE	20	16	28	48	72	76	135	164	102	54		
CRUST ET MOLL EN CONSERV	1	3	3	5	2	5	3	4	5	6		
HUILES DE POISSON	93	148	39	46	70	128	100	79	179	25		
FARINES DE POISSON	749	909	842	740	843	1147	1020	849	1566	1024		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	9	15	23	167	689	968	1029	377	906	1024	902	62.25
GRUMES DE FEUILLUS	202	55	86	49	60	86	114	51	40	46	72	-6.52
BOIS DE TRITUR., +PARTIC.	183	107	115	53								
BOIS DE CHAUFFAGE	5	13	21	106	152	214	167	71	23	57	16	10.38
SCIAGES DE CONIFERES	1131	1134	1050	1429	1477	1678	1718	1319	1102	1172	1217	.57
SCIAGES DE FEUILLUS	835	590	629	838	727	1121	1130	993	885	856	928	3.54
PANNEAUX A BASE DE BOIS	265	252	326	374	487	488	625	606	608	588	664	10.57
PATE DE BOIS POUR PAPIER	318	332	382	443	715	1024	1318	1374	1302	1528	1487	20.35
PAPIERS ET CARTONS	231	155	199	225	276	393	414	582	454	697	977	17.78
PROCHE-ORIENT EN DEV.												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE + FARINE, EQUIV. DE BLE	29	15	27	640	2131	876	540	648	706	1098	985	47.99
RIZ USINE	181	130	256	276	223	211	259	159	59	41	89	-11.57
ORGE	7	12	366	302	50	88	229	424	1026	661	320	44.45
MAIS	2	1	14	8	43	111	155	40	53	9	3	18.24
MILLET	5	4	6	3	4	2	2	3	8	2		
SORGH0	98	48	75	137	66	196	286	256	423	186	50	9.48
POMMES DE TERRE	300	209	382	438	292	315	454	394	483	448	493	6.07
SUCRE, TOTAL (EQUIV. BRUT)	59	58	48	64	55	37	45	71	219	316	515	22.26
LEGUMINEUSES SECHES	106	109	121	176	256	303	299	500	573	657	550	22.52
HUILE DE SOJA			1				3	5	16	10	10	
ARACHIDES DECORTIQUEES	140	218	312	175	111	52	51	108	101	24	50	-15.90
HUILE D'ARACHIDE	6	7	2	26	35	16	33	16	18	2	17	6.06
HUILE DE COPRAH			1					1				-2.30
HUILE DE PALMISTE									1			
TOURTEAUX + TOURT. MOULUS	401	452	368	252	225	214	261	145	105	102	54	-17.16
BANANES	7	12	10	5	4	7	19	20	11	9	9	4.45
ORANGES + TANGER + MANDAR.	674	697	716	754	643	619	627	759	705	686	741	.32
CITRONS + LINES	133	118	162	131	151	149	202	206	208	216	220	6.42
CAFE VERT + TORREFIE	6	4	3	3	3	3	2	6	5	3	5	-3.31
THE	19	4	8	7	10	16	15	17	5	3	3	-8.90
COTON, FIBRE	706	856	1004	710	768	669	608	532	584	623	601	-4.02
TABAC BRUT	123	75	86	71	83	77	94	138	110	76	74	-2.28
LAINE EN SUINT	10	8	7	12	9	8	7	3	6	5	5	-8.13
BOVINS 1/	77	18	11	16	12	21	13	60	114	77	54	13.29
OVINS ET CAPRINS 1/	980	720	828	680	1209	1421	2028	2857	3505	3627	3928	21.17
PORCINS 1/				1	1	3						
VIANDE, TOTAL	22	14	9	11	15	15	21	74	96	83	88	25.85
LAIT SEC			1						1	1	2	43.30
OEUF EN COQUILLE	17	12	1	3	7	10	13	18	27	42	69	26.72
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	16	6	4	4	8	13	14	21	23	30		
POISSON, SECHE, SALE, FUME	13	12	10	12	11	5	6		1	1		
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	10	7	9	10	8	11	11	7	7	9		
POISSON EN CONSERVE	1	1	3	4	4	5	9	6	3	2		
CRUST ET MOLL EN CONSERV	2	2	2	3	1	2	3	4	4	4		
HUILES DE POISSON			1	2	1							
FARINES DE POISSON	1			1	1		1	1				
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	5	4	3		1	1	1	2	7	11	31	20.06
GRUMES DE FEUILLUS	8	17	10	9	5	3	4	36	36	35	100	22.59
BOIS DE CHAUFFAGE	20	21	22	31	22	20	31	24	20	28	28	2.28
SCIAGES DE CONIFERES	61	49	60	69	60	103	84	99	95	148	104	9.06
SCIAGES DE FEUILLUS	21	1	1	1		2	3	6	12	7	8	16.62

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABEAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUELLES 1974-84
	.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....										POURCENT	
PANNEAUX A BASE DE BOIS	31	27	29	26	26	24	19	19	21	25	20	-3.93
PATE DE BOIS POUR PAPIER	5	4	2									
PAPIERS ET CARTONS	22	9	10	11	10	16	21	35	34	39	69	18.32
EXTREME-ORIENT EN DEV.												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE.EQUIV.OE BLE	145	115	83	264	967	755	482	295	155	246	143	4.05
RIZ USINE	1993	1862	3608	4749	3083	5031	5323	6047	6158	5574	7087	12.92
ORGE	95		32	39	13	73	259	275	901	252	1662	70.13
MAIS	2551	2276	2483	1768	2196	2143	2340	2703	3014	2859	3468	3.65
MILLET	2		8	8	1	6	2	2	1		2	
SORGH0	189	213	182	138	166	170	208	288	317	248	327	6.31
POMMES DE TERRE	35	46	95	73	55	99	105	72	71	62	54	2.92
SUCRE.TOTAL(EQUIV.BRUT)	2594	2900	3639	4511	2822	3185	2831	2930	4295	3762	2822	1.00
LEGUMINEUSES SECHES	167	170	191	181	245	291	312	338	381	318	321	8.87
GRAINES DE SOJA	18	32	38	47	30	27	27	27	27	26	23	-1.78
HUILE DE SOJA	7	4	2	4	7	6	27	32	49	76	83	42.79
ARACHIDES DECORTIQUEES	109	86	174	69	24	40	55	113	108	82	71	-1.80
HUILE D'ARACHIDE	7	9	10	5	6	16	5	5	6	28	9	3.97
COPRAH	283	834	878	683	445	193	234	172	232	61	68	-20.33
HUILE DE COPRAH	508	760	1004	845	1112	976	1061	1192	1064	1143	780	4.27
PALMISTES	29	33	33	30	13	23	45	24	15	14	12	-7.97
HUILE DE PALMISTE	1411	1726	1897	2067	2168	2636	3303	2963	3487	3709	3989	10.74
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	2007	2061	3353	2871	2582	3335	3055	3011	3240	3380	3076	3.96
BANANES	705	872	846	738	832	921	972	924	985	686	832	.84
ORANGES+TANGER+MANDAR.	39	137	37	113	65	81	81	50	64	74	68	.50
CITRONS+LIMES				1	2	1	1	7	2	3	2	65.59
CAFE VERT+TORREFIE	203	226	262	267	339	335	369	369	410	409	488	8.37
FEVES DE CACAO	14	15	18	18	24	32	41	64	88	89	139	27.36
THE	458	502	512	499	459	481	523	553	483	483	559	.91
COTON.FIBRE	96	244	218	56	128	134	394	416	329	379	205	11.44
JUTE ET FIBRES SIMIL.	860	566	646	543	467	522	464	516	448	501	375	-5.18
TABAC BRUT	212	198	210	232	215	194	200	252	226	205	192	-0.04
CAOUTCHOUC NATUREL	2869	2737	2967	3027	3080	3179	3101	2924	2886	3205	3347	1.15
LAINE EN SUINT	3	1	2		1							-22.73
BOVINS 1/	114	74	73	98	78	66	59	36	51	67	69	-5.55
OVINS ET CAPRINS 1/	28	28	80	215	70	54	120	60	96	84	103	8.90
PORCINS 1/	5	11	23	11	15	19	18	24	102	132	123	34.09
VIANDE.TOTAL	26	33	44	60	68	86	90	103	102	96	103	14.66
LAIT SEC	3	4	5	5	7	10	13	10	10	9	10	12.90
OEUFs EN COQUILLE	3	5	6	10	6	5	4	11	8	6	5	3.06
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON.FR.AIS.CONGELE	285	418	289	543	561	553	555	523	460	570		
POISSON.SECHE.SALE.FUME	36	32	30	29	31	28	29	26	31	28		
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	210	228	291	282	312	350	305	321	381	377		
POISSON EN CONSERVE	18	18	26	36	49	47	55	80	101	109		
CRUST ET MOLL EN CONSERV	26	27	21	32	29	30	42	33	61	68		
HUILES DE POISSON	1	1	1	1	3	2	2	1		1		
FARINES DE POISSON	63	57	84	116	142	165	153	153	142	162		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	9	356	423	394	270	396	327	291	127	109	90	2.41
GRUMES DE FEUILLUS	34240	28203	35758	37017	38457	35843	31534	24005	24287	23128	19832	-5.09
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	986	930	697	1033	860	736	1003	1033	909	1001	805	.20
BOIS DE CHAUFFAGE	892	706	810	841	731	799	1181	1164	1086	1229	1310	5.75
SCIAGES DE CONIFERES	117	134	251	258	425	481	410	254	197	138	153	.62
SCIAGES DE FEUILLUS	3661	3298	5551	5374	5463	7236	6415	5511	5893	6968	7101	6.28
PANNEAUX A BASE DE BOIS	2424	2512	3110	3198	3342	3159	2933	3584	3423	4690	5386	6.45
PATE DE BOIS POUR PAPIER	9	2	3	2	2	6	6	10	8	9	15	15.80
PAPIERS ET CARTONS	114	104	175	139	154	146	291	302	224	215	213	8.47
ASIE A ECON.CENTR.PLANIF												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE.EQUIV.OE BLE	5	4	4	6	8	9	4	9	6	67	75	27.01
RIZ USINE	2818	2324	1540	1488	2096	1836	1637	948	988	1359	1426	-7.04
ORGE		6	2		1	2	1			1		
MAIS	130	315	430	356	230	240	104	141	96	92	595	-3.99
MILLET	30	56	52	37	30	20	5	1	2	2	2	-34.69
SORGH0						10	1		3	4	4	
POMMES DE TERRE	49	50	55	53	62	81	77	80	89	78	74	5.97

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUTS LES PRODUITS FORESTIERS. A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS. SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABEAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUELLES 1974-84
	.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....										POURCENT	
SUCRE+TOTAL(EQUIV.BRUT)	720	639	678	777	493	514	657	440	463	257	207	-10.23
LEGUMINEUSES SECHES	86	83	97	89	76	90	71	111	103	107	137	3.61
GRAINES DE SOJA	375	355	199	130	113	306	140	139	160	307	835	3.53
HUILE DE SOJA			1	2	6	4	4		1	2	8	33.10
ARACHIDES DECORTIQUEES	37	37	45	25	30	49	91	245	127	182	166	22.92
HUILE D'ARACHIDE	29	21	16	5	13	18	21	57	55	72	67	18.02
COPRAH									1	2	2	
HUILE DE COPRAH										4	4	
PALMISTES									1			
HUILE DE PALMISTE												
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	31	29	36	30	31	49	87	208	349	1124	1551	51.78
BANANES	165	127	96	140	101	117	109	103	112	134	135	-7.78
ORANGES+TANGER+MANDAR.	78	76	52	74	81	73	70	54	57	62	46	-3.51
CAFE VERT+TORREFIE	6	4	12	4	5	5	4	1	10	14	13	6.10
THE	73	77	77	104	109	126	125	107	126	148	161	7.81
COTON,FIBRE	22	43	65	71	33	22	2	1	17	131	196	3.39
JUTE ET FIBRES SIMIL.	1		2	3	8	20	35	41	43	47	43	59.43
TABAC BRUT	51	42	33	37	35	35	32	28	30	35	37	-2.91
CAOUTCHOUC NATUREL	49	17	49	50	41	50	39	34	38	45	56	2.68
LAIN EN SUINT	22	24	25	21	22	24	23	21	16	16	12	-5.40
BOVINS 1/	147	199	195	195	181	224	272	263	257	252	257	5.19
OVINS ET CAPRINS 1/	1225	1030	873	482	443	463	448	330	312	393	384	-11.54
PORCINS 1/	2601	2775	2953	3016	3129	3079	4548	3189	3256	3217	3031	1.96
VIANDE,TOTAL	167	205	201	155	210	246	251	250	274	270	343	6.35
OEUF EN COQUILLE	40	39	38	35	42	51	54	56	57	57	62	5.85
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON,FRAIS,CONGELE	153	182	174	207	130	134	49	54	165	184		
POISSON,SECHE,SALE,FUME	4	5	4	3	6	9	2	3	6	10		
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	45	44	53	51	55	68	61	65	64	87		
POISSON EN CONSERVE	6	6	14	13	21	31	31	31	38	36		
CRUST ET MOLL EN CONSERV	7	7	11	11	14	10	8	9	9	11		
FARINES DE POISSON	3	1			1					2		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	157	177	128	128	96	92	85	97	97	106	102	-5.04
GRUMES DE FEUILLUS	3	17	12	33	42	45	45	33	37	39	61	22.42
SCIAGES DE CONIFERES	66	95	103	102	111	102	93	93	95	95	94	1.06
SCIAGES DE FEUILLUS	118	133	136	85	103	48	34	26	56	55	53	-11.68
PANNEAUX A BASE DE BOIS	687	770	872	949	1244	1096	885	957	834	884	614	-4.42
PATE DE BOIS POUR PAPIER	25	33	33	33	44	46	49	86	81	64	30	8.00
PAPIERS ET CARTONS	107	132	122	119	116	89	149	174	165	139	111	2.11

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 5. VALEURS UNITAIRES MOYENNES DES EXPORTATIONS MONDIALES DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUALES 1974-84
.....DOLLARS U.S. LA TONNE.....POURCENT												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE	171	169	153	125	131	163	186	188	172	162	157	.83
FARINE DE BLE	210	237	215	191	199	224	284	294	245	196	213	.86
RIZ USINE	399	374	277	263	346	323	382	444	335	302	291	-4.63
ORGE	135	140	138	132	137	145	175	175	160	143	147	1.61
MAIS	128	136	123	111	117	128	150	154	128	143	149	1.83
POMMES DE TERRE	111	149	246	197	157	188	185	178	186	168	211	2.58
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	400	555	376	295	341	355	537	505	401	419	421	.78
GRAINES DE SOJA	246	225	216	272	250	271	264	282	243	256	280	1.50
HUILE DE SOJA	701	695	456	586	617	675	625	542	483	498	716	-1.08
ARACHIDES DECORTIQUEES	513	514	467	596	661	679	698	965	661	620	729	4.23
HUILE D'ARACHIDE	929	801	723	814	946	964	777	996	646	601	991	-4.86
COPRAH	508	237	183	314	369	569	393	306	260	356	557	2.90
HUILE DE COPRAH	929	418	361	552	627	938	650	536	463	555	1021	2.15
PALMISTES	364	178	160	266	262	357	267	235	228	229	375	1.82
HUILE DE PALME	529	462	362	514	554	617	564	529	441	441	664	1.48
HUILE DE PALMISTE	820	458	393	554	617	896	662	546	453	583	932	1.90
HUILE D'OLIVE	1791	1855	1314	1259	1363	1649	1959	1773	1748	1509	1329	-3.38
GRAINES DE RICIN	329	207	251	334	332	345	364	351	304	299	370	2.61
HUILE DE RICIN	838	575	557	883	801	803	970	856	825	908	1111	4.21
GRAINES DE COTON	136	135	147	168	177	182	179	199	144	145	187	2.02
HUILE DE COTON	602	675	555	599	607	682	628	627	527	530	745	.06
GRAINES DE LIN	426	336	291	273	216	281	311	326	286	273	286	-1.95
HUILE DE LIN	900	762	520	500	379	542	611	662	533	416	523	-3.59
BANANES	99	128	138	144	157	168	186	197	205	209	209	7.28
ORANGES	164	206	201	222	268	349	359	347	332	327	305	7.19
POMMES	241	316	273	352	410	399	436	411	438	339	343	3.54
RAISINS SECS	907	716	677	965	1080	1563	1671	1479	1209	1079	886	4.22
DATTES	214	246	242	320	387	414	418	609	653	714	704	14.16
CAFE VERT	1259	1180	2265	4229	3168	3158	3319	2259	2317	2332	2552	4.76
FEVES DE CACAO	1337	1404	1509	2800	3138	3283	2664	1773	1590	1636	2049	1.67
THE	1088	1269	1240	2204	2055	1962	2025	1949	1789	2015	2702	6.81
COTON-FIBRE	1295	1120	1294	1536	1358	1527	1620	1717	1440	1504	1620	2.78
JUTE	247	237	267	277	338	382	380	312	282	242	305	1.51
FIBRE SIMIL.AU JUTE	170	203	210	250	245	248	260	189	234	236	222	1.60
SISAL	716	469	342	376	375	467	584	536	469	410	390	-1.31
TABAC BRUT	1751	2079	2180	2361	2648	2773	2819	2958	3248	3127	2965	5.58
CAOUTCHOUC NATUREL	822	556	749	806	919	1214	1304	1125	848	995	1037	4.53
CAOUTCHOUC NATUR SEC	712	548	723	796	916	1180	1312	1066	799	964	974	4.72
LAINE EN SUINT	2803	1765	1797	2160	2221	2464	2824	2959	2922	2520	2602	3.12
BOVINS 1/	269	308	291	309	355	416	438	421	397	380	356	3.71
BOEUF ET VEAU	1503	1726	1638	1860	2157	2390	2513	2379	2486	2248	1966	3.98
MOUTON ET AGNEAU	1223	1071	1009	1143	1390	1590	1760	1863	1810	1595	1518	5.26
PORCINS 1/	81	90	90	100	104	111	106	108	113	99	95	1.87
BACON+ JAMBON	1620	2069	1979	1849	2242	2624	2882	2736	2560	2280	2147	3.33
VIAND E DE VOLAILLE	1032	1132	1180	1232	1313	1386	1456	1354	1172	1031	1075	.09
VIAND E PREPAREE	1735	1500	1530	1514	1602	2139	2599	2490	2173	2101	1871	3.94
LAIT CONDENSE ET EVAPORE	559	680	643	657	756	852	930	921	931	885	772	4.33
LAIT ECREME EN POUORE	843	992	801	637	742	844	1047	1105	1073	867	805	1.43
BEURRE	1318	1728	1676	1732	2244	2279	2466	2631	2704	2406	2027	5.45
FROMAGE	1713	2021	1969	2146	2544	2803	3015	2753	2658	2485	2329	3.64
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON,FRAIS,CONGELE	669	746	895	1049	1127	1237	1220	1253	1243	1133	852	3.99
POISSON,SECHE,SALE,FUME.	1237	1300	1489	1640	1798	2072	2388	2536	2127	2018	2068	6.14
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	1854	2094	2580	2754	3107	3623	3797	3763	3847	3753	786	.06
POISSON EN CONSERVE	1342	1330	1448	1709	2042	2292	2272	2317	2304	2398	2072	6.22
CRUST ET MOLL EN CONSERV	2620	2861	3133	3403	4019	4743	4998	4692	4256	4412	3686	4.86
HUILES DE POISSON	467	338	362	430	433	417	435	404	340	340	375	-1.25
FARINES DE POISSON	377	243	324	425	410	391	472	464	359	425	431	3.27
PRODUITS FORESTIERS												
GRUMES DE CONIFERES 2/	53	51	52	59	62	83	89	81	73	63	63	3.48
GRUMES DE FEUILLUS 2/	48	39	50	54	57	93	105	87	88	87	89	8.96
BOIS DE TRIT+PART 2/	22	25	23	24	25	26	36	39	34	29	29	4.19
BOIS DE CHAUFFAGE 2/	18	20	23	21	21	27	34	34	29	27	27	4.86
SCIAGES DE CONIFERES 2/	96	89	93	101	108	131	138	127	114	114	110	2.72
SCIAGES DE FEUILLUS 2/	133	128	134	152	164	216	245	222	211	215	205	6.32
PANNEAUX BASE DE BOIS 2/	187	183	197	211	228	283	316	294	283	271	254	4.83
PATE DE BOIS POUR PAPIER	279	351	335	313	282	361	444	451	411	357	415	3.55
PAPIERS ET CARTONS	349	411	406	421	453	506	572	567	557	505	519	4.25

1/ DOLLARS U.S. PAR TETE
2/ DOLLARS U.S. LE METRE CUBE

TABLEAU ANNEXE 6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUALES 1974-84
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT												
MONDE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE+EQUIV.DE BLE	67708	73952	72258	70322	80086	85424	97904	103891	108634	106683	115601	5.92
RIZ USINE	8400	7557	9160	9971	10253	12270	12937	13802	11535	12117	11750	4.78
ORGE	12422	12512	13703	12355	14749	14757	15019	18633	18670	17664	22549	5.73
MAIS	49533	51708	61873	55050	67879	74671	79204	80177	69256	69260	68114	3.71
MILLET	448	318	313	359	346	331	263	202	227	217	203	-6.90
SORGH0	10199	9242	10481	10928	10428	10208	10995	13749	13476	10994	12749	2.84
POMMES DE TERRE	3825	3758	4329	4724	3906	4569	4673	4711	5115	4747	4752	2.48
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	22719	22080	22671	27531	24525	26479	27138	28393	29546	28357	28322	2.82
LEGUMINEUSES SECHES	1678	1863	1876	2052	2064	2355	2925	3102	2902	3026	3255	7.29
GRAINES DE SOJA	17515	16313	19983	19623	23411	26125	27015	26294	28530	26778	24801	5.14
HUILE DE SOJA	1514	1374	1616	2076	2404	2873	3245	3252	3603	3718	4079	12.08
ARACHIDES DECORTIQUEES	864	889	1030	815	805	777	708	720	813	763	744	-2.20
HUILE D'ARACHIDE	387	428	512	596	475	474	513	358	415	516	336	-1.38
COPRAH	545	1033	1215	919	804	458	464	393	484	252	306	-11.58
HUILE DE COPRAH	625	955	1411	1096	1255	1198	1124	1399	1297	1301	1048	3.65
PALMISTES	343	278	349	292	169	161	182	161	122	137	98	-11.43
HUILE DE PALMISTE	1560	1884	2018	2471	2318	2701	3411	3225	3555	3886	3948	9.66
TOURTEAUX+TOURTE. MOULUS	14829	14911	18475	19336	22083	23964	25490	27198	28566	32495	30471	8.38
BANANES	6345	6308	6346	6582	6875	7039	6736	6765	6760	6082	6597	.25
ORANGES+TANGER+MANDAR.	4871	4991	5119	5288	4970	5067	5236	5023	5159	5119	5269	.42
CITRONS+LIMES	837	830	936	912	961	965	991	971	1050	1028	1015	2.14
CAFE VERT+TORREFIE	3463	3676	3776	3125	3435	3912	3797	3812	3878	3984	4058	1.55
FEVES DE CACAO	1155	1192	1159	1006	1096	1026	1068	1242	1269	1258	1318	1.41
THE	822	806	846	899	829	887	916	884	889	907	1032	1.67
COTON+FIBRE	4091	4083	4103	4018	4506	4520	5069	4416	4519	4386	4435	1.18
JUTE ET FIBRES SIMIL.	859	579	682	572	492	572	573	534	556	511	421	-4.15
TABAC BRUT	1283	1301	1298	1258	1423	1394	1405	1441	1411	1381	1414	1.13
CAOUTCHOUC NATUREL	3348	3130	3274	3388	3351	3493	3390	3280	3121	3417	3669	.56
LAINE EN SUINT	748	844	1034	870	883	918	853	872	836	843	841	-.07
BOVINS 1/	5957	6410	6698	6774	7335	7344	6799	6971	7299	7132	6841	1.24
PORCINS 1/	5985	6375	6802	6888	7744	8084	10497	9713	9010	9296	9930	5.54
VIANDE,TOTAL	5045	5538	6023	6617	6930	7568	7892	8403	8657	8713	8660	5.81
LAIT SEC	314	268	338	465	475	509	585	592	573	520	623	7.90
OEUFs EN COQUILLE	505	529	516	574	636	674	742	766	815	806	828	5.85
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON,FRAIS,CONGELE	2917	2835	2971	3167	3485	3832	4287	4387	4325	4338	717	-2.98
POISSON,SECHE,SALE,FUME	373	377	366	327	339	374	390	367	352	352	58	-8.16
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	770	822	939	876	1051	1193	1078	1119	1237	1340	293	-1.38
POISSON EN CONSERVE	764	713	857	797	891	934	1025	1065	1003	902	129	-5.97
CRUST ET MOLL EN CONSERV	129	129	145	154	160	161	170	179	198	216	78	.77
HUILES DE POISSON	624	631	613	569	654	762	815	706	989	728	747	3.29
FARINES DE POISSON	1908	2288	2193	2212	2058	2419	2250	1992	3255	2296	727	-3.35
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	26831	24330	27708	29283	29839	31497	28035	23784	26918	28951	29558	.56
GRUMES DE FEUILLUS	45228	35772	44190	46214	47651	48228	42216	35102	33065	33446	30830	-3.33
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	33914	31445	31886	36158	33914	38657	42328	42384	36574	36638	37997	1.96
BOIS DE CHAUFFAGE	3170	3015	2921	3082	2769	2908	3112	2552	3129	3506	3811	1.35
SCIAGES DE CONIFERES	52077	42394	54302	60762	65293	67383	63101	58152	59431	67142	68701	3.11
SCIAGES DE FEUILLUS	9563	7982	10400	11243	11672	13259	12665	11279	10800	11660	11845	2.57
PANNEAUX A BASE DE BOIS	13711	12380	14559	14548	15847	16762	15632	16398	15171	16860	17610	2.61
PATE DE BOIS POUR PAPIER	17553	13666	15497	15533	17611	18799	19329	18615	17340	19571	20439	2.76
PAPIERS ET CARTONS	29024	23005	26576	27815	30466	32285	33585	33911	33588	35865	39639	4.21
EUROPE OCCIDENTALE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE+EQUIV.DE BLE	12558	12460	13184	12602	13383	12980	14123	13334	13960	10574	12692	-.24
RIZ USINE	794	797	1214	1310	1466	1299	1287	1488	1687	1559	1711	7.18
ORGE	6345	5477	6329	6136	6567	5125	5255	5966	6194	6665	5003	-.68
MAIS	24324	25301	26440	26733	24757	24817	23455	21740	21103	18873	16029	-3.92
MILLET	108	112	90	182	195	150	98	109	122	110	116	-.47
SORGH0	2800	2669	2893	2216	1453	1196	1254	1103	2149	685	1122	-10.70
POMMES DE TERRE	2235	2372	3149	2999	2565	2803	3051	3026	3228	3167	3217	2.99
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	5335	5263	4608	4237	3521	3448	3137	3074	3195	3148	3700	-5.09
LEGUMINEUSES SECHES	786	794	821	883	907	1054	1014	924	1067	1306	1424	5.55
GRAINES DE SOJA	11275	10524	11719	11612	14201	15311	16217	14414	16454	15009	13647	3.66

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUALES 1974-84
	.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....										POURCENT	
HUILE DE SOJA	545	575	532	502	559	580	675	643	681	743	700	3.43
ARACHIDES DECORTIQUEES	614	603	726	553	541	528	413	389	431	385	393	-5.81
HUILE D'ARACHIDE	327	338	351	355	325	407	446	296	349	396	259	-5.54
COPRAH	354	816	961	670	515	294	252	184	280	113	132	-16.48
HUILE DE COPRAH	177	281	427	331	395	390	414	561	537	512	374	7.48
PALMISTES	329	260	327	271	153	137	147	140	106	106	77	-13.22
HUILE DE PALMISTE	698	797	860	829	781	856	833	722	735	859	713	-4.25
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	9927	10101	12778	12863	15318	16705	17391	18205	19297	21471	19761	8.05
BANANES	2427	2329	2256	2430	2525	2460	2221	2172	2178	2018	2184	-1.41
ORANGES+TANGER+MANDAR.	3200	3198	3176	3322	3143	3227	3222	2969	3185	3118	3308	-1.12
CITRONS+LIMES	386	398	432	408	428	432	429	416	452	451	442	1.24
CAFE VERT+TORREFIE	1642	1747	1810	1543	1703	1955	1929	1997	1997	2061	2000	2.38
FEVES DE CACAO	574	564	565	561	590	569	616	664	721	649	736	2.68
THE	313	289	297	336	250	278	297	244	287	266	306	-4.92
COTON+FIBRE	1145	1188	1318	1135	1216	1150	1258	1018	1147	1246	1239	-4.01
JUTE ET FIBRES SIMIL.	356	177	232	216	157	182	132	120	97	85	80	-12.23
TABAC BRUT	661	677	695	677	785	743	701	679	670	682	669	-4.11
CAOUTCHOUC NATUREL	958	875	941	950	861	925	892	838	844	830	860	-1.17
LAINE EN SUINT	370	391	528	418	437	444	399	394	353	316	394	-1.76
BOVINS 1/	2691	3444	3306	3175	3472	3529	3404	3210	3478	3401	3326	1.06
PORCINS 1/	3009	3314	3629	3284	3870	4382	5202	5496	4681	4888	4918	5.70
VIANDE,TOTAL	2877	3103	3316	3461	3762	3788	3760	3504	3770	3889	3829	2.52
LAIT SEC	85	92	117	98	115	128	147	130	142	146	141	5.33
OEufs EN COQUILLE	318	311	307	327	366	400	430	431	445	441	467	4.79
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON,FRAIS,CONGELE	1231	1147	1132	1230	1332	1471	1602	1603	1709	1609	717	4.55
POISSON,SECHE,SALE,FUME	181	158	158	157	163	187	188	164	172	167	58	-4.47
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	261	295	328	271	344	366	411	407	473	514	293	4.54
POISSON EN CONSERVE	288	274	307	299	290	315	339	338	325	353	129	-2.19
CRUST ET MOLL EN CONSERV	56	60	63	68	73	80	87	86	90	98	78	4.94
HUILES DE POISSON	551	558	537	510	584	666	666	637	910	613	747	3.75
FARINES DE POISSON	1086	1204	1187	1083	1070	1215	1155	1007	1894	1250	727	-4.48
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	4756	3221	4417	4890	4094	4547	5103	4507	4660	4497	4419	1.08
GRUMES DE FEUILLUS	8928	6985	8858	8793	7715	8044	8424	6888	6139	6174	6358	-3.30
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	18155	17920	17252	16718	15294	17885	20907	24780	20515	19770	23124	2.97
BOIS DE CHAUFFAGE	2118	1963	1956	1940	1673	1784	2016	1539	1851	2216	2430	4.66
SCIAGES DE CONIFERES	23709	17176	23111	22096	23684	27274	25507	21514	22724	23796	23167	1.06
SCIAGES DE FEUILLUS	4033	3620	5435	5521	5620	6724	6088	4938	4898	5393	5384	2.38
PANNEAUX A BASE DE BOIS	6952	6076	7564	7524	8440	9652	8951	8956	8459	8979	9402	3.53
PATE DE BOIS POUR PAPIER	9679	7293	8441	8270	9435	10034	10013	9531	8809	9585	10030	1.60
PAPIERS ET CARTONS	13523	9907	12368	12631	13662	15046	15107	15740	15755	17320	18779	4.79
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE+EQUIV.DE BLE	7448	13457	13099	11996	13101	16167	21293	24583	27256	26830	30484	13.49
RIZ USINE	441	543	647	725	710	940	994	1599	1127	601	503	4.31
ORGE	2368	3283	4118	2225	4137	4559	4311	6007	3247	3531	3332	3.06
MAIS	6927	9131	17664	7493	17809	20175	18863	22075	14959	7837	13686	4.19
MILLET					1	1	1	1	1	1	1	
SORGH0	322	310	1041	705	830	229	1567	3967	2709	2078	1990	24.01
POMMES DE TERRE	642	514	368	664	301	512	297	330	481	158	149	-10.83
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	2920	3951	4606	5652	4667	4945	5841	6443	8156	7043	6967	8.39
LEGumineuses SECHES	49	59	39	33	39	41	62	85	60	35	25	-1.67
GRAINES DE SOJA	265	520	2089	1544	1409	2360	1707	1653	1906	1938	1163	12.24
HUILE DE SOJA	38	31	72	94	103	126	154	198	316	260	210	23.68
ARACHIDES DECORTIQUEES	66	59	54	59	57	46	54	61	67	53	77	4.89
HUILE D'ARACHIDE	4	4	2	2	2	2	1	1	1	1	1	-21.04
COPRAH	29	29	25	38	26	18	20	10	14	14	3	-15.83
HUILE DE COPRAH	27	42	93	45	66	58	89	77	99	79	70	8.29
PALMISTES	3	4	4	4	4	3	4					
HUILE DE PALMISTE	22	17	28	67	58	113	112	184	384	302	258	36.65
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	3404	3541	3592	3704	3699	4033	4599	5331	5179	6088	5255	5.97
BANANES	198	267	224	281	299	298	269	232	155	167	160	-4.05
ORANGES+TANGER+MANDAR.	762	715	693	727	719	690	750	688	645	618	636	-1.59
CITRONS+LIMES	308	310	330	314	326	309	333	308	363	308	300	4.10
CAFE VERT+TORREFIE	183	205	199	201	178	201	228	203	207	214	240	1.76
FEVES DE CACAO	250	280	256	175	202	198	201	199	178	243	242	-1.40
THE	69	88	82	80	71	79	102	116	107	110	128	5.49
COTON+FIBRE	748	769	679	720	681	718	743	638	694	766	779	4.08

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUELES 1974-84
	.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....										POURCENT	
JUTE ET FIBRES SIMIL.	67	83	80	68	70	79	93	111	122	93	49	1.26
TABAC BRUT	142	147	126	133	135	133	178	196	201	189	201	4.83
CAOUTCHOUC NATUREL	548	473	485	409	433	437	441	418	360	446	411	-2.26
LAINE EN SUINT	151	162	162	161	182	188	182	174	173	219	135	.94
BOVINS 1/	232	506	195	224	84	176	180	169	167	190	248	-3.44
PORCINS 1/	103	185	59	291	507	442	479	844	565	637	498	21.80
VIANDE, TOTAL	597	545	416	757	267	646	956	1228	1091	1132	944	9.86
LAIT SEC	28	23	28	43	29	42	71	78	90	47	58	11.64
OEUF EN COQUILLE	51	52	37	43	43	47	43	34	36	31	28	-5.03
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	132	141	159	147	224	241	273	163	107	383		
POISSON, SECHE, SALE, FUME	18	24	29	18	16	17	19	28	21	40		
POISSON EN CONSERVE	26	41	52	41	38	38	41	43	39	40		
HUILES DE POISSON	28	34	4	7	6	5	26	15	4	16		
FARINES DE POISSON	458	498	445	407	389	454	303	221	342	218		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	1248	830	787	885	960	720	1650	960	500	659	633	-4.81
GRUMES DE FEUILLUS	541	588	556	556	442	416	454	487	385	367	369	-4.57
BOIS DE TRITUR., PARTIC.	1533	1722	1548	1440	1345	1446	1583	1390	1248	1286	1264	-2.41
BOIS DE CHAUFFAGE	31	32	31	31	27	25	25	25	20	25	25	-3.62
SCIAGES DE CONIFERES	3438	3599	2702	3157	3228	2644	2665	2884	2774	2642	2712	-2.44
SCIAGES DE FEUILLUS	441	442	366	363	326	268	274	331	213	226	220	-7.12
PANNEAUX A BASE DE BOIS	1117	1245	1386	1314	1132	1045	1137	1115	942	829	796	-4.27
PATE DE BOIS POUR PAPIER	861	1106	1040	1027	1053	1021	1173	1093	1031	1082	1067	1.09
PAPIERS ET CARTONS	1507	1713	1706	1712	1709	1784	2044	1969	1967	1951	1930	2.43
AMERIQUE DU NORD DEV.												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE, EQUIV. DE BLE	83	17	23	35	1	5	6	1	57	53	101	3.02
RIZ USINE	71	74	80	80	82	91	94	106	126	128	141	7.26
ORGE	328	307	195	180	108	157	140	127	198	141	146	-6.62
MAIS	1320	818	838	623	476	849	1228	1276	807	352	541	-4.93
MILLET				1								-5.45
SORGHO					1				2		7	30.81
POMMES DE TERRE	239	208	213	301	235	242	212	340	344	278	303	3.66
SUCRE, TOTAL (EQUIV. BRUT)	6140	4492	5054	6383	4835	5406	4595	5459	3471	3665	4163	-3.79
LEGUMINEUSES SECHES	66	44	34	53	43	39	43	61	47	48	55	.60
GRAINES DE SOJA	391	385	422	318	325	351	483	382	468	315	285	-1.18
HUILE DE SOJA	34	23	31	28	35	22	12	9	4	35	16	-9.78
ARACHIDES DECORTIQUEES	60	61	62	55	66	63	55	72	61	67	70	1.36
HUILE D'ARACHIDE	6	7	8	7	6	5	5	4	4	6	5	-4.99
COPRAH	27											
HUILE DE COPRAH	271	435	603	495	503	527	422	476	427	475	400	.91
HUILE DE PALMISTE	217	483	416	262	173	163	137	138	132	168	161	-9.35
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	300	301	386	374	426	491	431	443	457	525	690	6.82
BANANES	2268	2179	2411	2410	2543	2659	2669	2794	2935	2708	2942	2.86
ORANGES+TANGER+MANDAR.	259	264	339	380	303	294	320	333	317	329	307	1.21
CITRONS+LIMES	20	23	24	27	34	36	38	43	38	40	51	8.79
CAFE VERT+TORREFIE	1246	1324	1290	986	1195	1277	1190	1104	1150	1089	1178	-1.07
FEVES DE CACAO	238	248	252	186	226	179	162	264	213	233	218	-7.72
THE	105	96	106	117	91	101	107	107	103	97	109	.12
COTON+FIBRE	72	61	73	53	59	61	65	63	52	61	59	-1.42
JUTE ET FIBRES SIMIL.	31	23	25	14	17	23	10	18	18	16	11	-6.74
TABAC BRUT	163	177	161	142	173	188	191	176	167	163	214	1.51
CAOUTCHOUC NATUREL	759	747	818	903	846	862	695	759	713	773	906	.06
LAINE EN SUINT	8	13	17	12	15	11	14	20	16	20	22	7.27
BOVINS 1/	716	516	1183	1184	1337	758	731	815	1084	1003	790	1.41
PORCINS 1/	197	30	46	44	204	137	248	146	296	449	1322	29.52
VIANDE, TOTAL	637	718	862	755	875	912	854	766	866	808	866	1.86
OEUF EN COQUILLE	15	12	13	19	18	21	12	12	11	22	30	3.90
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	689	611	709	727	800	776	699	735	676	700		
POISSON, SECHE, SALE, FUME	31	30	37	30	34	31	26	35	33	32		
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	148	139	157	158	146	155	146	156	175	213		
POISSON EN CONSERVE	131	82	103	78	89	95	99	104	114	126		
CRUST ET MOLL EN CONSERV	33	27	35	41	40	41	39	47	54	69		
HUILES DE POISSON	8	7	11	8	9	9	12	10	8	9		
FARINES DE POISSON	62	108	128	74	40	82	45	56	79	68		

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUTS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABEAU ANNEXE 6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUALES 1974-84
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT												
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	1737	1728	2025	2174	2043	2458	2146	1674	1772	2683	2887	3.16
GRUMES DE FEUILLUS	492	318	291	294	409	502	471	415	335	424	585	3.01
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	2187	1859	2039	2273	2516	2504	2249	2348	2000	2409	2173	.82
BOIS DE CHAUFFAGE	191	209	181	303	352	377	268	137	113	113	161	-5.83
SCIAGES DE CONIFERES	16639	14175	17583	25061	28675	26582	22839	22542	21694	28483	31316	5.43
SCIAGES DE FEUILLUS	1412	963	1287	1351	1431	1571	1422	1557	912	1246	1358	.07
PANNEAUX A BASE DE BOIS	3245	3147	3645	3546	3956	3336	2378	2851	2283	3366	3572	-1.44
PATE DE BOIS POUR PAPIER	3587	2712	3271	3393	3522	3857	3528	3563	3245	3645	4085	1.75
PAPIERS ET CARTONS	7602	6165	6982	7017	8387	8322	8118	7595	7303	8291	10387	2.77
OCEANIE DEVELOPPEE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	50	134	112			32	54	53	51	71	126	18.30
RIZ USINE	7	7	6	9	8	8	8	9	10	12	15	7.10
ORGE	5											
MAIS	1	1	1	2	3	3	4	5	11	14	9	33.38
MILLET						1	1	1	1	1	1	
SORGH0									4			
POMMES DE TERRE	1										1	
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	153	192	174	185	166	172	151	120	147	157	169	-1.58
LEGUMINEUSES SECHES	16	20	13	12	13	12	14	13	16	16	23	1.71
GRAINES DE SOJA	35	16	10	21	15		13	41	10	23	36	2.65
HUILE DE SOJA	10	18	38	33	29	26	32	29	45	53	39	11.07
ARACHIDES DECORTIQUEES	6	4	8	5	12	4	5	9	12	6	13	6.36
HUILE D'ARACHIDE	4	4	2	4	2	3		1	1	1	1	-17.30
COPRAH	20	12	10	11	5	7	4	6	6	4	4	-36.19
HUILE DE COPRAH	13	11	18	20	18	19	17	16	20	20	22	4.58
HUILE DE PALMISTE	14	16	17	23	23	28	26	24	20	4	7	-7.39
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	21	15	3	6	30	7	12	19	10	52	11	5.76
BANANES	37	43	29	35	38	35	37	36	36	40	30	-6.60
ORANGES+TANGER+MANDAR.	18	18	15	17	18	14	16	16	17	18	24	1.35
CITRONS+LIMES						1	1	1	1	3	3	28.29
CAFE VERT+TORREFIE	32	35	32	34	26	35	41	38	42	39	37	2.46
FEVES DE CACAO	21	25	16	20	17	15	14	15	13	13	10	-6.86
THE	34	35	33	35	30	30	32	28	30	28	28	-2.26
COTON,FIBRE	9	4	4	5	4	2	2	2	1	1	1	-18.72
JUTE ET FIBRES SIMIL.	26	17	14	12	11	12	9	11	8	8	6	-10.88
TABAC BRUT	17	17	17	13	16	13	15	15	14	14	14	-1.77
CAOUTCHOUC NATUREL	74	53	61	55	52	53	54	50	48	41	40	-4.41
LAIN EN Suint	6	1	1	1	1	1						-15.49
BOVINS 1/	3	1	1	2	1	1	1				1	-15.90
VIANDE,TOTAL	4	2	2	2	1	2	4	4	4	5	11	13.60
LAIT SEC	1	1	1	1	1	1		1		1		-13.53
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON,FRAIS,CONGELE	22	19	19	20	21	22	29	24	32	36		
POISSON,SECHE,SALE,FUME	5	4	4	5	3	5	4	4	4	4		
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	1	1	3	3	2	4	4	6	7	11		
POISSON EN CONSERVE	27	23	19	25	26	22	28	27	28	16		
CRUST ET MOLL EN CONSERV	6	5	6	7	7	6	5	6	7	3		
HUILES DE POISSON	1	1	1	1	1	1			1	1		
FARINES DE POISSON	14	24	13	8	3	4	13	8	8	9		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	3		5	2	2					1		
GRUMES DE FEUILLUS	106	41	46	26	17	11	2	1	7	1	1	-38.60
BOIS DE CHAUFFAGE	1	9	4	2	2	2	1	1	1	1		
SCIAGES DE CONIFERES	886	637	693	754	638	682	697	781	881	642	818	.46
SCIAGES DE FEUILLUS	449	232	346	445	311	304	317	306	290	210	276	-4.34
PANNEAUX A BASE DE BOIS	131	123	137	121	89	99	88	104	111	79	101	-3.62
PATE DE BOIS POUR PAPIER	352	302	234	277	239	280	281	286	262	220	238	-2.39
PAPIERS ET CARTONS	678	683	470	652	584	671	739	736	794	558	671	1.09

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUALES 1974-84
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT												
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	4733	5367	5350	6362	7946	7744	9076	9059	9455	9900	10868	8.68
RIZ USINE	972	602	887	1584	1885	2246	2264	2552	2869	2858	2821	15.88
ORGE	114	173	68	219	647	419	302	459	679	390	801	20.64
MAIS	830	864	685	880	1154	1287	2321	2395	2292	1774	2941	15.16
MILLET	218	137	123	112	83	101	106	35	41	41	39	-15.64
SORGH0	195	42	118	97	145	132	106	153	140	236	313	9.87
POMMES DE TERRE	208	189	149	211	233	307	245	217	270	450	350	7.52
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	1354	1329	1496	1888	2043	2105	2251	2364	2168	2573	2466	6.86
LEGUMINEUSES SECHES	53	89	77	91	118	209	217	145	146	208	167	12.15
GRAINES DE SOJA	10	9	16	50	22	31	25	11	35	16	22	4.94
HUILE DE SOJA	147	156	121	256	312	357	336	336	444	404	397	12.86
ARACHIDES DECORTIQUEES	15	35	17	25	27	12	16	9	12	8	4	-14.24
HUILE D'ARACHIOE	6	8	30	23	11	10	16	16	20	28	18	8.38
COPRAH	2	3	3	3	4	4	3	2	2	3	3	1.44
HUILE DE COPRAH	13	9	18	20	10	9	7	14	12	14	9	-2.08
PALMISTES	39	29	68	81	106	98	165	244	291	262	207	24.57
HUILE DE PALMISTE	50	58	54	102	122	157	188	242	237	218	277	20.50
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS												
BANANES	43	38	41	47	31	17	18	28	59	23	35	-3.15
ORANGES+TANGER+MANDAR.	10	12	10	12	12	12	10	9	9	9	10	-2.10
CITRONS+LIMES	1			1	1		1	1	1	1	1	2.74
CAFE VERT+TORREFIE	61	65	78	59	83	76	80	103	69	114	96	4.86
FEVES DE CACAO	2	2	1	3	1	1	1	1	1	1	2	-4.93
THE	42	45	42	46	56	70	57	69	56	56	60	4.13
COTON,FIBRE	51	54	46	51	42	48	43	65	86	105	115	8.60
JUTE ET FIBRES SIMIL.	94	80	61	73	58	58	64	52	51	54	41	-6.05
TABAC BRUT	57	53	46	49	62	62	53	48	49	52	42	-1.51
CAOUTCHOUC NATUREL	21	17	18	22	21	20	21	26	23	23	26	3.18
LAIN EN Suint	1	1	3	3	4	3	2	2	1	2	2	1.29
BOVINS 1/	756	626	632	687	781	845	838	829	758	865	899	2.90
PORCINS 1/		1	1	1	1	1	1	2	2	1		.31
VIAND E,TOTAL	43	57	84	110	139	137	142	152	214	212	247	17.17
LAIT SEC	26	21	23	23	27	24	34	32	27	31	41	5.06
OEufs EN COQUILLE	4	8	13	21	44	35	50	52	71	77	49	30.10
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON,FRAIS,CONGELE	367	342	349	338	374	487	905	907	725	479		
POISSON,SECHE,SALE,FUME	40	46	55	39	32	39	55	49	32	34		
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	3	11	14	18	19	6	8	8	1	1		
POISSON EN CONSERVE	64	62	114	108	159	160	151	152	105	57		
CRUST ET MOLL EN CONSERV									2	1		
HUILES DE POISSON	4	1	3	2	3	2						
FARINES DE POISSON	18	12	13	17	20	24	35	32	30	35		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	17	38	43	31	32	73	94	85	107	166	166	23.54
GRUMES DE FEUILLUS	311	153	172	286	197	204	326	232	156	238	238	.19
BOIS DE CHAUFFAGE	5	26						1	1			
SCIAGES DE CONIFERES	954	764	829	1251	763	1019	905	1402	1531	1918	1742	8.46
SCIAGES DE FEUILLUS	218	153	168	157	205	206	197	226	198	203	194	1.60
PANNEAUX A BASE DE BOIS	197	183	192	310	263	316	359	320	257	290	285	4.59
PATE DE BOIS POUR PAPIER	73	56	95	97	102	104	120	129	114	161	168	9.19
PAPIERS ET CARTONS	583	460	456	498	521	531	533	549	540	510	483	.18
AMERIQUE LATINE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	8612	7164	8981	8152	10777	10603	12071	11977	11037	11773	12446	4.96
RIZ USINE	621	563	489	428	432	1344	1055	787	616	875	650	4.45
ORGE	319	262	207	203	358	323	479	413	351	474	515	7.61
MAIS	2584	3897	2438	3590	4714	3954	8887	7022	3330	8128	5494	9.14
MILLET	4	4	6	2	4	6	3	2	3	4	1	-8.26
SORGH0	1048	1348	554	1440	1442	1902	2943	3639	3161	3825	3154	17.22
POMMES DE TERRE	192	196	173	198	205	252	337	207	195	162	162	- .59
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	257	113	286	646	882	717	1572	1489	1354	1742	1011	25.18
LEGUMINEUSES SECHES	274	308	299	400	291	284	820	876	520	368	558	8.06
GRAINES DE SOJA	600	127	444	628	971	952	1205	2235	2026	1298	1823	22.33
HUILE DE SOJA	254	141	243	245	351	372	431	432	587	541	670	13.79

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUALES 1974-84
	.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....										POURCENT	
ARACHIDES DECORTIQUEES	13	46	38	5	14	11	13	14	18	9	15	-5.96
HUILE D'ARACHIDE	13	41	64	136	85	9	2	4	1	2	5	-30.57
COPRAH	1	21	1									
HUILE DE COPRAH	26	40	88	26	39	15	25	19	22	16	15	-10.22
PALMISTES	2	2	2	1		2	1	1	1	3		
HUILE DE PALMISTE	9	3	16	16	8	6	16	12	11	5	5	-1.94
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	398	340	413	593	647	708	963	957	1092	1195	1299	14.82
BANANES	286	233	184	228	287	391	435	430	316	226	236	2.05
ORANGES+TANGER+MANDAR.	18	17	19	26	22	44	57	36	25	20	18	2.93
CITRONS+LIMES	2	2	3	4	6	4	2	3	2	3	2	-1.46
CAFE VERT+TORREFIE	96	82	86	54	58	93	57	64	59	49	56	-4.95
FEVES DE CACAO	20	15	7	3	3	2	3	10	13	3	4	-9.18
THE	18	10	13	14	16	19	16	14	13	15	12	-0.08
COTON+FIBRE	67	69	56	85	71	91	80	93	77	76	104	3.58
JUTE ET FIBRES SIMIL.	55	45	30	15	12	18	35	34	17	16	15	-8.36
TABAC BRUT	23	15	17	18	16	17	28	24	20	19	16	.81
CAOUTCHOUC NATUREL	166	144	165	170	182	182	187	184	162	165	199	1.45
LAINE EN SUINT	4	6	8	6	7	9	13	12	13	9	9	8.80
BOVINS 1/	624	564	632	607	697	1046	540	584	546	512	495	-2.08
PORCINS 1/	41	47	59	36	32	21	10	25	59	16	6	-13.27
VIANDE,TOTAL	232	160	183	197	373	365	336	413	341	289	351	7.24
LAIT SEC	95	50	73	181	138	120	155	158	141	117	182	8.01
OEUF EN COQUILLE	6	7	9	14	11	18	20	18	30	15	14	11.61
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON,FRAIS,CONGELE	70	126	97	91	93	115	110	97	98	90		
POISSON,SECHE,SALE,FUME	55	67	56	49	54	63	56	55	52	45		
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	10	7	4	5	5	10	7	9	7	7		
POISSON EN CONSERVE	36	41	44	49	67	76	85	83	84	67		
CRUST ET MOLL EN CONSERV	1	1	1	1	1	2	2	2	1			
HUILES DE POISSON	23	20	44	27	36	66	103	37	35	68		
FARINES DE POISSON	61	143	75	70	109	138	161	118	103	78		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	27	7	43	26	34	54	128	154	164	162	162	32.19
GRUMES DE FEUILLUS	128	134	73	69	105	65	57	30	29	30	42	-13.97
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.						31	35	24	16	16	16	
BOIS DE CHAUFFAGE	27	9	6	12	4	4	5	7	5	5	5	-11.55
SCIAGES DE CONIFERES	1235	1235	1467	1481	1710	1519	1994	1693	1358	1370	1399	1.12
SCIAGES DE FEUILLUS	685	742	427	520	679	692	917	641	619	542	641	2.23
PANNEAUX A BASE DE BOIS	182	169	184	234	285	374	469	475	434	424	432	12.02
PATE DE BOIS POUR PAPIER	806	544	536	462	577	653	753	852	763	686	691	2.49
PAPIERS ET CARTONS	2148	1650	1760	2159	1867	1857	2384	2444	2288	1973	2031	1.57
PROCHE-ORIENT EN DEV.												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	8742	8758	7658	9207	10320	10703	12768	14000	14128	16858	19850	9.13
RIZ USINE	946	939	1106	1456	1548	1887	1790	2020	1991	2302	2487	10.50
ORGE	530	473	465	991	852	1493	2361	3290	5002	3854	8808	34.97
MAIS	803	791	1009	1492	1850	2369	2685	3745	3805	4050	4285	21.14
MILLET	30	3	10	6	4	4	2	2	3	4	4	-12.65
SORGH0	4	91	197	187	254	109	101	132	339	59	52	10.10
POMMES DE TERRE	176	168	164	230	231	281	352	424	402	367	418	11.30
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	1788	2098	1694	2266	2400	3461	3353	3499	3898	3568	3883	9.22
LEGUMINEUSES SECHES	128	243	234	202	213	258	257	357	332	301	302	7.08
GRAINES DE SOJA	62	28	29	63	138	180	99	116	108	87	213	15.22
HUILE DE SOJA	232	270	332	233	281	331	442	504	519	701	609	11.50
ARACHIDES DECORTIQUEES	8	9	8	15	6	8	16	9	7	6	6	-3.08
HUILE D'ARACHIDE	1	1	2	2	1	1	3	1	1			-15.03
COPRAH		8	7		1							
HUILE DE COPRAH	8	22	31	8	7	4	14	12	16	17	14	.78
PALMISTES		1	5									
HUILE DE PALMISTE	78	137	76	148	164	187	148	291	376	409	470	19.32
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	117	100	237	379	459	442	406	543	674	782	1070	23.26
BANANES	167	255	308	277	289	319	300	316	263	272	255	2.02
ORANGES+TANGER+MANDAR.	408	532	636	555	472	512	547	618	624	623	624	2.82
CITRONS+LIMES	27	32	54	52	45	77	79	79	80	93	86	12.13
CAFE VERT+TORREFIE	56	49	51	53	42	40	46	56	74	77	77	4.38
FEVES DE CACAO	2	4	4	2	4	.1	1	5	5	6	4	5.59
THE	144	132	157	148	202	184	176	171	167	190	224	3.71
COTON+FIBRE	12	26	7	37	21	41	22	24	27	27	24	6.22
JUTE ET FIBRES SIMIL.	31	31	40	31	24	41	20	25	37	44	37	1.34

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABEAU ANNEXE 6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUALES 1974-84
	.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT											
TABAC BRUT	32	44	45	45	52	60	47	61	75	80	74	8.16
CAOUTCHOUC NATUREL	57	51	50	49	46	37	40	50	65	86	82	4.33
LAINE EN Suint	23	26	27	32	17	18	18	19	13	18	20	-4.60
BOVINS 1/	153	160	184	389	390	386	503	736	713	670	655	18.42
PORCINS 1/				5								
VIANDE.TOTAL	142	251	334	482	582	673	980	1302	1294	1264	1292	24.48
LAIT SEC	4	3	5	10	11	20	14	24	28	23	23	26.31
OEUF EN COQUILLE	56	81	77	83	84	75	108	139	139	138	147	9.56
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON.FRAIS.CONGELE	30	41	60	55	74	59	79	113	117	123		
POISSON.SECHE.SALE.FUME	4	3	3	4	8	3	6	4	4	2		
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	1	1	1	2	2	3	3	4	2	2		
POISSON EN CONSERVE	27	33	45	47	57	54	73	66	71	62		
CRUST ET MOLL EN CONSERV						1	1	2	3	2		
HUILES DE POISSON	2	2	2	2	1	1	1	1	1	1		
FARINES DE POISSON	28	27	51	136	56	52	80	145	113	111		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	59	167	196	231	176	126	173	218	288	332	335	12.02
GRUMES DE FEUILLUS	37	66	86	55	68	42	57	46	5	6	9	-21.02
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	26	8	9	13	36	40	14	4	9	9	9	-7.69
BOIS DE CHAUFFAGE	172	172	180	159	163	119	126	151	188	138	188	5.52
SCIAGES DE CONIFERES	1685	1744	2202	3063	2441	2689	3242	3498	3802	3875	3869	9.06
SCIAGES DE FEUILLUS	350	294	406	659	620	469	630	562	642	657	658	7.00
PANNEAUX A BASE DE BOIS	419	465	597	749	804	931	1072	1404	1542	1622	1633	15.86
PATE DE BOIS POUR PAPIER	64	136	159	135	127	113	121	125	123	145	167	3.81
PAPIERS ET CARTONS	572	696	725	866	889	905	975	1035	1012	1013	1075	5.70
EXTREME-ORIENT EN DEV.												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE.EQUIV.DE BLE	11676	15063	13644	7213	8060	8808	8887	8664	10547	11530	10554	-1.70
RIZ USINE	3053	3023	3698	3848	3550	3493	4511	4385	2111	3216	2444	-1.84
ORGE	497	539	8	327	107	106	206	270	916	450	1597	19.66
MAIS	1250	1440	1971	2517	3125	4114	3888	4491	4842	6274	4959	16.56
MILLET	43	13	29	10	1	2	3	3	6	4	3	-19.13
SORGH0	727	204	398	21	49	144	62	178	439	223	418	2.16
POMMES DE TERRE	98	87	93	104	117	143	155	145	171	138	126	5.48
SUCRE.TOTAL(EQUIV.BRUT)	1098	1127	1117	1435	1866	1935	2613	2807	2301	2132	2334	9.68
LEGUMINEUSES SECHES	94	93	90	89	165	207	207	288	348	366	373	18.86
GRAINES DE SOJA	135	153	433	370	489	728	874	1093	1219	1137	1338	25.94
HUILE DE SOJA	184	87	194	527	583	841	1004	981	887	917	1362	26.40
ARACHIDES DECORTIQUEES	24	18	43	23	28	39	67	93	152	144	80	21.98
HUILE D'ARACHIDE	24	23	48	64	42	36	38	34	37	55	37	3.34
COPRAH	19	55	96	99	163	74	115	110	88	47	91	6.30
HUILE DE COPRAH	41	34	55	87	158	91	58	149	88	89	88	8.67
PALMISTES	4	4	5	5	6	10	15	6	3	12	4	3.84
HUILE DE PALMISTE	358	277	372	842	847	1058	1757	1436	1424	1677	1933	21.55
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	271	333	533	833	917	1076	1129	1155	1382	1578	1762	19.18
BANANES	50	56	45	48	57	69	59	49	59	50	70	2.07
ORANGES+TANGER+MANDAR.	170	208	199	215	222	208	238	273	249	286	247	4.05
CITRONS+LIMES					4	6	7	8	8	9	10	84.65
CAFE VERT+TORREFIE	34	31	42	32	19	27	19	36	51	72	96	8.82
FEVES DE CACAO	9	9	9	8	12	17	27	45	60	61	51	27.06
THE	52	64	70	81	77	84	86	97	94	110	126	7.48
COTON.FIBRE	559	790	794	843	863	827	888	771	793	863	981	2.77
JUTE ET FIBRES SIMIL.	71	80	123	57	64	80	119	109	143	142	125	7.05
TABAC BRUT	71	53	59	69	64	69	82	88	71	63	68	1.65
CAOUTCHOUC NATUREL	125	123	142	160	193	215	182	207	214	198	269	6.99
LAINE EN Suint	16	26	27	32	29	30	33	39	36	36	29	5.34
BOVINS 1/	286	286	279	293	324	356	343	361	357	355	291	1.99
PORCINS 1/	2629	2796	3004	3023	3123	3095	4552	3194	3399	3297	3179	2.27
VIANDE.TOTAL	125	149	173	212	279	297	227	266	352	360	321	10.12
LAIT SEC	66	68	84	99	143	159	152	153	128	139	162	9.02
OEUF EN COQUILLE	54	58	57	64	68	75	76	75	80	78	90	4.82
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON.FRAIS.CONGELE	132	148	156	163	185	230	223	268	274	300		
POISSON.SECHE.SALE.FUME	32	32	21	19	22	22	29	23	26	23		
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	80	68	89	79	103	161	102	97	132	138		
POISSON EN CONSERVE	97	114	112	83	83	79	95	86	114	49		
CRUST ET MOLL EN CONSERV	15	14	16	15	16	14	17	16	21	21		
HUILES DE POISSON	2	2	7	3	4	5	2	2	3	3		

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUALES 1974-84
	.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....										.....POURCENT	
FARINES DE POISSON	60	99	84	94	131	164	149	152	251	210		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	773	461	750	1200	2426	2128	1536	1186	1548	2116	2084	12.29
GRUMES DE FEUILLUS	5686	6180	7505	8553	9371	9355	6526	5985	5417	5789	4974	-2.68
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	61	61		1		2	2	1		3	1	
BOIS DE CHAUFFAGE	450	473	462	546	489	519	560	602	747	754	716	5.56
SCIAGES DE CONIFERES	65	179	214	228	235	80	87	71	51	52	59	-11.21
SCIAGES DE FEUILLUS	1108	981	1463	1741	1829	2345	1850	1765	1808	1791	1597	4.56
PANNEAUX A BASE DE BOIS	339	392	472	495	575	610	724	821	680	793	647	7.92
PATE DE BOIS POUR PAPIER	471	286	423	555	696	735	728	815	791	1090	1076	11.70
PAPIERS ET CARTONS	1320	1133	1459	1494	1829	1994	2072	2257	2358	2509	2581	8.45
ASIE A ECON.CENTR.PLANIF												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE+EQUIV.DE BLE	7990	5287	3798	9164	10271	11756	13243	15688	15565	12643	11364	10.33
RIZ USINE	1241	737	784	214	250	619	593	459	566	174	417	-8.54
ORGE	321	174	333	265	336	704	402	354	509	481	482	7.66
MAIS	3427	1729	2150	2222	3064	5412	4438	3287	4117	5569	3012	6.70
SORGHO	73	152	255	394	473	517	417	840	767	534	597	20.20
SUCRE+TOTAL(EQUIV.BRUT)	643	760	952	1895	1587	1368	1114	1294	2373	2126	1448	9.31
LEGUMINEUSES SECHES	32	33	39	49	68	58	72	91	124	88	96	13.75
GRAINES DE SOJA	1181	854	829	985	1172	1696	1529	1682	1516	1420	1349	5.45
HUILE DE SOJA	34	42	27	149	137	143	136	56	63	36	25	-1.36
ARACHIDES DECORTIQUEES	4			2		1			6			
HUILE D'ARACHIDE										20	1	
COPRAH	4					1	3	3	7	1	3	
HUILE DE COPRAH	21	47	29	22	19	27	31	26	31	26	27	.03
PALMISTES								2	1			
HUILE DE PALMISTE	11	12	3	30	14	48	63	26	24	18	21	12.05
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	1	1	29	41	55	1	9	14	15	33	50	28.21
BANANES	4	10	15		1		2	1	1	5	2	
ORANGES+TANGER+MANDAR.												
CAFE VERT+TORREFIE			7	6	6	5	6	7	16	26	22	48.57
FEVES DE CACAO	6	8	11	12	15	17	17	4	23	10	13	4.39
THE	7	6	5	5	6	5	5	4	4	5	6	-2.40
COTON+FIBRE	599	412	428	422	818	835	1235	1021	837	538	383	2.80
JUTE ET FIBRES SIMIL.	69	22	27	34	39	36	47	25	44	36	41	.35
TABAC BRUT	23	11	13	15	19	22	32	54	46	21	22	8.68
CAOUTCHOUC NATUREL	274	298	248	316	300	333	358	220	225	326	309	.10
LAIN EN SUINT	17	13	22	22	28	51	60	94	112	116	111	27.30
BOVINS 1/	4	3	1				2		1	1	4	
PORCINS 1/	3		2	1	4	3	3	5	3	3	2	12.00
VIANDE+TOTAL	2	29	10	4	11	18	16	23	27	28	31	19.16
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON+FRAIS+CONGELE	8	4	6	7	5	5	1	1	3	3		
POISSON+SECHE+SALE+FUME	2	7	1	1	1	1						
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	3	4	4	8	9	14	2	2	7	6		
POISSON EN CONSERVE	4	2	4	4	3	4	4	4	5	2		
CRUST ET MOLL EN CONSERV										1		
HUILES DE POISSON	3	3	2	2	3	3	1	1	2	1		
FARINES DE POISSON	40	95	129	124	145	170	164	165	383	210		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	610	614	618	400	370	403	611	1112	3046	3922	5060	25.89
GRUMES DE FEUILLUS	3801	3887	4437	6236	7127	6760	6481	5491	4837	5975	4704	2.48
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	7	88	199	199	199	56	56	235	246	363	344	25.27
SCIAGES DE CONIFERES		21	29	29	29	29	31	37	33	38	42	27.47
SCIAGES DE FEUILLUS	27	23	30	38	56	96	139	200	296	425	522	40.60
PANNEAUX A BASE DE BOIS	1	3	12	13	24	36	51	70	97	100	232	57.31
PATE DE BOIS POUR PAPIER	253	219	235	175	208	210	427	525	440	683	672	13.81
PAPIERS ET CARTONS	189	174	217	297	411	427	650	649	490	615	569	14.63

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 7. INDICES DE LA VALEUR DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUALES 1974-84
.....1974-76=100.....												POURCENT
MONDE												
PRODUITS AGRICOLES	96	99	105	120	133	158	181	180	182	159	166	6.64
ALIMENTATION HUMAINE	95	104	101	110	127	150	178	183	162	156	163	6.64
ALIMENTATION ANIMALE	94	84	122	151	165	195	227	255	237	262	231	11.92
MATIERES PREMIERES	107	88	105	121	129	148	161	155	139	140	146	4.68
BOISSONS	82	86	132	191	183	207	215	169	174	177	204	7.72
PRODUITS HALIEUTIQUES	88	93	119	146	170	208	215	222	229	234	24	3.32
PRODUITS FORESTIERS	101	90	109	118	132	171	194	178	162	166	177	7.21
PAYS DEVELOPPES												
PRODUITS AGRICOLES	96	101	103	113	132	157	187	190	171	163	166	7.13
ALIMENTATION HUMAINE	94	104	103	109	129	154	187	191	170	161	163	7.10
ALIMENTATION ANIMALE	109	82	109	129	161	192	224	237	225	250	206	10.94
MATIERES PREMIERES	109	90	101	127	131	153	167	164	155	145	157	5.38
BOISSONS	89	98	113	145	167	212	218	201	201	196	205	9.10
PRODUITS HALIEUTIQUES	93	93	114	134	163	193	209	211	199	203	37	1.22
PRODUITS FORESTIERS	101	91	107	116	130	163	187	176	159	161	174	6.92
EUROPE OCCIDENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	90	104	106	120	147	178	206	202	188	182	183	8.41
ALIMENTATION HUMAINE	89	105	106	119	145	174	207	204	187	179	179	8.29
ALIMENTATION ANIMALE	111	82	107	131	163	203	227	271	279	305	275	14.19
MATIERES PREMIERES	99	93	107	106	136	161	141	126	126	131	146	3.83
BOISSONS	89	99	113	139	169	218	221	205	205	199	210	9.50
PRODUITS HALIEUTIQUES	93	93	114	136	156	189	211	204	188	193	65	3.46
PRODUITS FORESTIERS	104	90	106	113	129	166	194	176	159	158	173	6.86
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	102	100	98	119	114	132	139	135	128	112	106	1.82
ALIMENTATION HUMAINE	106	100	94	112	107	127	133	129	117	101	102	0.94
ALIMENTATION ANIMALE	70	70	161	161	140	136	115	109	130	110	64	-1.17
MATIERES PREMIERES	91	99	109	141	131	139	150	151	154	136	112	3.34
BOISSONS	89	107	104	124	143	165	163	150	155	163	154	5.75
PRODUITS HALIEUTIQUES	84	107	109	105	121	156	155	135	117	165		
PRODUITS FORESTIERS	97	98	105	119	125	137	147	141	136	139	139	4.15
AMERIQUE DU NORD DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLES	100	99	101	104	126	148	181	191	164	162	169	7.20
ALIMENTATION HUMAINE	97	101	101	98	121	143	175	190	161	159	166	7.12
ALIMENTATION ANIMALE	110	80	110	124	160	189	230	224	196	227	177	9.38
MATIERES PREMIERES	113	91	96	127	145	165	194	180	164	155	184	6.72
BOISSONS	96	73	131	258	202	253	295	256	243	215	243	10.42
PRODUITS HALIEUTIQUES	86	93	122	158	236	275	261	301	292	285		
PRODUITS FORESTIERS	97	91	112	120	133	168	190	184	164	173	186	7.76
OCEANIE DEVELOPPEE												
PRODUITS AGRICOLES	100	98	102	114	111	134	176	188	173	146	152	6.37
ALIMENTATION HUMAINE	91	105	104	107	111	131	185	195	178	145	154	6.91
ALIMENTATION ANIMALE	118	88	94	214	204	217	126	171	177	163	125	3.46
MATIERES PREMIERES	124	79	97	130	110	140	155	171	161	143	148	5.26
BOISSONS	92	103	106	100	108	117	149	210	220	246	281	12.67
PRODUITS HALIEUTIQUES	93	97	110	155	170	243	318	333	383	391		
PRODUITS FORESTIERS	101	94	105	125	136	193	245	258	219	193	204	10.14

TABEAU ANNEXE 7. INDICES DE LA VALEUR DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUALES 1974-84
.....1974-76=100.....PCURCENT												
PAYS EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES	95	96	108	132	136	154	165	163	146	152	167	5.77
ALIMENTATION HUMAINE	55	104	97	112	121	140	157	163	142	144	160	5.50
ALIMENTATION ANIMALE	75	87	137	178	171	198	231	278	251	275	256	13.32
MATIERES PREMIERES	104	87	105	116	126	143	155	146	123	135	139	3.93
EGISSENS	78	81	141	212	191	205	214	153	161	165	203	7.12
PRODUITS HALIEUTIQUES	78	95	127	152	184	235	226	244	287	253		
PRODUITS FORESTIERS	103	80	118	129	144	222	235	194	181	194	196	8.94
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES	99	92	109	143	138	147	147	126	116	108	122	1.54
ALIMENTATION HUMAINE	103	99	98	117	133	133	138	120	104	92	103	-0.62
ALIMENTATION ANIMALE	98	90	112	143	88	148	108	89	92	92	64	-2.58
MATIERES PREMIERES	113	83	104	108	108	123	138	151	127	134	146	4.39
EGISSENS	85	83	132	208	164	185	170	129	135	125	152	3.55
PRODUITS HALIEUTIQUES	100	98	102	109	126	150	196	212	264	311		
PRODUITS FORESTIERS	114	79	108	112	123	144	195	132	120	120	120	2.83
AMERIQUE LATINE												
PRODUITS AGRICOLES	90	98	112	138	143	159	176	171	151	165	172	6.42
ALIMENTATION HUMAINE	95	107	98	114	121	140	157	166	139	155	161	5.76
ALIMENTATION ANIMALE	66	88	146	211	198	220	264	348	289	335	306	16.06
MATIERES PREMIERES	100	94	106	127	148	145	153	157	137	124	126	3.29
EGISSENS	74	75	152	205	199	210	228	150	166	176	199	7.72
PRODUITS HALIEUTIQUES	89	90	121	130	186	238	254	258	295	265		
PRODUITS FORESTIERS	109	96	95	117	143	243	329	329	273	290	346	15.94
PROCHE-ORIENT EN DEVELOP.												
PRODUITS AGRICOLES	100	90	110	112	120	124	136	156	153	143	141	5.00
ALIMENTATION HUMAINE	95	91	114	128	156	168	195	240	250	228	222	11.28
ALIMENTATION ANIMALE	117	95	87	86	59	72	52	63	47	37	25	-11.69
MATIERES PREMIERES	102	89	109	100	93	91	92	54	83	83	83	-2.00
EGISSENS	118	79	103	147	171	224	163	240	159	102	112	2.69
PRODUITS HALIEUTIQUES	92	98	110	162	135	173	198	227	239	301		
PRODUITS FORESTIERS	122	81	97	110	90	154	170	268	268	344	379	16.63
EXTREME-ORIENT EN DEVEL.												
PRODUITS AGRICOLES	98	94	107	133	135	167	191	168	164	167	200	7.67
ALIMENTATION HUMAINE	100	101	98	116	115	149	172	189	165	156	200	7.73
ALIMENTATION ANIMALE	80	85	135	148	162	188	214	218	227	201	196	10.06
MATIERES PREMIERES	106	83	112	122	141	179	204	176	136	165	164	6.24
EGISSENS	79	95	126	244	202	212	235	197	177	205	300	10.11
PRODUITS HALIEUTIQUES	71	100	129	172	190	250	232	266	291	254		
PRODUITS FORESTIERS	99	75	125	136	148	241	237	180	176	192	187	8.48
ASIE A ECON.CENTR.PLANIF												
PRODUITS AGRICOLES	105	105	90	87	105	118	134	126	124	141	166	5.04
ALIMENTATION HUMAINE	106	109	85	75	95	104	124	118	105	108	126	2.42
ALIMENTATION ANIMALE	79	89	132	114	83	196	795	1539	1584	2540	3687	54.66
MATIERES PREMIERES	103	89	109	119	126	150	140	108	154	206	230	7.54
EGISSENS	93	96	110	207	236	270	266	227	273	255	401	14.39
PRODUITS HALIEUTIQUES	47	91	162	186	215	261	135	149	300	336		
PRODUITS FORESTIERS	93	90	117	134	175	215	204	218	186	196	160	7.50

TABLEAU ANNEXE 8. INDICES DU VOLUME DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUALES 1974-84
.....1974-76=100.....												Pourcent
MGNDE												
PRODUITS AGRICOLES	97	98	106	110	117	123	132	137	136	137	141	4.23
ALIMENTATION HUMAINE	96	98	106	113	120	126	136	143	141	141	146	4.66
ALIMENTATION ANIMALE	92	90	118	122	147	148	165	162	186	202	186	6.59
MATIERES PREMIERES	101	96	103	104	109	108	112	106	107	106	110	1.01
BOISSONS	95	100	105	95	103	115	114	117	120	124	132	3.18
PRODUITS HALIEUTIQUES	94	99	107	114	122	130	129	136	122	102	17	-6.63
PRODUITS FORESTIERS	108	88	104	108	115	123	124	119	115	126	132	2.61
PAYS DEVELOPPES												
PRODUITS AGRICOLES	96	98	105	111	122	129	142	146	144	143	146	4.90
ALIMENTATION HUMAINE	95	99	105	111	123	129	144	149	146	145	151	5.15
ALIMENTATION ANIMALE	103	88	109	106	141	149	167	173	182	198	172	6.04
MATIERES PREMIERES	103	95	103	112	113	118	123	117	117	114	116	1.79
BOISSONS	94	99	106	115	111	132	130	138	140	145	157	5.06
PRODUITS HALIEUTIQUES	95	98	107	111	121	128	132	138	128	106	26	-4.43
PRODUITS FORESTIERS	109	88	104	107	114	123	125	121	116	126	135	3.03
EUROPE OCCIDENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	97	99	105	108	118	131	141	151	151	157	167	6.11
ALIMENTATION HUMAINE	97	99	104	108	119	132	143	154	151	157	167	6.17
ALIMENTATION ANIMALE	105	89	106	105	142	157	165	198	233	255	245	11.75
MATIERES PREMIERES	99	97	104	93	107	111	109	108	110	120	131	2.50
BOISSONS	92	99	109	112	109	132	127	138	140	146	166	5.24
PRODUITS HALIEUTIQUES	94	98	108	110	114	124	127	137	121	113	46	-1.88
PRODUITS FORESTIERS	114	84	103	105	117	128	127	125	122	136	147	3.90
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	107	98	95	108	96	99	100	101	102	97	99	-0.29
ALIMENTATION HUMAINE	112	97	91	105	93	97	96	97	97	92	100	-0.65
ALIMENTATION ANIMALE	79	80	142	129	119	112	96	94	97	72	56	-3.63
MATIERES PREMIERES	93	100	107	115	102	99	104	107	112	97	81	-0.73
BOISSONS	97	101	102	117	117	126	126	129	132	145	148	4.28
PRODUITS HALIEUTIQUES	86	109	106	94	91	96	99	86	69	22		
PRODUITS FORESTIERS	98	98	104	107	110	102	100	97	97	100	101	-0.21
AMERIQUE DU NORD DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLES	95	98	107	112	133	138	156	157	152	147	149	5.38
ALIMENTATION HUMAINE	91	95	110	112	133	138	156	161	156	150	152	5.74
ALIMENTATION ANIMALE	103	87	110	104	141	146	175	164	157	174	140	6.06
MATIERES PREMIERES	117	93	90	109	128	131	146	124	124	115	127	2.41
BOISSONS	110	86	104	155	122	154	176	168	154	134	150	4.68
PRODUITS HALIEUTIQUES	92	97	110	144	181	181	185	198	197	176		
PRODUITS FORESTIERS	106	89	105	109	113	122	129	122	114	128	132	2.67
OCEANIE DEVELOPPEE												
PRODUITS AGRICOLES	91	97	112	124	121	116	137	129	126	121	125	2.74
ALIMENTATION HUMAINE	90	95	110	123	129	115	146	129	132	122	129	3.10
ALIMENTATION ANIMALE	74	92	134	159	151	170	76	95	119	115	77	-0.67
MATIERES PREMIERES	92	92	117	126	103	117	112	117	113	117	116	1.62
BOISSONS	100	99	102	89	86	89	109	125	125	155	163	5.39
PRODUITS HALIEUTIQUES	102	102	97	116	123	156	199	209	248	77		
PRODUITS FORESTIERS	98	91	111	135	139	158	187	181	155	155	164	6.17

TABLEAU ANNEXÉ 8. INDICES DU VOLUME DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUALES 1974-84
.....1974-78=100.....POURCENT												
PAYS EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES	97	97	106	109	110	114	114	121	123	128	130	2.98
ALIMENTATION HUMAINE	99	95	106	117	112	119	117	127	130	134	136	3.47
ALIMENTATION ANIMALE	78	93	129	141	154	146	162	193	195	207	202	9.38
MATIERES PREMIERES	99	97	104	96	105	99	100	99	97	103	102	.17
BOISSONS	96	101	103	85	99	107	107	107	111	114	121	2.18
PRODUITS HALIEUTIQUES	93	99	108	119	122	135	125	132	112	91		
PRODUITS FORESTIERS	100	89	111	114	121	127	122	110	105	114	115	1.33
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES	104	95	101	88	88	88	87	91	90	85	86	-1.50
ALIMENTATION HUMAINE	104	95	101	91	87	84	86	90	88	83	83	-1.90
ALIMENTATION ANIMALE	92	94	114	106	86	103	72	55	69	74	54	-5.89
MATIERES PREMIERES	106	90	103	89	95	95	104	107	94	95	105	.32
BOISSONS	103	97	100	82	87	92	82	88	95	85	86	-1.33
PRODUITS HALIEUTIQUES	106	95	99	97	101	98	116	143	82	97		
PRODUITS FORESTIERS	111	85	104	103	102	102	96	82	83	84	87	-2.21
AMERIQUE LATINE												
PRODUITS AGRICOLES	98	98	104	116	120	124	119	129	127	139	137	3.60
ALIMENTATION HUMAINE	101	96	103	126	121	127	117	131	128	142	138	3.54
ALIMENTATION ANIMALE	70	96	133	165	171	165	192	238	225	262	252	12.37
MATIERES PREMIERES	97	106	97	103	131	108	106	105	97	93	90	-4.97
BOISSONS	92	104	103	79	101	112	114	109	114	124	130	3.21
PRODUITS HALIEUTIQUES	94	103	103	114	126	153	144	148	116	69		
PRODUITS FORESTIERS	109	92	99	121	146	194	216	220	198	236	270	11.51
PROCHE-ORIENT EN DEVELOP.												
PRODUITS AGRICOLES	97	93	111	97	99	93	94	110	119	116	119	2.24
ALIMENTATION HUMAINE	97	88	115	118	116	112	117	151	172	171	178	6.96
ALIMENTATION ANIMALE	105	107	88	57	50	30	45	29	27	22	13	-17.90
MATIERES PREMIERES	96	96	108	83	86	80	79	79	82	82	77	-2.43
BOISSONS	124	76	100	102	114	149	130	163	123	97	127	2.77
PRODUITS HALIEUTIQUES	121	88	91	108	92	102	119	109	109	78		
PRODUITS FORESTIERS	123	84	93	96	81	139	123	175	181	220	300	11.48
EXTREME-ORIENT EN DEVEL.												
PRODUITS AGRICOLES	90	95	115	119	115	125	133	138	148	142	149	4.95
ALIMENTATION HUMAINE	85	95	120	131	118	138	146	155	173	162	171	6.86
ALIMENTATION ANIMALE	84	86	130	125	154	137	143	159	177	142	149	5.81
MATIERES PREMIERES	100	95	104	100	103	104	105	107	102	112	105	1.10
BOISSONS	91	100	108	106	110	113	124	130	124	123	144	3.75
PRODUITS HALIEUTIQUES	86	100	114	132	137	143	131	137	134	111		
PRODUITS FORESTIERS	97	88	115	116	119	121	111	95	90	96	92	-1.01
ASIE A ECON.CENTR.PLANIF												
PRODUITS AGRICOLES	106	99	95	96	96	101	103	92	100	120	132	1.98
ALIMENTATION HUMAINE	109	101	90	83	90	94	99	85	87	95	108	-2.24
ALIMENTATION ANIMALE	78	90	132	94	83	154	902	1041	1099	2102	2095	46.52
MATIERES PREMIERES	94	91	115	117	117	117	98	96	129	183	200	5.92
BOISSONS	95	97	106	132	140	158	157	132	170	202	215	8.02
PRODUITS HALIEUTIQUES	94	94	112	111	93	105	98	81	96	76		
PRODUITS FORESTIERS	82	100	112	113	139	119	104	113	106	110	86	-4.09

TABLEAU ANNEXE 9. INDICES DE LA VALEUR DES IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUALES 1974-84
.....1974-76=100.....												PCLCENT
MONDE												
PRODUITS AGRICOLLES	94	101	105	120	133	157	181	181	164	159	166	6.71
ALIMENTATION HUMAINE	94	105	101	109	126	151	178	184	165	157	163	6.79
ALIMENTATION ANIMALE	96	88	117	149	158	192	219	240	232	247	226	11.40
MATIERES PREMIERES	104	90	105	119	130	148	163	151	135	137	146	4.50
BOISSONS	82	90	127	155	186	208	219	176	175	178	196	7.55
PRODUITS HALIEUTIQUES	92	93	116	135	163	202	209	215	226	222	30	1.03
PRODUITS FORESTIERS	103	90	108	121	134	172	194	174	169	164	174	7.04
PAYS DEVELOPPES												
PRODUITS AGRICOLLES	93	100	107	121	133	156	172	165	152	147	153	5.58
ALIMENTATION HUMAINE	92	105	103	109	126	149	166	165	149	142	147	5.38
ALIMENTATION ANIMALE	96	88	117	145	154	188	213	237	222	235	208	10.58
MATIERES PREMIERES	105	90	105	115	124	141	149	136	123	127	136	3.45
BOISSONS	82	90	128	197	186	208	220	173	175	177	196	7.45
PRODUITS HALIEUTIQUES	93	92	116	136	162	202	203	209	219	219	34	1.39
PRODUITS FORESTIERS	103	89	107	117	131	169	187	163	158	152	164	6.15
EUROPE OCCIDENTALE												
PRODUITS AGRICOLLES	94	100	106	125	135	161	173	155	150	143	142	4.61
ALIMENTATION HUMAINE	94	105	102	114	133	153	165	149	144	133	131	4.11
ALIMENTATION ANIMALE	92	87	120	148	163	202	225	247	235	243	217	11.30
MATIERES PREMIERES	105	88	107	116	129	143	150	131	122	123	136	3.15
BOISSONS	84	90	126	197	186	214	225	177	176	178	189	7.31
PRODUITS HALIEUTIQUES	97	95	108	126	154	192	222	200	210	192	77	4.58
PRODUITS FORESTIERS	105	88	108	116	125	164	192	167	156	146	154	5.81
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLLES	77	107	116	116	127	160	196	221	188	178	184	9.08
ALIMENTATION HUMAINE	86	112	122	110	130	168	213	251	211	169	202	10.97
ALIMENTATION ANIMALE	105	93	102	129	122	144	167	219	162	217	164	6.82
MATIERES PREMIERES	108	97	95	111	108	130	144	130	119	132	122	2.87
BOISSONS	81	100	119	174	157	169	198	162	160	166	179	6.55
PRODUITS HALIEUTIQUES	95	97	108	113	114	123	126	109	107	129		
PRODUITS FORESTIERS	85	113	102	108	109	113	138	140	131	126	125	3.57
AMERIQUE DU NORD DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLLES	100	93	107	125	135	152	160	151	133	140	163	4.89
ALIMENTATION HUMAINE	108	97	95	99	111	130	140	143	119	126	143	3.80
ALIMENTATION ANIMALE	93	86	118	133	144	170	152	167	149	175	215	7.63
MATIERES PREMIERES	98	87	115	120	132	161	156	157	123	142	180	5.54
BOISSONS	81	85	134	196	198	207	214	167	174	173	204	7.53
PRODUITS HALIEUTIQUES	94	87	119	132	140	169	168	189	198	227		
PRODUITS FORESTIERS	95	91	113	131	165	177	165	171	174	156	232	8.86
OCEANIE DEVELOPPEE												
PRODUITS AGRICOLLES	99	106	95	121	139	136	162	157	165	143	161	5.57
ALIMENTATION HUMAINE	91	117	93	106	127	129	146	151	178	146	167	6.39
ALIMENTATION ANIMALE	171	102	26	47	207	53	97	162	63	376	106	7.81
MATIERES PREMIERES	121	84	95	97	110	111	139	133	116	97	111	1.47
BOISSONS	88	107	105	202	215	195	247	207	200	169	220	8.48
PRODUITS HALIEUTIQUES	109	99	93	127	135	147	182	209	216	195		
PRODUITS FORESTIERS	103	104	93	117	113	137	167	177	195	133	163	6.32

TABLEAU ANNEXE 9. INDICES DE LA VALEUR DES IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUALES 1974-84
	.....1974-76=100.....POURCENT											
PAYS EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES	99	104	98	114	134	161	211	232	264	196	268	9.87
ALIMENTATION HUMAINE	99	106	95	108	128	156	209	235	267	197	267	10.08
ALIMENTATION ANIMALE	94	88	116	158	210	243	297	355	361	400	475	18.88
MATIERES PREMIERES	101	72	108	136	152	174	216	208	179	174	166	7.92
BOISSONS	82	96	123	175	189	204	204	201	174	189	217	6.54
PRODUITS HALIEUTIQUES	86	95	115	127	170	205	251	260	279	238		
PRODUITS FORESTIERS	100	91	109	140	155	186	231	243	235	233	235	11.38
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES	91	111	98	123	145	163	215	232	263	191	260	9.47
ALIMENTATION HUMAINE	92	112	96	117	143	163	221	240	211	195	266	10.00
ALIMENTATION ANIMALE	94	95	111	221	287	376	463	585	525	428	564	22.21
MATIERES PREMIERES	101	102	97	122	131	151	157	159	161	163	171	6.32
BOISSONS	71	101	128	183	179	167	190	189	133	156	139	4.95
PRODUITS HALIEUTIQUES	78	95	127	138	194	242	340	337	253	190		
PRODUITS FORESTIERS	105	96	99	126	123	141	161	182	175	182	174	7.35
AMERIQUE LATINE												
PRODUITS AGRICOLES	105	97	99	106	130	160	226	230	179	176	183	6.61
ALIMENTATION HUMAINE	104	98	98	102	127	152	228	234	180	177	162	6.76
ALIMENTATION ANIMALE	106	85	109	150	184	242	303	345	335	371	387	17.21
MATIERES PREMIERES	119	86	95	118	133	173	196	179	150	145	183	6.42
BOISSONS	90	89	121	149	147	201	203	190	142	112	116	3.18
PRODUITS HALIEUTIQUES	90	110	100	110	148	191	222	208	189	159		
PRODUITS FORESTIERS	110	91	99	115	117	137	204	214	210	165	166	6.03
PROCHE-ORIENT EN DEVELOP.												
PRODUITS AGRICOLES	90	111	98	119	139	167	229	281	264	255	288	13.88
ALIMENTATION HUMAINE	91	113	96	113	132	167	234	289	271	256	268	14.19
ALIMENTATION ANIMALE	90	86	144	250	283	285	315	448	470	560	756	24.40
MATIERES PREMIERES	84	106	111	140	133	135	142	184	168	215	206	6.72
BOISSONS	88	95	117	184	245	201	225	219	218	236	307	11.57
PRODUITS HALIEUTIQUES	83	90	127	199	268	256	403	487	451	387		
PRODUITS FORESTIERS	80	101	119	173	167	174	229	264	257	258	262	12.71
EXTREME-ORIENT EN DEVEL.												
PRODUITS AGRICOLES	92	104	104	109	121	141	171	188	163	170	184	7.75
ALIMENTATION HUMAINE	94	107	99	97	113	134	185	184	158	163	172	7.30
ALIMENTATION ANIMALE	89	99	112	177	183	222	267	285	314	351	414	16.89
MATIERES PREMIERES	85	95	120	151	150	162	187	194	170	174	205	8.11
BOISSONS	76	96	128	173	157	179	183	204	212	257	341	13.01
PRODUITS HALIEUTIQUES	90	98	113	113	141	170	196	214	290	277		
PRODUITS FORESTIERS	101	85	114	135	171	239	245	243	231	237	238	11.58
ASIE A ECON.CENTR.PLANIF												
PRODUITS AGRICOLES	128	90	82	120	144	192	238	242	227	183	163	6.52
ALIMENTATION HUMAINE	131	93	76	118	130	184	210	231	230	185	162	6.49
ALIMENTATION ANIMALE	46	101	152	217	298	106	237	413	302	378	496	20.22
MATIERES PREMIERES	121	82	98	124	178	214	315	265	216	175	158	6.42
BOISSONS	82	95	163	362	243	302	302	343	194	313	282	13.31
PRODUITS HALIEUTIQUES	61	107	132	158	254	320	191	197	542	370		
PRODUITS FORESTIERS	104	78	118	182	249	282	406	394	383	477	561	20.69

TABLEAU ANNEXE 10. INDICES DU VOLUME DES IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUALES 1974-84
.....1974-76=100.....POURCENT												
MONDE												
PRODUITS AGRICOLES	96	98	100	108	116	125	130	134	135	135	135	4.07
ALIMENTATION HUMAINE	96	98	100	111	118	128	134	139	140	140	144	4.54
ALIMENTATION ANIMALE	91	93	110	124	145	151	157	172	181	186	188	8.00
MATIERES PREMIERES	99	98	103	100	108	109	112	107	106	107	110	1.02
BOISSONS	95	101	104	96	102	115	113	116	117	120	125	2.68
PRODUITS HALIEUTIQUES	95	98	107	108	115	126	126	130	122	112	21	-5.51
PRODUITS FORESTIERS	109	88	104	109	117	125	125	119	117	126	132	2.81
PAYS DEVELOPPES												
PRODUITS AGRICOLES	95	98	107	104	109	115	115	118	120	119	123	2.47
ALIMENTATION HUMAINE	95	98	107	106	110	116	117	120	122	119	124	2.59
ALIMENTATION ANIMALE	91	93	116	122	143	149	154	167	173	177	174	7.28
MATIERES PREMIERES	99	98	103	97	102	102	100	96	96	95	102	-0.07
BOISSONS	95	102	103	94	101	114	113	115	117	118	123	2.56
PRODUITS HALIEUTIQUES	96	97	107	108	115	126	124	129	121	116	23	-4.89
PRODUITS FORESTIERS	109	87	104	106	115	123	121	113	111	120	127	2.22
EUROPE OCCIDENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	97	98	105	104	110	114	114	112	117	117	117	1.96
ALIMENTATION HUMAINE	97	99	104	105	109	112	113	110	116	114	114	1.64
ALIMENTATION ANIMALE	89	92	119	125	153	159	164	181	198	197	188	8.65
MATIERES PREMIERES	98	96	107	100	106	103	100	93	93	95	100	-0.49
BOISSONS	96	101	103	96	100	117	112	117	118	120	120	2.50
PRODUITS HALIEUTIQUES	96	99	105	101	108	121	128	124	111	100	53	-1.98
PRODUITS FORESTIERS	110	85	105	106	113	126	124	119	117	126	132	2.51
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	84	103	114	105	111	125	136	152	147	136	146	5.25
ALIMENTATION HUMAINE	77	102	121	109	118	136	145	173	168	148	161	6.68
ALIMENTATION ANIMALE	97	100	103	106	108	114	122	134	104	110	134	2.41
MATIERES PREMIERES	101	103	96	95	96	101	105	100	100	115	104	0.82
BOISSONS	92	106	102	98	89	97	111	109	104	105	115	1.43
PRODUITS HALIEUTIQUES	92	105	103	92	102	115	115	78	45	65		
PRODUITS FORESTIERS	95	106	100	102	101	97	111	109	102	102	101	0.44
AMERIQUE DU NORD DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLES	101	94	105	101	104	107	101	106	100	104	115	0.88
ALIMENTATION HUMAINE	103	91	105	106	101	104	96	103	94	100	108	0.12
ALIMENTATION ANIMALE	94	93	113	109	128	135	116	117	121	128	163	3.94
MATIERES PREMIERES	97	98	105	102	105	109	100	105	95	102	100	0.83
BOISSONS	96	101	103	89	109	115	113	112	117	116	128	2.68
PRODUITS HALIEUTIQUES	101	92	106	106	105	108	101	108	112	109		
PRODUITS FORESTIERS	106	88	106	113	129	128	117	114	105	128	146	2.79
OCEANIE DEVELOPPEE												
PRODUITS AGRICOLES	104	101	96	96	94	91	97	94	118	109	114	1.31
ALIMENTATION HUMAINE	98	107	95	100	98	95	95	96	139	126	135	3.06
ALIMENTATION ANIMALE	158	116	26	47	213	41	75	116	46	330	38	-0.51
MATIERES PREMIERES	118	85	97	83	87	76	82	80	78	70	76	-3.32
BOISSONS	97	104	99	107	90	102	111	107	119	108	113	1.51
PRODUITS HALIEUTIQUES	110	96	94	111	106	100	116	119	140	51		
PRODUITS FORESTIERS	116	99	84	103	88	99	104	108	117	87	103	0.08

TABLEAU ANNEXE 10. INDICES DU VOLUME DES IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	VARIAT. ANNUELLES 1974-84
.....1974-76=100.....PERCENT												
PAYS EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLLES	99	99	102	121	138	154	175	183	181	187	193	8.19
ALIMENTATION HUMAINE	99	99	102	122	140	158	180	190	188	195	200	8.71
ALIMENTATION ANIMALE	87	94	119	153	176	180	199	228	281	255	361	14.80
MATIERES PREMIERES	98	99	102	112	129	134	155	151	143	138	139	4.50
BOISSONS	94	96	110	112	112	119	114	128	122	134	144	3.76
PRODUITS HALIEUTIQUES	88	101	110	108	117	129	136	139	123	81		
PRODUITS FORESTIERS	104	92	104	124	131	138	151	156	156	163	164	5.97
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLLES	96	100	104	134	155	160	161	166	192	202	209	8.89
ALIMENTATION HUMAINE	97	99	103	137	164	169	195	199	206	214	223	9.73
ALIMENTATION ANIMALE	94	102	104	172	184	212	225	307	315	329	446	16.50
MATIERES PREMIERES	99	105	96	101	105	109	106	109	116	125	131	2.71
BOISSONS	82	102	116	129	102	94	98	123	98	117	110	1.27
PRODUITS HALIEUTIQUES	81	91	127	125	132	145	165	161	143	102		
PRODUITS FORESTIERS	113	91	96	118	107	114	117	130	126	139	132	3.32
AMERIQUE LATINE												
PRODUITS AGRICOLLES	105	94	101	113	145	157	196	190	160	174	170	7.16
ALIMENTATION HUMAINE	105	94	101	115	150	160	205	197	164	181	173	7.53
ALIMENTATION ANIMALE	100	91	110	139	151	161	197	211	255	268	296	12.96
MATIERES PREMIERES	111	95	93	108	113	128	139	141	128	121	147	3.72
BOISSONS	106	94	100	85	97	142	113	122	102	88	92	-0.02
PRODUITS HALIEUTIQUES	88	113	99	95	122	155	146	150	69	38		
PRODUITS FORESTIERS	120	90	89	101	98	105	137	133	122	108	111	1.94
PROCHE-ORIENT EN DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLLES	91	104	104	131	138	167	184	214	224	233	269	11.71
ALIMENTATION HUMAINE	91	105	104	133	139	173	192	222	233	241	278	12.20
ALIMENTATION ANIMALE	85	70	146	218	270	259	242	343	422	402	660	21.32
MATIERES PREMIERES	83	111	106	106	93	99	101	138	129	157	153	5.28
BOISSONS	99	92	108	107	136	124	124	130	137	145	167	5.01
PRODUITS HALIEUTIQUES	79	91	130	189	166	160	220	265	151	109		
PRODUITS FORESTIERS	87	98	115	151	144	148	169	184	196	201	204	8.82
EXTREME-ORIENT EN DEVEL.												
PRODUITS AGRICOLLES	92	101	107	108	118	128	135	145	142	154	157	5.57
ALIMENTATION HUMAINE	93	101	106	104	115	127	140	147	142	155	154	5.60
ALIMENTATION ANIMALE	82	104	114	133	152	168	184	179	248	276	292	12.55
MATIERES PREMIERES	84	103	113	127	128	127	132	132	132	138	150	4.27
BOISSONS	90	95	114	118	106	121	119	142	156	164	223	8.10
PRODUITS HALIEUTIQUES	93	102	104	87	92	94	97	96	140	105		
PRODUITS FORESTIERS	99	87	113	129	156	167	156	161	160	177	174	6.67
ASIE A ECON.CENTR.PLANIF												
PRODUITS AGRICOLLES	124	90	87	129	152	180	197	199	209	177	151	7.04
ALIMENTATION HUMAINE	126	90	84	139	150	184	185	197	219	188	161	7.49
ALIMENTATION ANIMALE	42	109	149	178	225	77	143	249	185	207	225	11.41
MATIERES PREMIERES	119	89	92	100	158	167	234	204	182	142	117	5.27
BOISSONS	82	53	165	163	150	216	222	235	327	525	453	20.91
PRODUITS HALIEUTIQUES	84	112	104	131	142	156	140	145	153	8		
PRODUITS FORESTIERS	96	93	110	136	164	164	186	191	201	259	268	11.34

TABLEAU ANNEXE 11. IMPORTANCE DE L'AGRICULTURE DANS L'ECONOMIE

PAYS	PIB AGRICOLE EN % DU PIB TOTAL	POPULATION AGRIC EN % DE LA POPULATION TOTALE	EXPORT. AGRICOLES EN % DES EXPORT. TOTALES	IMPORT. AGRICOLES EN % DES IMPORT. TOTALES	EXPORT. AGRICOLES EN % DE LES IMPORT. TOTALES
	1982	1984	1984	1984	1984
ALGERIE	7	45		21	1
ANGOLA	26	55	5	16	6
BENIN	41	44	81	11	6
BOTSWANA	14	77	9	14	8
BURKINA FASO	34	79	104	27	21
BURUNDI	45	81	95	15	51
CAMEROUN	29	79	47	9	43
CAP-VERT	18	54	14	31	1
REP. CENTRAFICAINE	40	45	38	20	40
TCHAD	60	80	74	16	91
COMORES	42	62	53	32	36
CONGO	11	31	1	9	2
COTE-D'IVOIRE	24	77	77	21	99
DJIBOUTI	3	45		40	
EGYPTE	18	49	24	35	7
GUINEE EQUATORIALE	44	72	72	11	34
ETHIOPIE	45	77	88	18	38
GABON	8	74		14	1
GAMBIE	29	76	53	37	24
GHANA	46	48	36	23	41
GUINEE	40	78	6	19	6
GUINEE-BISSAU	46	80	95	45	32
KENYA	27	76	70	16	46
LESOTHO	22	81	61	39	5
LIBERIA	24	67	26	26	26
LIBYE	3	11		17	
MADAGASCAR	44	80	84	15	58
MALAWI	41	81	98	7	114
MALI	27	85	93	39	56
MAURITANIE	16	81	12	65	19
MAURICE	17	26	56	25	45
MAROC	16	49	16	26	9
MOZAMBIQUE	39	60	49	28	9
NAMIBIE	12	46			
NIGER	44	85	20	20	19
NIGERIA	24	50	2	13	2
REUNION	8	25	61	21	6
RWANDA	51	88	81	15	24
SAO TOME*-ET-PRINCIPE	73	50	38	23	45
SENEGAL	31	72	32	27	15
SEYCHELLES	7	45	7	22	2
SIERRA LEONE	22	62	37	32	28
SOMALIE	31	78	88	37	24
AFRIQUE DU SUD	6	27	6	7	7
SOUDAN	22	75	87	17	37
SWAZILAND	24	69	52	7	29
TANZANIE	34	79	85	13	38
TOGO	27	66	33	35	18
TUNISIE	13	37	7	16	4
UGANDA	75	78	74	5	101
ZAIRE	32	72	42	18	22
ZAMBIE	13	64	2	8	2
ZIMBABWE	14	56	39	8	41
BARBADE	9	15	12	16	7
BELIZE	40	26	48	22	35
BERMUDES	10	5	1	19	
CANADA	5	4	10	7	11
COSTA RICA	19	32	67	7	58
CUBA		21	74	15	67
DOMINIQUE	49	32	46	23	25
REP. DOMINICAINE	22	54	64	16	44
EL SALVADOR	23	49	60	17	51
GRENADE	19	32	61	23	17
GUADELOUPE	8	14	89	21	11
GUATEMALA	25	52	61	10	55
HAITI	33	63	37	23	14
HONDURAS	24	61	71	9	54
JAMAIQUE	7	18	22	20	14
MARTINIQUE	10	13	46	18	10
MEXIQUE	7	33	7	21	14
NICARAGUA	20	38	81	14	40
PANAMA	9	32	63	9	11
TRINITE-ET-TOBAGO	2	15	2	16	2
ETATS-UNIS	2	2	19	6	12
ARGENTINE	12	12	73	7	148
BOLIVIE	19	48	3	20	4
BRESIL	10	35	39	11	72
CHILI	5	17	12	13	12
COLOMBIE	25	24	76	10	50
EQUATEUR	15	42	20	12	30
GUYANE FRANCAISE	42	20	5	16	1
GUYANA	31	19	55	19	44
PARAGUAY	33	47	94	17	48

TABLEAU ANNEXE 11. IMPORTANCE DE L'AGRICULTURE DANS L'ECONOMIE

PAYS	PIR AGRICOLE EN % DU PIR TOTAL	POPULATION AGRIC EN % DE LA POPULATION TOTALE	EXPORT. AGRICOLES EN % DES EXPORT. TOTALES	IMPORT. AGRICOLES EN % DES IMPORT. TOTALES	EXPORT. AGRICOLES EN % DE LES IMPORT. TOTALES
	1982	1984	1984	1984	1984
PEROU	14	37	7	19	9
SURINAME	9	16	12	9	8
URUGUAY	10	11	45	10	62
VENEZUELA	6	15	1	14	1
AFGHANISTAN		76	24	11	21
BANGLADESH	45	82	28	33	13
BHOUTAN	92	93			
BRUNEI	1	6		14	
BIRMANIE	48	49	64	11	78
CHINE	26	56	17	12	17
CHYPRE	10	32	39	14	16
HONG-KONG	1	2	5	12	4
INDE	30	60	29	17	18
INDONESIE	25	56	11	6	13
IRAN		35	1	32	1
IRAK		38		17	
ISRAEL	4	6	16	11	11
JAPON	4	8	1	14	1
JORDANIE	5	23	20	20	5
KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE		72	75	6	8
COREE, REP. POP. DEMOCR.		42	8	9	5
COREE, REP. DE	17	34	2	11	2
KOWEIT		2	1	15	2
LAOS		72	15	14	7
LIBAN		7	16	17	4
MALAISIE	24	44	36	12	35
MALDIVES	105	79		23	
MONGOLIE		44	33	8	27
NEPAL	66	92	17	9	14
OMAN	2	59	1	16	1
PAKISTAN	26	51	23	18	11
PHILIPPINES	23	43	28	7	22
KATAR		59		20	
ARABIE SAOUDITE, ROYAUME	1	58		13	
SINGAPOUR	1	2	9	10	8
SRI LANKA	24	52	64	12	50
SYRIE	18	46	20	18	9
THAILANDE	21	73	50	6	36
TURQUIE	21	49	31	7	21
EMIRATS ARABES UNIS	1	59	1	10	1
VIET NAM		68	44	23	20
YEMEN, REP. ARABE DU	27	73	26	35	1
YEMEN DEMOCRATIQUE	10	56	1	15	1
AUTRICHE	4	7	5	7	4
BELGIQUE-LUXEMBOURG	3	3	11	13	11
BULGARIE		28	10	7	9
TCHECOSLOVAQUIE		8	3	11	4
DANEMARK	4	6	28	11	27
FINLANDE	10	11	5	7	6
FRANCE	5	7	17	12	15
REP. DEMOCR. ALLEMANDE		8	2	10	2
ALLEMAGNE, REP. FEDERALE	3	3	6	13	6
GRECE	14	34	33	13	16
HONGRIE		14	23	9	24
ISLANDE	21	10	3	12	3
IRLANDE	13	19	26	13	26
ITALIE	7	9	7	15	6
MALTE	4	4	4	15	2
PAYS-BAS	6	5	22	16	23
NORVEGE	5	6	2	7	2
POLOGNE		27	8	14	9
PORTUGAL	11	24	10	21	7
ROUMANIE		44	7	7	9
ESPAGNE	9	14	14	12	12
SUEDE	3	5	3	7	3
SUISSE	7	4	4	9	3
ROYAUME-UNI	2	2	7	13	6
URSS		14	2	24	3
YOUgoslavie	15	33	11	10	9
AUSTRALIE	5	5	34	5	36
FIDJI	27	37	63	18	30
POLYNESIE FRANCAISE	7	54	11	18	1
KIRIBATI	58	54	93	23	28
NOUVELLE-CALÉDONIE	3	58		20	
NOUVELLE-ZÉLANDE	12	8	61	7	63
PAPOUASIE NOUV. GUINEE	41	81	46	15	38
ILES SALOMON	63	58	37	13	52
TOKELAU	60	54			
TONGA	55	54	80	23	20
VANUATU	55	58	71	12	47

TABLEAU ANNEXE 124. LES RESSOURCES ET LEUR EMPLOI DANS L'AGRICULTURE

PAYS	TERRES ARABLES EN % DU TERRITOIRE TOTAL 1983	TERRES IRRIGUEES EN % DES TERRES ARABLES 1983	FORETS EN % DU TERRITOIRE TOTAL 1983	POPULATION AGRIC. PAR HA DE TERRE ARABLE 1983	MAIN-D'OEUVRE AGRIC. EN % DE LA POPULATION AGRIC. 1984
ALGERIE	3	4	2	1.3	22
ANGOLA	3		43	1.3	26
BENIN	16	1	35	.9	45
BOTSWANA	2		2	.6	45
BURKINA FASO	10		26	2.0	52
BURUNDI	51		2	2.7	46
CAMEROUN	15		54	1.1	45
CAP-VERT	10	5		4.2	32
REP. CENTRAFICAINE	3		64	1.1	53
TCHAD	3		16	1.2	38
COMORES	42		16	2.9	36
CONGO	2	1	62	.8	34
COTE-D'IVOIRE	13	2	26	1.8	49
DJIBOUTI					30
EGYPTE	2	100		8.9	28
GUINEE EQUATORIALE	8		61	1.2	29
ETHIOPIE	13	1	24	1.9	40
GABON	2		78	1.9	47
GAMBIE	16	21	20	3.0	48
GHANA	12		37	2.2	36
GUINEE	6	4	42	2.6	43
GUINEE-BISSAU	10		38	2.4	30
KENYA	4	2	4	6.2	37
LESOTHO	10			3.9	51
LIBERIA	4	1	39	3.8	36
LIBYE	1	11		.2	25
MADAGASCAR	5	33	22	2.5	48
MALAWI	25	1	44	2.3	44
MALI	2	16	7	3.2	53
MAURITANIE		4	15	7.4	30
MAURICE	58	16	31	2.5	38
MAROC	19	6	12	1.3	27
MOZAMBIQUE	4	2	19	2.7	36
NAMIBIE	1	1	13	1.0	31
NIGER	3		2	1.4	31
NIGERIA	33	4	15	1.5	37
REUNION	22	9	35	2.6	32
RWANDA	40	1	10	5.0	51
SAO TOME*-ET-PRINCIPE	38			1.3	25
SENEGAL	27	3	31	.9	40
SEYCHELLES	22		19	5.5	30
SIERRA LEONE	25	1	29	1.2	36
SOMALIE	2	12	14	3.9	37
AFRIQUE DU SUD	11	8	4	.6	36
SOUDAN	5	14	20	1.2	31
SWAZILAND	8	43	6	3.0	45
TANZANIE	6	3	47	3.2	40
TOGO	26		28	1.3	40
TUNISIE	30	4	4	.6	24
UGANDA	32		30	1.8	40
ZAIRE	3		78	3.5	41
ZAMBIE	7		27	.8	35
ZIMBABWE	7	6	62	1.7	32
BARBADE	77			1.2	44
BELIZE	2	4	44	.8	30
BERMUDES			20		46
CANADA	5	1	35		43
COSTA RICA	13	4	32	1.3	34
CUBA	29	32	17	.7	31
DOMINIQUE	23		41	1.4	33
REP. DOMINICAINE	30	12	13	2.2	26
EL SALVADOR	35	15	6	3.6	31
GRENADE	41		9	2.5	33
GUADELOUPE	23	5	40	1.1	37
GUATEMALA	17	4	40	2.3	30
HAITI	33	8	4	4.5	49
HONOURAS	16	5	34	1.4	29
JAMAIQUE	25	12	28	1.6	37
MARTINIQUE	18	26	26	2.2	37
MEXIQUE	13	21	24	1.0	29
NICARAGUA	11	6	35	.9	31
PANAMA	8	5	54	1.2	34
TRINITE-ET-TOBAGO	31	13	44	1.1	40
ETATS-UNIS	21	10	29		46
ARGENTINE	13	5	22	.1	38
BOLIVIE	3	5	52	.9	33
BRESIL	9	3	67	.6	32
CHILI	7	23	21	.4	33
COLOMBIE	6	6	49	1.2	30
EQUATEUR	9	22	51	1.5	32
GUYANE FRANCAISE			82	2.9	36
GUYANA	3	26	83	.4	34
PARAGUAY	5	3	51	.9	32

TABLEAU ANNEXE 12A. LES RESSOURCES ET LEUR EMPLOI DANS L'AGRICULTURE

PAYS	TERRES ARABLES EN % DU TERRITOIRE TOTAL 1983	TERRES IRRIGUEES EN % DES TERRES ARABLES 1983	FORETS EN % DU TERRITOIRE TOTAL 1983	POPULATION AGRIC. PAR HA DE TERRE ARABLE 1983	MAIN-D'OEUVRE AGRIC. EN % DE LA POPULATION AGRIC. 1984
PEROU	3	34	55	2.0	28
SURINAME		78	96	1.0	26
URUGUAY	8	6	4	.2	39
VENEZUELA	4	9	39	.7	31
AFGHANISTAN	12	33	3	1.4	33
BANGLADESH	68	20	16	8.7	34
BHOUTAN	2		70	12.9	48
BRUNEI	1	14	79	2.6	29
BIRMANIE	15	10	49	1.9	39
CHINE	11	45	14	5.8	46
CHYPRE	47	22	19	.5	44
HONG-KONG	8	38	12	14.5	47
INDE	57	23	23	2.7	38
INDONESIE	11	27	67	4.4	34
IRAN	8	29	11	1.1	28
IRAK	13	32	3	1.0	24
ISRAEL	21	50	6	.6	36
JAPON	13	67	68	2.2	53
JORDANIE	4	9		1.8	24
KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE	17	3	76	1.6	38
COREE, REP. POP. DEMOCR.	19	46	74	3.6	46
COREE, REP. DE	22	55	67	6.4	39
KOWEIT		50		13.6	25
LAOS	4	13	55	3.4	46
LIBAN	29	29	7	.7	26
MALAISIE	13	8	66	1.5	35
MALDIVES	10		3	44.3	42
MONGOLIE	1	3	10	.6	37
NEPAL	17	29	33	6.3	47
OMAN		95		15.8	25
PAKISTAN	26	76	4	2.5	27
PHILIPPINES	38	12	40	2.0	35
KATAR				56.1	25
ARABIE SAOUDITE, ROYAUME	1	36	1	5.4	25
SINGAPOUR	11		5	8.0	40
SRI LANKA	34	25	37	3.8	36
SYRIE	30	10	3	.8	25
THAILANDE	38	18	30	1.9	44
TURQUIE	34	8	26	.9	41
EMIRATS ARABES UNIS		33		47.8	25
VIET NAM	23	23	40	5.2	45
YEMEN, REP. ARABE DU	7	18	8	3.4	27
YEMEN DEMOCRATIQUE	1	31	7	5.4	25
AUTRICHE	18		39	.4	46
BELGIQUE-LUXEMBOURG	25		21	.3	39
BULGARIE	37	29	35	.6	52
TCHECOSLOVAQUIE	41	4	37	.3	50
DANEMARK	62	15	12	.1	49
FINLANDE	8	3	76	.2	47
FRANCE	34	6	27	.2	44
REP. DEMOCR. ALLEMANDE	47	3	28	.3	54
ALLEMAGNE, REP. FEDERALE	30	4	30	.3	48
GRECE	30	25	20	.9	42
HONGRIE	57	3	18	.3	44
ISLANDE			1	3.0	43
IRLANDE	14		5	.7	38
ITALIE	42	24	22	.4	38
MALTE	41	8		1.3	35
PAYS-BAS	26	59	9	.8	39
NORVEGE	3	9	27	.3	38
POLOGNE	49	1	29	.7	56
PORTUGAL	39	18	40	.7	39
ROUMANIE	46	24	28	1.0	55
ESPAGNE	41	15	31	.3	36
SUEDE	7	2	64	.1	39
SUISSE	10	6	26	.7	50
ROYAUME-UNI	29	2	9	.1	47
URSS	10	8	41	.2	50
YOUgosLAVIE	31	2	36	1.0	46
AUSTRALIE	6	4	14		42
FIDJI	13		65	1.1	35
POLYNESIE FRANCAISE	20		31	1.1	33
KIRIBATI	51		3	.9	36
NOUVELLE-CALÉDONIE	1		51	5.2	38
NOUVELLE-ZÉLANDE	2	49	38	.6	40
PAPOUASIE NOUV. GUINEE	1		71	7.6	49
ILES SALOMON	2		93	2.9	38
TOKELAU					36
TONGA	81		12	1.1	33
VANUATU	6		1	.8	38

TABLEAU ANNEXE 12B. LES RESSOURCES ET LEUR EMPLOI DANS L'AGRICULTURE

PAYS	FCCB AGRICOLE \$ PAR HA DE TERRE ARABLE 1982	FCCB AGRICOLE \$ PAR TRAVAILLEUR AGRICOLE 1982	CONSCOMMATION ENGRAIS PAR HA DE TERRE ARABLE KG/HA 1983	NUM. DE TRACTEURS PAR 1000 HA DE TERRE ARABLE 1983	ENGAG. OFFIC. POUR L'AGRICULTURE \$ PAR HABITANT 1983
ALGERIE			22	7	.1
ANGOLA			2	3	1.3
BENIN			3		13.6
BOTSWANA	2.8	12.6	1	2	44.9
BURKINA FASO			5		
BURUNDI			2		3.0
CAMEROUN			5		7.7
CAP-VERT					5.9
REP. CENTRAFRICAINE					12.0
CHAD			2		2.8
CONGO			2	1	20.8
COTE-D'IVOIRE			11	1	10.4
DJIBOUTI					4.6
EGYPTE	204.0	83.8	361	17	3.7
ETHIOPIE			3		4.0
GABON	48.1	108.0	5	3	29.6
GAMBIE			16		31.2
GHANA			8	1	3.6
GUINEE			1		1.6
GUINEE-BISSAU			8		11.4
KENYA	34.3	16.1	38	3	7.0
LESOTHO	42.3	22.1	15	5	11.6
LIBERIA			8	1	7.4
LIBYE	609.1	11338.4	43	13	
MADAGASCAR			5	1	9.1
MALAWI			16	1	5.7
MALI			7		6.5
MAURITANIE			2	2	23.3
MAURICE	115.9	125.3	254	3	7.7
MAROC			29	3	7.1
MIZAMBIQUE			8	2	1.8
NAMIBIE				4	
NIGER			1		11.6
NIGERIA			9		4.5
REUNION			321	29	
RWANDA					6.9
SAO TOME-ET-PRINCIPE				3	33.7
SENEGAL			5		22.3
SEYCHELLES			66	6	46.5
SIERRA LEONE			1		2.5
SOMALIE			2	2	5.3
AFRIQUE DU SUD	74.3	325.5	65	13	
SCUDAN			7	1	14.6
SWAZILAND	78.3	79.6	138	20	11.5
TANZANIE			4	4	3.5
TCGO			2		24.9
TUNISIE	65.8	528.5	16	6	25.0
UGANDA				1	
ZAMBIE			1		8.7
ZAMBIE			13	1	9.1
ZIMBABWE	52.1	96.2	58	8	9.3
BARBADE			197	17	.4
BELIZE			32	25	81.7
CANADA	79.7	7616.1	49	14	
COSTA RICA	30.2	72.5	132	10	22.7
CUBA			164	21	
DOMINIQUE			135	5	7.9
REP. DOMINICAINE			25	2	11.0
EL SALVADOR	11.0	10.6	113	5	3.0
GRENAD				2	14.5
GUADELOUPE			217	24	12.9
GUATEMALA	37.1	52.8	51	2	3.6
HAITI			4	1	12.5
HONDURAS			16	2	23.2
JAMAIQUE			47	11	24.4
MARTINIQUE			669	46	
MEXIQUE			59	6	1.6
NICARAGUA			56	2	18.8
PANAMA			40	7	5.0
TRINITE-ET-TOBAGO			49	16	.9
ETATS-UNIS	83.8	7661.7	104	25	
ARGENTINE			3	6	.2
AUSTRIE			2		16.4
BRESIL			30	10	8.9
CHILI			25	6	.2
COLOMBIE			47	5	3.0
ECUATEUR			21	3	5.2
GUYANE FRANCAISE			199	30	35.7
GUYANA			21	7	21.5
PARAGUAY			5	4	16.0
PEROU			22	5	13.9
SURINAME			216	27	
URUGUAY			26	23	20.4
VENEZUELA	132.2	576.7	36	11	

TABLEAU ANNEXE 12B. LES RESSOURCES ET LEUR EMPLOI DANS L'AGRICULTURE

PAYS	FCCB AGRICOLE \$ PAR HA DE TERRE ARABLE 1982	FCCB AGRICOLE \$ PAR TRAVAILLEUR AGRICOLE 1982	CONSUMMATION ENGRAIS PAR HA DE TERRE ARABLE KG/HA 1983	NUM. DE TRACTEURS PAR 1000 HA DE TERRE ARABLE 1983	ENGAG. EFFIC. PCH L'AGRICULTURE \$ PAR HABITANT 1983
AFGHANISTAN			7		
BANGLADESH			64	1	6.2
BHOUTAN			3		10.6
BRUNEI				10	
BIRMANIE			16	1	2.5
CHINE			178	8	.1
CHYPRE	94.0	441.3	46	26	24.6
HONG-KONG				1	
INDE	39.4	40.1	39	3	1.1
INDONESIE			74	1	4.9
IRAN	78.0	302.5	76	5	
IRAK			17	6	
ISRAEL	414.0	1890.2	183	63	
JAPON	141.9	115.2	437	330	
JORDANIE			39	12	19.1
KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE			2		
CORÉE, REP. POP. DEMOCR.			345	27	
CORÉE, REP. DE	641.8	251.6	331	3	4.1
KOWEÏT			420	13	
LAOS			1	1	3.1
LIBAN			119	10	1.6
MALAISIE			107	2	11.3
MONGOLIE			14	6	
NEPAL			14		9.9
OMAN			32	2	
PAKISTAN	25.0	39.1	59	7	4.5
PHILIPPINES			30	2	3.5
KATAR			275	27	
ARABIE SAOUDITE, ROYAUME			217	1	
SINGAPOUR			783	8	
SRI LANKA			77	12	10.6
SYRIE	53.9	270.5	32	7	
THAÏLANDE	33.2	38.0	24	6	8.1
TURQUIE			63	19	4.0
EMIRATS ARABES UNIS	7628.6		295		
VIET NAM			47	5	.2
YEMEN, REP. ARABE DU	30.1	69.7	12	2	.4
YEMEN DEMOCRATIQUE			10	5	32.4
AUTRICHE			252	216	
BELGIQUE-LUXEMBOURG	616.2	4232.8	547	139	
BULGARIE			244	14	
TCHÉCOSLOVAQUIE			344	26	
DANEMARK	336.5	5160.7	267	67	
FINLANDE	394.6	3333.7	222	99	
FRANCE	258.6	2527.9	312	82	
REP. DEMOCR. ALLEMANDE			290	31	
ALLEMAGNE, REP. FEDERALE	517.8	3707.9	421	198	
GRECE	1844.3	4948.0	161	42	
HONGRIE			300	11	
ISLANDE			4413	1750	
IRLANDE	565.6	2131.0	697	152	
ITALIE	351.2	2024.1	168	95	
MALTE	249.3	581.7	68	34	
PAYS-BAS	1516.5	4753.5	788	217	
NOUVEVE	1042.1	8040.4	297	169	
PORTUGAL			231	51	
ROUMANIE			66	23	6.6
ESPAGNE			158	16	
SUEDE	242.7	4319.8	71	29	
SUISSE			160	63	
ROYAUME-UNI	244.9	3466.9	430	258	
URSS			375	76	
YUGOSLAVIE	167.0	359.8	95	12	
			118	90	1.4
AUSTRALIE			25	7	
FIDJI			46	19	9.0
POLYNESIE FRANCAISE			13	2	3.2
NOUVELLE-CALÉDONIE			50	69	57.0
NOUVELLE-ZÉLANDE	1228.3	5154.5	1147	197	
PAPOUASIE NOUV. GUINÉE			18	4	15.2
TONGA			3	1	42.3
VANUATU				1	94.7

TABLEAU ANNEXE 13. MESURES DE LA PRODUCTION ET DE LA PRODUCTIVITE DE L'AGRICULTURE

PAYS	PIA AGRICOLE \$ PAR HABITANT (POPULAT. AGRICOLE) 1982	TAUX D'ACCROISSE- MENT DU PIA AGRICOLE 1973-82 %	IND. DE LA PRODUCC. ALIMENTAIRE PAR HABIT. 1974-76=100 1982-84	IND. DE LA PRODUCC. AGRIC. TOTAL PAR HABIT. 1974-76=100 1982-84	DISPONIB. ENERGET. ALIMENT. PAR HABIT EN % DES BESOINS 1983	IND. DE LA VALEUR DES EXPORT. AGRIC. 1974-76=100 1982-84
ALGERIE	326	14.3	79	80	115	217
ANGOLA	185	1.0	81	64	92	288
BENIN	253	13.2	97	98	93	224
BOTSWANA	249	7.4	61	62	93	207
BURKINA FASO	73	9.4	94	96	85	145
BURUNDI	143	13.8	106	106	102	232
CAMEROUN	225	10.5	83	84	98	185
CAP-VERT	91	7.4	83	83	100	147
REP. CENTRAFRICAINE	127	11.0	94	91	91	121
TCHAD	90	7.0	95	92	59	87
COMORES	199	12.9	88	87	91	199
CONGO	248	8.1	96	96	109	289
COTE-D'IVOIRE	270	15.3	110	102	112	232
DJIBOUTI	74	19.0				262
EGYPTE	282	4.7	91	90	126	216
GUINEE EQUATORIALE	47					68
ETHIOPIE	88	6.1	100	101	84	402
GABON	276	5.7	103	103	102	211
GAMBIE	159	7.2	77	78	95	346
GHANA	1929	26.0	73	73	66	106
GUINEE	218	4.4	93	93	84	174
GUINEE-BISSAU	117	6.0	92	92	82	97
KENYA	107	9.0	82	87	83	217
LESOTHO	67	8.3	78	79	104	201
LIBERIA	162	8.9	91	88	102	206
LIBYE	2166	19.8	94	94	155	185
MADAGASCAR	182	10.4	89	88	112	240
MALAWI	127	13.0	100	103	95	67
MALI	62	16.8	101	102	68	183
MAURITANIE	97	8.3	95	95	92	197
MAURICE	610	.7	88	88	118	128
MAROC	219	8.0	91	90	105	142
MOZAMBIQUE	278	1.6	73	71	71	185
NAMIBIE	410	4.9	74	73	82	147
NIGER	193	16.6	113	113	97	139
NIGERIA	383	13.0	96	95	86	376
REUNION	937	10.0	107	105	125	128
RWANDA	144	15.6	112	112	98	79
SAO TOME--ET-PRINCIPE	507	7.9	76	76	97	135
SENEGAL	155	6.4	66	66	82	143
SEYCHELLES	267	5.2				126
SIERRA LEONE	170	9.2	95	95	91	126
SOMALIE	177	24.9	69	69	89	206
AFRIQUE DU SUD	574	9.1	83	83	118	179
SOUDAN	108	4.2	93	90	90	159
SWAZILAND	339	9.9	114	116	105	112
TANZANIE	119	15.4	100	92	98	92
TOGO	127	8.7	92	92	94	751
TUNISIE	399	8.1	84	84	121	187
UGANDA	249	16.9	98	97	101	115
ZAIRE	74	13.5	92	92	96	87
ZAMBIE	110	8.2	74	76	83	189
ZIMBABWE	213	8.0	69	79	82	185
BARBADE	2336	13.1	99	99	132	120
BELIZE	1524	10.4	117	117	117	89
BERMUDES	17638	12.8				116
CANADA	13564	8.8	118	118	130	102
COSTA RICA	644	9.0	87	95	114	124
CUBA			129	127	126	118
DOMINIQUE	1323	11.1	95	95	100	143
REP. DOMINICAINE	542	13.3	99	99	105	128
EL SALVADOR	334	11.7	88	81	91	185
GRENADE	514	12.2	92	92	93	140
GUADELOUPE	1894	4.1	96	96	107	145
GUATEMALA	532	12.7	101	91	95	166
HAITI	146	12.4	90	90	83	190
HONDURAS	283	12.1	99	102	94	137
JAMAIQUE	546	3.3	89	89	111	101
MARTINIQUE	2843	9.0	97	97	114	147
MEXIQUE	487	9.6	104	100	126	324
NICARAGUA	502	7.3	78	74	102	225
PANAMA	564	9.5	99	101	98	153
TRINITE-ET-TOBAGO	978	12.0	60	60	129	160
ETATS-UNIS	15895	5.6	105	104	137	107
ARGENTINE	2152	10.8	109	107	119	152
BOLIVIE	459	18.3	84	82	82	142
BRESIL	658	15.5	115	112	106	150
CHILI	629	14.3	102	102	105	99
COLOMBIE	1658	16.3	104	106	110	235
EQUATEUR	470	13.0	89	88	89	201
GUYANE FRANCAISE	5447	10.5				187
GUYANA	974	7.2	91	91	104	54
PARAGUAY	1161	19.3	105	105	127	117

TABLEAU ANNEXE 13. MESURES DE LA PRODUCTION ET DE LA PRODUCTIVITE DE L'AGRICULTURE

PAYS	PIR AGRICOLE \$ PAR HABITANT (POPULAT. AGRICOLE) 1982	TAUX D'ACCROISSE- MENT DU PIB AGRICOLE 1973-82 %	IND. DE LA PRODUCC. ALIMENTAIRE PAR HABIT 1974-76=100 1982-84	IND. DE LA PRODUCC. AGRIC. TOTAL PAR HABIT. 1974-76=100 1982-84	DISPONIB. ENERGET. ALIMENT. PAR HABIT EN % DES BESOINS 1983	IND. DE LA VALEUR DES EXPORT. AGRIC. 1974-76=100 1982-84
PEROU	465	4.0	84	84	85	131
SURINAME	1779	12.4	136	136	109	135
URUGUAY	2633	8.7	105	106	99	102
VENEZUELA	1553	16.2	88	86	99	203
AFGHANISTAN			102	98	95	175
BANGLADESH	64		99	99	84	116
BHOUTAN	115	6.4	104	103		170
BRUNET	1454	12.4	106	105	110	182
BIRMANIE	159	8.4	124	124	116	164
CHINE	134	7.5	128	131	111	239
CHYPRE	987	7.9	110	109	137	176
HONG-KONG	2018	10.5	99	99	117	136
INDE	114	6.0	110	110	96	96
INDONESIE	254	13.9	120	118	110	126
IRAN			99	97	128	174
IRAK			85	85	121	363
ISRAEL	3794	8.1	98	103	121	127
JAPON	3817	6.9	91	90	113	119
JORDANIE	261	14.8	136	137	125	193
KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE			107	106	85	72
COREE, REP. POP. DEMOCR.			113	113	127	84
COREE, REP. DE	806	14.6	109	107	118	226
KOWEIT	2874	18.0				215
LAOS			129	129	88	60
LIBAN			145	140	120	142
MALAISIE	932	12.9	112	106	111	174
MALOIVES	138	7.4	92	92	88	247
MONGOLIE			90	89	117	132
NEPAL	114	7.2	91	91	93	93
OMAN	219	13.5				326
PAKISTAN	190	14.3	104	105	95	161
PHILIPPINES	413	12.7	107	108	104	145
KATAR						253
ARABIE SAOUDITE, ROYAUME	309	24.7	98	98	134	559
SINGAPOUR	3429	8.3	68	67	115	211
SRI LANKA	139	1.8	125	112	104	98
SYRIE	745	22.0	123	118	127	222
THAILANDE	213	10.4	115	115	105	178
TURQUIE	440	6.9	103	101	123	144
EMIRATS ARABES UNIS	372	24.4				244
VIET NAM			123	123	99	35
YEMEN, REP. ARABE DU	189	13.3	84	84	92	373
YEMEN DEMOCRATIQUE	71	5.4	83	82	94	234
AUTRICHE	4716	8.1	118	118	132	120
BELGIQUE-LUXEMBOURG	9207	4.7	104	103	139	141
BULGARIE			119	112	146	112
TCHECOSLOVAQUIE			119	118	145	95
DANEMARK	6839	3.6	122	122	129	125
FINLANDE	8118	9.9	102	102	111	110
FRANCE	6359	6.7	111	111	138	128
REP. DEMOCR. ALLEMANDE			107	107	142	102
ALLEMAGNE, REP. FEDERALE	8963	6.4	116	116	129	121
GRECE	1541	8.5	104	104	143	135
HONGRIE			126	125	135	87
ISLANDE	20816	13.4	99	99	113	132
IRLANDE	3317	8.7	101	101	143	128
ITALIE	4525	8.6	111	112	140	121
MALTE	2841	9.6	126	126	108	110
PAYS-BAS	12135	7.9	120	119	129	136
NORVEGE	10550	11.2	117	117	115	98
Pologne			94	94	127	87
PORTUGAL	1053	2.8	86	86	124	148
ROUMANIE			119	118	126	88
ESPAGNE	2739	3.3	107	107	132	112
SUEDE	7527	5.4	112	112	117	86
SUISSE	21238	12.9	117	117	129	100
ROYAUME-UNI	8359	9.0	124	124	128	87
URSS			101	100	132	182
YOUgoslavie	983	9.0	109	109	141	102
AUSTRALIE	9779	9.0	105	102	115	113
FIDJI	1311	12.5	119	119	105	149
POLYNESIE FRANCAISE	769	17.2	79	79	105	144
KIRIBATI	796	6.9				113
NOUVELLE-CALÉDONIE	438	7.8	98	93	104	116
NOUVELLE-ZELANDE	10558	8.7	108	110	132	117
PAPOUASIE NOUV. GUINEE	351	12.7	95	96	75	171
ILES SALOMON	552	16.3	129	128	73	157
TOKELAU	816	5.3				
TONGA	831	7.3	80	80	117	108
VANUATU	736	9.8	85	85	81	100

TABLEAU ANNEXE 14. STOCKS DE REPORT DE QUELQUES PRODUITS AGRICOLES

	Date	1980	1981	Campagnes prenant fin en			1985a/	1986b/
				1982	1983	1984		
		..... millions de tonnes						
CEREALES								
<u>Pays développés</u>		158.4	137.3	179.4	218.7	143.5	178.4	238.5
Canada		15.4	14.0	16.3	18.7	13.3	11.6	13.4
Etats-Unis		78.1	62.1	101.8	141.0	71.2	90.9	153.9
Australie		5.0	2.7	5.4	2.6	6.3	8.9	7.6
CEE		15.7	15.8	13.7	18.4	12.4	23.6	22.8
Japon		10.7	8.8	7.1	5.1	4.5	4.7	5.5
URSS		16.0	14.0	14.0	14.0	19.0	20.0	20.0
<u>Pays en développement</u>		101.7	102.0	107.9	105.0	120.4	129.1	120.0
<u>Extrême-Orient</u>		82.2	77.0	78.0	79.1	96.1	103.9	91.6
Bangladesh		0.8	1.3	0.7	0.6	0.8	1.1	0.9
Chine		54.0	48.0	46.0	51.0	57.0	63.0	50.0
Inde		10.9	7.4	7.7	8.1	13.7	17.0	17.0
Pakistan		1.3	1.5	2.4	2.1	2.2	1.5	1.8
Proche-Orient		8.7	10.1	12.7	11.15	13.4	12.7	13.7
Turquie		0.8	0.5	1.1	0.9	0.3	0.6	0.4
Afrique		2.9	3.4	4.5	4.4	2.9	2.4	4.0
<u>Amérique latine</u>		7.9	11.4	12.7	10.0	8.0	10.1	10.7
Argentine		1.5	1.0	1.6	2.3	1.3	1.0	0.8
Brésil		2.1	2.8	3.3	2.1	1.1	2.3	2.5
<u>Total mondial</u>								
dont:		260.0	239.3	287.3	323.7	263.9	307.5	358.5
Blé		104.9	98.7	106.6	119.8	128.7	141.3	148.3
Riz (base riz usiné)		44.1	43.7	45.3	42.2	46.3	52.1	47.7
Céréales secondaires		111.0	96.9	135.3	161.7	88.9	114.1	162.5
SUCRE (brut)								
Total mondial	1er sept.	25.7	25.5	33.6	39.3	40.3	41.2	38.2
CAFE								
Pays exportateurs c/		1.99	1.86	2.60	2.70	2.60	2.70	2.55
LAIT ECREME EN POUDRE								
		..... milliers de tonnes						
Etats-Unis	31 déc.	266	404	582	633	566	485	...
CEE	31 déc.	289	368	678	1 000	866	605	...
Total		555	772	1 260	1 633	1 432	1 090	...

a/ Estimations.

b/ Prévisions.

c/ Stocks bruts en début de campagne.

Source: FAO, Division des produits et du commerce international.

TABLEAU ANNEXE 15. VARIATIONS ANNUELLES DES PRIX A LA CONSOMMATION:
TOUS ARTICLES ET PRODUITS ALIMENTAIRES

	Tous articles				Produits alimentaires			
	1970 à 1975	1975 à 1980	1982 à 1983	1983 à 1984	1970 à 1975	1975 à 1980	1982 à 1983	1983 à 1984
	..... pourcentage annuel							
<u>Pays développés</u>								
<u>Europe de l'Ouest</u>								
Allemagne, Rép. féd. d'	6.2	4.0	3.3	2.4	5.6	3.3	2.7	1.5
Autriche	7.4	3.8	3.3	5.6	6.7	4.4	2.5	5.6
Belgique	8.3	6.4	7.7	6.3	7.5	4.6	8.4	7.9
Danemark	9.5	10.4	6.9	6.3	10.7	...	4.8	9.3
Espagne	12.0	18.6	12.1	11.3	12.1	16.0	10.7	12.6
Finlande	2.0	10.6	8.5	7.0	12.4	10.8	7.2	7.4
France	8.8	10.4	9.6	7.4	9.6	10.0	9.3	7.9
Grèce	13.1	16.3	20.5	18.2	14.7	17.6	18.1	18.2
Irlande	13.0	84.9	10.5	8.7	14.3	13.7	8.0	9.8
Islande	24.8	42.0	84.2	29.2	28.3	41.0	93.6	...
Italie	11.4	3.0	14.6	10.8	11.6	15.6	12.3	8.7
Norvège	8.3	8.4	8.4	6.2	8.3	7.4	8.3	6.9
Pays-bas	8.6	6.1	2.7	3.3	6.9	...	...	4.1
Portugal	15.3	...	25.5	28.8	16.3	21.0	25.1	25.1
Royaume-Uni	12.3	14.4	4.6	5.0	15.1	13.9	3.2	5.6
Suède	7.8	10.5	8.9	8.0	7.9	10.7	11.6	11.6
Suisse	7.9	2.4	2.9	2.9	7.3	2.9	2.1	3.8
Yougoslavie	19.3	18.2	41.2	41.2	19.1	19.4	45.0	47.3
<u>Amérique du Nord</u>								
Canada	7.4	8.4	5.8	4.8	11.1	9.9	3.7	5.6
Etats-Unis d'Amérique	6.7	8.9	3.2	4.2	9.5	7.6	2.3	3.7
<u>Océanie</u>								
Australie	10.2	10.6	10.1	3.9	9.8	12.0	10.1	5.4
Nouvelle-Zélande	9.8	14.8	7.4	6.1	9.4	16.8	4.1	5.8
AUTRES PAYS DEVELOPPES								
Israël	23.9	60.0	145.7	374.2	25.1	65.0	157.0	370.6
Japon	12.0	6.5	1.8	2.2	13.0	5.5	2.1	2.8
Afrique du Sud	9.3	12.0	12.3	11.1a/	11.7	13.0	11.7	10.5a/

TABLEAU ANNEXE 15. VARIATIONS ANNUELLES DES PRIX A LA CONSOMMATION:
TOUS ARTICLES ET PRODUITS ALIMENTAIRES (suite)

	Tous articles				Produits alimentaires			
	1970 à 1975	1975 à 1980	1982 à 1983	1983 à 1984	1970 à 1975	1975 à 1980	1982 à 1983	1983 à 1984
..... pourcentage annuel								
<u>Pays en développement</u>								
<u>Amérique latine</u>								
Argentine	59.5	100.0	343.7	623.5	58.0	...	338.5	638.9
Bahamas	9.5	6.9	4.1	4.6	11.8	7.7	1.4	1.5
Barbade	18.6	10.0	5.2	4.6	21.0	9.1	2.6	4.0
Bolivie	23.7	17.0	275.7	1 300.0	27.2	16.4	303.8	1300.0
Brésil	23.5 _{b/}	46.0	135.5	172.5	25.9 _{b/}	49.0	168.8	183.2
Chili	225.4	70.0	27.3	2.04	245.5	70.0	25.8	20.8
Colombie	19.5	23.0	19.5	16.3	24.0	25.0	19.8	16.0
Costa Rica	13.7	8.1	32.7	1.9	3.7	9.6	32.2	8.8
Equateur	13.7	11.7	48.4	31.2	18.4	11.2	78.0	37.0
El Salvador	8.4	...	13.2	11.7	8.8	...	13.4	14.1
Guatemala	2.9	10.7	...	2.5	3.3	9.4	...	0.9
Guyana	8.2	12.8	15.0	...	12.2	14.1	20.9	...
Haïti	13.7	8.0	10.2	7.0 _{c/}	15.5	9.3	11.0	7.0 _{c/}
Honduras	6.5	9.2	8.9	4.8	8.0	9.6	5.3	0.3
Jamaïque	14.9	22.0	10.3	28.6	17.2	24.0	8.0 _{d/}	26.7 _{d/}
Mexique	12.4	21.0	102.0	65.5	13.9	19.5	91.1	74.9
Panama	7.8	6.9	2.1	1.6	9.9	6.6	2.3	1.5
Paraguay	12.6	14.7	...	...	15.4	14.9	...	...
Pérou	12.1	37.0	111.0	110.2	13.9	50.0	25.7	106.3
Porto Rico	8.8	5.6	0.6	1.8	12.6	5.5	1.0	2.1
République dominicaine	11.1	8.3	4.1	28.5	13.3	3.4	3.8	25.5
Suriname	8.2	11.5	4.4	...	9.5	12.2	4.5	...
Trinité-et-Tobago	13.7	12.9	16.7	13.3	17.1	11.1	23.3	10.0
Uruguay	73.4	55.0	14.9	55.3	76.0	55.0	54.1	68.8
Venezuela	5.5	11.4	6.3	12.2	8.5	15.7	7.8	17.2
<u>Extrême-Orient</u>								
Bangladesh	39.0 _{e/}	7.6	8.0	12.1	42.0 _{e/}	5.0	6.9	16.7
Birmanie	17.8	3.8	5.5	5.0	21.0	2.6	11.2	2.3
Corée, Rép. de	14.3	17.2	3.3	2.3	16.8	17.2	1.3	1.5
Inde	13.2	1.3	11.5	2.0	14.2	0.8	12.0	1.0
Indonésie	21.3	...	11.8	10.4	25.2	...	9.1	10.0
Malaisie	6.7	4.6	3.7	4.5 _{d/}	10.4	3.7	0.9	4.9 _{d/}
Népal	10.3	6.7	12.0	2.4	9.8	6.1	13.2	3.4 _{d/}
Pakistan	15.2	9.0	7.4	7.1	16.6	8.0	6.1	7.2
Philippines	18.7	12.0	10.0	50.3	20.1	11.0	8.6	53.8
Sri Lanka	8.0	9.9	13.9	16.6	9.1	10.7	12.4	18.1
Thaïlande	9.8	10.4	3.4	0.7	11.9	10.6	5.2	-1.1

TABLEAU ANNEXE 15. VARIATIONS ANNUELLES DES PRIX A LA CONSOMMATION:
TOUS ARTICLES ET PRODUITS ALIMENTAIRES (suite)

	Tous articles				Produits alimentaires			
	1970 à 1975	1975 à 1980	1982 à 1983	1983 à 1984	1970 à 1975	1975 à 1980	1982 à 1983	1983 à 1984
..... pourcentage annuel								
<u>Afrique</u>								
Algérie	5.1	12.4	4.5	...	7.2	15.7	2.7	
Botswana	...	12.4	22.4	8.5	...	13.8	12.0	8.6
Cameroun	10.2	10.7	16.4	12.7f/	11.5	11.8	12.4	...
Côte d'Ivoire	8.2	16.7	5.9	4.3	9.3	19.3	4.3	4.9
Ethiopie	3.7	15.7	10.0	8.2	2.7	19.2	4.3	11.0
Gabon	11.4	12.9	10.4	5.9	2.7	...	...	...
Gambie	10.5	10.2	10.8	22.1	12.8	9.7	13.7	21.3
Ghana	17.4	70.0	172.5	63.5	20.3	45.0	44.5	30.8
Kenya	13.9e/	9.8	15.2	8.9c/	14.7e/	10.2	10.7	9.5c/
Lesotho	14.7e/	15.1	17.4	10.1	16.4e/	18.6	19.2	10.5
Libéria	12.1	8.8	2.7	...	13.7	8.1	2.7	...
Madagascar	9.7	9.2	19.5	9.8	12.0	9.0	16.2	10.9
Malawi	8.9	9.2	15.3	...	10.7	9.5	15.1	...
Maroc	5.4	9.7	7.0	11.6	7.2	9.3	4.8	13.0
Maurice	13.1	16.9	5.6	7.3	14.7	16.3	7.3	9.0
Niger	7.9	14.6	...	...	10.6	14.8	...	...
Nigéria	11.5	14.4	23.2	42.6e/	13.1	20.0	23.2	43.6c/
Sénégal	13.0	6.8	11.6	11.8	16.5	6.4	11.3	11.5
Sierra Leone	8.4	13.8	68.5	66.4	11.0	12.9	65.6	52.6
Swaziland	9.3	13.2	11.7	12.4	9.8	14.0	12.0	14.5
Tanzanie	13.1	14.5	27.0	...	17.7	13.4	27.2	...
Togo	8.9	8.1	9.7	-3.8	9.7	9.9	11.3	-10.3
Tunisie	4.8	...	9.0	8.4	5.2	...	8.1	8.8
Zaïre	18.6	...	...	...	21.2	...	...	...
Zambie	7.1	15.2	19.6	20.0	7.4	13.7	20.7	18.6
Zimbabwe	...	9.8	23.2	...	...	8.4	28.6	...
<u>Proche-Orient</u>								
Arabie saoudite	...	11.3	0.8	...	...	9.5	0.2	...
Chypre	8.0	...	5.1	6.0	10.2	...	4.3	8.4
Egypte	5.8	12.9	16.1	17.1	8.6	14.4	18.6	16.1
Iran	9.6	16.1	19.8	12.5	10.0	18.9	18.4	9.0
Iraq	11.3	...	...	...	18.1	...	...	...
Jordanie	6.0	11.6	...	3.9	9.2	9.8	...	2.5
Koweït	10.1	7.1	4.4	1.2	15.4	6.1	2.6	-0.2
Soudan	11.6	16.8	30.6	30.8d/	12.0	14.2	29.6	57.1d/
Syrie	16.7	10.9	6.0	9.5	18.2	...	3.5	7.3
Turquie	6.2	50.0	28.1	48.8	7.7	47.0	29.6	57.1

a/ Janvier-novembre

b/ 1972-75

c/ Janvier-juin

d/ Janvier-août

e/ 1973-75

f/ Janvier-septembre

Source: Bureau international du travail, Bulletin des statistiques du travail, 1983-85.

TABEAU ANNEXE 16. DISPONIBILITES ENERGETIQUES D'ORIGINE ALIMENTAIRE PAR HABITANT
DANS CERTAINS PAYS DEVELOPPES ET EN DEVELOPPEMENT

PAYS	1969-71	1972-74	1975-77	1978-80	1981-83
----- CALORIES PAR HABITANT PAR JOUR -----					
ALGERIE	1826	2010	2252	2553	2652
ANGOLA	2031	2008	2019	2161	2028
BENIN	2057	2081	2052	2227	2081
BOTSWANA	2138	2119	2135	2132	2184
BURKINA FASO	2119	1999	2192	2163	2112
BURUNDI	2363	2203	2397	2375	2438
CAMEROUN	2136	2208	2362	2220	2053
CAP-VERT	2000	2146	2321	2519	2425
REP. CENTRAFRICAINE	2159	2296	2191	2135	2115
TCHAD	2118	1788	1788	1789	1541
COMORES	2219	2193	2009	2008	2147
CONGO	2178	2255	2309	2415	2470
EGYPTE	2507	2586	2740	2958	3179
ETHIOPIE	2042	1874	1847	2104	2099
GABON	1891	1869	2037	2163	2314
GAMBIE	2249	2151	2142	2166	2257
GHANA	2234	2234	2131	1899	1635
GUINEE	2040	2045	2064	2003	1951
GUINEE-BISSAU	1932	1821	1775	1748	1909
COTE-D'IVOIRE	2389	2340	2372	2533	2631
KENYA	2240	2261	2247	2130	2023
LESOTHO	2025	1962	2171	2367	2320
LIBERIA	2209	2234	2329	2428	2399
LIBYE	2366	2970	3533	3661	3673
MADAGASCAR	2494	2476	2524	2501	2531
MALAWI	2261	2278	2293	2279	2246
MALI	1950	1727	1893	1808	1684
MAURITANIE	1970	1763	1861	1975	2111
MAURICE	2300	2427	2622	2714	2694
MAROC	2425	2546	2620	2688	2614
MOZAMBIQUE	2074	1961	1916	1817	1718
NAMIBIE	1960	1972	1929	1934	1920
NIGER	2004	1948	2039	2342	2378
NIGERIA	2197	2146	2180	2295	2195
REUNION	2497	2603	2707	2792	2803
RWANDA	1967	1832	2008	2021	2202
SAO TOME*-ET-PRINCIPE	2149	2046	2058	2313	2281
SENEGAL	2445	2347	2326	2330	2245
SEYCHELLES	1991	2200	2153	2300	2295
SIERRA LEONE	1967	1940	1958	2049	2067
SOMALIE	2163	2091	2108	2067	2052
AFRIQUE DU SUD	2717	2839	2905	2908	2925
SOUDAN	2114	2075	2202	2292	2246
SWAZILAND	2222	2340	2468	2481	2497
TANZANIE	1949	1977	2369	2404	2346
TOGO	2202	2133	2070	2181	2215
TUNISIE	2259	2566	2611	2770	2809
UGANDA	2445	2433	2238	2164	2294
ZAIRE	2218	2257	2247	2105	2136
ZAMBIE	2192	2251	2346	2224	2008
ZIMBABWE	2036	2206	2055	2051	2120
ANTIGUA-ET-BARBUDA	2293	2131	2020	2002	2019
BAHAMA	2674	2455	2230	2398	2518
BARBADE	2895	2959	2977	3071	3124
BELIZE	2490	2618	2684	2730	2656
BERMUDES	2934	2782	2559	2544	2540
CANADA	3368	3422	3404	3406	3413
COSTA RICA	2404	2494	2601	2576	2548
CUBA	2575	2654	2651	2773	2874
DOMINIQUE	2174	2129	2216	2187	2370
REP. DOMINICAINE	2078	2194	2238	2285	2330
EL SALVADOR	1850	1926	2086	2127	2112
GRENAD	2347	2267	2145	2265	2292
GUADELOUPE	2315	2371	2414	2416	2554
GUATEMALA	2059	2063	2089	2080	2080
HAITI	1920	1933	1936	1903	1901
HONDURAS	2152	2098	2124	2177	2143
JAMAIQUE	2531	2626	2682	2603	2504
MARTINIQUE	2371	2446	2563	2673	2757
MEXIQUE	2641	2670	2727	2842	2962
ANTILLES NEERLANDAISES	2448	2531	2679	2809	2839
NICARAGUA	2424	2367	2370	2277	2287
PANAMA	2349	2314	2315	2229	2306
	2145	2210	2245	2278	2190
SAINTE-LUCIE	2132	2138	2128	2279	2363
SAINT-VINCENT	2250	2210	2207	2254	2338
TRINITE-ET-TOBAGO	2386	2441	2552	2830	3012
ETATS-UNIS	3493	3502	3528	3609	3636
ARGENTINE	3318	3180	3261	3262	3195
BOLIVIE	1971	1978	2033	2074	2061
BRESIL	2472	2471	2513	2569	2564
CHILI	2697	2708	2579	2620	2642
COLOMBIE	2152	2266	2382	2462	2543
EQUATEUR	1986	2009	2090	2098	2068
GUYANE FRANCAISE	2565	2515	2485	2676	2811
GUYANA	2292	2321	2384	2320	2334
PARAGUAY	2753	2724	2722	2817	2816

TABEAU ANNEXE 16. DISPONIBILITES ENERGETIQUES D'ORIGINE ALIMENTAIRE PAR HABITANT
DANS CERTAINS PAYS DEVELOPPES ET EN DEVELOPPEMENT

PAYS	1969-71	1972-74	1975-77	1978-80	1981-83
----- CALORIES PAR HABITANT PAR JOUR -----					
PEROU	2294	2254	2241	2176	2122
SURINAME	2337	2302	2345	2477	2476
URUGUAY	3002	2915	2879	2745	2695
VENEZUELA	2335	2257	2450	2581	2528
AFGHANISTAN	2210	2206	2227	2244	2296
BANGLADESH	2034	1651	1800	1840	1874
BRUNEL	2282	2375	2422	2429	2459
BIRMANIE	2050	2063	2104	2247	2466
CHINA	2092	2183	2223	2392	2547
CHYPRE	3088	3113	3100	3279	3368
HONG-KONG	2690	2703	2693	2738	2741
INDE	1996	1951	1917	2065	2073
INDONESIE	1917	2018	2078	2265	2392
IRAN	2217	2469	2853	2807	3013
IRAK	2257	2245	2409	2664	2877
ISRAEL	3009	3048	3078	2961	3060
JAPON	2751	2820	2785	2838	2789
JORDANIE	2616	2422	2373	2622	2921
KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE	2286	2154	1857	1817	1945
COREE, REP. POP. DEMOCR.	2501	2635	2823	3047	3024
COREE, REP. DE	2528	2685	2776	2787	2794
KOWEIT	2778	2739	2912	3207	3331
LAOS	1989	1933	1796	1889	1945
LIBAN	2476	2591	2568	2380	2934
MACAO	2181	2192	2270	2396	2469
MALAISIE	2417	2479	2492	2543	2528
MALDIVES	1745	1734	1870	1990	2007
MONGOLIE	2442	2499	2607	2750	2787
NEPAL	1956	1883	1885	1888	1992
PAKISTAN	2019	2025	2112	2151	2226
PHILIPPINES	2028	2066	2159	2364	2397
ARABIE SAOUDITE, ROYAUME	1904	1956	2065	2782	3087
SINGAPOUR	2559	2622	2630	2640	2646
SRI LANKA	2303	2091	2129	2274	2230
SYRIE	2360	2487	2501	2773	3095
THAILANDE	2169	2194	2273	2324	2341
TURQUIE	2829	2905	2992	3087	3113
EMIRATS ARABES UNIS	3130	3391	3648	3616	3519
VIET NAM	2179	2117	2038	2025	2136
YEMEN, REP. ARABE DU	1841	1995	2165	2231	2259
YEMEN DEMOCRATIQUE	2092	1980	1907	2124	2262
ALBANIE	2541	2577	2800	2955	2911
AUTRICHE	3302	3338	3328	3410	3476
BELGIQUE-LUXEMBOURG	3482	3509	3528	3587	3678
BULGARIE	3500	3483	3545	3594	3660
TCHECOSLOVAQUIE	3429	3474	3445	3467	3552
DANEMARK	3385	3396	3362	3538	3671
ILES FEROE	2700	2902	3148	3120	3079
FINLANDE	3128	3157	3096	3065	3048
FRANCE	3391	3400	3428	3519	3523
REP. DEMOCR. ALLEMANDE	3317	3408	3512	3612	3702
ALLEMAGNE, REP. FEDERALE	3207	3217	3217	3360	3393
GRECE	3178	3396	3491	3554	3637
HONGRIE	3336	3375	3452	3498	3534
ISLANDE	2955	3049	2958	3092	3108
IRLANDE	3482	3531	3486	3575	3639
ITALIE	3442	3549	3454	3594	3524
MALTE	3059	2910	2855	2782	2668
PAYS-BAS	3430	3474	3473	3563	3527
NORVEGE	3083	3146	3137	3280	3234
POLOGNE	3335	3420	3481	3487	3288
PORTUGAL	3107	3100	3078	3135	3128
ROUMANIE	3068	3199	3380	3395	3316
ESPAGNE	2870	3125	3302	3350	3289
SUEDE	3038	3063	3160	3156	3169
SUISSE	3492	3458	3389	3481	3494
ROYAUME-UNI	3356	3298	3226	3236	3217
URSS	3331	3326	3380	3368	3370
YOUgoslavie	3324	3379	3512	3536	3600
AUSTRALIE	3225	3157	3182	3055	3064
FIDJI	2439	2591	2677	2871	2849
POLYNESIE FRANCAISE	2840	2762	2697	2861	2849
KIRIBATI	2170	2393	2460	2653	2685
NOUVELLE-CALÉDONIE	3040	2847	2757	2825	2797
NOUVELLE-ZÉLANDE	3466	3491	3447	3422	3504
PAPOUASIE NOUV. GUINÉE	2047	2060	2020	2029	2032
SAMOA	2075	2093	2358	2514	2471
ILES SALOMON	2117	2019	2090	2080	2009
TONGA	2579	2893	3089	3175	3112
VANUATU	2568	2559	2382	2264	2180

TABLEAU ANNEXE 17. PART DE L'AGRICULTURE AU SENS LARGE DANS LES ENGAGEMENTS D'AIDE PUBLIQUE ENTRE 1977 ET 1984

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983 <u>a/</u>	1984 <u>a/</u>
 %							
<u>Engagements, y compris les engagements</u>								
<u>à des conditions de faveur</u>								
Institutions multilatérales <u>b/</u>	36	39	36	38	36	35	35	29
Banque mondiale <u>c/</u>	39	41	37	33	33	31	36	27
Banques régionales de développement <u>c/</u>	35	31	33	45	44	43	27	30
Aide multilatérale de l'OPEP <u>c/</u>	13	30	7	16	16	17	21	22
Sources bilatérales	10	9	..	..	..	..	..	..
CAD/CEE	11	11	12	11	11	11	11	10
Aide bilatérale de l'OPEP	6	3	..	..	..	..	..	..
Toutes sources (multilatérales+bilatérales)	17	17	..	..	..	..	..	..
<u>Engagements à des conditions de</u>								
<u>faveur uniquement (APD)</u>								
Institutions multilatérales <u>b/</u>	44	49	49	49	53	49	47	47
Banque mondiale <u>c/</u>	54	52	52	45	58	43	51	48
Banques régionales de développement <u>c/</u>	50	48	53	62	65	57	39	33
Aide multilatérale de l'OPEP <u>c/</u>	11	29	7	15	14	30	26	46
Sources bilatérales	14	13	16	13	14	16	14	13
CAD/CEE	16	17	18	16	18	17	17	15
Aide bilatérale de l'OPEP	7	3	7	1	4	12	5	2
Toutes sources (multilatérales+bilatérales)	18	19	21	19	21	22	20	18

a/ Données préliminaires.

b/ Y compris PNUD, GCRAI, FAO/FF, FAO/PCT (à partir de 1977) et FIDA (à partir de 1978).

c/ Non compris les engagements en faveur du GCRAI.

Sources: FAO et OCDE.

TABLEAU ANNEXE 18. VENTILATION EN POURCENTAGE DES ENGAGEMENTS D'AIDE PUBLIQUE BILATERALE ET MULTILATERALE A L'AGRICULTURE AU SENS LARGE ENTRE 1977 ET 1984

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983 <u>a/</u>	1984 <u>a/</u>
 %							
<u>Engagements, y compris les engagements</u>								
<u>à des conditions de faveur</u>								
Institutions multilatérales	57	58	52	59	58	59	63	57
Banque mondiale <u>b/</u>	38	43	34	35	34	35	44	31
Banques régionales								
de développement <u>b/</u>	14	10	12	15	17	15	11	18
Aide multilatérale de l'OPEP <u>b/</u>	2	2	-	1	1	2	2	2
Autres <u>c/</u>	3	3	6	8	6	7	6	6
Sources bilatérales	43	42	48	41	42	41	37	43
CAD/CEE	38	40	44	40	40	35	35	44
Aide bilatérale de l'OPEP	5	2	4	1	2	6	2	1
Toutes sources								
(multilatérales+bilatérales)	100	100	100	100	100	100	100	100
<u>Engagements à des conditions</u>								
<u>de faveur uniquement (APD)</u>								
Institutions multilatérales	36	41	37	45	43	40	41	40
Banque mondiale <u>b/</u>	19	26	18	21	21	20	18	21
Banques régionales								
de développement <u>b/</u>	11	8	11	12	12	7	11	7
Aide multilatérale de l'OPEP <u>b/</u>	2	2	-	1	1	2	2	2
Autres <u>c/</u>	4	5	8	11	9	11	10	10
Sources bilatérales	64	59	63	55	57	60	59	60
CAD/CEE	56	56	59	53	54	51	56	60
Aide bilatérale de l'OPEP	8	3	4	2	3	9	3	2
Toutes sources								
(multilatérales+bilatérales)	100	100	100	100	100	100	100	100
<u>a/</u>	Données préliminaires.							
<u>b/</u>	Non compris les engagements en faveur du GCRAI.							
<u>c/</u>	Y compris PNUD, GCRAI, FAO/FF, FAO/PCT (à partir de 1977) et FIDA (à partir de 1978).							

Sources: FAO et OCDE.

TABLEAU ANNEXE 19. PAYS DU CAD: ENGAGEMENTS BILATERAUX D'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT (APD) ET PART DESTINEE A L'AGRICULTURE (AU SENS LARGE)

	APD bilatérale					Part de l'APD destinée à l'agriculture				
	1980	1980	1982	1983	1984 _{a/}	1980	1981	1982	1983	1984 _{a/}
	..... millions de dollars %				
Allemagne	4 617	3 467	2 713	2 271	2 809	16	13	18	15	14
Australie	522	590	545	536	649	8	14	11	5	10
Autriche	140	265	291	183	72	47	10	1	2	1
Belgique	512	432	320	362	260	4	4	3	2	9
Canada	512	1 011	807	1 139	1 575	31	39	15	25	22
Danemark	260	225	282	260	288	37	44	51	22	38
Etats-Unis	5 378	5 135	6 112	6 989	8 140	20	16	14	14	9
Finlande	112	111	123	96	171	15	19	11	24	7
France	4 766	4 431	4 358	4 380	3 893	6	8	8	11	8
Italie	138	481	641	882	903	24	6	17	20	20
Japon	3 369	3 437	3 622	3 483	3 968	16	24	18	17	19
Nouvelle-Zélande	54	52	47	40	41	24	33	30	15	15
Norvège	247	262	309	288	353	28	26	25	17	35
Pays-Bas	1 592	1 066	934	901	902	24	27	22	22	22
Royaume-Uni	1 459	1 000	1 112	927	981	7	8	8	12	14
Suède	611	518	579	526	576	34	39	32	24	26
Suisse	139	253	207	239	218	33	46	31	55	22
Total pays du CAD	24 426	22 736	23 002	23 502	25 844	16	17	15	15	14

a/ Chiffres préliminaires.

Source: OCDE.

TABLEAU ANNEXE 20. VENTILATION EN POURCENTAGE DES ENGAGEMENTS D'AIDE PUBLIQUE A L'AGRICULTURE (NON COMPRIS LES DONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE) PAR AFFECTATION ENTRE 1977 ET 1984

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983 <u>a</u> /	1984 <u>a</u> /
%.....							
Mise en valeur des terres et des eaux <u>b</u> /	25	26	18	25	17	22	20	21
Services agricoles	12	12	10	13	7	12	15	17
Approvisionnement en intrants	4	5	3	6	5	4	6	5
Production végétale	5	8	7	7	6	8	6	8
Elevage	3	4	3	2	2	1	2	2
Pêches <u>c</u> /	3	3	3	3	3	2	2	2
Recherche, vulgarisation, formation <u>d</u> /	4	4	3	5	5	5	6	9
Forêts	2	2	3	2	2	3	2	3
Agriculture (montants non attribués)	11	12	17	9	14	11	9	11
TOTAL, SENS ETROIT	69	76	67	72	61	68	68	78
Développement rural/infrastructure	16	15	16	19	22	23	21	13
Fabrication d'intrants <u>e</u> /	5	4	11	2	10	4	1	5
Agro-industries	9	5	6	7	5	4	7	3
Développement régional	1	-	-	-	2	1	3	1
TOTAL, SENS LARGE	100	100	100	100	100	100	100	100

Note: Dans ce tableau, l'agriculture au sens étroit inclut les forêts.

a/ Données préliminaires et estimations partielles.

b/ Y compris l'aménagement des réseaux hydrographiques.

c/ Y compris des moyens de production tels que chalutiers et engins de pêche.

d/ Y compris les engagements en faveur du GCRAI.

e/ Principalement engrais.

Source: Banque informatisée de données sur l'aide extérieure à l'agriculture (FAO).

TABLEAU ANNEXE 21. REPARTITION PAR REGIONS ET GROUPES ECONOMIQUES DES ENGAGEMENTS D'AIDE PUBLIQUE A L'AGRICULTURE AU SENS LARGE (A L'EXCLUSION DES DONS SOUS FORME D'ASSISTANCE TECHNIQUE) ENTRE 1977 ET 1984

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983 <u>a/</u>	1984 <u>a/</u>
 %							
<u>Engagements, y compris les engagements</u>								
<u>à des conditions de faveur</u>								
Extrême-Orient et Pacifique	40	49	46	46	42	49	41	47
Afrique	29	22	24	22	28	28	26	28
Amérique latine	24	21	22	24	23	18	24	18
Proche-Orient	7	8	8	8	7	5	9	7
Total quatre régions en développement	100	100	100	100	100	100	100	100
dont:								
Pays à bas revenu et à								
déficit vivrier <u>b/</u>	62	60	65	66	64	65	62	69
Pays les moins avancés <u>c/</u>	18	13	18	19	19	19	21	17
<u>Engagements à des conditions</u>								
<u>de faveur uniquement</u>								
Extrême-Orient et Pacifique	43	53	55	50	48	46	48	53
Afrique	33	26	23	26	32	39	31	34
Amérique latine	14	14	13	14	12	9	12	6
Proche-Orient	10	7	9	10	8	6	9	7
Total quatre régions en développement	100	100	100	100	100	100	100	100
dont:								
Pays à bas revenu et à								
déficit vivrier <u>b/</u>	76	70	75	78	78	78	78	83
Pays les moins avancés <u>c/</u>	28	21	24	27	28	30	36	27
<u>Engagements sans conditions de faveur</u>								
Extrême-Orient et Pacifique	34	41	24	37	31	53	33	38
Afrique	23	17	27	12	20	11	19	17
Amérique latine	41	33	42	47	44	33	40	38
Proche-Orient	2	9	7	4	5	3	8	7
Total quatre régions en développement	100	100	100	100	100	100	100	100
dont:								
Pays à bas revenu et à								
déficit vivrier <u>b/</u>	38	43	41	36	38	44	40	45
Pays les moins avancés <u>c/</u>	1	1	3	1	2	1	1	1

a/ Données préliminaires et estimations partielles.

b/ 65 pays (PNB par habitant de 790 dollars au maximum en 1984).

c/ 36 pays.

Source: Banque informatisée de données sur l'aide extérieure à l'agriculture (FAO).

POINTS DE VENTE DES PUBLICATIONS DE LA FAO

Algérie	Société nationale d'édition et de diffusion, 92, rue Didouche Mourad, Alger.
Allemagne, Rép. féd. d'	Alexander Horn Internationale Buchhandlung, Friederichstr. 39, Postfach 3340, 6200 Wiesbaden.
Arabie saoudite	The Modern Commercial University Bookshop, PO Box 394, Riyadh.
Argentine	Libreria Agropecuaria S.A., Pasteur 743, 1028 Buenos Aires.
Australie	Hunter Publications, 58A Gipps Street, Collingwood, Vic. 3066; Australian Government Publishing Service, Sales and Distribution Branch, Wentworth Ave, Kingston, A.C.T. 2604. Bookshops in Adelaide, Melbourne, Brisbane, Canberra, Perth, Hobart and Sydney.
Autriche	Gerold & Co., Graben 31, 1011 Vienne.
Bahreïn	United Schools International, PO Box 726, Manama.
Bangladesh	Association of Development Agencies in Bangladesh, House No. 46A, Road No. 6A, Dhanmondi R/A, Dhaka.
Belgique	M. J. De Lannoy, 202, avenue du Roi, 1060 Bruxelles. CCP 000-0808993-13.
Bolivie	Los Amigos del Libro, Perú 3712, Casilla 450, Cochabamba; Mercado 1315, La Paz.
Botswana	Botsalo Books (Pty) Ltd, PO Box 1532, Gaborone.
Brésil	Fundação Getúlio Vargas, Praia de Botafogo 190, C.P. 9052, Rio de Janeiro; Livraria Canuto Ltda, Rua Consolação, 348 - 2º andar, Caixa Postal 19198, São Paulo.
Brunei Darussalam	SST Trading Sdn. Bhd., Bangunan Tekno No. 385, Jln 5/59, PO Box 227, Petaling Jaya, Selangor.
Canada	Renouf Publishing Company Ltd, 61, rue Sparks, B.P. 1008, Station B, Ottawa, Ont. K1P 5R1; Tél.: (613) 238 8985. Interurbains sans frais au Canada: 1-800-267-4164; Télex: 053-4936; Librairie Renouf Ltée, 980, rue Notre-Dame, Lachine, P.Q., H8S 2B9.
Chili	Libreria - Oficina Regional FAO, Avda. Santa Maria 6700, Casilla 10095, Santiago. Teléfono: 228-80-56.
Chine	China National Publications Import Corporation, PO Box 88, Beijing.
Chypre	MAM, PO Box 1722, Nicosie.
Congo	Office national des librairies populaires, B.P. 577, Brazzaville.
Corée, Rép. de	Eulyyo Publishing Co. Ltd, 46-1 Susong-Dong, Jongro-Gu, PO Box 362, Kwangwha-Mun, Seoul 110.
Costa Rica	Libreria, Imprenta y Litografía Lehmann S.A., Apartado 10011, San José.
Cuba	Ediciones Cubanas, Empresa de Comercio Exterior de Publicaciones, Obispo 461, Apartado 605, La Habana.
Danemark	Munksgaard Export and Subscription Service, 35 Nørre Søgade, DK 1370 Copenhagen K.
El Salvador	Libreria Cultural Salvadoreña, S.A. de C.V., 7ª Avenida Norte 121, Apartado Postal 2296, San Salvador.
Equateur	Su Libreria Cia. Ltda., Garcia Moreno 1172 y Mejia, Apartado 2556, Quito.
Espagne	Mundi-Prensa Libros S.A., Castelló 37, 28001 Madrid; Libreria Agricola, Fernando VI 2, 28004 Madrid.
Etats-Unis d'Amérique	UNIPUB, PO Box 1222, Ann Arbor, MI 48106.
Finlande	Akateeminen Kirjakauppa, 1 Keskuskatu, PO Box 128, 00101 Helsinki 10.
France	Editions A. Pedone, 13, rue Soufflot, 75005 Paris.
Ghana	Fides Enterprises, PO Box 14129, Accra; Ghana Publishing Corporation, PO Box 3632, Accra.
Grèce	G.C. Eleftheroudakis S.A., 4, rue Nikis, Athènes (T-126); John Mihalopoulos & Son S.A., 75, rue Hermou, B.P. 73, Thessalonique.
Guatemala	Distribuciones Culturales y Técnicas «Artemis», 5ª Avenida 12-11, Zona 1, Apartado Postal 2923, Guatemala.
Guinée-Bissau	Conselho Nacional da Cultura, Avenida da Unidade Africana, C.P. 294, Bissau.
Guyana	Guyana National Trading Corporation Ltd, 45-47 Water Street, PO Box 308, Georgetown.
Haïti	Librairie «A la Caravelle», 26, rue Bonne Foi, B.P. 111, Port-au-Prince.
Hong-kong	Swindon Book Co., 13-15 Lock Road, Kowloon.
Hongrie	Kultura, PO Box 149, 1389 Budapest 62.
Inde	Oxford Book and Stationery Co., Scindia House, New Delhi 100 001; 17 Park Street, Calcutta 700 016; Oxford Subscription Agency, Institute for Development Education, 1 Anasuya Ave, Kilpauk, Madras 600 010.
Indonésie	P.T. Inti Buku Agung, 13 Kwitang, Jakarta.
Irak	National House for Publishing, Distributing and Advertising, Jamhuri Street, Baghdad.
Irlande	The Controller, Stationery Office, Dublin 4.
Islande	Snaebjörn Jónsson and Co. h.f., Hafnarstraeti 9, PO Box 1131, 101 Reykjavik.
Italie	Section distribution et ventes, FAO, Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome; Libreria Scientifica Dott. Lucio de Biasio «Aeiou», Via Meravigli 16, 20123 Milan; Libreria Commissionaria Sansoni S.p.A. «Licosa», Via Lamarmora 45, C.P. 552, 50121 Florence.
Japon	Maruzen Company Ltd, PO Box 5050, Tokyo International 100-31.
Kenya	Text Book Centre Ltd, Kijabe Street, PO Box 47540, Nairobi.
Koweït	The Kuwait Bookshops Co. Ltd, PO Box 2942, Safat.
Luxembourg	M. J. De Lannoy, 202, avenue du Roi, 1060 Bruxelles (Belgique).
Malaisie	SST Trading Sdn. Bhd., Bangunan Tekno No. 385, Jln 5/59, PO Box 227, Petaling Jaya, Selangor.
Maroc	Librairie «Aux Belles Images», 281, avenue Mohammed V, Rabat.
Maurice	Nalanda Company Limited, 30 Bourbon Street, Port-Louis.
Mexique	Dilitsa S.A., Puebla 182-D, Apartado 24-448, México 06700, D.F.
Nicaragua	Libreria Universitaria, Universidad Centroamericana, Apartado 69, Managua.
Nigéria	University Bookshop (Nigeria) Limited, University of Ibadan, Ibadan.
Norvège	Johan Grundt Tanum Bokhandel, Karl Johansgate 41-43, PO Box 1177, Sentrum, Oslo 1.
Nouvelle-Zélande	Government Printing Office, Government Printing Office Bookshops: 25 Rutland Street; Commandes expédiées par poste: 85 Beach Road, Private Bag, CPO, Auckland; Ward Street, Hamilton; Mulgrave Street (Head Office), Cubacade World Trade Centre, Wellington; 159 Hereford Street, Christchurch; Princes Street, Dunedin.
Pakistan	Mirza Book Agency, 65 Shahrah-e-Quaid-e-Azam, PO Box 729, Lahore 3; Sasi Book Store, Zaibunnisa Street, Karachi.
Panama	Distribuidora Lewis S.A., Edificio Dorasol, Calle 25 y Avenida Balboa, Apartado 1634, Panamá 1.
Paraguay	Agencia de Librerias Nizza S.A., Casilla 2596, Eligio Ayala 1073, Asunción
Pays-Bas	Keesing Publishing Company B.V., Hogehilweg 13, 1101 CB Amsterdam; Post Box 1118, 1000 BC Amsterdam.
Pérou	Libreria Distribuidora «Santa Rosa», Jirón Apurímac 375, Casilla 4937, Lima 1.
Philippines	The Modern Book Company Inc., PO Box 632, Manille.
Pologne	Ars Polona, Krakowskie Przedmiescie 7, 00-068 Varsovie.
Portugal	Livraria Bertrand, S.A.R.L., Rua João de Deus, Venda Nova, Apartado 37, 2701 Amadora Codex; Livraria Portugal, Dias y Andrade Ltda., Rua do Carmo 70-74, Apartado 2681, 1117 Lisbonne Codex.
Rép. Dominicaine	Fundación Dominicana de Desarrollo, Casa de las Gárgolas, Mercedes 4, Apartado 857, Zona Postal 1, Santo Domingo.
Roumanie	Ilexim, Str. 13 Decembrie No. 3-5, Bucarest Sector 1.
Royaume-Uni	Her Majesty's Stationery Office, 49 High Holborn, London WC1V 6HB (seulement aux visiteurs); HMSO Publications Centre, Agency Section, 51 Nine Elms Lane, London SW8 5DR (commandes commerciales et expédiées par poste, Londres et région); 13a Castle Street, Edinburgh EH2 3AR; 80 Chichester Street, Belfast BT1 4JY; Brazenose Street, Manchester M60 8AS; 258 Broad Street, Birmingham B1 2HE; Southey House, Wine Street, Bristol BS1 2BQ.
Singapour	MPH Distributors (S) Pte. Ltd, 71/77 Stamford Road, Singapore 6; Select Books Pte. Ltd, 215 Tanglin Shopping Centre, 19 Tanglin Road, Singapore 1024; SST Trading Sdn. Bhd., Bangunan Tekno No. 385, Jln 5/59, PO Box 227, Petaling Jaya, Selangor.
Somalie	«Samater's», PO Box 936, Mogadishu.
Soudan	University Bookshop, University of Khartoum, PO Box 321, Khartoum.
Sri Lanka	M.D. Gunasena & Co. Ltd, 217 Olcott Mawatha, PO Box 246, Colombo 11.
Suède	Livres et documents: C.E. Fritzes Kungl. Hovbokhandel, Regeringsgatan 12, PO Box 16356, 103 27 Stockholm. Abonnements: Vennergren-Williams AB, PO Box 30004, 104 25 Stockholm.
Suisse	Librairie Payot S.A., Lausanne et Genève; Buchhandlung und Antiquariat Heinemann & Co., Kirchgasse 17, 8001 Zurich.
Suriname	VACO n.v. in Suriname, Domineestraat 26, PO Box 1841, Paramaribo.
Tanzanie, Rép.-Unie de	Dar-es-Salaam Bookshop, PO Box 9030, Dar-es-Salaam; Bookshop, University of Dar-es-Salaam, PO Box 893, Morogoro.
Tchécoslovaquie	ARTIA, Ve Smeckach 30, PO Box 790, 111 27 Prague 1.
Thaïlande	Suksapan Panit, Mansion 9, Rajadamnern Avenue, Bangkok.
Togo	Librairie du Bon Pasteur, B.P. 1164, Lomé.
Tunisie	Société tunisienne de diffusion, 5, avenue de Carthage, Tunis.
Turquie	Kultur Yayinlari Is-Turk Ltd Sti., Ataturk Bulvarı No. 191, Kat. 21, Ankara. Bookshops in Istanbul and Izmir.
Uruguay	Libreria Agropecuaria S.R.L., Alzaibar 1328, c.c. 1755, Montevideo.
Yougoslavie	Jugoslovenska Knjiga, Trg. Republike 5/8, PO Box 36, 11001 Belgrade; Cankarjeva Založba, PO Box 201-IV, 61001 Ljubljana.
Zambie	Kingstons (Zambia) Ltd, Kingstons Building, President Avenue, PO Box 139, Ndola.
Autres pays	Les commandes ou les demandes de renseignements émanant de pays pour lesquels des agents ou des dépositaires n'ont pas encore été désignés peuvent être adressées à: Section distribution et ventes, FAO, Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie.

PUBLICATIONS DE LA FAO

La FAO fait paraître un certain nombre de publications annuelles, revues et autres ouvrages embrassant une large gamme de sujets. Ci-après quelques-unes de ces publications.

Publications annuelles

Annuaire FAO de la production
Annuaire FAO du commerce
Annuaire FAO des engrais
Annuaire statistique des pêches - Captures et quantités débarquées
Annuaire statistique des pêches - Produits des pêches
Annuaire des produits forestiers
Annuaire de la santé animale
FAO: Rapport et perspectives sur les produits

Revue

Revue mondiale de zootechnie
Bulletin mensuel FAO de statistiques
Alimentation et nutrition
Unasyuva

Autres

Produits agricoles - Projections pour 1975 et 1985
Etude FAO: Forêts n° 61 - Prix des produits forestiers 1965-1984
Cinquième enquête mondiale de la FAO sur l'alimentation

Pour tous renseignements sur les disponibilités et les prix de ces publications, s'adresser aux points de vente des publications de la FAO dont la liste figure à la fin de ce volume.

«Nous avons progressé, mais pas suffisamment, vers les buts fixés il y a 40 ans. Les réflexions que nous inspire notre anniversaire doivent nous conduire à réaffirmer notre détermination, à rassembler nos énergies et, surtout, à revigorer notre enthousiasme.»

EDOUARD SAOUMA

Directeur général
Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture